

هكذا من الاعمال

● LA NOUVELLE STRATÉGIE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS — Pages 4 et 5

LE MONDE diplomatique

N° 524 - 44^e année NOVEMBRE 1997

Lettre
au sous-commandant
Marcos
Par JOHN BERGER
(Page 23.)

36 pages - 22 F
Abonnements : voir tarif page 8

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Soulager la planète

Par IGNACIO RAMONET

KYOTO accueille, du 1^{er} au 12 décembre, les représentants de 150 pays pour débattre des mesures à prendre face au réchauffement de la planète dû à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Que cette conférence se tienne en Extrême-Orient tombe à point, à l'heure où l'Asie est secouée par une succession de désastres financiers et écologiques.

Présentés, hier encore, par les grandes instances économiques - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) -, ainsi que par les théoriciens de l'ultralibéralisme, comme le contre-exemple de l'échec du tiers-monde et le modèle à imiter, les vieux « dragons » (Hong-kong, Singapour, Taïwan, Corée du Sud) et les nouveaux (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines) connaissent une série de très graves désastres financiers. Après l'effondrement de la Bourse de Hong-kong, les marchés financiers des cinq continents, à commencer par Wall Street, ont plongé dans la tourmente, laissant planer sur le monde le spectre d'un krach du système monétaire international.

Le modèle de croissance fondé sur une main-d'œuvre bon marché, une monnaie sous-évaluée, des exportations à outrance, des taux d'intérêt élevés pour attirer les investisseurs spéculateurs internationaux, le tout encadré par un régime politique autoritaire, apparaît désormais moins exemplaire, voire dangereux.

Certains des pays les plus affectés par ces typhons boursiers - Indonésie et Malaisie - ont été de surcroît touchés par des désastres écologiques d'une ampleur exceptionnelle. Ayant échappé à tout contrôle, des milliers d'incendies gigantesques ont ravagé les forêts des îles de Sumatra, Bornéo, Java et Sulawesi sur plus de 800 000 hectares. D'immenses nuages de fumées toxiques, grands comme la moitié d'un continent, ont recouvert de suie et plongé dans une semi-obscurité des villes comme Kuala Lumpur, provoquant des accidents en série (un Airbus qui s'écrase : 234 tués ; une collision maritime : 29 morts).

Les deux catastrophes - boursières et environnementales - sont évidemment liées. Car si, en partie, ces incendies sont imputables à la sécheresse causée par un phénomène climatique cyclique, appelé « El Niño », la principale raison du désastre réside dans la politique de déforestation massive conduite, depuis

des décennies, sur la base d'un modèle hyperproductiviste, uniquement centré sur les exportations, spéculatif et suicidaire. Au nom d'une confusion intéressée entre croissance et développement, les États du Nord et du Sud poursuivent ainsi la destruction systématique des milieux naturels. Les saccages en tous genres se succèdent, infligés aux sols, aux eaux et à l'atmosphère. Urbanisation galopante, déforestation tropicale, contamination des nappes phréatiques (lire pages 24 et 25), des mers et des fleuves, réchauffement du climat, appauvrissement de la couche d'ozone, pluies acides : les pollutions mettent en péril l'avenir de l'humanité.

SIX millions d'hectares de terres arables disparaissent chaque année du fait de la désertification. Partout, l'érosion, la surexploitation grignotent à un rythme accéléré la superficie des terres cultivables. Les équilibres écologiques sont fragilisés par la pollution industrielle des pays du Nord et par la pauvreté des pays du Sud (déforestation, disparition des jachères). Des logiques économiques et politiques absurdes font que des êtres humains meurent encore de faim ; 800 millions de personnes souffrent de malnutrition (1).

En 2010, la couverture forestière du globe aura diminué de plus de 40 % par rapport à 1990. En 2040, l'accumulation des gaz à effet de serre pourrait entraîner un réchauffement de 1 à 2 degrés de la température moyenne de la planète et une élévation de 0,2 à 1,5 mètre du niveau des océans. Ce n'est pas sûr, mais si on attend d'avoir acquis des certitudes scientifiques, il sera trop tard pour agir. L'élévation du niveau des océans aura déjà occasionné des dommages irréparables.

Entre 10 et 17 millions d'hectares disparaissent chaque année. Quatre fois la Suisse. La déforestation détruit un patrimoine biologique unique : les forêts tropicales humides hébergent 70 % des espèces. Chaque année, quelque 6 000 d'entre elles sont rayées de la planète. Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 20 % de toutes les espèces existantes auront disparu dans dix ans.

Les forêts les plus touchées sont les

forêts tropicales. Ainsi, en Indonésie, près de 80 % de la forêt humide de l'île de Sumatra a disparu depuis les années 70. Et à Bornéo, le nombre d'arbres abattus a presque quintuplé en seize ans. Ces destructions ont certes pour origine la croissance rapide de la population qui utilise le bois comme combustible et les terres pour l'agriculture, mais surtout l'exploitation forestière à destination des pays riches.

La conférence de Berlin sur les climats, en avril 1995, a ratifié l'idée que le marché n'est pas en mesure de répondre aux risques globaux pesant sur l'environnement. Protéger la biodiversité, la variété de la vie par le développement durable devient un impératif : le développement est dit « durable » si les générations futures hériteront d'un environnement d'une qualité au moins égale à celui reçu des générations précédentes.

Les pays occidentaux - et notamment les États-Unis, responsables de la moitié des émissions de gaz carboniques des pays industrialisés - doivent tenir les engagements souscrits au sommet de la Terre de Rio, en 1992. Or il n'en est rien. Si l'Union européenne se prononce pour une réduction des gaz de 15 % à l'horizon de l'an 2010, l'administration Clinton vient de proposer de ne revenir au niveau de 1990 qu'en 2012, et surtout d'instaurer, à partir de 2008, des « permis de polluer » négociables. De leur côté, de nombreux gouvernements du Sud refusent d'admettre que la dégradation des écosystèmes entraîne des conséquences tragiques pour toute l'humanité.

Sans un effort collectif, nous ne parviendrons pas à soulager la planète. Il est temps, au Nord comme au Sud, d'en finir avec le modèle de développement suivi pendant des siècles, pour le plus grand malheur de la Terre.

(1) Cf. René Dumont, *Famines, le retour*, Pollack-Adrien, Paris, 1997.

APRÈS LE KRACH DE HONGKONG La Chine privatise mais avec prudence

Par ROLAND LEW*

Partie d'Asie du Sud-Est, la boursique financière a atteint Hong-kong, Shanghai et Pékin au moment où le président Jiang Zemin se rendait aux États-Unis pour négocier certains des grands dossiers du commerce mondial. L'implication croissante de la Chine dans l'actualité internationale a donné un relief particulier au XV^e Congrès du Parti communiste chinois, qui s'est tenu à la mi-septembre 1997. Intervenant peu de temps après le décès de Deng Xiaoping, cette réunion ne prédisposait pas à des changements importants. Mais l'immobilisme politique contraste avec la décision de « restructurer » l'ensemble du secteur industriel d'État. Le rythme de cette transformation fait l'objet de débats non encore clos au sein du Parti communiste. Et, déjà, les travailleurs des entreprises menacées de faillite, victimes de réductions de salaires et tarabais par la peur du chômage, expriment, souvent violemment, leur mécontentement.

Celui qui frappe dans le comportement du régime chinois et dans le cérémonial rigide du congrès du Parti communiste (PCC), c'est le contraste entre les éléments de force et de fragilité. On pourrait s'attendre à une plus grande assurance de la part des maîtres du pays, compte tenu des succès économiques, de la réussite de la récente rétrocession de Hong-kong et de la place croissante que prend la Chine sur la scène internationale.

Ce n'est plus seulement le monde extérieur qui se demande très sérieusement si la Chine ne sera pas « l'autre » superpuissance et l'une des forces majeures du XXI^e siècle, c'est la population et le régime qui commencent à exprimer une ambition du même ordre, mais sans l'avouer trop bruyamment : on est conscient que le parcours sera encore escarpé. Après tout, le discours officiel insistait, il y a quelques années,

sur la grande pauvreté du pays. Les objectifs sont encore à long terme : ce n'est qu'en l'an 2010, 2020, voire 2050 (autour du centième anniversaire de la fondation de la République populaire), que l'on envisage de rattraper véritablement le retard économique...

En fait, la Chine est entraînée, d'un côté, dans une montée en puissance économique et géopolitique. De l'autre, elle n'est pas sortie d'une difficile et parfois chaotique reconversion économique et systémique, aux effets sociaux très destructeurs. Il en résulte un décalage considérable entre ce que le pays est devenu après deux décennies de bouleversements postmaoïstes et ce qui est proclamé officiellement au sommet du parti.

Cette difficulté est masquée par le déploiement de la ferveur patriotique, à la fois réelle et manipulée, qui a pris depuis quelque temps le relais d'un marxisme-léninisme vide de contenu.

(Lire la suite page 6.)

En vente dans les kiosques le 15 novembre :
AMÉRIQUE LATINE, DU « CHE » À MARCOS
Manière de voir, n° 36 100 pages, 45 F

SCIENCE POLITIQUE
RELATIONS INTERNATIONALES

PARIS

INSTITUT D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES
RELATIONS INTERNATIONALES

Etablissement libre d'enseignement supérieur
175, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 PARIS
Tél. : 01 42 81 53 01

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

EN

- diplomatie et relations internationales
- droits de l'homme et droit humanitaire
- administration des organisations internationales

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un niveau équivalent

BROCHURE GRATUITE N° 27 SUR DEMANDE

DANS CE NUMÉRO L'homme et la nature

« Au nom d'une conception erronée du développement, les États du Nord et du Sud poursuivent la destruction systématique des milieux naturels », dénonce Ignacio Ramonet dans son éditorial.

MENACES

Un être humain sur trois manque d'eau potable : gaspillages et pollutions entachent la gestion de ce bien commun de l'humanité (pages 24 et 25). D'autres facteurs menacent la sécurité alimentaire, la santé des populations, le paix et la stabilité du monde. En Afrique, les élections restent perçues par des dirigeants comme un moyen de conserver le contrôle des richesses nationales (pages 12 et 13). Ailleurs, l'ultranationalisme est préoccupant, comme en Serbie (pages 14 et 15). L'inquiétude monte aussi en Asie, particulièrement en Chine, à la veille du nouveau traité militaire entre les États-Unis et le Japon (page 8).

MODÈLES

En Chine, précisément, la reconversion économique saurait-elle éviter le chaos ou une explosion sociale (pages 1, 8 et 7)? L'exemple de l'Amérique latine montre que le paupérisme de masse est incompatible avec la tranquillité publique (page 3). Pourtant, le gouvernement français, qui a opté pour une démarche courageuse en annonçant son projet de semaine de 35 heures, rencontre peu d'écho chez ses homologues européens (pages 20 et 21). Entre-temps, au nom du profit, les nouvelles technologies de l'information - en particulier le réseau Internet - sont détournées de leurs objectifs culturels ou scientifiques (pages 26 et 27).

DÉBATS

En Israël, l'arrivée massive de travailleurs non juifs change la nature de l'immigration (page 10), tandis que, en France, le débat sur les immigrés rebondit (pages 18 et 19). Autre débat : on peut faire dire aux archives les vérités les plus contradictoires (page 32) ; c'est ainsi que certains historiens proposent de condamner idéologiquement le projet soviétique et le barbare nazis (pages 16 et 17). Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 524 - 22.00 F

« Ainsi était le Che »

Suite à l'article d'Ahmed Ben Bella, « Ainsi était le Che » (Le Monde diplomatique, octobre 1997), M. Lucio Lara, député et membre du comité central du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), après s'être félicité de la publication de ce texte, précise :

J'aimerais apporter une petite rectification à l'article de M. Ahmed Ben Bella, auquel j'ai eu la chance d'être présenté par feu Mario Pinto de Andrade, à Alger, alors président du MPLA, lors de la célébration du premier anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. J'ai également eu l'honneur de participer avec feu Agostinho Neto, président du MPLA, à la rencontre que nous avons eue avec Ernesto Che Guevara en janvier 1965 à Brazzaville, où il s'était rendu avec l'ambassadeur de Cuba à Alger, M. Serguera, et les

« L'Algérie sous la terreur »

Suite à notre dossier « L'Algérie sous la terreur » (octobre 1997), M. Ivan Coué (Ardon) nous écrit :

Je suis vraiment étonné qu'aucun des articles (...) ne fasse mention du Parti des travailleurs et de ses positions. Cet ontil est particulièrement regrettable à un moment où le Parti des travailleurs a vu ses listes pour les élections municipales invalidées par le pouvoir. Ses positions contre les privatisations proscrites par le FMI et pour une Assemblée constituante sont très dérangeantes pour les autorités algériennes et méritent une plus grande considération.

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directeur
et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde,
Association Guster Holmann,
Association Les Amis du Monde diplomatique
Directeur : Ignace RAMONET, président,
directeur de la publication
Bernard CASSEN, directeur général
Rédaction
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél. : 01-42-17-21-00 - Télécopie : 01-42-17-21-01
Courriel : mondediplo@mondediplo.fr
Secrétariat : mondediplo@mondediplo.fr
Directeur de la rédaction :
Ignace RAMONET (2916)
Rédacteur en chef : Alain GRESH (2914)
Rédaction : Florence BEAUGÉ (3721),
Christian DE BRIE (2919),
Bernard CASSEN (2913), Serge HALIMI (2861),
Maurice LEMOINE (2918),
Dominique VIDAL (2911)
Secrétariat : mondediplo@mondediplo.fr
Solange BRAND (2915)
Documentation : Maria IERARDI (2917)
Anne KICHENAPALDOU (2926)
Secrétariat : (2916)
Joséphine CAPRON, Monique SALOMÉ
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs :
François HONTI (1954-1972)
Claude JULIEN (1972-1990)
Conseil de surveillance :
Jean-Marie COLOMBANI, président ;
Alain GRESH, vice-président
Responsable de la diffusion :
Patrick MANCHEZ
Tél. : 01-42-17-33-78
Relations clientèle,
abonnements : tél. : 01-42-17-32-90
Publication
Responsable : Natacha HERCEGONA
Tél. : 01-42-17-26-34 - Fax : 01-42-17-21-93
Le Monde diplomatique
est imprimé sur papier recyclé.

pilotes de l'avion dans lequel il se déplaçait en Afrique.

A l'occasion de cette rencontre, nous avons prié Che Guevara de demander au Parti communiste cubain de nous envoyer quelques instructeurs, car nous avions déclenché des attaques au Cabinda et nous avions besoin de réussir nos embuscades contre les soldats portugais, notamment pour leur retirer leurs armes. Le Che a prononcé quelques mots d'encouragement, que nous avons retranscrits dans le bulletin du MPLA. Il a aussi manifesté le désir que lui et ses compagnons, l'ambassadeur et les pilotes puissent faire connaissance avec notre maquis.

Nous acceptâmes, et le commandant Ivo Carrara fut désigné par notre président pour accompagner les visiteurs. Mais le Che lui-même n'a pas participé à cette visite - dont nous avons conservé des photographies -, contrairement à ce qu'affirme l'article de M. Ben Bella. (...) C'est à tort qu'on a affirmé, à propos des activités de Che Guevara en Afrique, qu'il avait été dans le maquis de Cabinda.

J'ajoute que le Parti communiste cubain a répondu positivement à notre demande d'instructeurs : nous en avons accueilli six, qui nous ont aidés à améliorer nos embuscades.

Moins de morts à Madagascar

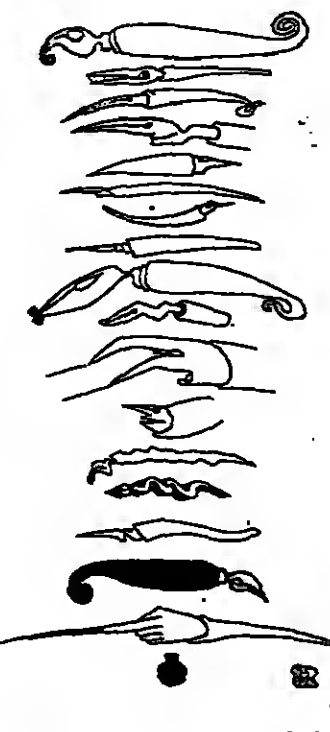
Prenant connaissance avec retard de l'article de Philippe Lemaire sur le soulèvement nationaliste de 1947 à Madagascar (Le Monde diplomatique, mars 1997), M. Jean-Nicolas Mullender, de Flumet (Savoie), revient sur le bilan de la répression :

Y a-t-il vraiment eu 100 000 morts ? Cela n'est pas sûr du tout. Un missionnaire protestant, le pasteur Marc-André Ledoux, qui vécut à Madagascar de 1947 à 1954, et n'est pas suspect de sympathie pour la cause du gouvernement français de l'époque, apporte des arguments sérieux en faveur des enquêtes de l'administration coloniale, qui évaluent entre 11 000 et 12 000 morts, au total, le nombre des victimes, dont plus de la moitié morts de faim. Le chiffre de 100 000 aurait été obtenu en « gonflant » artificiellement le nombre de gens prétendument massacrés par les rebelles eux-mêmes, afin de faire condamner les chefs politiques du Mouvement démocratique pour la rénovation malgache (MDRM), contre lesquels on manquait de preuves tangibles. L'historien Jacques Tronchon affirme de son côté qu'une saignée de cette importance aurait dû laisser des traces dans la pyramide démographique, ce qui n'a pas été le cas. Rameurer le nombre des morts à 12 000 n'enlève rien à la gravité des événements ni à la profondeur du traumatisme créé dans l'âme malgache...

Et la franc-maçonnerie ?

Après la publication de l'article de Florence Beaugé, « Vers une religiosité sans Dieu » (Le Monde diplomatique, septembre), M. Roland Clément (Livedun) nous écrit :

Il me semble qu'il « invente des voies (...) en dehors des dogmes et des normes », comme l'écrit Florence Beaugé, c'est, ou ce devrait être, recréer une certaine maçonnerie, dont elle ne fait même pas mention dans un article par ailleurs plein d'intérêt, alors que cette confrérie se situe au carrefour du spirituel, du social et du politique, du côté des « valeurs privilégiées ».

COURRIER
DES
LECTEURS

Monnaie unique

Après la publication de l'article de Pierre Bourdieu, « L'architecture de l'euro passe aux aveux » (Le Monde diplomatique, septembre 1997), M. Jean-Claude Charra (Lyon) réagit :

Pour entrer dans la monnaie unique, on ne parle que de « critères techniques ». S'il faut indubitablement des points de repère économiques pour savoir d'où l'on part, la construction de l'Europe ne saurait se faire sans « critères politiques ». C'est pourquoi il conviendrait de n'accueillir dans le « premier train » que des pays qui ont signé les accords de Schengen.

Pour cela il existe des motifs simplement pragmatiques. Puisqu'il n'y a aucun précédent d'union monétaire entre des sociétés économiquement aussi développées que les nôtres, il serait très imprudent de trop « charger la barque » au début. Comme il faudra inévitablement commencer par « essayer les pilotes », il vaudrait mieux éviter de compliquer les choses en étant trop nombreux.

De plus, il y a des raisons plus fondamentalement politiques. Du fait de la très grande complexité de cette avancée, il serait plus prudent de s'appuyer sur des pays qui ont montré leur volonté de construire un ensemble cohérent, en évitant ceux qui ne voient dans l'Europe qu'une « centrale d'achat » où l'on vient se procurer ce qui paraît avantageux et où l'on rejette le reste. Et si appartenir au même ensemble monétaire représente un avantage, il serait plus satisfaisant pour l'esprit que ceux qui en profiteront en priorité soient ceux qui ont décidé de s'engager à long terme dans ce projet ambitieux.

La pêche et l'Afrique

Réagissant à l'article de Pierre Guillet, « Quand l'Afrique brode son poisson à l'Europe » (Le Monde diplomatique, septembre), M. Emma Bonino, commissaire européen chargé de la pêche, précise :

(...) L'accord de pêche entre l'Union et le Sénégal (...) prévoit un arsenal de mesures visant à une amélioration de la protection des ressources halieutiques (établissement de zones de pêche (...), embarquement d'observateurs scientifiques, limitation des captures accessoires, ou encore fixation d'un repos biologique de deux mois pour certaines catégories de navires).

Et ce qui concerne la dimension économique et sociale de l'accord avec le Sénégal (...), il convient de souligner qu'un-déjà de la contrepartie financière (12 millions d'euros par an pour les quatre ans à venir), et cela indépendamment des résultats des campagnes, c'est-à-dire que le poisson soit pêché ou non, il faut ajouter

quelque 2 millions d'euros par an payés par les armateurs. De plus, la quasi-totalité des navires doit, en vertu de l'accord, embarquer des marins et des observateurs sénégalais, générant ainsi plusieurs centaines d'emplois et favorisant ce que de nombreux spécialistes des relations Nord-Sud revendiquent : un transfert de savoir-faire par une formation sans équivoque. Ajoutons à cela les obligations de débarquement permettant l'approvisionnement des industries de transformation à terre, qui à elles seules représentent quelque milliers d'emplois et quelques millions d'euros d'exportations.

En fait, contrairement à ce que l'article de M. Guillet laisse entendre, cet accord contient plusieurs éléments innovateurs, qui vont dans le sens d'une meilleure cohérence de la politique des pêches, tant au niveau européen que sénégalais, avec les politiques de développement de l'Union européenne et les légitimes aspirations de développement du Sénégal.

« Secrète infirmité des femmes africaines »

Le Dr Marie-Hélène Franjou, de la section française du Comité interafricain pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS), réagit à l'article de Joëlle Stolz et Philippe Le Faure, « Secrète infirmité des femmes africaines » (Le Monde diplomatique, juillet 1997) :

Cet article me laisse perplexe à plus d'un titre. En premier lieu, évoquer la « malchance » des femmes fistuleuses d'être éloignées de structures hospitalières spécialisées laisse à penser que la chirurgie réparatrice est la seule réponse à ce problème. En second lieu, évoquer la pauvreté et les phénomènes de guerre incite à penser que cette solution unique est inaccessibile, et on comprend alors que ces femmes continuent, en dehors de quelques rares exceptions, à vivre leur souffrance, et on aura bonne conscience sans doute d'avoir un instant regardé dans leur direction (...). Ces jeunes femmes ont leur sexe en lambeaux parce qu'il a été déchiré, mais surtout parce qu'on les a mariées enfants ou adolescentes. Non, la solution est ailleurs qu'à l'hôpital et bien en amont de l'apparition des fistules : elle est dans ces campagnes de prévention organisées et structurées par les populations elles-mêmes.

Le Père Christian Aurenche, médecin depuis vingt-deux ans à Tokombéré, dans le district de Maroua, au nord du Cameroun, et chef du service de chirurgie dans l'hôpital intégré au « projet de promotion humaine de Tokombéré », insiste lui aussi sur l'importance de la prévention, tout en pratiquant des interventions réparatrices :

Nous recevons, en particulier du Nord-Nigeria, beaucoup de ces enfants, jeunes, et profondément atteintes. Je ne pense pas que les centres spécialisés dont parle le Dr Falandry soient la bonne solution. Ces centres sont très vite débordés, ils délaissent des régions insoumises, les gens voyagent sans hébergement pour retrouver la vie, et l'humain disparaît très vite derrière ces files de clients (qui) s'auto-reproduisent, car les mêmes accoucheurs

produisent inlassablement les mêmes dégâts.

(...) Nous avons, depuis vingt ans, proposé une autre voie, celle des soins de santé primaires, que l'OMS a lancée sur le marché en 1978 et en partie reniée depuis dix ans. Notre hôpital est un centre rural de promotion de la santé de cent quarante lits, au cœur d'une région très peuplée, très pauvre, où la tradition est vivante. Nous avons choisi de nous former à des techniques chirurgicales nécessaires à quelques graves handicaps, dont les fistules vésico-vaginales. C'est faisable parce que nous travaillons avec plus de cent accoucheurs traditionnels qui ont accepté d'abord un recyclage, puis la formation permanente et la supervision, en particulier quant à la notion, difficile à saisir, de grossesse à haut risque, à réviser systématiquement au centre. Ces mutilations, qui sont bien sûr à réparer, sont provoquées par des incompréhensions et des tenants de l'obscurantisme.

(...) Un centre spécialisé important ne peut pas avoir autour de lui un rayonnement d'éducateur ; il opère, il soigne, il n'a pas le temps d'aller sur le terrain visiter, conseiller, corriger population et accoucheurs traditionnels. Or avant de soigner, on en même temps que les soins, il faut éveiller à la dignité qui révèle la capacité de prendre en charge sur le plan de la santé et de la prévention bien des accidents entraînant de si lourds handicaps.

Précisions

■ Dans l'article de Christophe Wargny, « A Jérôme, si loin de Port-au-Prince », publié dans notre numéro d'octobre, la note 2 indique par erreur que les paroles du pape « Il faut que les choses changent » ont été prononcées en République dominicaine en 1992. En fait, Jean Paul II les a prononcées en mars 1983, lors de son voyage en Haïti.

■ Le nom de la présidente de l'Association saine des Amis du Monde diplomatique, cité dans notre numéro d'octobre, est Audreia Soutter.

● Jean-Noël Jeanneney : La demande sociale en question ● Emmanuel Laurentin : La fièvre hexagonale ● Nicolas Truong : Vérités et mensonges ● Pierre Vidal-Naquet : Tu ne jugeras point ● Jean Lebrun : Sources de malentendus ● Gérard Noiriel : Les pairs dans l'impasse ● Entretien avec Daniel Roche : Sur le métier ● Pascal Bouchard : Mais oui bien sûr, mais c'est Jeanne d'Arc ● Christian Amalvi : Des luttes passées, faisons table rase ● Isabelle Veyrat-Masson : Concubinage médiatique ● Entretien entre Jean-Luc Godard et Gilles Perault : Résistance(s) ● Marc Dupuis : Portrait d'Alain Corbin, historien ● Bernard Soubrier : L'archiviste au service de l'histoire ● Hervé Hamon : Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas l'histoire...

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

Et aussi : ● Michel Serres : Augures ● Jean-Michel Gaillard : Les inspecteurs généraux en tournée ● Macha Séry : Mustes, l'impossible démocratisation ● Menaces libérales sur l'école : avec Jean-Yves Rocher, Claude Mesliard, Agnès Van Zanten, Yves Meirieu ● Nathalie Mékuz : Doctoriales, un coup de tous pour les théoriciens...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'annuaire économique et géopolitique de référence
L'ÉTAT DU MONDE 1998

704 pages, 159 F

- 100 spécialistes
- 270 articles inédits
- 55 pages de cartes
- 90 bibliographies
- 100 pages de statistiques
- 10 chronologies
- Un index de 2 000 entrées

TEXTES ENTIÈREMENT NOUVEAUX

- Les grandes mutations internationales
- Le tableau de bord complet de l'économie mondiale
- Le point complet sur les 225 pays du monde

● Également disponible sur CD-Rom compatible Mac et PC

LA DÉCOUVERTE

مكتبة الأصيل

هكذا من الاصل

FRUIT DE LA DÉCOMPOSITION SOCIALE

En Amérique latine, l'industrie des enlèvements

La pauvreté de masse est incompatible avec la paix sociale et la tranquillité publique. L'Amérique latine en est devenue un exemple flagrant. S'ajoutant au crime organisé, aux exactions de groupes paramilitaires et aux dérives de certaines guérillas, le fossé entre riches et démunis, le cynisme des élites, la corruption fréquente de la police, le discrédit de la justice - dit, entre autres, à l'impunité qui a accompagné tant de crimes d'Etat - ont affaibli les valeurs civiques, distendu les solidarités sociales et favorisé une vague de délinquance qui, dans certains pays, se caractérise par la multiplication des enlèvements crapuleux.

Par HUBERT PROLONGEAU et JEAN-CHRISTOPHE RAMPAL *

« J'étais au supermarché, avec mon fils de trois ans. A un moment, je ne l'ai plus vu. Il a l'habitude de courir dans les rayons : je ne me suis inquiétée qu'au bout de cinq minutes. Un homme est venu vers moi. Il m'a dit qu'il avait mon fils, et qu'il me le rendrait si je le laissais remplir son Caddie. J'ai cru m'évanouir. Quand j'ai commencé à pleurer, il m'a pris le bras et l'a serré fort en murmurant : « Ne vous faites pas remarquer. » A la caisse, au moment de payer, je tremblais tant que j'ai failli renverser des objets plusieurs fois, mais la caissière n'a rien remarqué. Une fois dehors, un autre homme est venu prendre le Caddie. J'ai attendu avec le premier. Je n'osais rien dire. Cela m'a semblé atrocement long. Puis l'autre homme est revenu. Il avait mon fils dans le Caddie. Et le petit riait. » Maria Luisa n'a pas oublié. C'était il y a deux ans dans un supermarché du nord de Bogota.

Il y a eu, en 1995, 18 000 raptés sur l'ensemble du sous-continent et partout le phénomène est en progression. Au Brésil, 122 enlèvements avaient été déclarés en 1995. Au Guatemala, on a compté 130 cas pendant le premier trimestre 1996, alors que toute l'année précédente n'en avait vu que 120. La police n'hésite plus à parler d'une « industrie » en train de naître. Au Mexique, où des bandes de délinquants se sont spécialisées dans cette « branche », 2 000 personnes ont été enlevées au cours des cinq dernières années.

Comme souvent lorsque la criminalité est en cause, la Colombie tient le haut du pavé. En 1996, 1 136 personnes ont été enlevées ; en août 1997, 557 avaient déjà subi le même sort. Sur ce nombre, 268 personnes étaient encore détenues, 150 avaient été libérées, 100 délivrées par les autorités, 33 assassinées, 5 s'étaient échappées.

Les autres pays sont moins touchés. Il en est pourtant peu qui soient totalement épargnés. Le Salvador, le Costa Rica, le Honduras, le Paraguay, l'Equateur, le Pérou ont tous connu des affaires spectaculaires. Quarante-sept personnes ont été enlevées au cours du premier semestre 1996 au Nicaragua, dont plusieurs par des groupes d'extrême-droite qui s'en sont pris aussi bien à un observateur américain qu'à des Indiens Miskitos qu'à des paysans.

Tous les services de police sont formels : les chiffres sont à réviser à la hausse. A peine 50 à 70 % des enlèvements sont signalés. Le procureur général guatémaltèque estime ainsi que trois enlèvements sont commis chaque jour dans le pays. Le refus fréquent des familles de témoigner une fois que la personne enlevée leur a été rendue ne facilite pas le travail de la police.

Le rapt fut et demeure l'un des principaux moyens de financement de certains mouvements guérilleros. Chez les combattants de la forêt colombienne, en particulier, où la frontière entre criminalité et politique est de plus en plus ténue. « C'est notre impôt. Nous n'avons pas d'autres ressources », disent-ils. Si M. Jorge Eliécer Zapata, chef du « Jaime Bateman », petit groupe dissident du M19 (mouvement de guérilla colombien apparu dans les années 80 et retourné à la vie civile), s'avoue gêné par les liens de certains guérilleros avec les narcotrafiquants, il est sans remords face à cette partie de son activité. Il n'est pourtant qu'un amateur face à ses alliés des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) ou de l'Armée de libération nationale (ELN). D'après le journal *El Espectador*, l'enlèvement représente 35 % des revenus des premiers, 34 % de celui des seconds.

Deux randonneurs ont raconté avoir été arrêtés dans la sierra Nevada de Santa Marta, haut lieu touristique colombien, par des guérilleros qui ont vérifié leur identité, consulté une liste et les ont laissés passer. Ils ne faisaient pas partie des « enlevables » de la région... Ce détail prouve le niveau de raffinement qui a permis à la guérilla d'arriver à un revenu de 550 000 millions de pesos par an (1) - soit 0,9 % du PIB - ce qui en fait l'une des plus grosses entreprises du pays. Le marché est saturé. Par régions et par catégories d'enlèvement. Des documents trouvés sur des membres des FARC indiquaient une fourchette de 300 millions à 4 milliards de pesos pour un étranger.

Pourtant, s'ils restent les plus rentables, les étrangers ne sont pas les plus visés. Sans doute parce que leur disparition met en jeu des forces importantes (ambassades, diplomatie...) et implique une plus grosse prise de risque. En Colombie, 90 d'entre eux ont tout de même été kidnappés dans les trois dernières années, surtout des expatriés travaillant en zone rurale, ce qui est peu par rapport au total.

qui peut payer de petites sommes sans faire trop d'histoires. Au Mexique, le montant moyen des rançons est de 4 000 dollars. Beaucoup d'enlevés ne sont gardés que le temps, pour leur famille, de passer à la banque. Au Brésil, les convoyeurs de fonds sont particulièrement visés à cause des sommes qu'ils transportent. Au Guatemala, les enfants sont des proies de choix, relâchées en quelques heures contre des sommes relativement faibles : 1 000 à 3 000 dollars. Le Pérou voit se développer les enlèvements *al paso* (369 dans le second trimestre 1996), où des bandes de délinquants enlèvent des enfants ou des femmes et contraignent les parents ou les maris à aller verser leur rançon, le tout avant à peine quelques heures. Le Pérou joue d'ailleurs un rôle de plus en plus important dans l'accueil des enlevés. En février 1996, Interpol retrouvait, à Lima, treize enfants enlevés dans des endroits aussi divers que la Tchèque, l'Inde, la France, les Etats-Unis et le Brésil... En Colombie, la Cour constitutionnelle a approuvé la création d'un poste de « tsar anti-enlèvements », haut fonctionnaire chargé spécialement du dossier. Au Pérou, alors que les voleurs de personnes ne risquent que huit ans d'incarcération, ils encouraient désormais la prison à perpétuité.

La société civile commence, elle aussi, à répondre, là où les pouvoirs publics sont inefficaces. Au Guatemala, des victimes ont créé une organisation : Familles et amis contre la délinquance et l'enlèvement (FADS), qui veut aider les victimes à surmonter cette « épreuve inhumaine ». Une polémique violente a opposé, en août 1996, le gouvernement au Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales et financières (Cacif). Ce dernier avait révélé que 140 entrepreneurs avaient été enlevés dans les huit mois précédents. Le gouvernement estimait « irresponsable » de dévoiler ce chiffre, dont les conséquences sur les investissements et le tourisme pourraient être catastrophiques. En août 1996, lassés de la montée des enlèvements, les habitants de la petite ville guatémaltèque de Nueva Concepcion ont attaqué le poste de police, « libéré » deux enlevés présumés et les ont marqués à mort. Peu après, 500 personnes du département du Quiché ont attaqué un autre poste, emmenant les trois suspects de l'assassinat d'un entrepreneur local et les ont brûlés vifs.

En Colombie, le journaliste Francisco Santos, enlevé en 1989 par les « extraditables », le groupe de trafiquants de drogue auquel appartenait Pablo Escobar, a créé la fondation Pais Libre (Pays Libre). Celle-ci fait un travail en profondeur de sensibilisation et d'information, dénonçant régulièrement l'augmentation des enlèvements, l'impunité de l'Etat et le laxisme de la justice : seuls 2 % des faits sont punis. Au Mexique, ce sont les procureurs qui ont pris le mors aux dents. Trente-deux d'entre eux, dans la capitale, ont créé un front anti-enlèvements, qui aidera les *procuradurias* de l'intérieur du pays.

La situation profite également à toute une série de sociétés privées spécialisées dans le traitement des situations de crise, dont la plus importante est Kroll Associates. Au Mexique, elles sont 400, qui aident les victimes à traiter le problème. Les compagnies fabriquant des voitures blindées ont également connu un boom. L'International Armouring Corporation d'Ogden, dans l'Utah, a vu ses commandes mexicaines quadrupler après l'enlèvement de M. Alfredo Harp Helu. Des compagnies d'assurances de plus en plus nombreuses proposent des contrats, entre 60 000 et 100 000 dollars par an. La Deane Insurance Agency a décidé récemment de rendre publics ce genre de contrats, jusqu'à tenues secrètes. Certaines sociétés de conseil, sans être elles-mêmes courtiers de ce type de contrats, voient leur intervention prévue dans certaines polices.

Rattachée aux Lloyd's de Londres, Control Risks est l'une d'entre elles. Bon an mal an, elle traite d'une trentaine d'enlèvements. Ses règles déontologiques sont strictes : de l'aide, pas d'intervention. Ni Rambo ni Sherlock Holmes. Le travail s'effectue en rapport avec les autorités, même « s'il faut parfois éduquer la police », explique M. Peter Plunkett, représentant de la compagnie à Paris. « Nous travaillons sur le long terme », précise-t-il. Son but est de prévenir et sensibiliser les cibles.

En Colombie, le journaliste Francisco Santos, enlevé en 1989 par les « extraditables », le groupe de trafiquants de drogue auquel appartenait Pablo Escobar, a créé la fondation Pais Libre (Pays Libre). Celle-ci fait un travail en profondeur de sensibilisation et d'information, dénonçant régulièrement l'augmentation des enlèvements, l'impunité de l'Etat et le laxisme de la justice : seuls 2 % des faits sont punis. Au Mexique, ce sont les procureurs qui ont pris le mors aux dents. Trente-deux d'entre eux, dans la capitale, ont créé un front anti-enlèvements, qui aidera les *procuradurias* de l'intérieur du pays.

La situation profite également à toute une série de sociétés privées spécialisées dans le traitement des situations de crise, dont la plus importante est Kroll Associates. Au Mexique, elles sont 400, qui aident les victimes à traiter le problème. Les compagnies fabriquant des voitures blindées ont également connu un boom. L'International Armouring Corporation d'Ogden, dans l'Utah, a vu ses commandes mexicaines quadrupler après l'enlèvement de M. Alfredo Harp Helu. Des compagnies d'assurances de plus en plus nombreuses proposent des contrats, entre 60 000 et 100 000 dollars par an. La Deane Insurance Agency a décidé récemment de rendre publics ce genre de contrats, jusqu'à tenues secrètes. Certaines sociétés de conseil, sans être elles-mêmes courtiers de ce type de contrats, voient leur intervention prévue dans certaines polices.

Rattachée aux Lloyd's de Londres, Control Risks est l'une d'entre elles. Bon an mal an, elle traite d'une trentaine d'enlèvements. Ses règles déontologiques sont strictes : de l'aide, pas d'intervention. Ni Rambo ni Sherlock Holmes. Le travail s'effectue en rapport avec les autorités, même « s'il faut parfois éduquer la police », explique M. Peter Plunkett, représentant de la compagnie à Paris. « Nous travaillons sur le long terme », précise-t-il. Son but est de prévenir et sensibiliser les cibles.



JACOBO BORGES. - « Le Gangster » (1997)

puis d'envoyer des consultants pendant les périodes de crise. Leur rémunération est fixée par des contrats signés à l'avance, et jamais, assurent-ils, liée au montant de la rançon. « Même si notre intervention a souvent pour conséquence d'en faire baisser le prix », assure M. Plunkett. Depuis 1975, Control Risks a eu à connaître de 296 cas, dont 203 en Amérique latine, les enlèvements représentant un quart de l'activité de la société.

Le mensuel économique *América Economía* affirme que, dans le cas du banquier mexicain Alfredo Harp, les consultants chargés des négociations ont été payés 3 000 dollars par jour. Dans certains cas, les familles et les gouvernements font appel à des intermédiaires indépendants, comme en témoigne l'affaire Mauss. Le 17 novembre dernier, l'ancien détective privé allemand Werner Mauss a été arrêté par la police colombienne. Les autorités l'ont accusé d'avoir négocié avec l'ELN la libération, contre rançon, de sa compatriote Ulrich Schöke. Cette affaire, qui n'est toujours pas terminée, a permis de mettre en lumière les pratiques parfois douteuses qui entourent les négociations.

Les conseils vont du plus évident (ne pas se promener seul la nuit dans certains quartiers) à une prise en charge psychologique des réactions face à l'enlèvement. Car l'épreuve est souvent très dure. Même si certains ravisseurs font ce qu'ils peuvent pour permettre à leurs victimes de passer le mieux possible ce moment.

Enlevé en 1986 avec une dizaine d'autres personnes de toutes nationalités, un journaliste raconte que leurs gardiens allaient jusqu'à leur apprendre à supporter l'épreuve : « Tous les jours, ils nous faisaient faire de la gymnastique et nous conseillaient de penser chaque heure de la journée à ce que nous faisons habituellement pour ne pas perdre le contact avec notre réalité quotidienne. On les sentait habitués à ce genre de situations. » Le psychiatre Mariano Querol, enlevé au Pérou, déclarait n'avoir « rien à pardonner » à des ravisseurs qui avaient été « humains, tendres et parfois exotiques ».

Le développement de cette « industrie » ne doit pas faire paraître folklorique. D'abord parce qu'elle est le symptôme de sociétés en crise, d'une décomposition sociale accélérée. Ensuite parce que la mort est encore souvent au bout du chemin. A Bogota, il est courant de rencontrer des personnes enlevées ou dont des membres de la famille l'ont été. Il est difficile de les faire parler, de les amener à s'ouvrir. Parce que, raconte l'une d'entre elles, « quand je suis revenue, le silence est devenu mon meilleur ami ».

(1) 200 pesos = environ 1 franc.
(2) En 1975, le journaliste guatémaltèque des *Mouvements* a été enlevé par Jorge et Juan Bora, propriétaires du consortium Borge Bora. Ils ont été libérés contre une rançon de 60 millions de dollars de l'époque, soit l'équivalent de 240 millions aujourd'hui.
(3) 1 dollar = environ 6 francs.

Une pratique devenue une arme

La guérilla n'a cependant pas, il s'en faut, l'exclusivité du procédé. Tendance récente et particulièrement odieuse : 90 % de ces enlèvements sont des affaires de famille. Le juge du village d'El Banco, dans le Magdalena, a ainsi noté un faux rapt pour extorquer une rançon à son oncle de Medellín. Un couple de Bogotanos a enlevé son neveu, récemment adopté par sa sœur et son beau-frère. Ransomisés par les chauffeurs, les employés de maison, les parents pauvres s'en prennent à leurs parents riches.

Cette augmentation du nombre d'enlèvements fait naître un cri d'alarme à M. Ruben Darío Ramirez, directeur du Programme présidentiel pour la défense de la liberté personnelle : « Il faut éviter que se développe une paramilitaire à l'intérieur des familles, mais il est nécessaire que se reconstruisent des liens affectifs solides. Cette mode est la pire que nous aient laissée les narcotrafiquants. »

Le récent succès du livre *Journal d'un enlèvement* de Gabriel García Márquez (Grasset, Paris, 1997), a rappelé comment Pablo Escobar avait su faire un usage de cette pratique. Elle reste un moyen de pression et la Société inter-américaine de presse (SIP) dénonçait, en mars 1996, l'enlèvement de huit journalistes en Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Brésil.

Les couples se recrutent aussi au sein de la police. A Rio, un scandale a éclaté quand des membres des forces de l'ordre ont été reconnus complices de l'enlèvement d'une petite fille, Paula Zamboni. Le chef de la brigade anti-enlèvement fut révoqué... Le 1^{er} avril 1996, deux policiers de la division anti-enlèvement et deux membres de la police militaire brésilienne ont été pris en flagrant délit : ils tenaient de dégoûtantes contreparties la libération d'un narcotrafiquant enlevé la veille.

An Mexique, plusieurs victimes ont signalé que leurs ravisseurs portaient des armes de police et parlaient un jargon de policier. Il est vrai que la réorganisation de la justice sous le gouvernement de M. Carlos Salinas de Gortari a mis beaucoup d'entre eux à la retraite... Au Guatemala, depuis que le président a épuré les forces de police de leurs éléments les plus corrompus, les enlèvements ont augmenté de 250 %. La plupart des enquêtes ont mis au jour, dans ce pays, la complicité d'employés de banque qui informaient les ravisseurs des possibilités financières des potentiels victimes.

Bien sûr, les proies les plus tentantes sont les plus riches. Les gros propriétaires terriens et les hommes d'affaires sont très recherchés (2). Ces dernières années, au Mexique, des records ont été battus. En mars 1994, l'homme d'affaires Alfredo Harp Helu, l'un des plus riches du pays, directeur de la banque Banamex, fut libéré après soixante jours de captivité contre 20 à 30 millions de dollars (3)...

Mais les victimes se recrutent de plus en plus parmi la classe moyenne, celle

ESPRIT
Novembre 1997

Après la « vache folle »
Vers une politique de la précaution

Stanislas Breton, Pierre Lascoümes,
Cédric Philibert, Monique Remond-Gouilloud, Marc Savey

France-Algérie : les ondes de choc
Fatima Oussedik et Benjamin Stora

Lionel Jospin, la méthode et ses limites
Jacques Bertin et Michel Marian,
Louis Bouret, Olivier Mongin, Joël Roman

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 01 48 04 08 33 - Télécopie 01 42 71 11 58
www.oda.fr/au/revue-esprit

La nouvelle stratégie

POUR justifier à la fois les crédits alloués à leurs services de renseignement - 26,7 milliards de dollars en 1994 - et le montant encore élevé des dépenses militaires, certains experts du Pentagone veulent déboucher des pays qui menaceraient la sécurité américaine. Après l'Union soviétique, puis la Libye, l'Irak, l'Irak et la Corée du Nord, c'est au tour de la Russie et de la Chine de faire figure d'adversaires possibles. Mais, pendant que, à Washington, certains élaborent ces scénarios, l'Amérique seule impose ses volontés. Sans rencontrer beaucoup de résistances.

Par MICHAEL KLARE*

La stratégie militaire américaine est en train de vivre une révolution tranquille. Jusqu'à la fin de la guerre froide, en 1991, les stratégies du Pentagone s'étaient exclusivement soucies de la menace posée, selon eux, par les Etats hostiles du tiers-monde, ces adversaires que Washington appelait les « régimes parias » (*rogue regimes*). Mais, il y a peu, nombre d'experts militaires ont mis en garde contre l'émergence possible d'un « concurrent de puissance comparable » (*peer competitor*), c'est-à-dire suffisamment puissant pour pouvoir affronter les Etats-Unis avec des chances presque égales de l'emporter. Ce concurrent n'existe pas encore mais l'éventualité de sa émergence commence à modifier les perspectives stratégiques des Etats-Unis.

A Washington, la politique militaire officielle n'a pas changé. La priorité reste le maintien d'une force militaire

* Professeur de relations internationales à Hampshire College, Amherst, Massachusetts.

suffisante pour mener et remporter simultanément deux « conflits régionaux majeurs » (1). Le Pentagone pense que l'un de ces conflits aurait lieu dans le golfe Persique (contre l'Irak ou contre la Corée du Nord). Mais, récemment, les stratégies américaines se sont penchées sur des scénarios très différents : un conflit avec Moscou pour les ressources de la Caspienne (2), une guerre avec Pékin pour garantir la liberté de navigation dans la mer de Chine.

Détailés par des documents internes et des éditoriaux spéculatifs, ces scénarios ne sont, pour le moment, envisagés que par un petit groupe de stratèges militaires, de responsables des services de renseignement et d'experts civils.

Mais le Congrès n'est pas inactif, qui débat du type de forces militaires nécessaires dans les décennies à venir. Pour les partisans de la stratégie officielle de lutte contre les « régimes parias », les niveaux actuels de

dépenses militaires suffisent pour garantir la sécurité des Etats-Unis. En revanche, ceux qui pensent que la menace principale viendra bientôt de Chine ou de Russie estiment que le budget des forces armées doit beaucoup augmenter. Inutile de préciser que l'enjeu d'un tel débat stratégique n'est pas mince, qu'il s'agit de l'affectation des dépenses publiques aux Etats-Unis ou de l'état des relations internationales.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les dirigeants américains ont cherché à identifier les contours du « nouvel ennemi » afin d'orienter le développement de leur tactique et de leurs nouveaux systèmes d'armes. Auparavant, tout était simple : les forces américaines devaient se préparer à un combat de Titan contre le déferlement des armées du pacte de Varsovie sur les plaines d'Europe. La dissolution du pacte - dont plusieurs des membres s'approprient à rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) - a obligé Washington à envisager de nouveaux scénarios. Mais les tactiques enseignées dans les écoles de guerre étaient difficilement dissociables des postures stratégiques d'ensemble, l'absence d'adversaire désigné compliquait toute planification militaire. Elle compliquait aussi l'attribution des fonds requis par le Pentagone. Voté par le Congrès, le budget des forces armées doit, chaque année, pouvoir être justifié par la présence ou par la perspective d'une menace.

Depuis 1989, les dirigeants militaires américains cherchent qui pourrait tenir le rôle autrefois dévolu à l'Union soviétique. Avec cet objectif en vue, le général Colin Powell, chef d'état-major des

armées jusqu'en 1996, avait, si tôt après la chute du mur de Berlin, constitué une équipe de planification politique et stratégique au sein du Pentagone. Ce groupe décida d'insister sur la menace des pays du Sud comme l'Irak et l'Irak, à la fois perçus comme potentiellement hostiles au monde occidental et dotés de forces armées importantes.

An printemps 1990, cette nouvelle approche, appelée « Stratégie de défense régionale », fut approuvée par les chefs du Pentagone et par le président George Bush. Elle fut ensuite présentée au peuple américain par M. Bush lui-même, dans un discours prononcé le 2 août 1990, jour de l'invasion du Koweït par l'Irak. Même si ce téléscopage laissa croire que la nouvelle stratégie répondait à la situation créée dans le Golfe, elle avait bien été approuvée par la Maison Blanche plusieurs mois avant l'invasion irakienne (3).

La guerre du Golfe permit de résoudre le problème de l'ennemi manquant. Comme l'expliqua à l'époque M. Richard Cheney, ministre de la défense : « La guerre du Golfe est l'avant-coureur du type de conflits que nous risquons le plus de rencontrer dans la nouvelle ère : des confrontations

régionales nous opposant à des ennemis bien armés et dotés à la fois d'armes conventionnelles sophistiquées et de charges chimiques et nucléaires (4). »

A partir de 1993, cette orientation d'ensemble servit aussi de base à la stratégie militaire de la nouvelle administration Clinton. Dans sa remise à plat stratégique (*Bottom-Up Review*), le ministre de la défense conclut en effet que, malgré la cuisante défaite de l'Irak, les Etats-Unis continueraient à faire face à une vraie menace venant de puissances hostiles du Sud. Et, pour y faire face, l'Amérique devrait maintenir un appareil militaire capable d'affronter simultanément deux « grands conflits régionaux » (5). Dans son analyse stratégique la plus récente, en mai 1997, le Pentagone a confirmé cette politique. Tout en recommandant qu'un effort de recherche plus poussé soit fait dans le domaine des armes de très haute technologie, l'analyse réitérait la nécessité de se préparer à un conflit avec les « Etats parias ». Et affirmait que le principal danger pour les Etats-Unis venait de la « menace de coercition ou d'agression ouverte contre des alliés ou des amis dans des régions-clés, de la part d'Etats hostiles et pourvus d'une capacité militaire significative (6) ».

Face à la Chine et à la Russie

CETTE constance a beau avoir satisfait le président Clinton et M. William Cohen, son ministre de la défense, elle n'a pas convaincu ceux qui, au Pentagone et ailleurs, estiment que la menace des « Etats parias » n'est pas suffisante pour garantir le vote par le Congrès des gros budgets militaires qu'on lui réclame. Ils estiment donc que les Etats-Unis devraient insister sur la menace posée par des adversaires plus redoutables. Notamment la Russie ou la Chine.

Plusieurs facteurs expliquent la perte de crédit de l'actuelle stratégie « anti-paria ». D'abord, le niveau de la menace potentielle posée par les Etats ciblés a sensiblement baissé. La Corée du Nord, par exemple, est souvent décrite comme ravagée par la famine et elle a commencé à démanteler son potentiel nucléaire. L'Irak, qui vient d'être un président plus modéré, ne manifeste plus un comportement très agressif. L'Irak a perdu le contrôle de ses provinces kurdes du nord du pays et ne détient plus qu'une fraction de sa puissance militaire d'antan.

Ceux qui critiquent la fidélité à l'orientation décidée en 1990 s'inquiètent aussi du risque de la voir mettre en cause le vote de crédits militaires destinés à l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes. La plupart des acquisitions faites lors de la période de réarmement des années Reagan commenceront à devenir obsolètes au début du siècle prochain et le ministère de la défense aimerait bien leur substi-

tuer des produits plus avancés : avions de combat F-22, F/A-18B/F et Joint Strike Fighter. Le tout pour un montant d'environ 350 milliards de dollars, inflation non comprise (7).

Afin d'obtenir de tels crédits, le Pentagone devra pouvoir expliquer que les forces américaines risquent d'affronter des ennemis puissants et bien équipés. Or la plupart des armes dont disposent les « Etats parias » sont technologiquement dépassées. Peu susceptibles de faire le poids avec les équipements actuels de

(1) Lire Michael Klare, *Rogue States and Nuclear Outlaws: America's Search for a New Foreign Policy*, Hill and Wang, New York, 1995.

(2) Cf. Nur Doherty, « Grandes manœuvres politiques dans le Caucase », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995, et Victor Chertkov, « Grand jeu pétrolier en Transcaspienne », *Le Monde diplomatique*, octobre 1997.

(3) Comme le résume l'article de Michael Gordon, « Military Services Program Shakes in Existing Forces », paru le 12 mai 1990 dans le *New York Times*.

(4) Déclaration devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, Washington, 19 mars 1991.

(5) Cf. US Department of Defense, *Bottom-Up Review: Force Structure Excerpts*, Washington, 1^{er} septembre 1993. Lire aussi Michael Gordon, « Military Plan Would Cut Forces But Have Them Ready for Two Wars », *The New York Times*, 2 septembre 1993.

(6) US Department of Defense, *Report of the Quadrennial Defense Review*, Washington, mai 1997.

(7) Cf. « Congress Passes Balanced Budget », *Airport Week and Space Technology*, 17 février 1997.

Repondant aux préoccupations d'une personnalité fort sensible aux inégalités sociales, notamment entre le Nord et le Sud, le



**PRIX INTERNATIONAL
ROI BAUDOUIN POUR
LE DÉVELOPPEMENT**

vise à couronner l'action de personnes ou d'organisations qui apportent une contribution importante au développement du Tiers-Monde.

Il entend rappeler à l'opinion publique que les problèmes de développement se posent aujourd'hui avec plus d'acuité encore que lorsque, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ils se sont progressivement installés dans la conscience collective des nations. D'une valeur de 6 millions de FB (160.000 US\$ au 31.08.97), le Prix International Roi Baudouin pour le Développement est décerné tous les deux ans par la Fondation Roi Baudouin. La sélection met l'accent sur les effets multiplicateurs des initiatives proposées et les possibilités qu'elles offrent aux populations du Tiers-Monde de prendre en main leur développement.

En vue de l'attribution du dixième Prix, les dossiers de candidature doivent parvenir au Secrétariat général de la Fondation, au plus tard le 1^{er} février 1998. Si vous désirez de plus amples renseignements relatifs à la présentation d'un dossier de candidature, nous vous invitons à nous contacter aux numéros suivants :

tél 32-70-233.729;

fax 32-70-233.727;

E-mail: KDSFRB@skynet.be

Les lauréats: 1980: Paulo Freire (Brésil); the Consultative Group on International Agricultural Research; 1981: Dr A.T. Ariyaratne (Sri Lanka); 1984: Dr. Walter Plowright (Grande-Bretagne); 1986: la Fondation internationale pour la science (Suède); 1988: the Indian Council of Agricultural Research (Inde); 1990: le Kagiso Trust (Afrique du Sud); 1992: la Banque Gramscian (Bangladesh); 1994: the Aids Support Organisation (Ouganda); 1996: le Mouvement des paysans sans terre (Brésil).

La Mairie de Paris - Le Collège de France
Le Goethe-Institut Paris - ARTE
Frankfurter Allgemeine Zeitung - Le Monde

Vous invitent au colloque :
Mairie de Paris • Collège de France • Goethe Institut

France-Allemagne
Passions
= Raison

organisé autour de quatre tables rondes :
- Les imaginaires historiques et culturels
- Les politiques culturelles :
convergences, différences, coopération
- Les intellectuels et l'engagement politique
- Quelles visions pour l'Europe ?

Vendredi 5 et samedi 6 décembre
au théâtre Marigny
Entrée libre

Théâtre Marigny, Carré Marigny, 75008 Paris
Métro Champs-Élysées-Clémenceau
Renseignements : 01-40-13-75-36

مكتبة من الامم

سكدا من الاجل

TER DES ADVERS

elle stratégi

l'armée américaine, il justifiait mal l'acquisition de nouveaux dispositifs coûteux. Le Congrès, obéissant par l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire, pouvait rechigner devant les demandes du Pentagone. A moins d'être convaincu que la situation internationale est lourde de menaces.

Or les Etats-Unis dépendent de leurs importations de matières premières, et en particulier de pétrole. Ils importent environ la moitié de leur consommation pétrolière et cette dépendance, de nature stratégique, croît à mesure que les réserves intérieures américaines s'épuisent. Washington se soucie donc de voir garantir l'acheminement des importations aux zones de la mer Caspienne et de la mer de Chine, riches en pétrole et en gaz naturel. Tout cela a ravivé l'inquiétude concernant l'évolution de la Russie (qui estime que la mer Caspienne appartient à sa sphère d'influence historique) et de la Chine (qui revendique une bonne partie de la mer de Chine, « territoire national offshore ») (8).

Un nombre croissant de stratèges américains en viennent à remettre en cause la doctrine « anti-paria » encore en vigueur et envisagent la perspective d'un affrontement avec la Chine ou la Russie. Ces stratèges admettent volontiers qu'aucun des deux pays ne constitue encore une vraie menace pour la sécurité américaine. Mais ils prétendent que d'ici dix ou vingt ans l'un ou l'autre pourrait devenir un concurrent sérieux. Dans une telle éventualité, les Etats-Unis doivent être prêts.

Pour le moment, c'est le dernier rapport publié par l'Institut d'études de la sécurité nationale (INSS) qui fournit le signe le plus net de ce basculement de perspective géostratégique. Il relève en effet que, même si le risque d'un conflit mondial a pour l'essentiel disparu, « les Etats-Unis ne doivent pas juger invraisemblable tout défi militaire venant d'une puissance majeure ». Celle-ci n'aurait sans doute pas les moyens de les affronter pour le leadership mondial, mais elle pourrait « être assez forte pour vouloir, dans un théâtre d'opérations proche de son territoire, équilibrer les Etats-Unis ».

Accusant les différences avec la stratégie soviétique, le rapport de l'INSS insiste sur ce qui distingue les « Etats parias » de ce prochain concurrent. Ce dernier posséderait des forces nucléaires en bon état de fonctionnement; il sera capable d'envoyer des satellites; il conservera des effectifs militaires importants. Pour ces raisons, « les concurrents potentiels régionaux constituent une menace beaucoup plus significative que les régimes parias (9) ». Pour le moment, seules la Russie et la Chine remplissent ces conditions. Mais le rapport suggère qu'« une

Faire à la Chine et à la Russie

l'armée américaine, il justifiait mal l'acquisition de nouveaux dispositifs coûteux. Le Congrès, obéissant par l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire, pouvait rechigner devant les demandes du Pentagone. A moins d'être convaincu que la situation internationale est lourde de menaces.

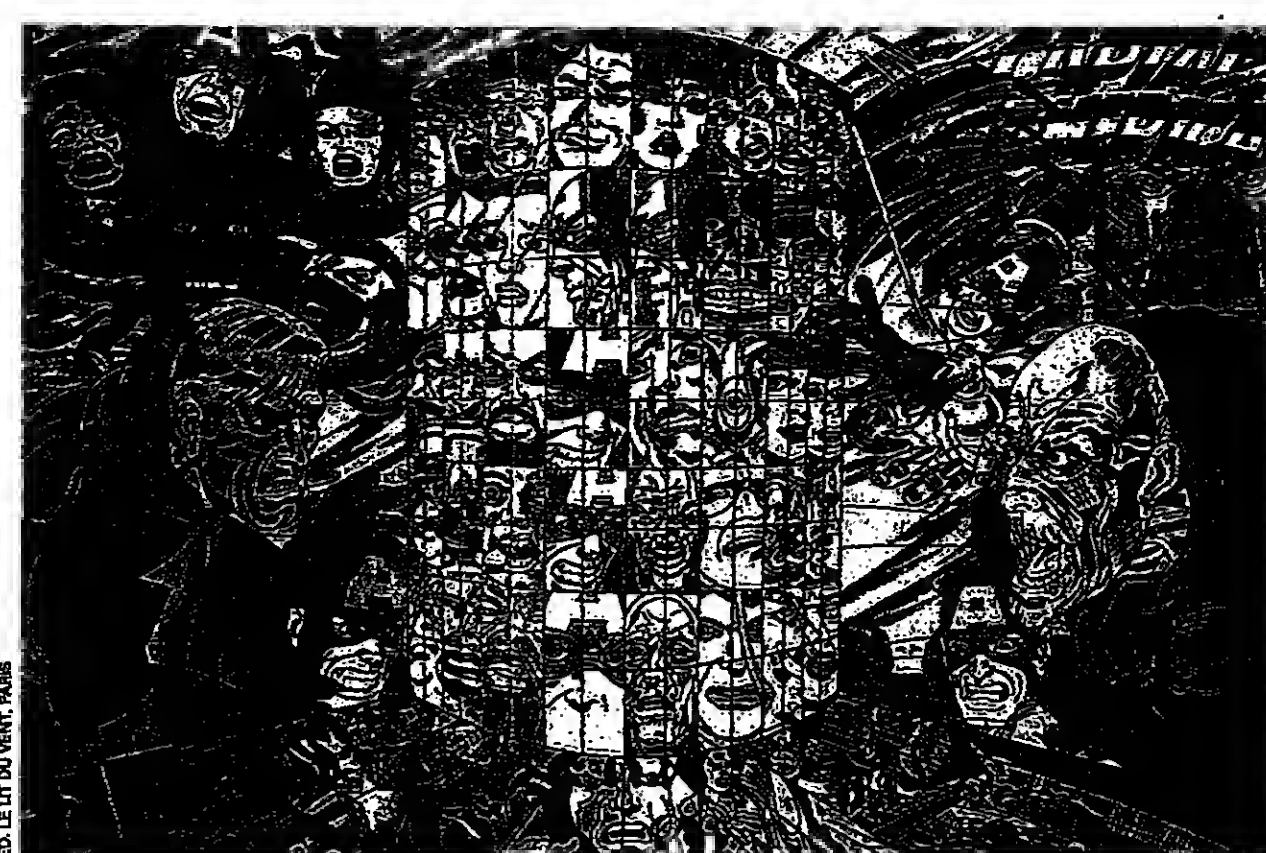
Or les Etats-Unis dépendent de leurs importations de matières premières, et en particulier de pétrole. Ils importent environ la moitié de leur consommation pétrolière et cette dépendance, de nature stratégique, croît à mesure que les réserves intérieures américaines s'épuisent. Washington se soucie donc de voir garantir l'acheminement des importations aux zones de la mer Caspienne et de la mer de Chine, riches en pétrole et en gaz naturel. Tout cela a ravivé l'inquiétude concernant l'évolution de la Russie (qui estime que la mer Caspienne appartient à sa sphère d'influence historique) et de la Chine (qui revendique une bonne partie de la mer de Chine, « territoire national offshore ») (8).

Un nombre croissant de stratèges américains en viennent à remettre en cause la doctrine « anti-paria » encore en vigueur et envisagent la perspective d'un affrontement avec la Chine ou la Russie. Ces stratèges admettent volontiers qu'aucun des deux pays ne constitue encore une vraie menace pour la sécurité américaine. Mais ils prétendent que d'ici dix ou vingt ans l'un ou l'autre pourrait devenir un concurrent sérieux. Dans une telle éventualité, les Etats-Unis doivent être prêts.

Pour le moment, c'est le dernier rapport publié par l'Institut d'études de la sécurité nationale (INSS) qui fournit le signe le plus net de ce basculement de perspective géostratégique. Il relève en effet que, même si le risque d'un conflit mondial a pour l'essentiel disparu, « les Etats-Unis ne doivent pas juger invraisemblable tout défi militaire venant d'une puissance majeure ». Celle-ci n'aurait sans doute pas les moyens de les affronter pour le leadership mondial, mais elle pourrait « être assez forte pour vouloir, dans un théâtre d'opérations proche de son territoire, équilibrer les Etats-Unis ».

Accusant les différences avec la stratégie soviétique, le rapport de l'INSS insiste sur ce qui distingue les « Etats parias » de ce prochain concurrent. Ce dernier posséderait des forces nucléaires en bon état de fonctionnement; il sera capable d'envoyer des satellites; il conservera des effectifs militaires importants. Pour ces raisons, « les concurrents potentiels régionaux constituent une menace beaucoup plus significative que les régimes parias (9) ». Pour le moment, seules la Russie et la Chine remplissent ces conditions. Mais le rapport suggère qu'« une

« DE PUISSANCE COMPARABLE » militaire des Etats-Unis



ERRO... « Captain America » (1968)

des puissances régionales importantes, comme l'Inde, pourrait devenir militairement significative dans la décennie à venir ».

Même si les dirigeants américains continuent d'insister sur la menace des « régimes parias », ils se soucient des dangers que suggèrent, à terme, les développements militaires en Russie et en Chine. La Russie, qui aurait commencé à s'extraire du tourbillon dépressif des années 90, serait désormais capable de reconstruire et de moderniser ses forces armées. La Chine utiliserait sa puissance économique pour poser les bases d'une infrastructure militaire de rang mondial.

Le 6 février 1997, la commission des forces armées du Sénat a entouché une déposition significative du comte nouveau : celle du général Patrick Hughes, directeur de l'Agence de renseignement de la défense (Defense Intelligence Agency, DIA). Rompant avec les pratiques antérieures, le général Hughes a d'abord parlé de la Chine : « Au total, la Chine est l'une des rares puissances à disposer du potentiel nécessaire - politique, économique et militaire - lui permettant de devenir d'ici dix à vingt ans une menace régionale significative pour les intérêts américains ». Au cas où la Chine choisirait d'affirmer davantage ses

visées régionales, « la perspective d'un affrontement direct avec d'autres puissances régionales augmenterait d'autant ». Dans la pire des hypothèses, elle « pourrait estimer que les Etats-Unis représentent pour elle une menace militaire directe ».

Le général Hughes ajouta alors : « Comme la Chine, la Russie dispose du potentiel nécessaire lui permettant de devenir d'ici vingt ans une menace régionale majeure pour les intérêts américains ». Dans les dix années à venir, la faiblesse économique du pays écarte ce genre de risque, mais, « après cela, la possibilité que la Russie redevienne une puissance régionale rivale des Etats-Unis augmente de façon significative (10) ».

Des appréciations de ce type se retrouvent aussi dans les textes des universitaires et des think tanks qui analysent les relations internationales. Dans le livre *The Coming Conflict with China*, un journaliste du *New York Times*, Richard Bernstein, et un membre d'une fondation conservatrice de Philadelphie (le Foreign Policy Research Institute), Ross Munro, suggèrent que l'assurance gagnée par la Chine dans ses rapports avec le reste de l'Asie pourrait déboucher sur une guerre avec les Etats-Unis. Ceux

qui insistent davantage sur le potentiel russe se soucient des liens de Moscou avec les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et plus particulièrement de l'importance décisive du pétrole de la mer Caspienne. Recrutés par des compagnies pétrolières américaines, un certain nombre d'anciens des administrations républicaines veillent d'ailleurs à mobiliser l'opinion américaine contre le danger que la Russie ferait peser sur la région. Ainsi, en mai 1997, M. Caspar Weinberger, ancien ministre de la défense du président Reagan, a tiré la sonnette d'alarme : « Au moment où l'Occident célèbre l'expansion apparente de l'OTAN en Europe centrale, la Russie s'efforce de ramporter sa victoire stratégique à elle : l'emprise sur les ressources énergétiques de la région de la mer Caspienne. Si Moscou y parvient, cette victoire pourrait bien signifier davantage que le succès occidental en matière d'élargissement de l'OTAN (11) ».

Une tension existe bien entre ceux des experts diplomatiques qui mettent l'accent sur le danger russe et ceux qui souligneraient plutôt l'existence d'une menace chinoise, mais ces deux groupes se retrouvent pour mettre en garde contre la coopération militaire qui se noue entre

Moscou et Pékin. En juillet dernier, plusieurs parlementaires américains ont signé une proposition de loi qui suspendrait l'aide des Etats-Unis à la Russie au cas où Moscou persisterait dans son projet de vendre des missiles SS-N-22 à la Chine.

S'il se généralisait à Washington, un tel élitisme de défiance à l'encontre des « concurrents de puissance comparable » transformerait la donne internationale. Les progrès du dialogue entre l'OTAN et la Russie seraient remis en question, au risque de ranimer des foyers de tension tout au long de la périphérie de l'ex-Union soviétique. En Asie, la dégradation des rapports sino-américains provoquerait un durcissement de la position chinoise sur Taïwan et sur les questions de la mer de Chine. Le risque d'une nouvelle guerre froide et de l'apparition de plusieurs points de friction internationale ne pourrait plus être écarté.

Pour le moment, cette analyse n'est pas partagée par les dirigeants américains. Les « régimes parias », et non la menace éventuelle posée par la Russie ou la Chine, les préoccupent réellement. En dépit de différends sur les questions de transfert de technologie militaire, notamment vers l'Iran, l'administration Clinton continue de cultiver des relations cordiales avec ces deux pays. Elle a cherché à rassurer Moscou, inquiet de l'élargissement de l'OTAN, en facilitant la signature d'un partenariat entre la Russie et l'Alliance. Avec Pékin, Washington a mis une sourdine aux critiques concernant les droits de l'homme. Là, les intérêts économiques ont joué : la Chine est l'un des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis et les firmes américaines entretiennent tous les avantages du marché gigantesque qui se développe.

Cependant, les discours sur les « concurrents de puissance comparable » a cessé d'être marginal et il commence à influencer les stratégies du Pentagone. Beaucoup dépendra de l'état des rapports sino-américains et russo-américains. L'éruption d'une crise impliquant à la fois Washington et Moscou ou Pékin provoquerait presque certainement une réunion en cause des anciens postulats stratégiques. Et un durcissement de la politique étrangère américaine.

MICHAEL KLARE

(8) Sur les Etats-Unis et la mer Caspienne, lire Hugh Pope, « Great Game II: Oil Compels Rush into the Caucasus to Tap the Caspian », *The Wall Street Journal*, 25 avril 1997. Sur la Chine et la mer de Chine, lire Samuel Kim, « China as a Great Power », *Current History*, septembre 1997.
(9) Institute for National Security Studies, *National Defense University*, 1997 Strategic Assessment, Washington, DC, 1997, p. 233.
(10) Général Patrick Hughes, « A DIA Global Security Assessment », *Defense Issues*, 6 février 1997. Texte accessible sur le site Internet www.defenselink.mil à la date du 2 septembre 1997.
(11) Caspar Weinberger et Peter Schweizer, « Russia's Oil Gambit », *The New York Times*, 9 mai 1997.

Imperium américain

Par FRANÇOIS GÉRÉ

C OUP sur coup, au cours des derniers mois, le sommet du Groupe des pays industrialisés (G7) à Denver, la réunion sur le développement durable à New York et le sommet de l'OTAN à Madrid ont brutalement transmis au reste du monde l'image d'une Amérique présente, puissante et sûre d'elle-même. Cela fait longtemps que les dirigeants américains n'avaient pas paru à ce point indifférents, pour ne pas dire hostiles, à la position de tous les autres, les Russes, sans doute, mais aussi leurs alliés, partenaires et amis.

Après la pénible épreuve de la mise à l'écart de M. Boutros Boutros-Ghali, le Congrès des Etats-Unis, à majorité républicaine, entend dicter les termes de la réforme des Nations unies. Le calendrier de la Conférence du désarmement de Genève a été modifié en fonction des priorités de l'administration américaine. Après la report sine die de la négociation d'un arrêt de la production des matières fissiles à usage explosif (dite *cut-off*), c'est la trêve d'interdiction des mines terrestres antipersonnel qui a pris le devant de la scène. Mais le Congrès, appuyé par les chefs d'état-major, a voulu dicter les termes de ce document universel pour des raisons de politique intérieure. Des problèmes internationaux risquent ainsi d'être traités en fonction des querelles de clocher entre parlementaires, des obsessions de MM. Jesse Helms (président de la commission des affaires étrangères du Sénat) et Strom Thurmond (président de la commission des forces armées du Sénat), et des affrontements entre Maison Blanche et Congrès.

Au lendemain de la guerre froide, de nombreux gouvernements avaient cru à une tentation isolationniste des Etats-Unis. Il faut désormais se rendre à l'évidence. Malgré une croissance exceptionnelle, par un taux de chômage officiel assez bas, allant jusqu'à des proportions de coups de fusions

efficaces (hier Lockheed et Martin Marietta, et Boeing et McDonnell-Douglas, aujourd'hui WorldCom-MCI), les Etats-Unis se déploient sur tous les marchés mondiaux. Cette présence s'accompagne des effets de puissance engendrés par la conjonction exceptionnelle d'une hégémonie technologique, culturelle et militaire, l'ensemble soutenu par une diplomatie aux multiples facettes.

L'objectif de la stratégie militaire a été réaffirmé par l'actuel ministre de la défense, M. William Cohen, qui entend conserver dans tous les domaines une supériorité sans égale (« no peer »). D'abord par l'énormité des moyens - même réduits ces dernières années, le budget militaire américain se stabilise autour de 250 milliards de dollars -, par l'avance technologique et par la créativité opérationnelle. La « révolution dans les affaires militaires » exprime cet effort d'innovation destiné à disposer de la supériorité absolue grâce au mariage des capacités de recueil et de traitement de l'information, de communication et de suivi des opérations, de désignation et de guidage des armes à longue portée. Cette révolution suppose aussi le maintien absolu de l'espace. Mais une telle supériorité pourrait conduire un adversaire à contourner les forces américaines en recourant à une sorte de guérilla de haute intensité au moyen d'opérations ponctuelles appuyées par des armes dites de destruction massive, chimiques ou biologiques, voire nucléaires. Contre un « terrorisme » de ce type, les armées américaines déploient de nouveaux moyens, imaginant de nouvelles postures tactiques.

De même que Max Weber caractérisait l'Etat en disant qu'il confisque à son profit l'exercice de la violence légitime, les Etats-Unis se sont attribués le monopole de l'emploi de la force armée à l'échelle mondiale. Reste à lui donner quelque légitimité. Dès 1993, le président Clinton et M. Warren Christopher, alors secrétaire d'Etat, avaient annoncé que le département d'Etat travaillerait en priorité au service des intérêts économiques américains à l'étranger (1). On en vit les effets avec les accords commerciaux de l'Aisna, du GATT et la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le tout fondé sur une conception offensive de la « sécurité économique ». Comme, simultanément,

l'appareil diplomatique était soumis aux coupes budgétaires imposées par le Congrès (2), la diplomatie américaine pouvait sembler en perte de vitesse, contrainte à des effets d'annonce plus spectaculaires qu'efficaces.

En réalité, il faut penser en termes de redéploiement. La guerre froide avait surdimensionné la diplomatie d'Etat; celle-ci réduit ses activités. Elle conserve néanmoins une dimension appréciable qui, une fois correctement orientée, peut produire des effets de puissance. Et organiser un climat international, comme en témoignent l'élargissement de l'OTAN et l'Acte fondateur signé à Paris en mai dernier. Ce volet public est renforcé par la pratique d'une diplomatie privée. De même que les grandes multinationales américaines se dotent à l'occasion de conseillers militaires issus du Pentagone, elles disposent d'une para-diplomatie, recrutant dans le vivier des anciens des administrations républicaines et des hauts fonctionnaires mis sur le touche par les réductions d'effectifs.

Un monde sans contrepoids

RACE à une borne connaissance des hommes-cités, il est alors plus facile de pousser la captation d'un minéral stratégique, la les intérêts pétroliers, ailleurs le créneau qui intéresse l'agroalimentaire, etc. La rencontre de tous ces éléments offre aux Etats-Unis une capacité de domination à la fois souple, polymorphe et adaptée à la région du monde où ils entendent défendre ou étendre leurs intérêts. Elle leur permet aussi de conduire une entreprise de normalisation mondiale qui atteint une ampleur presque sans égale.

Anticiper, imposer les critères américains, dire le droit mondial, uniformiser le modèle de développement, les critères de la croissance, promouvoir un nouveau modèle de démographie, de croissance et de ressources, constituent autant d'axes stratégiques qui avaient déjà été poursuivis durant les années 60. Il suffit ici de rappeler quelques-uns des noms, souvent démocrates, qui leur furent associés : Walter Rostow, Samuel Huntington et Robert McNamara, ce dernier passé du Pentagone à la

Banque mondiale. Puis, les administrations Nixon et Reagan avaient été critiquées pour leur vision stratégique trop centrée sur la lutte contre l'URSS. Avec la fin de la guerre froide, l'accent mis sur le commercial et le culturel fut encouragé par les élites économiques (informelles) et culturelles (Hollywood) ayant soutenu l'élection de MM. Clinton et Gore. L'enjeu paraît d'autant plus important que la mondialisation comporte désormais une dimension que l'on pourrait nommer planétaire. Des expressions comme *global village*, *global strategy* révèlent une perception nouvelle, qui dépasse le seul domaine terrestre pour inclure le système interactif formé par notre planète et son environnement spatial. Or très peu de pays peuvent accéder à ce système. Les Etats-Unis disposent déjà d'une quantité d'informations plus importantes que les autres Etats, mais c'est le maître et le contrôleur des normes réglementaires de l'ensemble planétaire que visent ses dirigeants.

L'imparium des Etats-Unis est d'autant plus frappant que, faute de rencontrer des stratégies cohérentes et crédibles visant à l'équilibrer, il s'installe dans les territoires qui lui sont abandonnés par les autres puissances. Pour ces dernières, définir de telles approches constitue une tâche aussi difficile qu'urgente. Mais la résistance à l'hégémonie américaine suppose aussi la création de contrepoids. Elle sera d'autant plus efficace qu'elle s'appuiera sur la compréhension de l'opinion américaine, sur le développement de réseaux d'information et d'influence aux Etats-Unis même. Une telle entreprise d'ensemble requiert une connaissance du pays étranger plus subtile et plus profonde que celle dont nous disposons à l'heure actuelle. Ce genre d'investissement permettra de convaincre les citoyens américains qu'il n'est pas dans leur intérêt de devenir la cible de tous les ressentiments, d'appareils dominateurs dans un monde sans contrepoids.

(1) Lire Jacques Decroix, « La chancellerie américaine pour la direction du monde », et Marie-France Toinet, « Aux Etats-Unis, les critères du libre-échange », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993 et février 1995.
(2) Cf. Ibrahim Warde, « Coupes claires dans l'aide extérieure », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

* Directeur scientifique de la Fondation pour les études de défense, Paris. Auteur de *Demain la guerre*, Calmann-Lévy, 1997.

La Chine privatise,



Wang Shigang, dans le rôle du clown, troupe de l'Opéra de Pékin



Tina Li, conductrice de « petit pont », He Xi, province de l'Anhui



Gong Wenbo, rue Chun Song, Pékin



Li Xiaofan, ouvrière, Pékin



Gao Hui, conductrice, Pékin

(Suite de la première page.)

On retrouve cette posture farouchement nationaliste dans la politique répressive exercée contre des populations non hans, irrédentistes, tout particulièrement au Tibet et au Xinjiang (1).

Les textes et résumés préparatoires se sont caractérisés par la prudence : la harangue de M. Jiang Zemin, le 12 septembre, premier jour du congrès, a reproduit, en plus fourni, le contenu du discours du même Jiang Zemin tenu le 29 mai à l'école centrale du parti, en présence de la haute direction du pays (2). Le mot d'ordre, c'est la stabilité politique. C'est une volonté de cohésion de la direction du PCC est d'autant plus affirmée que l'on prépare une vaste réforme de l'économie étatique aux effets incertains. Des questions aussi délicates que les droits de l'homme ou le Tibet sont mises de côté.

Les problèmes de politique extérieure (ou celui de Taïwan, considéré comme une question intérieure) n'ont été traités qu'en termes généraux et avec des accents de bonne volonté, bien éloignés de l'agressivité manifestée encore récemment. L'essentiel, c'est le bon ordre du pays et surtout une succession maîtrisée.

Même le seul changement politique significatif, l'élimination de M. Qiao Shi, ex-numéro trois du parti, était en quelque sorte annoncé : c'est en effet le seul dirigeant important à n'avoir pas participé à la réunion du 29 mai, qui se voulait pourtant consensuelle.

La thématique générale du congrès, diffusée depuis des mois, tourne autour de la « civilisation spirituelle », une thématique déjà utilisée dans le passé. Réinvestie, elle devient une sorte de mot d'ordre de l'ère Jiang Zemin. Il s'agit d'un thème bien vague, qui exalte pêle-mêle le sens pinnier, l'éthique professionnelle, l'effort, l'esprit public, les vertus familiales, la bonne éducation, la tradition chinoise, mais surtout qui met en avant le patriotisme et la stricte discipline. Autrement dit, l'allégeance au régime « socialiste » et au pouvoir étatique (3) : un flurbe-tout ni très précis ni très convaincant pour la population.

Cette continuité économique et politique cache les bouleversements sociaux – déjà visibles du haut en bas de la société – qui ne sont jamais traités dans le discours officiel. L'accent mis sur la discipline exprime une volonté de mieux tenir le gouvernement de la nation, ce qui, malgré les réussites de la reprise en main macroéconomique, semble loin d'être acquis. Le discours s'adresse tout

particulièrement à l'armée, qui échappe pour une bonne part à la tutelle civile et à laquelle la population reproche sa corruption, ses nombreux abus.

Le pouvoir politique « communiste » voudrait, pour sa part, être assuré de l'indépendance des militaires : bras du parti, l'armée est clairement le rempart du régime avant d'être celui de la nation. Ainsi, comme dans le passé, le congrès du PCC a élu la Commission militaire – pouvoir suprême de l'armée – alors qu'on évite de faire nommer directement les autorités gouvernementales par le parti. Dans la nouvelle direction, nul ne semble avoir sur l'armée l'ascendant qu'un Mao ou un Deng ont eu en leur temps, même si M. Jiang Zemin préside, depuis huit ans, la Commission militaire. La présence, au sein du bureau politique, des deux vice-présidents de celle-ci, les généraux Zhang Wannian et Chi Haotian, atteste certes de l'importance des liens entre l'armée et le parti, mais elle ne constitue pas pour autant un garant absolu de loyauté. Les appels à l'obéissance – avant, pendant et après le congrès – sont trop insistants pour que l'on puisse penser que la situation s'est normalisée de ce côté-là.

Tout au plus, M. Jiang Zemin paraît-il avoir neutralisé l'armée. C'est ainsi que l'on interprète l'absence d'un militaire dans l'organe suprême, le comité permanent du bureau politique (contraire-

ment à ce qui était prévu et comme c'était le cas lors du précédent congrès). Il reste à prouver que M. Jiang Zemin peut désormais éviter les pressions nationalistes, voire chauvines, que l'armée a exercées ces dernières années, et tout particulièrement à propos de Taïwan au début de 1996.

Le lien avec l'ère Deng et l'idéologie du « socialisme aux caractéristiques chinoises » est affirmé. Cependant, comme tout un chacun sait qu'il n'y a pas de théorie de Deng, mais au contraire une adaptation très pragmatique aux circonstances, cela ne prête pas beaucoup à conséquence, sauf à marquer la continuité du travail « réformiste », en fait de bouleversement, entrepris par Deng.

Les questions de personnes ont occupé une bonne partie des délibérations de la direction. Il en est résulté, entre autres, l'éviction de M. Qiao Shi, le président de l'Assemblée nationale populaire (ANP), officialisée au congrès, comme résultat d'une alliance entre MM. Jiang Zemin et Li Peng.

Ce dernier garde sa deuxième position dans la hiérarchie et prendra très probablement la tête de l'ANP en mars 1998, après la fin de son second mandat de cinq ans comme premier ministre. Il sera remplacé à cette fonction par M. Zhu Rongji, l'actuel vice-premier ministre responsable de l'économie, devenu le numéro trois de la hiérarchie.

quer son intention de ne pas trop tarder à faire des propositions de réformes politiques. Celles-ci viseraient au moins à une meilleure gestion de l'administration, à la construction d'un véritable système légal et à l'introduction, dans les années à venir, des embryons de participation populaire, bien entendu sous contrôle. Patience donc. Pour le moment, on se contente de faire avancer la modernisation de l'administration et de réduire le poids de la bureaucratie d'Etat, qui est passée de 9,25 millions de fonctionnaires en 1992 à 7,25 millions en 1996.

Le discours officiel autour du XV^e congrès redonne vie à la théorie de la « phase initiale du socialisme ». Si ce n'est pas une nouveauté, il s'agit néanmoins d'une indication codée sur ce qui se prépare. C'est au XIII^e congrès du PCC, en 1987, que cette thématique avait été lancée par le dirigeant réformateur Zhao Ziyang. Avec ce concept, ce dernier se faisait fort de poursuivre le cours réformiste, alors attaqué par une aile puissante du parti. Ce mot d'ordre représentait un compromis politique entre différents courants du PCC, comme le sera plus tard son pendant, la célèbre formule du « socialisme de marché », une façon sinuante d'affirmer la perpétuation du régime et de ses fondements « socialistes » tout en allant de l'avant vers le marché non socialiste : le postcommunisme organisé à l'intérieur du « communisme ».

En 1987, on s'efforçait de rapprocher discours et mouvement effectif. En 1997, il s'agit de ne pas faire de vagues, d'indiquer en termes feutrés que l'on avance dans la voie choisie, qu'il n'est pas question – et qu'il est d'ailleurs impossible – de rebroussement. On va tenter d'atteindre l'étape suivante : celle où le capitalisme n'est plus tabou, y compris dans le secteur socialiste d'Etat. Seul le temps est évité.

Cat, dans les faits, la question d'est plus de savoir quelle étape du « socialisme » on construit, mais quelle forme de capitalisme (de système de marché généralisé) s'établit, de déterminer dans quelle mesure le régime peut maintenir les bonnes performances économiques et, en même temps, diriger le mouvement sans être submergé par ses conséquences, dans une logique de défense des intérêts nationaux. Ce qu'il a réussi à faire remarquablement depuis les débuts de la réforme.

La situation économique, qui reste favorable dans ses grandes tendances, mais aussi l'ampleur de l'ouverture sur le monde poussent à l'approfondissement des évolutions en cours. Les

options prises par le congrès sur une privatisation partielle de l'économie industrielle d'Etat restent moins l'audace de la direction actuelle qu'une tentative de rattraper et de contrôler un mouvement, en cours, à l'allure assez désordonnée. Selon la Banque mondiale, l'équivalent de 10 milliards de dollars de biens de l'Etat a déjà été vendu à des intérêts particuliers depuis dix ans, en toute illégalité ou par des arrangements obscurs (5).

Si le commerce extérieur a stagné en 1996, avec des exportations atteignant 151 milliards de dollars, en augmentation de seulement 1,5 % (et un excédent de 13 milliards de dollars), la croissance de l'économie est restée importante : à près de 10 %. L'inflation a été, selon les sources officielles, contenue à 5-6 %, ce qui confirme le succès de la reprise en main macroéconomique entreprise depuis 1994. Même en tenant compte des biais statistiques (qui, peut-être, majoraient les taux de croissance et minorait les niveaux d'inflation), la santé de l'économie prise dans sa globalité paraît plutôt florissante – à la mesure des 125 milliards de dollars de réserves de change, les dixièmes du monde, et cela sans compter Hongkong.

Le pays a reçu 42,4 milliards de dollars d'investissements directs étrangers en 1996, en augmentation de 12 % sur 1995 (6). Et, signe sans doute favorable pour le régime, 90 000 étudiants formés à l'étranger sont revenus au pays durant les cinq dernières années, dont 15 000 à Shanghai (7).

Les succès d'ensemble masquent cependant des disparités régionales et sociales de plus en plus grandes et qui ont fait que s'accroissent depuis le début de la réforme. Sans oublier les risques que pourrait encourir une économie plus exposée aux règles du marché mondial, comme le montre la crise financière qui affecte des pays du Sud-Est asiatique (8).

Une vaste enquête, menée sur un échantillon de 40 000 familles de citadins, confirme la hausse des ressources : les trois quarts des familles ont des revenus annuels supérieurs à 10 000 yuans, en augmentation de 70 % sur 1991. Mais il est très frappant de constater que 55 % des familles riches (plus de 100 000 yuans par an) sont concentrées dans la seule province du Guangdong (Gintrophe de Hongkong) qui, largement intégrée à l'économie mondiale, se situe depuis longtemps à l'avant-garde des changements. Si une ville comme Shanghai ou les provinces côtières du Zhejiang ou du Jiangsu sont bien représentées dans cette Chine de la prospérité, l'arrière-pays en est pratiquement absent (9). Et, à Shanghai, l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres a quadruplé entre 1990 et 1996 (10).

Cette coupure entre ceux qui progressent et ceux qui sont menacés est visible dans la réforme du secteur d'Etat, qui est présentée comme la priorité du pays. C'est l'un des rares domaines où le discours officiel autour du XV^e congrès dépasse parfois les généralités (11). S'il s'agit d'une thématique récurrente depuis les débuts de la

Organiser le « postcommunisme » au sein du communisme

MAIS le rapport de forces ne préjuge en rien l'évolution des futures batailles politiques. M. Zhu Rongji a un profil de technocrate réformateur, énergique et compétent, alors que M. Li Peng, guère populaire, est définitivement identifié aux répressions de 1989.

La frilosité, sinon la crainte, l'emportent dans le domaine des réformes politiques, preuve indiscutable d'un sentiment d'insécurité du régime. Il n'est pas question de revenir sur les événements de Tiananmen de 1989, même si nul n'ignore qu'il faudra bien un jour régler ce terrible passif.

Des voix se sont exprimées en ce sens durant le congrès, notamment celles d'anciens membres du *brain-trust* de M. Zhao Ziyang. Par ailleurs, on a, certes, asséné la sempiternelle sentence sur la nécessité des réformes politiques, mais en prenant le moins de risques possible. On proclame une fois de plus la nécessité de lutter contre la corruption, mais sans préciser comment et donc

sans la moindre crédibilité : omniprésent, ce phénomène vient plus que jamais, d'abord, des sommets du pouvoir et ne saurait être dissocié du mouvement de reconversion des élites (4). Il existe toujours un énorme hiatus entre ce que la société est devenue et expérimente quotidiennement, qui n'a plus grand-chose à voir avec les années maoïstes, et ce que le régime présente comme projet politique de gestion de la Chine.

Cet autoritarisme dissimule de nombreuses faiblesses pour ne pas dire un désarroi certain de gouvernants qui ne savent pas très bien comment retrouver une légitimité perdue. Leur force réside tout simplement dans l'absence d'alternative et les succès économiques accablés. C'est un pouvoir par défaut.

Soumis aux pressions de la population et de larges secteurs des élites, qui s'expriment notamment dans le cadre plus ouvert des débats de l'ANP, le régime envoie des signaux pour mar-

Vingt ans de réformes

18-22 décembre 1978 : Lancement officiel de la réforme économique. Victoire de la ligne Deng Xiaoping sur la tendance néoconfucianiste animée par Hu Yaobang.

1979 : Début de la réforme agraire, qui aboutira à une véritable décollectivisation. Autorisation de créer des entreprises mixtes sino-étrangères au sein de zones économiques spéciales (ZES).

4 décembre 1982 : Promulgation de la quatrième Constitution depuis 1954.

Avril 1984 : Deng Xiaoping lance une vaste réforme économique et sociale. Printemps 1986 : Sous l'impulsion de Hu Yaobang, esquisse de réforme politique dont les thèmes sont la libération de la pensée, l'élection de représentants à divers échelons de responsabilité et la séparation de l'Etat et du parti.

Septembre 1986 : Pause des nouvelles réformes au grand soulagement des conservateurs et des réformateurs modérés ralliés autour de Deng Xiaoping.

16 janvier 1987 : Suite à l'agitation étudiante, qui dégénère en émeutes, Deng sacrifie un de ses protégés, le secrétaire général réformateur du parti, Hu Yaobang, qu'il remplace par un autre de ses « héritiers », Li Zhao Ziyang.

15 avril 1989 : Mort de Hu Yaobang, qui déclenche les manifestations étudiantes de la place Tiananmen. M. Zhao Ziyang appelle au dialogue, mais Deng Xiaoping rallie les conservateurs et déclenche la répression.

24 juin 1989 : Destination de M. Zhao Ziyang, jugé trop conciliant avec les étudiants. Il est remplacé par M. Jiang Zemin, « patron » de Shanghai.

Janvier 1992 : Discours de Deng Xiaoping à la zone économique spéciale de Shenzhen, annonçant une relance de la dynamique des réformes.

19 octobre 1992 : La ligne de Deng, qui promeut l'« économie de marché socialiste », l'emporte au XIV^e congrès du PCC.

19 février 1997 : Mort de Deng Xiaoping. M. Jiang Zemin apparaît comme le nouvel homme fort de la Chine.

1^{er} juillet 1997 : Rétrocession de Hongkong à la Chine.

18 septembre 1997 : Le premier congrès du PCC de l'après-Deng Xiaoping consacre la continuation de la réforme économique, mais toujours sans ouverture politique.

Entre autres, dans le numéro de novembre 1997 :

Le monde de demain Jean BOISSONNAT

Les ambiguïtés du nationalisme Yan CHEN

chinois

Le plein emploi des temps Bernard IBAL

Les larmes d'Apollodore Jacques ROLLAND

Figures libres, Choix de films, Chroniques de théâtre

Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages) : 60 F - Etr. : 67 F

Abt (11 n°/an) : 495 F - Etr. : 600 F

Rédacteur en chef :

Henri MADELIN

Pour recevoir ce numéro, tapez sur minitel 36 15 SJ* ETUDES

(223 Fmn.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre

d'Etudes : 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

site internet : <http://perso.wanadoo.fr/assas-editions>

سكنا من الامل

هكذا من الراحل

R ÉVITER UN CHAOS
e privatisé

À LA RUSSSE mais avec prudence

LE MONDE DIPLOMATIQUE - NOVEMBRE 1997 - 7



Xia Jie, préparation des plants de riz, village Kan, province de l'Anhui



Lih Jianzhong, Wang Qi et Chijun, rue Chang Song, Pékin



Zou Pei, mannequin, et Geng Hai, photographe, Pékin

réforme, à la fin des années 70, il semble que l'on entre dans la phase décisive de la restructuration d'un secteur qui fut l'incarnation du « socialisme chinois » et même, à sa façon, la forme concrète du « socialisme » étatique du XX^e siècle. Les textes officiels abordent la question des formes de propriété, de privatisation, de large désengagement de l'Etat dans ce secteur.

Ces questions font l'objet de déclarations de plus en plus audacieuses. Des économistes influents, comme M. Dong Fureng, multiplient les appels en faveur d'un passage complet aux règles du marché dans un secteur d'Etat qui concerne une centaine de millions d'actifs des villes (118 000 entreprises, dont 7 000 dirigées directement par le gouvernement central). L'Etat devrait se maintenir seulement dans le secteur des infrastructures et celui qui concerne la sécurité nationale (12).

Avec 70 milliards de yuans de pertes (contre 54 milliards en 1995), l'année 1996 aurait été particulièrement difficile dans le secteur d'Etat : c'est un secteur déficitaire à 70 % et qui grèverait toujours, lourdement le budget national - 162 milliards de yuans de subsides en 1995 (13) - quoique les aides se réduisent régulièrement depuis plusieurs années.

La crise menaçait même le secteur bancaire, obligé de soutenir, à la place de l'Etat, des usines souvent en situation de quasi-banqueroute : de 20 % à 30 % des emprunts ne sont pas remboursés. En dernier recours, l'Etat doit quand même faire face, ce qui est devenu financièrement intenable.

Le mécontentement ouvrier grandit

PAS plus aujourd'hui qu'hier, il ne s'agit de casser d'un seul coup le secteur d'Etat, comme d'autres pays de l'Est l'ont fait, avec les conséquences redoutables que l'on sait. Le vice-premier ministre Zhu Rongji a éprouvé le besoin de rappeler qu'il n'y a pas d'urgence à lancer une politique massive d'actionnariat. Et le premier ministre, Li Peng, a reconnu que le système bourgeois n'a pas très bien fonctionné : il n'a pas, comme on l'espérait, contribué à récolter des ressources pour améliorer le niveau technologique des entreprises (17).

Protéger les entreprises d'Etat pour éviter un chaos à la russe, voire une explosion sociale urbaine, constituent même une composante essentielle du modèle chinois « de transition ». Cela n'a pas empêché le régime d'entreprendre, on le laisse se faire, un démantèlement progressif de ce secteur. Celui-ci est devenu minuscule : de près de 80 % de l'activité industrielle en 1980, il est passé à un tiers à peine aujourd'hui (18). Les mises en faillite, impensables il y a peu (malgré une loi de 1988 les autorisant), se généralisent : 2 300 en 1995, 6 300 en 1996. Elles représentent souvent une façon commode d'effacer les dettes, qui retombent à la charge des banques et du budget de l'Etat. Et l'action du gouvernement facilite cette dérive en incitant à la fusion des entreprises non rentables.

L'accord n'est certes pas unanime, dans la direction actuelle, pour lancer un mouvement de privatisation de vaste ampleur qui - même dans le cadre de l'économie mixte et sous la supervision, de facto ou de droit, de la puissance publique (nationale, régionale ou locale) - ferait entrer le capitalisme, sur une grande échelle, dans le bassin « socialiste ».

On perçoit des nuances dans les déclarations des hauts responsables. Pour démontrer la prééminence du secteur public, les autorités additionnent la part du secteur d'Etat (autour de 30 % de la production industrielle) et celle du secteur collectif (autour de 40 à 45 %) - mais ce dernier n'est quelque-

On peut lire dans la presse de nombreuses déclarations préparant l'opinion à une réforme qui introduirait une variété de formes de propriété : y coexisteraient la vente d'une partie des actions de l'entreprise aux ouvriers, employés, au secteur collectif, voire à des intérêts privés - en principe chinois, mais il y a un certain flou à cet égard -, et le maintien de la puissance publique, en position dominante, mais pas forcément majoritaire (14). Les textes officiels le disent avec prudence, sans entrer dans les détails. Et le cadre légal n'est pas encore établi (15). A terme, l'Etat ne garderait qu'un nombre réduit de grandes entreprises (selon les sources, de 500 à 1 000), mais qui représenteraient plus de la moitié des avoirs des entreprises publiques.

Une partie de ces entreprises d'Etat devraient devenir de puissants conglomérats regroupant des activités diverses - ensembles concurrentiels, rentables, à vocation internationale, sur le modèle des grands groupes sud-coréens. Il s'agit de relever le niveau technologique des produits fabriqués par la Chine et assurer la montée, en gamme, de produits fournis au marché mondial, voire accélérer la modernisation de l'année.

Des expériences-pilotes d'entreprises d'Etat deviennent autonomes et en position de libre concurrence sont en cours depuis 1994 dans 18 villes - 58 en 1996, 111 dès la fin de cette année (16). C'est le rythme de passage de cette phase expérimentale à la généralisation de la réforme qui fixera le degré de détermination de la nouvelle direction.

fois public que de nom : derrière lui se profile une logique différente, moins liée à l'Etat qu'aux nouveaux réseaux de pouvoir, à la nouvelle élite.

Les bureaucraties ministérielles, menacées de perdre leur pouvoir de tutelle, résistent évidemment avec force. Car on a beau proclamer que l'on reste dans la logique « socialiste », le projet, s'il va à son terme, constituera bien le pas le plus important accompli jusqu'ici pour reconnaître la logique capitaliste (voire capitaliste d'Etat), à l'œuvre dans les transformations économiques postsoviétiques.

Le régime est cependant toujours hanté par la crainte d'une explosion sociale et veut avancer, comme dans le passé, par des expériences-pilotes soigneusement choisies, quitte à reculer s'il le faut. De plus, la Chine ne dispose pas encore d'un système national de sécurité sociale : celle-ci repose toujours, pour une bonne part, sur les entreprises ou sur des initiatives locales et régionales. C'est ainsi, par exemple, qu'un tiers des écoles et hôpitaux sont encore directement gérés par les entreprises d'Etat (19).

Le mécontentement ouvrier ne cesse de monter dans un secteur d'Etat de plus en plus bouleversé. Le pouvoir reconnaît d'ailleurs que la semaine de cinq jours, norme légale depuis le 1^{er} mai 1995, est loin d'être toujours appliquée. Les journées de plus de 10 heures ne sont pas rares. Mais la vive tension sociale dans les entreprises d'Etat tient aussi aux licenciements déguisés ou aux réductions de salaire et aux innombrables retards de paiement. Plus de 9 millions d'ouvriers sont « déplacés » - comme on dit pudiquement - et 11 millions attendent leur salaire. Le très important secteur textile d'Etat est particulièrement en mauvaise posture (20). Par ailleurs, en mai de cette année, 2,5 millions de retraités n'ont pas reçu leur pension ou ont touché un versement réduit.

Résultat : on compte 26 000 cas d'« agitation ouvrière » (de diverse nature) pour les six premiers mois de 1997, en augmentation de 59 % sur la

même période de 1996 (21). Ainsi, à l'Onest, la province peuplée du Sichuan, en retard sur les grands changements économiques, a connu plusieurs explosions, dont un début d'insurrection à Nanchong : 20 000 ouvriers d'une entreprise d'Etat de textile quasiment en faillite ont fait grève - ils ont même assiégé la mairie pour protester contre les six mois de retard dans le paiement de leurs salaires.

Le pouvoir a mis l'étau sur ces graves événements, qui n'ont été connus que quelques mois plus tard. Plus récemment, en juillet, 9 personnes ont été arrêtées à Mianyang, dans la même province, à la suite d'une manifestation provoquée par la mise en faillite d'une entreprise de fabrication de la soie. Les ouvriers sont descendus dans

la rue et ont paralysé la circulation (22). Le régime hésite à utiliser la répression directe, sauf - comme ce fut le cas lors des événements de 1989 - pour écraser toute forme d'organisation ouvrière indépendante (23).

Mais Pékin recule moins souvent qu'il y a quelques années dans la poursuite de ses objectifs : la généralisation de la logique de marché. Si les élites y sont acquiescentes dans des proportions de plus en plus importantes, le monde ouvrier d'Etat est partagé entre la peur et l'hostilité. Le sous-emploi, qui est officiellement chiffré à 3-4 % (autour de 5 millions de personnes) - sans compter les travailleurs « déplacés » - dans les villes, pourrait en concerner 16 millions en l'an 2000 (24). Le chômage atteint des niveaux de l'ordre de 20 % dans certaines régions du Nord-Est (l'ancienne Mandchourie), zone de vieille industrie lourde assez obsolète. Et 200 000 ouvriers, essentiellement du secteur textile, ont été licenciés à Shanghai en 1996. S'ils retrouvent en général un emploi dans une économie en pleine expansion, c'est souvent dans des activités plus mal payées ; sinon, ils reçoivent de modiques allocations de chômage. On estime que 400 000 travailleurs de cette ville se retrouveront dans la même situation dans les deux ans à venir (25). Et, malgré les 10 millions d'ouvriers du secteur d'Etat déjà licenciés, on calcule que 15 millions d'autres sont encore « en sur-nombre » (26).

Le journal officiel du parti, *Le Quotidien du peuple*, a reconnu, dans son éditorial du 1^{er} mai dernier, que la situation du monde ouvrier s'était dégradée, mais a promis que l'approfondissement de la réforme aura des effets bénéfiques pour des millions de travailleurs (27).

Ces effets se font cependant attendre dans une Chine qui, si elle progresse vite économiquement, n'en connaît pas moins une pauvreté, certes en baisse, que les autorités officielles estiment de l'ordre de 60 millions à 70 millions de personnes (28). Sans compter les 300 millions de Chinois qui, essentiellement dans le monde rural, vivent avec des ressources limitées.

Ainsi, pendant qu'on affiche, parmi les hiérarches, des convictions socialistes qui ne convainquent plus personne (et surtout pas leurs proches, leurs enfants notamment, qui vivent selon des logiques complètement différentes), on débat ouvertement jusque dans les sphères officielles, mais à l'abri de l'opinion publique, du type de reconversion des élites et du modèle de régime le plus à même d'assurer la prochaine étape de transformation du pays.

On disserte à profusion, en haut lieu, sur les formes nouvelles, plus sophistiquées, de gestion autoritaire, et sur le meilleur moyen d'utiliser les traditions et l'héritage culturel du pays, dans le but d'éviter à la fois une explosion populaire qui reste la hantise des dominants et la déstructuration d'un univers chinois si compliqué à gérer, si riche de risques et de potentialités.

ROLAND LEW.

(12) SWB, FE, n° 2998, 15 août 1997, et n° 2981, 3 juillet 1997.
(13) SWB, FE, n° 2938, 6 juin 1997 ; *Financial Times* du 25 avril 1997.
(14) SWB, FE, n° 3025, 16 septembre 1997.
(15) SWB, FE, n° 3001 G1, 19 août 1997 et G1 et G3.
(16) FEER, 28 août 1997 ; SWB, FE, n° 3006, 25 août 1997 ; Françoise Lemoine, « Chine : la transition tachevère », in *Actuel Marx*, n° 22, 1997, pp. 36-38.
(17) SWB, FE, n° 3031, 23 septembre 1997.
(18) SWB, FE, n° 2998, 15 août 1997.
(19) SWB, FE, n° 3025, 16 septembre 1997.
(20) François-Yves Damon, « Le devenir des usines textiles d'Etat », in *Transitions*, Bruxelles, 1997-2.
(21) SWB, FE, n° 2932, 30 mai 1997 ; FEER, 4 septembre 1997.
(22) FEER, 26 juin 1997, p. 1415 ; SWB, FE, n° 2975, 19 juillet 1997.
(23) Voir, sur la condition ouvrière et les nouvelles formes d'exploitation, les témoignages rassemblés dans le livre de Hui Huan-wou et Charles Reeve, *Bureaucratie, bagues et business*, Paris, L'Inconnu, 1997 ; ou la *Lettre d'information de la Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique contre la répression en Chine*, 25 rue Ledieu, 75014 Paris.
(24) Selon une étude alarmiste parue dans le *Remain*, *Livestock*, 8 mai, in SWB, FE, n° 2993, 9 août 1997.
(25) FEER, 1^{er} août 1997.
(26) SWB, FE, n° 3028, 19 septembre 1997.
(27) Remain Ribco, 1^{er} mai, in SWB, FE, n° 2908, 2 mai 1997.
(28) SWB, FE, n° 3028, 19 septembre 1997.

LE PORTRAIT DONNÉ

Ces photos font partie d'un travail effectué au Polaroid, en 1989, dans différentes régions et comprenant 590 clichés de 195 personnes différentes. L'auteur Gilles Perrier, dit des Chinois qu'ils sont naturellement, car ils sont façonnés par une tradition millénaire qui les installe face au monde.

problèmes
d'Amérique
latine

Équateur :
les mésaventures
du populisme (n° 26)
Mexique :
le Chiapas
et l'EZLN (n° 25)
Le Brésil
entre réformes
et blocages (n° 23)

Donner
du sens aux
événements

Revenue à la démocratie, l'Amérique latine s'essaye aujourd'hui à de nouveaux modèles politiques, économiques et sociaux.

Problèmes d'Amérique latine analyse les réalités des divers pays latino-américains et dégage les grandes tendances et mutations du continent.

Base d'une réflexion sérieuse et approfondie, **Problèmes d'Amérique latine** détaille les éléments de compréhension de l'actualité latino-américaine et offre un éclairage pointu sur l'avenir.

Vous qui voulez vivre au rythme de ce continent, abonnez-vous à Problèmes d'Amérique latine

Offre d'abonnement (valable jusqu'au 28/02/1998)

Je m'abonne à **Problèmes d'Amérique latine** pour 1 an (4 numéros) au prix de :

- ☐ France 270 FF (TTC)
- ☐ Europe 290 FF (TTC)
- ☐ DOM-TOM, pays francophones africains (hors Maghreb) et de l'océan indien 300 FF (HT, avion économique)
- ☐ Autres pays 310 FF (HT, avion économique)
- ☐ Supplément avion rapide 40 FF

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

Joindre mon règlement :

- ☐ Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de M./l'Agent comptable de La Documentation française.
- ☐ Par carte bancaire. Date d'expiration _____

N° _____

Bon de commande à découper ou à photocopier et à retourner à : **Problèmes d'Amérique latine - Service Promotion - La Documentation française - 29-31, Quai Voltaire 75344 PARIS cedex 07 FRANCE**

UNE ÉVOLUTION QUI INQUIÈTE PÉKIN

L'alliance américano-japonaise cimentée

JUSQU'À une période récente, la présence américaine au Japon était jugée acceptable par la Chine, la Corée du Nord et d'autres voisins asiatiques partageant, avec les États-Unis, la peur d'une indépendance militaire nipponne. En raison du rôle octroyé à ce pays en cas de crise régionale, le nouveau traité de sécurité envisagé à Washington et à Tokyo provoque une inquiétude croissante en Asie, particulièrement du côté chinois.

Par SELIG S. HARRISON *

En mars 1990, le général Henry Stackpole III, commandant en chef des « marines » basés à Okinawa, déclencha rien de moins qu'une tempête médiatique quand il déclara à un journaliste d'outre-Atlantique que la présence militaire américaine au Japon était aussi nécessaire qu'une capsule sur une bouteille, cela afin de prévenir la résurgence de la toute-puissance militaire nipponne. A quoi le *Yomiuri Shimbun*, le quotidien japonais le plus important, répondit, compte tenu des 4,2 milliards de dollars versés chaque année par Tokyo pour l'entretien des bases américaines sur l'archipel : « Nous autres Japonais ne pouvons tout à fait nous servir de la base, alors que nous payons un chien de garde dont le seul but est de nous observer ».

Craintes pour craintes, celles-ci ont été exacerbées par les nouvelles directives de défense coopérative entre les États-Unis et le Japon « visant à renforcer un Japon assurant, quoique "non combattant", les arrières d'une Amérique amenée, le cas échéant, à intervenir dans n'importe quelle zone située dans l'environnement de l'archipel ». La Chine redoute que ces nouvelles directives ne permettent aux États-Unis d'utiliser leurs bases et l'aide logistique japonaise dans l'hypothèse d'une intervention américaine dans le conflit qui oppose la Chine continentale à Taïwan.

Durant la guerre froide, le Pentagone a vainement fait pression sur Tokyo pour qu'il s'engage, sur plusieurs scénarios militaires imaginés par les États-Unis en Asie. Les gouvernements japonais successifs ont ignoré les desiderata américains, laissant au traité de sécurité une formulation aussi vague que possible. Cette prudence reflétait avant tout un climat politique dans lequel les « faucons » conservateurs se trouvaient en face d'une puissante opposition socialiste, laquelle entretenait l'angoisse populaire d'une implication dans une guerre régionale dont les Américains auraient eu l'initiative.

L'influence socialiste a progressivement décliné avec la fin de la guerre froide, et les forces conservatrices montantes sont désormais prêtes à faire des concessions au Pentagone. La raison principale de cette nouvelle forme de coopération n'est pas dénuée d'arrière-pensées : elle vise à neutraliser la pression commerciale des États-Unis. Cette ligne fut exprimée lors d'une rencontre à Tokyo entre le président Clinton et le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, qui plaça la cause du Japon de telle façon que M. Clinton soit contraint de lier la question de la sécurité à un certain nombre d'engagements commerciaux.

Au mois de juin, un avant-projet était rédigé, à Honolulu. Sa version finale fut

* Ancien chef de bureau du Washington Post pour l'Asie nord-orientale, basé à Tokyo de 1968 à 1972, professeur à Washington au Woodrow Wilson International Center, qui dépend du Smithsonian Institute.

publiée le 23 septembre. Dans le cadre de cet accord, le Japon s'engageait, une fois le document signé, à permettre aux États-Unis non seulement un accès aux bases dont ceux-ci disposaient déjà « en temps, heure et manière appropriées », mais de bénéficier d'un « soutien élargi sur leurs arrières ». Ces nouvelles directives englobaient notamment la mobilisation des ports et aéroports relevant des forces japonaises d'autodéfense, des ports et aéroports civils, l'usage de véhicules et avions civils, ainsi que la fourniture de pétrole en urgence.

La référence à une coopération japonaise « en temps et en heure » impliquait une nouvelle législation permettant au gouvernement de suppléer les autorités et juridictions locales existantes. Au moins seize articles de loi ou amendements devaient être votés pour mettre en œuvre les accords projetés, un mécanisme juridique qui pourrait durer jusqu'à l'été 1998.

L'une des clauses les plus significatives du traité obligerait le Japon à une participation directe aux blocs en haute mer éventuellement décidés par les États-Unis, dans l'hypothèse d'une guerre avec la Corée du Nord ou avec la Chine. Prudente, cette clause ignorait délibérément toute référence au droit de contrôle des Nations unies sur la navigation : le document initial évoquait seulement l'« application de sanctions économiques en cas de danger pesant sur le maintien de la paix et de la stabilité mondiales », disposition incluant « l'inspection des navires et de toute activité offshore » ; le Japon finit par obtenir rectification. Les paragraphes annexes à

La puissance nucléaire chinoise

MAIS, maintenant qu'on en a fini avec la guerre froide, et surtout qu'à la menace de l'Union soviétique s'est substituée celle de la Chine et de la Corée du Nord, une controverse s'est développée au Japon sur le rôle que le pays a intérêt à jouer dans la région. En ce qui concerne la Chine, l'opposition entre la droite et la gauche est très nette quant à savoir si les nouvelles directives doivent s'appliquer dans le cas où les États-Unis prendraient le parti de Taïwan contre la Chine. En revanche, il semble qu'un très large consensus existe sur l'extension de ces directives au champ d'un éventuel conflit en Corée.

Les divergences sur la question de Taïwan ont opposé M. Koichi Kato, secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir, au ministre d'État Seiroku Kajiyama. Quand M. Kato expliqua aux dirigeants chinois que les nouvelles directives ne s'appliqueraient pas à Taïwan, il fut aussitôt démenté par M. Kajiyama, qui affirma que, si les accords avaient omis de se référer nominativement à tel ou tel pays ou région, c'était pour permettre

ces nouvelles directives, ceux par exemple se référant au déminage, à l'évacuation des réfugiés et du personnel américain et japonais des zones dangereuses, comptent moins que ce qu'on a pu en dire. En vérité, ces textes contraignent surtout le Japon au déminage de ses eaux territoriales, ainsi que le ministre des affaires étrangères, Yukihiko Ikeda, l'expliqua devant la Diète (le Parlement) le 12 juin, sans, précise-t-il, « dans le cas où les sanctions économiques prévues par l'ONU ou une action militaire hors des eaux territoriales nous permettraient d'aller au-delà ».

L'un des désaccords majeurs entre Washington et Tokyo concerne l'engagement des États-Unis à aider l'évacuation des citoyens japonais des zones éventuellement menacées par une guerre, en Corée ou ailleurs. A Honolulu, les négociateurs américains s'étaient initialement entendus sur une formule de « coopération entre les deux gouvernements » pour une « évacuation rapide ». Mais les États-Unis insistèrent au dernier moment pour y ajouter une clause au profit d'une rédaction suivant laquelle « chaque gouvernement est responsable de la mise en lieu sûr de ses propres ressortissants "tout en conservant" la possibilité d'informer l'autre partie de ses besoins et capacités ». Là aussi, les États-Unis durent concéder une coopération plus étroite : dans la mesure où vingt mille Japonais vivent en Corée du Sud, cette volte-face aurait provoqué amertume et ressentiment.

La droite japonaise décrit ces accords comme la résultante d'un chemin long et indolore, pour cimenter l'alliance américano-japonaise. Quant à la gauche, elle y voit un effort délibéré déployé en coulisse pour circonvenir les restrictions constitutionnelles concernant toute opération militaire extérieure, faisant fi des modifications nécessaires dans le texte du traité bipartite de sécurité qui auraient requis une approbation de la Diète. En somme, le but ultime visé par la droite est celui d'un Japon militairement indépendant, son alliance définitive avec les États-Unis pouvant être scellée du moment que l'opinion publique se réconcilie avec l'idée d'opérations militaires extérieures.

an Japoo de conserver toutes ses options ouvertes. Plus tard, le 17 août, M. Kajiyama, qui est l'un des principaux faucons du Parti libéral-démocrate, déclara lors d'un entretien télévisé que ces directives englobaient naturellement « tout conflit concernant Taïwan et impliquant les forces américaines ». Et il ajouta : « Nous avons de fortes craintes quant à une possible invasion de Taïwan par la Chine continentale ».

Réagissant immédiatement aux déclarations de M. Kajiyama, la Chine a exprimé de « sérieuses inquiétudes », et le *Quotidien du peuple* parla d'« un signal clair de la détermination du Japon à intervenir militairement dans le conflit avec Taïwan ». Le premier ministre, Li Peng, jugea les déclarations de M. Kajiyama « totalement inacceptables ». Pésoit également sur cet échiquier des rapports récents mentionnant l'intention de la Chine d'acquiescer auprès de la Russie de nouvelles armes, qui ajoutent à l'incertitude sur ses capacités militaires réelles.

Toutefois, tempère M. Shunji Tsuka, chroniqueur vedette de l'*Asahi*

Shimbun en matière de défense, l'armée chinoise se réduit numériquement comme une peau de chagrin et sa modernisation est bien plus lente que celles du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan. En termes de personnel et d'équipements, sa capacité à se projeter dans l'avenir est incontestablement déclinante. A titre d'exemple, M. Tsuka cite le chiffre de 6 000 avions de combat il y a dix ans contre seulement 5 000 aujourd'hui, « dont la plupart sont des Mig-17, des Mig-19, des Mig-21 et leurs variantes chinoises. Presque tous ces chasseurs étant voués à la retraite, sinon devant déjà être, la Chine importe désormais de Russie des appareils SU-27 ». Cependant, M. Tsuka estime que « la production de SU-27 ou leur importation directe » représenterait au mieux 200 unités. De la même façon, écrit-il, la flotte chinoise de surface ne dispose que de 50 navires importants. Quant aux sous-marins, leur nombre en une décennie est passé de 100 à environ 60, dont pratiquement 40, de la classe Romeo, construits sur le modèle des U-boats allemands, sont obsolètes.

Comme le souligne M. Tsuka, les documents de 1997 fournis à la Diète, quoique non encore publiés en anglais, en prévoyant « une modernisation accélérée dans l'avenir de la puissance militaire chinoise », se nourrissent d'une vision exagérée des possibilités

réelles de l'armée chinoise. Les critiques de la droite japonaise en ce qui concerne la Chine ont toutes en ligne de mire Taïwan, le conflit à propos des îles pétrolifères de Senkaku - en mer de Chine orientale - et les prétentions territoriales de la Chine en mer du Sud, dépeintes comme une menace potentielle contre les importations japonaises de pétrole en provenance du golfe Arabo-Persique.

Dans cette perspective, c'est surtout la puissance nucléaire chinoise qui menace le Japon, tout particulièrement le fait que, parmi les 272 têtes nucléaires que posséderait la Chine, se trouvent non seulement des missiles balistiques intercontinentaux, mais aussi 50 missiles DF3 à portée intermédiaire et 36 missiles balistiques à portée intermédiaire (IRBM) DF21 montés sur bases mobiles, capables d'atteindre des cibles proches en Asie. Selon les informations des services de renseignement occidentaux partagées avec le Japon, la plupart des DF3, d'une portée de 2 700 kilomètres, sont déployés dans le nord de la Chine, certains près de Tianjin - juste en face de la Corée - et le reste à Xuanhua à l'ouest de Pékin, à Linjiu au sud de Tianjin, à Yidu dans la province du Shandong et à Delong dans la province de Henbei, tous endroits proches du Japon.

La Corée du Nord, une menace ?

DU fait d'une pénurie de pétrole depuis qu'il a perdu le soutien de la Russie et de la Chine, à laquelle s'ajoute une crise économique doublée d'une famine dramatique, la Corée du Nord a vu sa capacité de réaction militaire diminuer notablement. Pourtant, les conservateurs japonais, négligeant le fait que Pyongyang a scrupuleusement honoré les accords de gel nucléaire qu'il a conclus avec les États-Unis en 1994, continuent à agiter le chiffon d'une menace nucléaire en provenance de la Corée du Nord. Les faucons japonais avancent que Pyongyang pourrait cacher certaines armes nucléaires et que des missiles coordonnés seraient bientôt capables d'atteindre le Japon. Mais, selon des informations obtenues auprès de sources américaines, la portée des missiles nord-coréens testés dans la mer du Japon en 1993 n'excéderait pas 500 kilomètres, 800 au maximum, contrairement à ce qui a été écrit dans la presse à l'époque. En outre, même s'il s'avérait que la Corée du Nord possède plus de plutonium qu'elle n'en a déclaré en 1994, il y a une grande différence entre acquiescer de petites quantités de plutonium et surmonter les problèmes liés au développement des technologies de propulsion, de la précision des tirs et de la miniaturisation des têtes nucléaires indispensables à la crédibilité d'une puissance atomique.

L'expert en matière de défense de l'*Asahi Shimbun* qu'est M. Tsuka tient l'idée d'une menace conventionnelle de la Corée du Nord pour ridicule. Il souligne que la Corée du Sud dispose de 400 chasseurs de premier ordre, auxquels s'ajoutent les 280 appareils américains basés dans le pays, tandis que le Nord n'est capable d'aligner que 100 avions de combat et manque de pétrole comme de tout soutien logistique nécessaires à une guerre prolongée. Les experts militaires japonais de droite, à l'instar de certains commentateurs à Washington, prétendent quant à

eux qu'une aggravation de la famine pourrait déclencher, par désespoir, une vague d'actions de type kamikaze dirigées contre le Sud, une théorie qui rencontre quelque écho populaire au Japon, où les Coréens sont largement tenus pour des êtres culturellement inférieurs, capables de réactions émotives irrationnelles.

Cette condescendance vis-à-vis de la Corée contraste avec la dette culturelle envers la Chine dont le Japon se sent toujours redevable. Elle pourrait expliquer pourquoi bien des Japonais conçoivent une guerre avec la Chine comme psychologiquement douloureuse, tandis qu'ils imaginent plus volontiers aider les États-Unis à combattre la Corée du Nord, pourvu que les forces japonaises ne soient pas directement impliquées.

Les nouvelles directives américano-japonaises ne devraient pas avoir beaucoup d'incidence sur le plan militaire opérationnel. L'opinion japonaise ne tolérerait pas un engagement auprès des États-Unis sur l'affaire de Taïwan. Quant à la Corée, où une implication du Japon pourrait se plaider d'un point de vue politique, l'hypothèse d'une guerre paraît absurde. En revanche, si ces directives étaient approuvées par la Diète, elles marqueraient un tournant considérable, le signe d'un virage à droite du Japon sur les questions de sécurité.

La gauche japonaise, elle, est enfermée dans un dilemme. D'une part, de tels accords exacerbent les tensions avec la Chine et la Corée du Nord, tensions que la droite n'hésiterait pas à exploiter pour justifier une intensification de la puissance militaire japonaise. Mais, d'autre part, cette gauche ne peut guère refuser la nécessité d'une alliance américano-japonaise, précédemment et paradoxalement - les idées de la droite faisant leur chemin - parce que la présence militaire américaine répond, de fait, à la théorie de « la capsule sur la bouteille ».

Abonnez-vous au Monde diplomatique

Vous contribuez à l'indépendance du journal. Vous ne manquez aucun numéro. Vous profitez d'une économie par rapport à l'achat au numéro.

LE MONDE diplomatique

Apocalypse médias

Ces deux cœurs battent et construisent le monde.

TARIFS	1 AN	2 ANS
France (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)	230 F	418 F
Tarif spécial (étudiants, retraités, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif, France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F
Etranger		
Voie normale (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
Voie aérienne Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse, Algérie, Maroc)	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
États-Unis, Canada, Mexique-Orient	350 F	658 F
Amérique Centrale, Amérique du Sud, Métropole, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande	435 F	828 F

* Béarn, Barbaque, Flandre, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambia, Madagascar, Mali, République du Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

Bulletin d'abonnement

(à découper, à photocopier ou recopier sur papier libre)

Oui, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique.

je vous indique la durée d'abonnement choisie :

☐ 2 ANS (24 NUMÉROS) ☐ 1 AN (12 NUMÉROS)

Je vous communique, ci-dessous, mes coordonnées :

Nom : _____ Prénom : _____ 701 MD 004

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Pays : _____

Je joins mon règlement de : _____ F. par :

☐ Mandat international en FF. ☐ Carte bancaire

☐ Eurochèque libellé en FF. ☐ Carte American Express

(les virements ne sont pas acceptés)

N° Carte bancaire : _____

N° carte A.E. : _____

Date de validité : _____ Signature obligatoire :

LE MONDE diplomatique

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde diplomatique, Service abonnements
24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chateaufort Cedex France

سكنا من الاصل

صكنا من الاصل

ESPOIRS DE PAIX EN AFRIQUE DU NORD

Vers la fin du conflit au Sahara occidental

LE 16 septembre dernier, le Maroc et le Front populaire pour la libération de la Sagua el Hamra et du Rio de Oro (Polisario) sont arrivés à un accord pour relancer le plan de paix au Sahara occidental, échanger des prisonniers, libérer des détenus politiques, permettre le retour de réfugiés, cantonner les troupes dans les casernes et organiser enfin, en décembre 1998, un référendum sur le statut (indépendance ou intégration au Maroc ?) de ce territoire disputé depuis plus de vingt ans.

Par MARIANO AGUIRRE *

Le plan pour la paix au Sahara occidental était bloqué depuis sa ratification en 1991, mais l'Union européenne, les États-Unis et l'ONU ont intérêt à ce qu'une issue se dégage de ce contentieux qui affecte l'Afrique du Nord et qui ajoute un élément d'instabilité à une région déjà fortement perturbée par la guerre civile en Algérie. Situé dans une zone prioritaire pour la sécurité de l'Europe, le Sahara occidental oppose directement le Maroc et l'Algérie, qui se sont affrontés pour l'hégémonie régionale (1). L'auteur de la médiation, accomplie lors de réunions tenues à Liège, Londres et Houston, est M. James Baker, ancien secrétaire d'État des États-Unis, représentant le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan (2).

Le Sahara occidental est riche en phosphates (essentiels pour la fabrication des fertilisants) et possède l'un des plus importants bancs de pêche de l'océan Atlantique. L'Espagne le colonisa dès 1884, et ses frontières furent délimitées par Paris et Madrid entre 1886 et 1934 (3). Des tribus nomades y ont vécu pendant des générations. Le spécialiste Tony Hodges estime que cette région n'a aucun précédent historique en tant qu'État indépendant : « Le Sahara occidental n'a jamais constitué une nation avant sa colonisation, et le nationalisme actuel est un phénomène très récent, qui ne s'est manifesté qu'aux derniers moments de la période coloniale espagnole (4) ».

Les groupes tribaux et nomades qui y habitaient n'ont pas constitué d'État et ont fréquemment entretenu des relations conflictuelles. Entre 1950 et 1970 sont apparus des signes de modernisation. La demande de phosphates, l'essor de l'urbanisation et de l'emploi, la transition d'un style de vie nomade à un style sédentaire, et le développement d'un système éducatif ont constitué des bases ayant favorisé l'avènement d'un sentiment nationaliste.

Entre 1953 et 1956, lors de la lutte pour l'indépendance du Maroc, des milliers de Sahraouis se sont engagés dans l'Armée de libération marocaine. En tant que citoyens marocains, ils souhaitaient alors que la lutte se poursuive, une fois l'indépendance du Maroc obtenue en 1956, pour libérer les trois régions du Sud marocain démembrées sous le joug espagnol : Ifni, Tarfaya et le Sahara occidental. En 1963, le Comité spécial de décolonisation de l'ONU, à la demande du Maroc, inclut le Sahara occidental dans la liste des territoires devant être décolonisés.

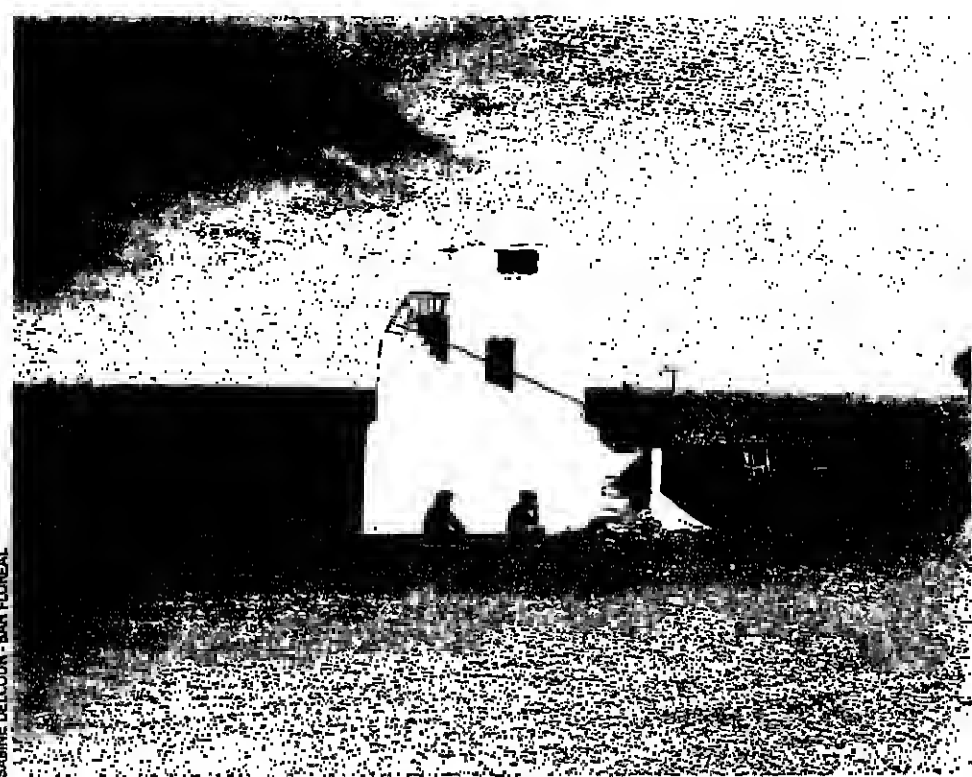
En 1973, des anciens de l'Armée de libération du Maroc, déçus par le régime marocain et séduits par le « socialisme algérien », créèrent le Front Polisario, qui entama la lutte au Sahara contre les forces armées espagnoles.

* Directeur du Centro de Investigaciones para la Paz (CIP), Madrid ; membre du Transnational Institute, Amsterdam. Avec la collaboration de Maria Ghibert, chercheuse au Centro de investigaciones para la paz, Madrid.

Le Maroc a toujours revendiqué l'appartenance du Sahara occidental (et même de la Mauritanie) à son territoire historique avant que celui-ci ne soit divisé par le colonialisme français et espagnol. En octobre 1975, le Tribunal international de justice de l'ONU, à La Haye, a rappelé la priorité du droit des habitants de la colonie à se prononcer par autodétermination (5). Le Tribunal a reconnu que, dans le cas du Sahara, des liens historiques existaient entre le Maroc et les tribus de la région, mais ceux-ci ne prévalent pas sur le principe du droit à l'autodétermination (6).

Il y a dix ans, un grand expert de la région, George Joffé, actuel directeur d'études de l'Institut royal des affaires internationales (Londres), écrivait : « La Cour a pris soin d'expliquer qu'elle admettait que de tels liens (historiques) existaient avec certaines, mais pas l'ensemble, des tribus du Sahara occidental (...). Cependant, la Cour était sceptique quant à la revendication marocaine puisque les tribus concernées étaient nomades, éparpillées et non circonscrites à l'intérieur de frontières précises - circonstances que de précédentes décisions de la Cour avaient jugées inadéquates à une souveraineté territoriale (7) ».

En réponse, le roi Hassan II organisa la « marche verte ». En novembre 1975, durant l'agonie du général Franco, fut ratifié l'accord tripartite de Madrid selon lequel l'Espagne cédait l'administration du Sahara occidental au Maroc et à la



UNE PRISON DU POLISARIO DANS LA RÉGION DE TINDOUF
Le temps joue en faveur du Maroc

Mauritanie, allant à l'encontre des résolutions de l'ONU, et sans consulter les habitants de la région. Peu après, la Mauritanie abandonna ses ambitions territoriales.

En 1976, le Polisario créa la République arabe démocratique sahraoui (RADS) et son protecteur, l'Algérie, lui permit d'utiliser son territoire comme base arrière. En 1979, le Conseil de sécurité de l'ONU condamna l'occupation marocaine et reconnut le Front Polisario comme « représentant légitime du peuple sahraoui ». En 1984, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) accepta le Polisario comme membre, entraînant le retrait du Maroc.

Qui seront les électeurs ?

Maroc (10). Pour organiser ce référendum, la Minurso devait s'occuper du recensement des votants, de la libération des détenus et du rapatriement des réfugiés sahraouis résidant en Algérie.

Or l'ONU ne reçut ni l'argent ni le personnel nécessaires pour mener à bien une mission qui coûtait 100 000 dollars par jour. Les forces marocaines et sahraouies ne quittèrent pas le territoire. Le référendum devait avoir lieu en 1992. Mais aussi bien le Maroc que le Polisario - selon l'ONU - violèrent le cessez-le-feu.

En 1995, le diplomate américain Frank Rudy, qui fut vice-président du comité d'organisation du référendum et membre de la Minurso, démissionna, devant le Congrès, à Washington, l'erreur que constituait le fait d'avoir accordé aux deux belligérants le soin d'identifier les électeurs potentiels, en lieu et place de l'ONU (11).

La situation restait bloquée à l'ONU, le temps joue en faveur du Maroc. Le Polisario a annoncé, à plusieurs occasions, qu'il reprendrait la lutte armée si un accord d'aboutissement pas ; mais sa situation financière, ses forces militaires, la défection de nombre de ses cadres (qui ont rejoint le Maroc) et le manque de soutien d'une Algérie en proie à d'autres urgences lui permettent difficilement de mettre sa menace à exécution.

La solution de rechange à l'indépendance pourrait être une intégration au Maroc basée sur l'autonomie et la décentralisation que Rabat promet depuis 1996. La presse marocaine affirme que la majorité des Sahraouis veulent l'intégration et que le séparatisme est fomenté par l'Algérie (12). En 1996, M. Ahmed Alaoui, ancien ministre et proche conseiller du roi Hassan II, proposa au Polisario une solution de « régionalisation » parce que « c'est le chemin honorable et juste pour mettre fin à cette situation insensée (13) ». La thèse de l'autonomie dans le cadre de l'État marocain est également soutenue par M. Javier Ruperez, du Parti populaire (PP) espagnol, président de la commission des affaires étrangères du Congrès des députés de Madrid : « La question du Sahara doit faire l'objet d'une négociation et rendre propice l'existence d'un Sahara autonome dans le cadre de la souveraineté marocaine (14) ».

Certains milieux sahraouis envisagent un accord sur une période transitoire de dix ans, durant laquelle le Maroc continuerait à exploiter une partie de la richesse phosphatée et les réserves de pêche jusqu'au moment de l'indépendance intégrale.

Plusieurs puissances étrangères suivent de très près l'évolution de ce des-

sier. Paris soutient les positions marocaines. Et Washington a tout intérêt à entretenir les meilleures relations avec Hassan II. Des groupes américains, selon certaines sources, encourageraient un projet de développement économique du Maghreb, en alliance avec l'Arabie saoudite (15). Celui-ci serait en concurrence avec l'Association méditerranéenne (AEM) lancée par l'Union européenne à Barcelone en 1996. Mais, si les conflits du Sahara et de l'Algérie ne sont pas résolus, aucun des deux projets n'avancera.

D'autre part, même si l'opinion publique et la presse en Espagne sont largement acquises aux thèses du Polisario, Madrid s'interdit, depuis des années, d'intervenir diplomatiquement pour ne pas nuire aux relations avec le Maroc. La Ligue arabe et l'Organisation pour l'unité africaine (OUA) ont d'autres problèmes plus urgents à traiter comme les négociations de paix au Proche-Orient et les différents conflits en Afrique subsaharienne.

La question du Sahara affecte la crédibilité des deux acteurs en conflit. Si les chefs du Front Polisario obtiennent pas l'indépendance, ils seront tout simplement balayés. De même, si Rabat ne parvient pas à démontrer la « marocanité »

du Sahara, le gouvernement et le régime s'affaibliront. A l'étranger, on craint qu'une instabilité politique au Maroc ne donne plus de poids aux islamistes radicaux.

Qui seront les électeurs ? C'est la question-clé. M. James Baker estime que leur nombre pourrait être « beaucoup plus élevé » que les 80 000 prévus (16). Pour sa part, M. Mahfud Ali Beiba, premier ministre de la RASD et signataire des accords, considère que le nombre est « seulement approximatif » (17). M. Baker a obtenu que le Maroc réduise le nombre des 120 000 prétenus votants à 60 000, ajoutés aux 74 000 du corps électoral recensés par l'Espagne dans les années 70. En 1995, le nombre des personnes aspirant à voter atteignait les 230 000-250 000 si l'on incluait les émigrants sahraouis en Algérie, en Mauritanie, aux Îles Canaries, en Espagne métropolitaine et en France.

Jusqu'à maintenant, les critères retenus pour identifier les votants étaient qu'ils soient inscrits sur les listes électorales espagnoles de 1974. Étaient considérés comme votants également leurs ascendants (parents) et descendants (enfants), les personnes qui pouvaient prouver leur appartenance sahraoui mais n'avaient pu être recensées cette année-là, et les membres des tribus sahraouies ayant résidé, au 1^{er} décembre 1974, au moins six années consécutives (ou douze non consécutives) sur le territoire.

Si le Maroc n'a pas la certitude de gagner le référendum, sera-t-il tenté de l'annuler ? M. George Joffé considère que, « dans la situation régionale actuelle, avec l'Algérie affaiblie par sa crise intérieure et le Maroc tiraillé par sa crise de légitimité, il est peu probable que le gouvernement marocain tolère quoi que ce soit qui menacerait ses propres revendications d'hégémonie régionale (18) ».

Il est peu probable aussi que le Polisario accepte le résultat, au cas où ce dernier lui serait défavorable, comme l'avait déjà envisagé M. Boutros-Ghali en 1995 ; ce qui entraînerait certainement une division au sein du Front Polisario et des dirigeants sahraouis, beaucoup d'entre eux rejoignant alors définitivement le Maroc.

- Justice, and the Western Sahara Dispute », in *Lawless and Monstrous*, op. cit., p. 24.
(8) Rapport cité dans *Civil Society*, Le Caire, mars 1996, p. 7.
(9) Stephen Zunes, « Western Sahara. Peace denied », *Current History*, mai 1996, p. 229.
(10) Voir « Report of the Secretary-General Javier Pérez de Cuellar on the Situation on Western Sahara, Security Council », document S/22464, 19 avril 1991. Conseil de sécurité, Résolution 690. Nations unies. Référence : S/RES/690 (1991).
(11) Report of the Secretary-General on the United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara », Nations unies, 28 février 1992.
(12) Frank Rudy, « Sahara Occidental : lo que la ONU debió hacer y no hizo », *República de cuestiones internacionales*, primavera 1995, pp. 123 à 129.
(13) *Libération*, Paris, 28 avril 1996.
(14) *El País*, Madrid, 5 décembre 1996.
(15) *El Mundo*, Madrid, 13 juin 1996.
(16) *El País*, 18 septembre 1996.
(17) *El Mundo*, 27 septembre 1997.
(18) Entretien téléphonique avec l'auteur, Londres, 4 octobre 1997.

Revue mensuelle de prospective

Octobre 1997, n°224

Mondialisation et inégalités, Jean-Paul Fitoussi
Le coût de l'enfant : quelles politiques publiques ?
Jonathan Bradshaw, Gérard Calot, Michel Grignon, Jean-Paul Probst
Les négociations sur l'effet de serre : enjeux techniques et politiques, Olivier Godard, Jacques Theys, Philippe Roqueplo

Septembre 1997, n°223

Génétique : craintes et espoirs, Axel Kahn
L'Europe en quête de sens, Éric Dacheux
Universalisme moral et ségrégation économique, Richard Rorty

Publication : 55, rue de Valenciennes - 75011 Paris - France
Tél. : (33) 01 42 22 63 10 - Fax : (33) 01 42 22 65 54 - www.futuribles.com
Prix du numéro (port inclus) : France : 10 F - Autres pays : 12 F
Abonnement 1 an (11 n°) : France : 90 F - Autres pays : 100 F

rive

revue de politique et de culture méditerranéennes

Au sommaire du n°4, automne 1997

Dossier :
Mémoires brisées, mémoires partagées
Pierre Vidal Naquet, Dimitri Nicolaidis, Benjamin Stora, Hassan Remaoun, Jade Tabet.

...également au sommaire :
La Méditerranée des écrivains : Juan Goytisolo.
Périples : Gamal Ghitany commente Rifa'a al-Tahtawi.
Guerre et paix : La Libye sous silence, par Paul Baïta.

En librairie au mois de novembre

Informations : Tel. 01 49 24 40 41

CENT ANS APRÈS LA FONDATION DU MOUVEMENT SIONISTE

En Israël, l'immigration a changé de nature

POUR assurer la survie de sa coalition de droite et d'extrême droite, et donc la poursuite de sa politique, le premier ministre israélien prendra-t-il le risque d'une crise majeure avec la diaspora juive ? Cédant au chantage des partis religieux ultra-orthodoxes, M. Benjamin Nétanyahou pourrait accepter d'accorder à ceux-ci le monopole des conversions au judaïsme, au détriment des synagogues conservatrices, libérales et réformées, qui regroupent pourtant les deux tiers des fidèles hors d'Israël - et même 90 % aux États-Unis. Du même coup se trouveraient partiellement modifiées les conditions mêmes de l'immigration vers l'État juif, laquelle constituait et demeure la raison d'être du sionisme.

Par AMNON KAPELIOUK *

Fondé à Bâle voici cent ans, en août 1897, le mouvement sioniste avait pour objectif principal la formation, en Palestine, d'un foyer national pour les juifs du monde. Vingt ans plus tard, au lendemain de la Grande Guerre, quelque 55 000 juifs vivaient sur la Terre promise au milieu de 700 000 Arabes. Lors de la création de l'État d'Israël, en mai 1948, ils étaient 650 000 et les Arabes 1 300 000. Le 1^{er} août 1997, le nombre de juifs en Israël était de 4,7 millions, sur 5,8 millions d'habitants, soit 80 % de la population.

Les 2,6 millions d'immigrants, depuis 1948, font d'Israël le seul pays dont la population a été multipliée par neuf en cinquante ans. Et pourtant, avec seulement 36 % des 13 millions de juifs de la planète, Israël ne représente que la deuxième grande communauté juive, derrière celle des États-Unis (5,7 millions). Sans doute n'offre-t-il pas le foyer sûr qu'il promet. Les Israéliens, s'ils échappent certes à l'antisémitisme, n'en vivent pas moins - quel paradoxe ! - dans le pays le plus dangereux pour les juifs. Et pour cause : l'occupation des territoires arabes et l'oppression des Palestiniens empêchent toute paix durable de s'installer. Voilà pourquoi ce corps transplanté il y a un demi-siècle au cœur du Proche-Orient ne s'y est toujours pas intégré. Or, s'il ne s'assimile pas à la région, il risque de se voir finalement rejeté.

Le sionisme avait un autre objectif important : la laïcité. Le mouvement fondé par Theodor Herzl affichait même un certain mépris à l'égard des rabbins, lesquels affirmaient que la fidélité à la religion serait l'unique salut face à l'antisémitisme. Néanmoins, les grandes vagues d'immigrants des pays d'Asie et d'Afrique, presque tous pratiquants, ont battu en brèche cette laïcité espérée. Décisifs pour les coalitions gouvernementales successives, les partis religieux ont progressivement imposé leur loi. Ils contrôlent la vie de chacun, de la naissance à la mort. L'afflux d'immigrants de l'ex-URSS, pour la plupart laïques, pourrait toutefois freiner la montée du fanatisme religieux.

Autre but des fondateurs du sionisme : que les immigrants choisissent des professions productives, dont ils étaient souvent exclus dans la Diaspora. Ce rêve est devenu partiellement réalité à l'époque du mandat britannique.

* Journaliste, Jérusalem ; auteur de *Rabin, un assassinat politique*, Le Monde Éditions, Paris, 1996.

(1922-1948), avec l'intégration de nombreux immigrants dans l'agriculture, le bâtiment ou l'industrie.

Mais le capitalisme a vite pris le relais de ce sionisme social-national ; et Israël, de pays occidental le plus égalitaire dans les années 50 et 60, est devenu l'un des plus inégalitaires à partir des années 80. Parallèlement, le travail manuel a été à nouveau déserté, l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza ayant permis de faire appel à l'ouvrier palestinien pour remplacer son homologue juif.

Voici une anecdote éclaire : un grand-père se promène avec son petit-fils dans le vieux Tel-Aviv et lui dit : « Tu vois cette maison, petit ? C'est moi qui l'ai construite. Cette chaussée ? Je l'ai faite aussi. Et voilà des arbres que j'ai plantés. » Choqué, le gamin demande : « Grand-père, quand tu étais jeune, tu étais arabe ? »

L'idéal des pionniers du mouvement sioniste s'est évanoui, mais l'*alya* - en hébreu, la « montée » vers la Terre promise -, qui en constitue la raison d'être, se poursuit. Certes, il est d'autres pays d'immigration, mais Israël est le seul à accorder automatiquement la nationalité à une catégorie : les juifs.

Adoptée dès 1950, la Loi du retour se fonde sur la définition rabbinique selon laquelle « est juif quiconque est né de mère juive ou qui s'est converti au judaïsme ». Racisme, accusent les Palestiniens - et ils ne sont pas les seuls. Est-il légitime de donner la citoyenneté à des juifs qui n'ont jamais mis les pieds sur cette terre, et de la refuser, voire de la retirer, à un Arabe né sur place mais ayant habité provisoirement à l'étranger, ou étant absent lors de l'occupation des territoires arabes, en 1967 ?

Les dirigeants israéliens évoquent le devoir d'accueillir chaque juif préférant vivre avec les siens ou se sentant menacé dans son pays d'origine. Ce fut effectivement le cas, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour plusieurs centaines de milliers de rescapés du génocide : dans les trois ans qui suivirent la création de l'État d'Israël, la population juive du pays doublera, grâce à l'arrivée de 685 000 immigrants.

Mais à cette première vague d'immigration, essentiellement européenne, s'ajouteront plusieurs autres, porteuses de centaines de milliers de juifs en provenance des pays arabes : Irakiens et Yéménites amenés par le mouvement

sioniste et le Mossad, toujours en collaboration avec les régimes en place à l'époque, parfois suite à des provocations (1) : juifs d'Afrique du Nord après les indépendances (1956 et 1962) ou la guerre de six jours (1967).

Dans les années 70 s'amorçera une nouvelle vague, originaire d'Union soviétique, qui s'amplifiera considérablement à la fin des années 80, après le rapprochement opéré par M. Mikhaïl Gorbatchev entre l'URSS et Israël - le nombre total de Soviétiques installés en Israël dépasse 850 000. À partir de 1985, le gouvernement israélien a aussi organisé le transfert de quelque 60 000 falachas (juifs d'Éthiopie). Enfin, depuis les années 90, l'État juif accueille, pour la première fois de son histoire, des dizaines de milliers de travailleurs palestiniens et fournit en échange la main-d'œuvre au rabais exigée par la mondialisation.

La plupart des juifs des pays arabes ont rejoint Israël parce qu'ils n'avaient pas d'autre solution. C'est vrai également pour ceux de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS : la plupart voulaient vivre mieux et plus librement, seule une minorité était mue par des convictions sionistes. En revanche, s'agissant des juifs occidentaux, le choix de la Terre sainte était de nature idéologique ou religieuse. En cinquante ans, 70 000 juifs américains seulement ont fait leur *alya*, mais trois fois plus d'Israéliens ont émigré aux États-Unis. Également révélateur est l'exemple de l'Afrique du Sud : la fin de l'apartheid a poussé la plupart des juifs à émigrer, dont seulement une petite minorité en Israël - la majorité d'entre eux ont préféré l'Europe ou le Canada, voire l'Australie.

Lorsqu'il fonda Israël, David Ben Gourion rêvait de mélanger les nouveaux immigrants et la population juive installée à l'époque du mandat britannique. Dans ce creuset socioculturel, il espérait forger le nouvel Israélien, fier, combatif, « débarrassé des complexes des juifs de la Diaspora », imprégné des valeurs modernes propres à la majorité ashkénaze (européenne) et



IMMIGRANTS JUIFS YÉMÉNITES À HAÏFA, 1958. Des discriminations persistent.

perdant une seule langue : l'hébreu, par opposition au yiddish, la langue des juifs de l'Europe centrale et orientale disparus dans les camps d'extermination.

Dans ce melting-pot à dominante occidentale se sont retrouvés les immigrants de culture judéo-arabe venus de pays musulmans. Les juifs irakiens et leurs descendants, soit 250 000 personnes, avaient réussi à préserver une partie de leur héritage. Cette communauté solide, bien établie dans son pays d'origine, a émigré en totalité en Israël avec ses élites. Il n'en a pas été de même pour la communauté juive du Maroc, forte d'un demi-million de membres, mais privée de ses élites, qui avaient choisi de s'installer en France. Si bien qu'il a fallu une génération pour que les « Marocains », comme on les appelle en Israël, parviennent à s'intégrer à l'établissement. C'est pourquoi ils se sont plaints d'être moins bien traités que les ashkénazes.

Reproche fondé. Selon les fonctionnaires responsables, à l'époque, de leur absorption, la plupart de ces immigrants n'avaient pas la formation requise par le marché du travail, à l'exception des métiers les moins qualifiés.

La repentance d'Ehoud Barak

DANS les agglomérations à concentration marocaine, il aurait fallu créer d'urgence des réseaux de bonnes écoles et développer des industries de pointe, au lieu d'embaucher ces ouvriers venus dans l'agriculture, le textile ou l'alimentation, où règnent les bas salaires et la crainte du chômage.

Ce qui s'imposait, c'était une forme de « discrimination positive ». Il n'en a rien été. Les Marocains ont été envoyés loin de Jérusalem et de Tel-Aviv, près de la frontière ou dans des villes et villages palestiniens vidés de leurs habitants, devenus réfugiés. Bref, ils ont occupé le plus bas échelon dans la pyramide sociale, juste au-dessus des Palestiniens d'Israël. Quant à leur culture traditionnelle, influencée par celle des Arabes, elle n'a pas pu résister à l'hégémonie européenne.

Si d'autres communautés ont oublié, au fil des ans, leurs griefs, ceux des Marocains se sont transmis de père en fils. Le traumatisme a conservé toute sa violence. C'est cela qui explique la haine féroce de cette communauté contre le Parti travailliste, dont le prédecesseur, le Mapai, tenait les rênes du pouvoir lors de son arrivée dans le pays. D'où le rôle déterminant joué par cet électoral dans la victoire du Likoud (droite nationaliste) lors des élections législatives de 1977.

Vingt ans après, paradoxalement, la frustration persiste, alors que les Marocains occupent une place sensiblement plus importante au gouvernement, au Parlement et parmi les élites économiques du pays. « Hâter la disparition de cette communauté ne nous permet pas de comprendre notre chagrin », cite aux « ashkénazes oppresseurs » une jeune fille de dix-huit ans dans une pièce de théâtre montée par des jeunes de la ville d'Ashdod...

Et pourtant, entre-temps, les juifs marocains ont expérimenté le Likoud au pouvoir : la politique de celui-ci n'a pas amélioré la situation des couches les plus défavorisées, dont ils forment les gros bataillons. Cela n'a pas empêché la grande majorité d'entre eux, lors de la dernière consultation législative, en mai

1996, de voter pour M. Benjamin Nétanyahou, tandis que, par exemple les Irakiens préféraient M. Shimon Péret. C'est dire avec quel succès, et avec quel cynisme, le Likoud parvient à manipuler, à son profit, la détresse des Marocains...

Pour tenter d'en finir avec cette démagogie, le nouveau leader travailliste, le général Ehoud Barak, a pris une initiative spectaculaire : au nom de son parti, il a publiquement demandé pardon aux communautés orientales pour leurs souffrances, tout en manifestant un certain soulagement, ils attendent surtout de voir ce que les travaillistes feront, s'ils reviennent au pouvoir, pour améliorer le sort des masses orientales défavorisées...

Bien plus dramatique est le sort des 63 000 juifs éthiopiens. Peu après la création d'Israël, les autorités religieuses avaient refusé leur demande d'immigration. Ces Noirs n'ont pas, selon elles, des juifs à part entière : leur pratique religieuse ignorait en effet l'immense corpus de la tradition orale du judaïsme rabbinique orthodoxe.

Le feu vert vint, dans les années 70, du grand rabbin séfarade (oriental) Ovadia Yossef. Dix ans après leur arrivée, les falachas accusent de racisme la société qui les a accueillis. Un signe ne trompe pas : le taux de suicides dans cette communauté est nettement plus élevé que la moyenne israélienne.

L'immigration de l'ex-URSS est de loin la plus nombreuse, mais aussi la première du point de vue de l'éducation et de la culture. L'arrivée des ex-Soviétiques a doublé le nombre des médecins et triple celui des ingénieurs. Bref, il s'agit - mafiosi et alcooliques mis à part - d'une immigration d'élite, d'autant qu'elle a su s'adapter très vite aux technologies occidentales en plein développement (2). D'où sa contribution exceptionnelle à la croissance de l'économie du pays : 6 % par an, en moyenne, depuis 1989. Il a fallu l'élection de M. Nétanyahou et son cours provocateur pour que le rythme retombe, en 1997, à 2 %.

Et pourtant, les conditions d'intégration de cette marée humaine ont été, et restent, difficiles. Certes, chaque famille de quatre personnes touche, à son arrivée, un pécule de 20 000 shekels (35 000 francs) et bénéficie de cours gratuits d'hébreu. Mais bien des nouveaux immigrants se retrouvent pen à peu dans une situation précaire. Préoccupation numéro un : le logement. D'autant que la proportion de chômeurs est plus élevée parmi les Russes. Souvent, les spécialistes ne trouvent pas de travail dans leur discipline : tel ingénieur gagne sa vie comme gardien de nuit, tel médecin accomplit une activité manuelle, telle chercheuse en mathématiques est vendeuse, etc.

Autre source d'irritation : l'ingérence des autorités religieuses, occupées à débattre les *goyim* (non-juifs) parmi des immigrants censés être tous juifs. Et, fait 20 % à 30 % de cette communauté ne seraient pas juifs : il s'agit de membres non juifs de familles juives ou bien d'ex-Soviétiques qui se sont procuré de faux papiers attestant leur judaïsme afin de pouvoir quitter le pays.

Certains considèrent même Israël comme un piège vers d'autres destinations. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à partir s'installer en Occident. Au-delà des Russes, selon un sondage récent, 19 % des Israéliens déclarent qu'ils émigreraient s'ils en avaient la possibilité (3).

Si le « vote russe » avait contribué, en 1992, à la victoire des travaillistes, en 1996, 65 % des suffrages de la communauté sont allés à M. Benjamin Nétanyahou. Créé à la veille des dernières élections, le « parti russe » a obtenu 7 des 120 sièges à la Knesset. Son chef, le célèbre dissident soviétique Anatoli Tchicharansky, affiche désormais ses convictions d'homme de droite prêt à collaborer avec l'extrême droite. Son discours musclé au congrès de septembre lui a valu cette critique acerbe du quotidien *Haaretz* : « Il est surprenant qu'un combattant des droits de l'homme, après avoir passé de longues années dans les prisons soviétiques, prône une politique visant à dénier l'oppression d'un autre peuple (4) ».

Depuis quelques années, un phénomène sans précédent tend à s'amplifier : l'arrivée massive de travailleurs non juifs. Au nombre de 300 000, ces Européens de l'Est, Asiatiques et Africains, sont voués à des emplois non qualifiés et mal payés, jusque-là réservés aux Palestiniens. Ces esclaves modernes sont misérablement logés. Mais, ce qui inquiète le plus les gardiens de la « pureté de la race », c'est qu'ils ne soient pas juifs : tôt ou tard, ils s'intégreront au pays, par mariage et naturalisation. Leur voix retentira peut-être un jour dans le concert pluraliste d'Israël. En attendant, c'est le nationalisme et l'immigration qui règnent.

Quand l'État juif, devenu l'État de tous ses citoyens, se mettra-t-il en société multiculturelle dans laquelle toutes les communautés, juives et non juives, pourront vivre en harmonie ?

(1) La plupart des juifs irakiens, dont la situation était dans l'ensemble satisfaisante, hésitaient à répondre aux appels pressants des ambassades d'Israël à Bagdad. Début 1951, l'expulsion d'une bombe dans une synagogue à Bagdad fit deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Après quoi 100 000 juifs irakiens décidèrent de gagner la Terre promise. L'année, non revendiquée, a parfois été attribuée à des agents israéliens. Ce que le gouvernement israélien a toujours nié formellement.

(2) Lire Dominique Vidal, « Problème normalisation pour la société israélienne », *Le Monde diplomatique*, mai 1996.

(3) *Maurice*, 1^{er} octobre 1997.

(4) *Haaretz*, 14 septembre 1997.

VIENT DE PARAÎTRE

Jacques Darcanges

L'entropie galopante des libéralismes

2^{ème} ÉDITION

2^{ème} édition

revue et actualisée

65F

Assez d'américanisation financière-politique du monde. Assez de sa sous-culture de bazar multi-média. Assez de conditionnement mondial des esprits. Trop, c'est trop.

Les Éditions de l'Unité

Distribution : Sté Nite DISTRIQUE 28600 Lisieux - Fax : 02 37 30 57 12

سكناء من الاصل

هكذا من الاصل

IONISTE

de nature



La nouvelle Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (plus connue sous son sigle anglo-saxon MENA) doit se tenir du 16 au 18 novembre à Doha, capitale du Qatar. Organisateur de la prochaine Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), l'émirat se targue d'avoir une politique originale et nuancée de balancer à l'égard de l'Irak, mais aussi de l'Iran et d'Israël, ce qui présente certains avantages aux yeux de son parrain américain. A condition, évidemment, que le cours provocateur suivi par M. Benjamin Nétanyahou n'amène pas les États arabes à boycotter - ou à sous-dimensionner - la quatrième MENA.

Ces derniers temps, certaines des plus hautes autorités arabes, Syrie et Arabie saoudite en tête, ont proféré de très vives critiques à l'encontre de la Maison Blanche. Damas et Ryad ne se sont en effet pas privés de dénoncer la politique de M. Benjamin Nétanyahou ainsi que les risques qu'elle engendre pour la sécurité et la stabilité du Proche-Orient. Du côté du Golfe, le dossier irakien est volontairement figé par les deux acteurs principaux, à savoir la Maison Blanche et le régime de M. Saddam Hussein qui, par l'instrumentalisation habile des mécanismes onusiens, poursuivent leur bras de fer en bloquant toute réflexion sur les perspectives de sortie de crise. Seul l'Iran, avec l'arrivée au pouvoir du modéré M. Mohammad Khatami, paraît à même de faire surgir de nouveaux horizons.

Contre toute attente, la récente tournée dans la région de M^{re} Madeleine Albright a quelque peu redonné l'image, pourtant bien ternie, des Américains au Proche-Orient. Le « camp du refus », symboliquement incarné par la convergence syro-saoudienne, semble momentanément en sommeil, et la reprise des discussions entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement de M. Nétanyahou, sous la houlette des États-Unis, a été saluée de part et d'autre.

Et pourtant... si la Ligue arabe maintient une unité de façade en laissant à chacun de ses membres le libre choix de se rendre ou non à Doha, une participation massive reste incertaine. Même assuée de la présence du secrétaire d'État américain, la MENA risque d'être un non-événement. Surtout si l'Iran parvient à attirer les plus hautes autorités arabes à Téhéran, dans le cadre de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) de décembre prochain. Par ce biais, la République islamique marquerait de manière hautement symbolique son retour en tant que véritable

ENJEUX D'UNE CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE CONTESTÉE

Le Qatar dans la cour des grands

BÉNÉFICIAIRE de l'appui inconditionnel de Washington, le Qatar surprend ses voisins en déployant une activité diplomatique tous azimuts. Organisateur de la prochaine Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), l'émirat se targue d'avoir une politique originale et nuancée de balancer à l'égard de l'Irak, mais aussi de l'Iran et d'Israël, ce qui présente certains avantages aux yeux de son parrain américain. A condition, évidemment, que le cours provocateur suivi par M. Benjamin Nétanyahou n'amène pas les États arabes à boycotter - ou à sous-dimensionner - la quatrième MENA.

Par FRANÇOISE SELLIER *

La nouvelle Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (plus connue sous son sigle anglo-saxon MENA) doit se tenir du 16 au 18 novembre à Doha, capitale du Qatar. Organisateur de la prochaine Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), l'émirat se targue d'avoir une politique originale et nuancée de balancer à l'égard de l'Irak, mais aussi de l'Iran et d'Israël, ce qui présente certains avantages aux yeux de son parrain américain. A condition, évidemment, que le cours provocateur suivi par M. Benjamin Nétanyahou n'amène pas les États arabes à boycotter - ou à sous-dimensionner - la quatrième MENA.

puissance régionale avec laquelle les États-Unis devraient à nouveau compter. Dans ce concert de scepticisme et de mécontentement généralisés, au moment même où la politique américaine est publiquement contestée par les acteurs régionaux, le Qatar, ce petit État longtemps marginalisé au sein du Golfe, fait figure de trouble-fête.

Pays le moins peuplé du Golfe, cette péninsule de 150 km de long, sur environ 80 km de large, a surtout fait parler d'elle en 1986, date à laquelle sa dispute avec Bahreïn pour le contrôle de l'île de Facht-al-Dibel a dégénéré en faits d'armes. Plusieurs incidents frontaliers avec le royaume saoudien ont ensuite laissé craindre des dérapages. Mais c'est la déposition de l'émir Cheikh Khalifa par son fils, Cheikh Hamad, en 1995, qui finira par susciter les plus grandes inquiétudes des voisins immédiats du Qatar.

Pour ces derniers, dans une péninsule où le conservatisme est plutôt la règle, l'arrivée au pouvoir du jeune Cheikh Hamad et de ses idées réformatrices

comportait des risques de désstabilisation. L'émir décho a, pour sa part, trouvé refuge à Bahreïn, puis à Abou Dhabi, d'où il a tenté de reconquérir son trône lors de deux tentatives de coup d'État - qui ont échoué - en février 1996.

Depuis, la réconciliation du jeune émir, âgé de quarante-sept ans, avec son père lui a permis de s'attaquer à un vaste programme de réformes. Cheikh Hamad mène à présent une politique d'apaisement avec pour objectifs la modernisation et une certaine démocratisation des institutions. C'est ainsi qu'il travaille, notamment, à l'élaboration d'un projet de loi pour la tenue d'élections municipales début 1998. Le scrutin, réservé aux nationaux de dix-huit ans révolus, pourrait même s'ouvrir aux femmes, un pas décisif que même le Koweït, avec son Parlement élu, n'a voulu franchir jusqu'ici. « Si vous ne permettez pas au peuple de participer au gouvernement, vous créez des problèmes pour vous-même (1) », tel est l'adage formulé par l'émir du Qatar pour expliquer son choix d'une ouverture politique, « pavé dans la mare » au sein de la péninsule, zone privilégiée des monarchies absolutistes.

Doha provoque donc la méfiance de ses voisins. Toutefois, l'émir est désireux de mettre un terme aux querelles de frontières qui empoisonnent ses relations avec l'Arabie saoudite et Bahreïn. En bonne logique, le Qatar s'implique beaucoup plus qu'antérieurement dans le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG). Assurant jusqu'à la fin de l'année la présidence de cette instance régionale, l'émir mesure l'importance diplomatique de ce rôle dans sa nouvelle volonté de normalisation et d'ancrage régional.

Un satellite de Washington

L'ÉMIRAT présente ainsi des atouts originaux qui, à terme, pourraient le hisser au rang de médiateur régional. S'il figure au vingt-cinquième rang des pays les plus opulents de la planète, il n'est pas pour autant un producteur pétrolier d'avenir. Ses réserves - 6 % du total mondial - seront épuisées d'ici une vingtaine d'années. Ses perspectives de développement reposent bien plus sur des richesses gazières. Celles-ci, à en croire les dirigeants, pourraient le libérer des contraintes d'une économie exclusivement centrée sur les recettes pétrolières (90 à 99 % des revenus à l'exportation). Les officiels de Doha sont bien décidés à tirer la leçon des erreurs commises par d'autres États du Golfe, telle l'Arabie saoudite, qui fait face à une crise économique et sociale sans précédent.

Le nombre d'articles parus ces derniers mois dans la presse arabe ou occidentale témoigne de l'engouement nouveau des investisseurs étrangers pour le Qatar. Le North Dome, ce gisement offshore de gaz naturel, l'un des plus vastes au monde, explique cet attrait. Les réserves estimées sont telles que, selon les experts, un pourrait les exploiter à plein régime pendant deux cents ans ! La mise en valeur du gisement promet des revenus qui laissent rêver : plus de 5 milliards de dollars d'ici à l'an 2000 (2). Les premières exportations en direction de l'Asie sont très encourageantes. En un an, le Qatar a déjà accédé, derrière la Russie et l'Iran, au troisième rang mondial des fournisseurs de gaz, le plus gros consommateur de gaz naturel de la planète.

Les firmes étrangères ne s'y sont pas trompées. En deux ans, les investissements américains sont passés de 5,5 millions à 100 millions de dollars. Un lobby rassemblant des hommes

figure de bon élève. La Maison Blanche ne peut qu'encourager sa détermination à recevoir la délégation israélienne et à maintenir la conférence économique, et ce malgré les demandes de report quasi unanimes des autres pays arabes. Les sponsors qatari de l'opération ne manquent pas non plus (8).

Chacun y trouve ainsi son compte. Doha insiste avec prudence pour recadrer le sommet dans une perspective économique - afin de minimiser la présence contestée des Israéliens - et le transforme en vitrine de ses propres ambitions, dans l'espoir d'attirer des investisseurs étrangers plus nombreux. Il s'agit de rembourser les dettes contractées pour financer l'ambitieux projet du North Dome, qui, avec un coût total de 20 milliards de dollars, pèse lourd dans un revenu annuel de cinq fois inférieur. De son côté, Washington compte sur son allié qatari pour faire, malgré tout, du sommet économique un véritable événement.

Pour la Maison Blanche, l'enjeu est de taille : isoler l'Iran en contraindant le rapprochement entre Téhéran et les pays arabes du Golfe. Car, pour les tenants de cette ligne dure, le risque est de voir ce pays redevenir une véritable puissance sur la scène proche-orientale, couronnée par ailleurs par la réunion de décembre de l'Organisation de la conférence islamique. D'autant que, aux États-Unis même, les partisans d'une réintégration de l'Iran au sein de la communauté internationale font entendre leur voix, notamment par le biais de la presse. Ils soulignent l'importance accrue de la République islamique comme relais pétrolier entre l'Asie centrale et la Turquie : les États-Unis, insistent-ils, ne peuvent se désintéresser plus longtemps de son avenir. Si bien que l'idée d'un rapprochement mesuré avec Téhéran fait son chemin dans l'administration Clinton. Tentée par un certain réalisme politique, cette dernière utilise des canaux non officiels pour mettre en œuvre ce changement de cap. La décision de ne pas s'opposer au projet de gazoduc devant transporter du gaz naturel du Turkménistan à la Turquie via l'Iran doit être interprétée comme un des premiers signaux de ce changement (9).

Le Qatar joue un rôle décisif dans ce mouvement progressif de réhabilitation de la République islamique. Aux yeux des Américains, l'émirat pourrait en fait représenter un satellite avancé, bien utile dans la mise en œuvre d'une politique plus nuancée. L'émir assume cette mission avec brio.

Mais l'obstination de Doha à tenir à tout prix la MENA, quitte à la déclasser en en faisant un sommet plus économique que politique, ne tient pas seulement à de grandes considérations géopolitiques. Si l'émir Hamad a réaffirmé la volonté de son pays d'honorer ses engagements malgré des rumeurs persistantes sur un report à une date ultérieure plus propice (10), c'est aussi parce que le régime reste en quête de légitimité, tant ses faiblesses intrin-

sèques sont éclatantes. Certes, contrairement à ses voisins immédiats, le Qatar ne connaît pas de mouvements d'agitation interne de nature religieuse. Mais les clivages partagent la famille régnante elle-même. « Généralement, la richesse attire la jalousie. (...) Et, si la question est de savoir si l'argent pourrai créer des problèmes, la réponse est oui (11) ». Cette déclaration de Cheikh Hamad en dit long, si l'on se remémore ses tentatives longtemps avortées pour récupérer l'argent des revenus pétroliers accumulés sur des comptes étrangers par son père.

En fait, l'émir se pose en fer de lance de la lutte contre la corruption et prend soin d'éviter toute collusion entre les milieux affairistes et les cercles du pouvoir. Savamment orchestrée à l'intention d'une population qui vit sous un niveau de vie déprimé, cette campagne n'est pas toujours bien reçue par les membres de sa famille, en particulier par Cheikh Jassem, ministre des affaires étrangères, également très connu pour ses qualités d'homme d'affaires.

C'est dire que les risques sous-jacents d'instabilité interne sont plus grands que jamais. Or Cheikh Hamad a subi cet état de la greffe d'un rein aux États-Unis ; il est donc physiquement affaibli et son absence prolongée a laissé le champ libre à des membres influents de la famille Al Thani - Cheikh Jassem en tête - pour égrener leur pouvoir. La désignation du troisième fils de l'émir, âgé d'une vingtaine d'années, comme héritier, n'a pas satisfait l'ensemble de la famille royale. Sans doute la conférence MENA de novembre constitue-t-elle aussi, pour les uns et pour les autres, un terrain propice à l'affirmation de nouveaux rapports de forces.

- (1) Reuters, 26 juin 1997.
- (2) « Le pétrole et le gaz vont permettre au Qatar de doubler ses revenus en dix ans », *Les Échos*, 27 janvier 1997.
- (3) Voir leur site internet, <http://www.qatarbusinesscouncil.org>.
- (4) 800 km de territoire koweïtien et saoudien - notamment contrôlés par les Américains - séparent la frontière qatarie de l'Irak. Aussi la menace de M. Saddam Hussein est-elle perçue comme lointaine.
- (5) Lire Paul-Marie de la Gorce, « Intrigue géopolitique arabe dans le Golfe », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.
- (6) Le déroulement de l'enquête sur l'assassinat d'Al Khobar, en Arabie saoudite, est tout particulièrement significatif : lire Alain Gresh, « Les mystères d'un assassinat en Arabie saoudite », *Le Monde diplomatique*, septembre 1997.
- (7) Les dernières manœuvres militaires koweïtiennes de la mi-septembre, au dire même de l'ambassade américaine, avaient entre autres buts de « réaffirmer l'engagement des États-Unis à préserver la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe » (*L'Orient-Le Jour*, 22 septembre 1997).
- (8) Reuters, 9 septembre 1997.
- (9) *International Herald Tribune*, 20 août 1997. Lire aussi l'article de Richard W. Murphy « Good reasons for Washington to start talking with Tahrir », *International Herald Tribune*, 22 juillet 1997.
- (10) Al Hayat, 4 octobre 1997.
- (11) *International Herald Tribune*, Paris, 24 juillet 1997.

* Analyste politique du monde arabe dans un organisme public.



Points de repère

Superficie : 11 427 km².
Population : 1 427 000 habitants - dont Pakistanaïs, 18 % ; indiens, 18 % ; iraniens, 10 % ; autres : 14 %.
Densité : 123 habitants / km².
Capitale : Doha (60 % de la population du pays).
Autres villes principales : Rayyan, Wakrah, Oum Saïd.
Régime : monarchie absolue islamique.
Religion : musulmane à 95 %. La population autochtone est musulmane sunnite pratiquant la doctrine stricte wahhabite. Une part importante de la population immigrée est musulmane chiite.
PNB : 7,8 milliards de dollars (1994).
PNB / habitant : 14 540 dollars (1994).
Hydrocarbures : 30 % du PIB, 90 % des exportations et 70 % des revenus de l'État.
Production de pétrole brut : 401 700 barils / jour (1994).
Production de gaz naturel : 18,3 milliards de mètres cubes (1994).
Réserves de pétrole : 3 700 millions de barils au 1^{er} janvier 1996, soit 5,1 % des réserves mondiales. La troisième réserve mondiale derrière la Russie et l'Iran.
Exportations : 3 milliards de dollars (1994).
Importations : 1,7 milliard de dollars (1994).

Annuaire du numéro 13
automne 1997

Fin du processus de paix ?
Le Premier ministre,
le bulldozer et la paix

« Friends of Bibi »,
les amis américains de Nétanyahou

Démocratie palestinienne
Enquête sur la gestion
des fonds publics en Palestine

Identités
Colomb, la Palestine et les juifs arabes

Le numéro 160 p. 85 FF Abonnement 1 an (quatre livraisons) 280 FF - Indiv. 240 FF
Edition de Minuit, 7, rue Bernard Palissy, 75006 Paris

Des dictateurs africains

LES changements institutionnels survenus en Afrique depuis le début des années 90 s'inscrivent davantage dans une logique de réaménagement du système existant que dans une perspective de remise en cause véritable des régimes de parti unique, même s'il serait prématuré de condamner les démocratisations en cours. Les élections ont souvent été perçues par les dirigeants comme un moyen de garder le pouvoir afin d'assurer à leur profit le contrôle des richesses nationales, tout en restaurant un clientélisme sur des bases régionales et tribales. Cas extrême, le Congo-Brazzaville, où les nouvelles institutions n'ont jamais réellement fonctionné, vient de changer de mains à la suite d'un conflit armé lié aux intérêts pétroliers.

Par MARTINE-RENÉE GALLOY et MARC-ÉRIC GRUENAI

L'année 1990 marque le début de la démocratisation en Afrique, avec la tenue de conférences nationales censées consacrer la rupture avec un passé politique dominé par les régimes de parti unique, fait de violence et de sang. Une ère nouvelle doit alors s'ouvrir avec des élections libres et pluralistes garantissant une alternance politique pacifique.

Cette démocratisation s'effectue au rythme d'élections présidentielles, législatives et municipales devant « permettre aux peuples, au moyen d'un système méthodique, transparent et non violent, d'élire leurs représentants au gouvernement et de leur fournir la légitimité de gouverner pour une période déterminée, jusqu'à ce qu'ils soient soumis au verdict du peuple par le biais de nouvelles élections (1) ». Même si l'opinion s'accorde sur le fait que « les élections ne constituent pas une fin en soi et qu'elles ne suffisent pas à installer une démocratie (2) ».

Après sept ans de démocratisation, le bilan, plutôt mitigé pour ne pas dire

décevant, se caractérise notamment par le recours accru aux armes comme moyen de conquête du pouvoir (Niger, Burundi, Congo ex-Zaire, Congo-Brazzaville, etc.), le maintien des dictatures, l'état de guerre larvé ou ouverte dans de nombreux pays (Algérie, Libéria, Kenya, Sierra Leone, Soudan, Somalie, Rwanda, Burundi, Congo, Angola, etc.).

Les conséquences humanitaires et économiques sont incalculables ; ces situations assombrissent l'image de l'Afrique au point de corroborer l'afro-pessimisme, d'accroître l'idée que la démocratie serait un luxe pour le continent, ou encore de donner raison aux partisans d'une démocratie spécifique « à l'africaine », qui ne devrait pas ressembler aux démocraties du Nord.

Dans de nombreux pays, le monopartisme a d'abord laissé la place à une kyrielle de micro-partis, non démocratiques. A la tête de certains d'entre eux se sont placés (ou ont été placés) les représentants de la nouvelle classe politique, « jeunes loops » pressés de s'enrichir et de se constituer un patrimoine avant d'être démis, et tout aussi avides du « pouvoir pour le pouvoir » que leurs aînés. Mais, de manière générale, le jeu politique restait gouverné par des caciques des anciens régimes

qui ont su traverser toutes les crises politiques depuis les indépendances et qui ne voient plus d'inconvénients à se proclamer « démocrates » pour se conformer au nouveau lexique de la scène internationale.

Avec le temps, les rangs se sont éclaircis. Les représentants des oppositions, privés de statut valorisant, déchirés par des luttes d'influence, ont souvent brillé par leur manque d'initiatives constructives, piaffant d'impatience à la porte du pouvoir, prêts aussi à user de tous les stratagèmes pour y accéder, se servir, et passer dans le camp du plus fort. Les chefs des micro-partis de venant de manière de plus en plus peinte les clients des aînés politiques qui sont tout naturellement revenus occuper le devant de la scène.

Ce système permet de distiller les prébendes et de verrouiller totalement un appareil d'Etat qui prend le plus souvent les apparences d'une cour d'autant plus avide et plus exigeante que le cercle des « ayants droit » à la redistribution de la richesse nationale se réduit à mesure que la crise économique s'aggrave sous la pression des ajustements structurels, des dévaluations et de l'inflation. Conserver le pouvoir au prix de toutes les compromissions devient le leitmotiv, ce qui n'est évidemment pas sans conséquences sur les mécanismes électoraux.

Passé l'euphorie de la première phase d'élections pluralistes financées par les institutions internationales, les administrations africaines ont de plus en plus de difficultés à organiser les scrutins. Même si l'on incrimine la crise économique, le problème réside plutôt dans le refus de la plupart des Etats de mettre en place des commissions électorales indépendantes permanentes. Or l'existence d'une telle structure contribue à améliorer de manière significative les préparatifs d'une consultation, comme l'ont montré les expériences du Bénin et du Ghana en 1996. Composée d'experts sélectionnés sur la base de leur probité morale, cette commission veille, outre aux opérations ordinaires d'état civil qui lui sont dévolues, à l'élaboration de projets de révision des tex-

tes électoraux (code électoral, etc.). Elle peut être une réponse à l'épineux problème du financement du dispositif général nécessaire à la tenue d'élections (établissement de cartes d'identité et de cartes d'électeur, révision régulière des listes électorales, disponibilité du matériel électoral, formation des personnels des administrations locales, etc.).

Une telle structure permanente permet aux Etats de sortir de leur situation de dépendance pour l'organisation de scrutins liés au financement des agences de coopération bi et multilatérale ; elle épargne les quêtes de dernière heure auprès de la communauté internationale qui transforment régulièrement les élections en scrutins improvisés ouvrant largement l'éventail des possibilités de fraude (3).

Pour les dirigeants politiques africains, la philosophie des élections se résume dans les propos, désormais célèbres, tenus par le président congolais Pascal Lissouba : « On n'organise pas des élections pour les perdre ». L'exemple du Congo-Brazzaville est très révélateur (voir ci-dessous l'article sur le Congo).

Découpage électoral « sur mesure » et recensement administratif tronqué (Congo, Kenya, etc.) ; lois électorales conçues pour disqualifier des adversaires parce qu'ils sont « d'origine étrangère » (Côte d'Ivoire, Zambie) ; contrôle exclusif des médias et mobilisation des finances publiques par le candidat sortant ; suppression des libertés publiques et arrestation des adversaires politiques (Niger) ; chasse aux non-originaux de la région, ce qu'on a pu appeler ailleurs « purification ethnique » (Congo, Kenya) ; organisation du vote massif de populations étrangères ou nomades (Tchad) ; instauration d'un climat d'émeutes pour qu'une région peu favorable au régime en place ne vote pas trop massivement pour l'opposition (Kenya) ; les moyens les plus contraires à la démocratie sont employés pour assurer l'élection du candidat sortant. Quête à créer, au besoin, une « tribu » favorable au président, comme dans le cas du Congo-Brazzaville, qui a vu apparaître en 1993

les Nibolek, nom de « tribu » formée à partir des premières syllabes des trois régions favorables au chef de l'Etat (Niari, Bouenza, Lekoumou).

Parmi les pratiques les plus condamnables qui attestent du peu d'intérêt des classes politiques pour l'avenir des enfants, le recours généralisé au vote des mineurs. En Afrique, l'administration n'est pas partout présente, et nombre de naissances ne sont pas déclarées immédiatement ; lorsqu'on ne dispose pas de document attestant de son identité, une pratique habituelle de l'administration est la délivrance de « jugements suppléants » où figurent les noms des parents, la date et le lieu de naissance, etc.

A l'approche d'élections, il n'est pas rare de voir un candidat organiser la délivrance de nombreux « jugements suppléants » à des enfants qui manifestent n'ont pas la majorité. Avant de servir de « chair à canon » dans des guerres civiles (4) qui sont de plus en plus liées à des contentieux électoraux, les enfants sont préalablement transformés en « bétail électoral ».

Il existe aussi, bien évidemment, de nombreux petits « trucs » très efficaces pour influencer les électeurs. La prétendue protection des bureaux de vote par des hommes en armes, y compris à l'intérieur des locaux ; la présence près des urnes de chefs traditionnels ayant précédemment bénéficié de quelques largesses d'un candidat et qui veillent à

(1) Roel von Meijst, *L'Observation des élections*, rapport d'un atelier de l'ECDFP, Arnold Bergmann, Institut, Maastricht, 1995.

(2) Marc Pilon, *L'Observation internationale des élections*, Observatoire permanent de la coopération, rapport 1997, Paris, Karthala, 1997.

(3) Les déviations qui touchent les élections en Afrique ont retenu l'attention de nombreux analystes, notamment G. Gelstein, « Fair? What's fair? », in *Journal of Modern African Studies*, 31 (4), 1993 ; T. von Trotha, « C'est la pagaille ! Quelques remarques sur l'élection présidentielle et son observation internationale au Togo », *Politique africaine*, n° 52, 1993.

(4) Gracia Machal, « Conséquences des conflits armés en Afrique sur la vie des enfants », colloque Civitas-Afrique, Pretoria, mai 1997.

JEUNE AFRIQUE

le temps du monde



JEUNE AFRIQUE
le temps du monde

BEN ALI A PARIS
Les derniers jours de la négociation

LISSOUBA L'ASSOU NOUSSO

En une semaine des centaines de victimes à Brazzaville.

LE SCHMEL DE KABILA



JEUNE AFRIQUE
le temps du monde

SAMARA
Le temps du monde

LISSOUBA
Le temps du monde

LISSOUBA
Le temps du monde

L'hebdomadaire qui informe l'Afrique sur le monde et le monde sur l'Afrique

Chaque semaine dans *Jeune Afrique* vous retrouverez :

- toute l'actualité politique du continent africain et du monde,
- l'analyse des spécialistes du continent,
- un regard africain sur les questions internationales.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

ÉCONOMISEZ **15%**

JEUNE AFRIQUE

GROUPE JEUNE AFRIQUE

SERVICE ABONNEMENTS

55, rue de Longueau

91387 CHILLY MAZARIN CEDEX

☐ Oui, je souhaite m'abonner pour un an au tarif de 710 F (France - CEE uniquement). Soit une économie de 15 % sur l'achat au numéro.

☐ Oui, je souhaite m'abonner pour un an au tarif de 900 F (Maghreb uniquement).

☐ Oui, je souhaite m'abonner pour un an au tarif de 1300 F (hors-zone CFA).

☐ Cjoint mon règlement par chèque bancaire ou postal.

☐ Je préfère régler par carte bancaire. n° carte

Date d'expiration Signature

☐ Je préfère régler à réception de la facture.

☐ Société. ☐ Personnel.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

صكزا من الاموال

صكنا من الامم

BALBUTIANTE

sortis des urnes

ce que les votes aillent dans le bon sens, des urnes qui n'arrivent pas dans les bureaux parce que le préfet ne dispose pas de carburant pour le véhicule de transport; des hommes qui se déguisent en femmes dans des pays islamiques où des femmes ont l'habitude d'être voilées; ou encore l'absence de corbeille à papiers, de telle sorte qu'on peut savoir pour qui l'électeur a voté, parce qu'il aura jeté par terre les bulletins non utilisés ou qu'il les aura dans ses mains.

Les élections apparaissent alors comme un simple moyen de légitimation d'un pouvoir confisqué au nom de l'ordre et de l'intégrité territoriale, comme au Togo, où le général Eyadéma s'est maintenu à la tête de l'Etat en 1993, après un scrutin dont les irrégularités étaient avérées, ou au Gabon, où le président sortant proclama sa victoire au premier tour de l'élection en 1993 alors que le dépouillement n'était pas achevé dans la capitale, bastion de l'opposition.

Il peut suffire, après un coup de force, d'organiser une « élection maison », dont les résultats sont connus d'avance, pour se parer du label de démocrate, comme au Niger, où, le 27 janvier 1996, M. Ibrahim Baré Maïnassara chassa du pouvoir le chef de l'Etat démocratiquement élu en 1993, inaugurant ainsi « le premier coup d'Etat en Afrique francophone depuis le mouvement de démocratisation de 1990 » (Le Monde, 30 janvier 1996). Motivé officiellement par la noble intention de rétablir l'ordre, il organisa très rapidement des élections dont il s'assura la victoire, dès le premier tour.

An Libéria, après sept ans d'une guerre civile qui a coûté la vie à 150 000 personnes, l'élection présidentielle du 19 juillet 1997 a eu pour vainqueur un des seigneurs de guerre, M. Charles Taylor, qui l'a emporté avec 75,3 % des suffrages exprimés au cours d'un scrutin qualifié de « globalement libre et transparent ». Lorsqu'on connaît les difficultés qui pèsent sur l'organisation d'une élection, même en temps de paix, la validité d'une élection organisée en temps de guerre laisse rêver.

On peut d'ailleurs s'interroger sur le rôle des observateurs électoraux dépechés par des agences de coopération du Nord et des institutions internationales à l'occasion des scrutins. Leur présence a indéniablement contribué à minimiser

la fraude; cependant, l'observation électorale internationale a montré ses limites au fil des ans et des scrutins, en partie en raison de son enfermement dans une logique diplomatique.

Cette présence, d'abord redoutée, a bientôt été souhaitée par les régimes en place. Alors qu'on apprenait à canaliser leur mission et que la multiplication des bureaux de vote n'autorisait qu'une observation de plus en plus partielle du scrutin, les observateurs internationaux ont parfois permis de donner une légitimité à des élections car, au nom du devoir de non-ingérence, ils rédigeaient des rapports finaux de plus en plus conciliants. Les bailleurs de fonds étaient satisfaits, de même que les élus et les gouvernants en quête de reconnaissance, répondant aux exigences d'une communauté internationale conditionnant son aide au développement à l'avancée de la démocratisation.

Cependant, quelques expériences d'actions concertées, non partiales, ont été concluantes, notamment au Bénin, avec la création en 1995 du Réseau béninois pour des élections transparentes et pacifiques; en Côte-d'Ivoire, avec l'Observatoire national des élections (ONE), créé également en 1995; au Ghana, avec le Network for Domestic Observers (Nedoo) de 1996, ou au Kenya, où la société civile s'est impliquée dans le combat pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles qui doit garantir la transparence des élections présidentielle, législatives et locales de décembre 1997.

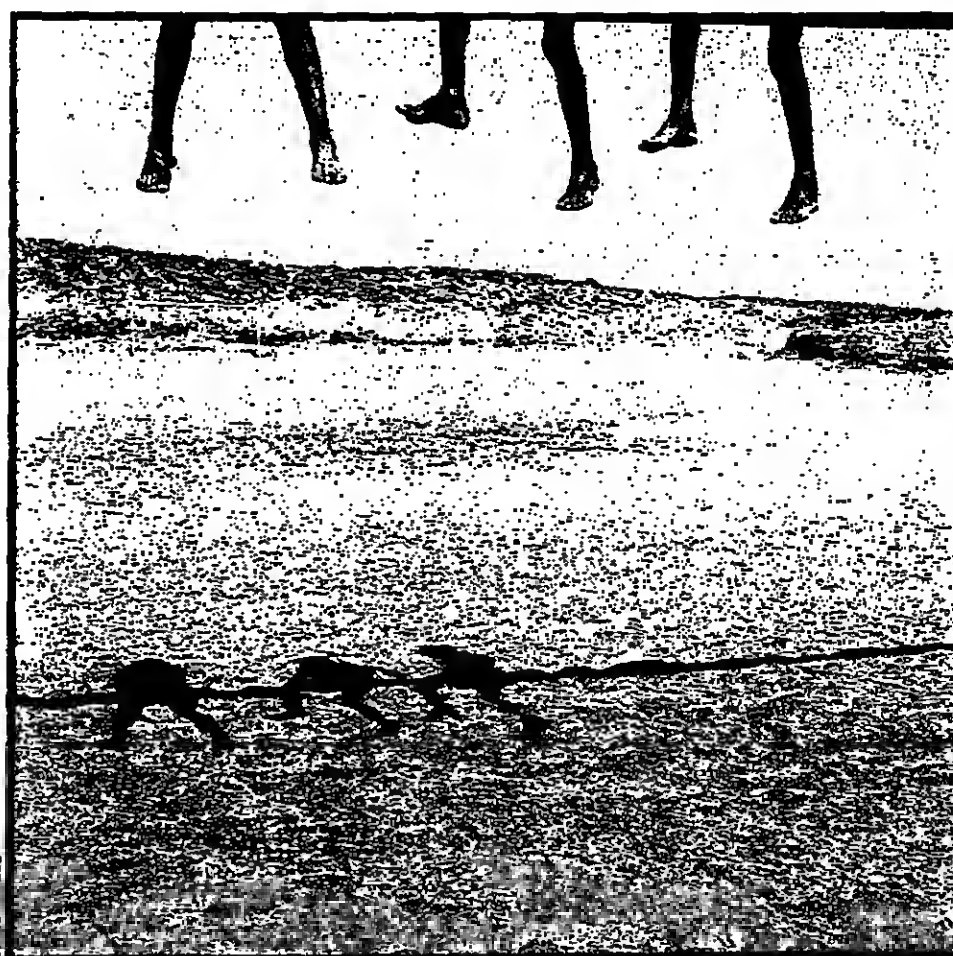
En fait, c'est la réduction de l'observation aux seuls scrutins électoraux telle qu'elle est pratiquée jusqu'à présent qui a montré ses limites et ses faiblesses. Une certaine unité commence à se

dessiner autour d'une approche globale, qui préconise l'observation de l'ensemble du phénomène électoral, puisqu'en réalité la fraude s'organise en amont et en aval (depuis le découpage des circonscriptions et la constitution des listes jusqu'à l'empêchement de candidats élus de siéger), et les irrégularités enregistrées le jour du scrutin n'en sont que des épiphénomènes.

C'est dans cet esprit qu'avait été créé, en avril 1997, le Collectif des associations congolaises pour des élections transparentes et pacifiques; certaines étaient déjà impliquées dans les organes du Recensement administratif spécial, dont les résultats devaient ser-

vir à l'élaboration des listes électorales. On sait ce qu'il est advenu du projet électoral au Congo. La communauté internationale, empêtrée dans une approche normative de la démocratie, se satisfait de dictateurs sortis des urnes. Forts de leur légitimité usurpée, certains chefs d'Etat, ceux-là mêmes qui musellent l'opposition et qui foulent aux pieds les droits de l'homme, sont érigés en champions de la paix, tel le général Eyadéma, dont on a redonné le blason en lui confiant la responsabilité de la cellule de réflexion sur la création d'une force interafricaine d'interposition.

Mais la focalisation sur l'élection



SUR LE TERRAIN, DESERTÉ, DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

présidentielle a occulté la consolidation des fondements de la démocratie, c'est-à-dire la mise en place de tous les mécanismes qui contribuent à l'accomplissement du jeu démocratique. La démocratie est d'abord un état d'esprit, mieux: une culture. Elle suppose l'existence d'une opposition à part entière. Il convient alors qu'elle puisse s'exprimer et jouer pleinement son rôle au sein des institutions de la République: médias, Assemblées nationales, mais aussi dans les régions et les municipalités. Trop souvent, les régimes « démocratiques » en place n'autorisent une prise de parole de l'opposition qu'en de rares occasions, notamment lors des élections présidentielles, lorsque le pays fait alors partie de « l'actualité internationale ». L'effervescence des médias, qui a marqué le début de la période de démocratisation en Afrique, a été très vite bridée et la presse, muselée. Au nom de la « déontologie », parce qu'il ne doit pas écrire « n'importe quoi », un journaliste se retrouve souvent en prison, condamné à une forte amende.

La société civile, force régulatrice du jeu démocratique, doit s'impliquer bien davantage dans la vie politique, en se donnant les moyens d'agir, sur une base non partisane, à travers la création de réseaux nationaux, régionaux et internationaux. Malheureusement, une partie des élites africaines s'est illustrée non seulement en désertant les lieux de la connaissance et de diffusion du savoir, préférant les allées du pouvoir beaucoup plus rémunératrices, mais aussi en devenant le porte-parole des revendications des plus extrémistes et les plus « intégristes », prêts à perdre tout esprit critique pour déjouer à la table des « Grands ».

Peut-être a-t-on simplement oublié que, s'agissant de l'Afrique, la démocratie pouvait avoir le même sens que dans les pays du Nord: liberté syndicale, liberté de la presse, fonctionnement des institutions républicaines, respect de la Constitution, indépendance de la justice, acceptation du rôle critique des intellectuels, etc. Tous les éléments auxquels se mesurent périodiquement (et malheureusement de moins en moins souvent) les démocraties du Nord, sont aussi des éléments constitutifs de la démocratie sur le continent africain.

MARTINE-RENÉE GALLOY et MARC-ÉRIC GRUENIAIS

Au Congo, le pouvoir par les armes

ALORS même qu'une élection présidentielle était prévue pour juillet 1997, une guerre de quatre mois a opposé l'armée congolaise et les miliciens du président Lissouba aux « cobras » de son prédécesseur et principal rival, M. Denis Sassou Nguesso, qui a finalement accédé au pouvoir par les armes.

Après l'une de ces conférences nationales qui ont fleuri en Afrique - en 1990 et 1991 - pour l'instauration de régimes démocratiques, M. Pascal Lissouba avait remplacé M. Denis Sassou Nguesso à la tête de l'Etat, en 1992, grâce notamment à un accord de gouvernement préélectoral entre les deux hommes, et à un appel du second à voter en faveur du premier (1). M. Lissouba devint ainsi le premier président congolais élu au suffrage universel, scrutin présidentiel qui ne fut jamais contesté.

Anparavant, M. Denis Sassou Nguesso avait régné sans partage, douze ans durant, à la tête d'un régime « socialiste » instauré en 1963 et d'un parti unique en fonctionnement calqué sur le modèle soviétique. Lorsqu'il quitta le pouvoir, les finances étaient très mal en point et le Congo le pays africain le plus endetté par habitant. Par la suite, la situation économique continua de se dégrader: retard puis baisse des salaires dans la fonction publique, arrêt des recrutements, dévaluation du

franc CFA en 1994, inflation, relations tendues avec les institutions financières internationales. En 1996, une timide reprise se dessina, notamment grâce à l'obtention d'un prêt du Fonds monétaire international et à la mise en exploitation d'un nouveau gisement pétrolier. Cependant, la vie quotidienne, en particulier dans la capitale, Brazzaville, devenait de plus en plus pénible (routes défoncées, pénuries de carburant, de gaz, d'eau, d'électricité, coupures de téléphone), alors que la classe politique semblait s'enrichir toujours plus vite et qu'à tous les niveaux de la pyramide sociale les individus cherchaient à

devenir des clients de « patrons-protecteurs » afin de pouvoir bénéficier des redistributions. Peu d'agents de l'Etat acceptaient encore de travailler en l'absence de « mesures d'accompagnement » (2).

En fait, le mécanisme électoral entamé au Congo en 1992 n'a jamais été achevé et les nouvelles institutions n'ont jamais réellement fonctionné. De dissolution en élections législatives anticipées en 1993, l'Assemblée nationale a pu siéger pendant une législature complète sans que tous les députés soient élus, à cause d'un contentieux électoral dans une région.

La première guerre de 1993

LES maires devaient être choisis par les conseillers municipaux élus: le régime Lissouba décida de les nommer avec le statut de maires « par intérim ». Le Haut Conseil de la magistrature et le Haut Conseil de la communication, prévus par la Constitution, n'ont été effectivement mis en place qu'en 1997. De même, les membres du Conseil constitutionnel n'ont été nommés qu'en mai 1997, soit au terme du quinquennat présidentiel, prêtant serment sous les bombes et tenant leur première réunion le 21 juillet 1997 pour... proroger le mandat du président (3).

Depuis 1995, alors que la liberté d'expression était de plus en plus mise à mal (notamment avec l'arrestation de journalistes), un débat s'était instauré sur l'adaptation de la Constitution votée en 1992 aux « réalités congolaises »: on évoquait alors la nécessité de parvenir à une « démocratie consensuelle », « à l'africaine », qui reprendrait les « traditions ancestrales », et qui remplacerait la « démocratie conditionnelle » imposée des pays du Nord. Le Comité de coordination du recensement administratif spécial, qui préparait l'élaboration des listes électorales, avait été repris en main par la présidence. S'agissait-il d'instaurer des mécanismes pour se débarrasser du verdict du peuple ou, au minimum, pour donner davantage de prérogatives au pré-

sident « démocratiquement » élu ? Chacun craignait les échéances électorales de 1997. A la fin de l'année 1993, avait déjà éclaté une première guerre. Les contestations liées aux résultats des élections législatives de 1992 avaient fait monter la tension; chacun des trois principaux dirigeants politiques, MM. Pascal Lissouba, Denis Sassou Nguesso et Bernard Kolelas (maire de Brazzaville, à l'époque leader de l'opposition allié à l'ancien président et devenu premier ministre pendant la guerre de 1997) avaient créé leur milice. Celles de MM. Lissouba et Kolelas s'étaient affrontées; le conflit fit alors au moins deux mille morts.

Après une période d'insécurité durant toute l'année 1994 et une bonne partie de l'année 1995, la paix était progressivement revenue, notamment à Brazzaville, très sévèrement touchée par ce premier conflit. Mais ce n'était un secret pour personne que les milices des trois champions politiques continuaient de s'armer et de s'entraîner; régulièrement, dans le débat politique, revenait la question du désarmement des milices.

La seconde guerre du quinquennat du président Lissouba a éclaté de manière inattendue, mais plus tôt, et surtout beaucoup plus violemment que prévu (4). Le 5 juin 1997, après quelques incidents dans le nord du pays, l'armée congolaise, appuyée par la milice favorable

au président Lissouba, encercla la résidence de M. Denis Sassou Nguesso à Brazzaville. La milice de celui-ci, manifestement sarambée, répliqua. Après plus de quatre mois d'affrontements, alors que les bilans variaient entre 4 000 et 10 000 morts, que la capitale, vidée de ses habitants, était dévastée, « la guerre est terminée », comme l'annonça le vainqueur, M. Sassou Nguesso, le 16 octobre.

La « non-ingérence active » de la communauté internationale a contribué à un règlement d'un conflit de la démocratie par les armes. On craignait l'intervention du régime de M. Laurent Désiré Kabila, qui s'était rapproché du président Lissouba et avait déclaré vouloir envoyer des troupes de l'autre côté du fleuve pour faire cesser les tirs d'obus qui atteignaient Kinshasa. Mais M. Kabila était sans doute trop occupé à gérer de difficiles relations avec ses alliés rwandais et ougandais; et, en dépit de ses efforts, M. Lissouba n'a pas pu gagner à sa cause l'Ouganda de M. Museveni et le Rwanda de M. Kagame.

C'est de l'Angola qu'est venue la solution: les liens entre M. Sassou Nguesso et le président angolais Eduardo Dos Santos ont en raison des relations étroites entre MM. Lissouba et Jonas Savimbi, chef de l'Unita et ennemi juré de M. Dos Santos. L'Angola pouvait ainsi régler un conflit intérieur, avec M. Savimbi, mais aussi avec les indépendantistes du Front de libération du Cabinda (FLEC), cette enclave angolaise dans l'ex-Zaïre qui dispose d'une frontière commune avec le Congo et au large de laquelle se trouve la majorité des ressources pétrolières de l'Angola.

Ayant gagné pratiquement sans coup férir la bataille du pétrole à Pointe-Noire grâce aux troupes angolaises, M. Sassou Nguesso revient au pouvoir, par les armes, cinq ans après une période durant laquelle, malgré tout, certains Congolais avaient pu croire à la démocratisation.

Quels comptes M. Sassou Nguesso aura-t-il à rendre à ceux qui l'ont vraisemblablement aidé (l'Angola, le Gabon, la France, Etf) (5), et à ceux qui

apparemment avaient pris quelques distances à son égard (l'ex-Zaïre, le Rwanda, l'Ouganda, les Etats-Unis)? Comment va-t-il gérer ce pays détreint et sillonné par des miliciens sarambés, difficiles à contrôler et toujours prêts à piller? Pour le moins, refaire l'unité nationale au Congo sera une tâche ardue.

M.-R.G. et M.-E.G.

- (1) A l'issue des élections, M. Sassou Nguesso réclama pour ses proches les principaux ministères (hydrocarbures, armée, intérieur); M. Lissouba refusa, l'alliance fut alors déclinée caduque et le président perdit la majorité absolue à l'Assemblée. La situation s'envenima au point de conduire à la première guerre de 1993.
- (2) Euphémisme congolais désignant les bak-chicks.
- (3) Le Monde, 22 juillet 1997. Selon la Constitution, le mandat du président élu en 1992 ne pouvait aller au-delà du 31 août 1997.
- (4) La violence des combats, l'importance de l'armement lourd (artillerie, hélicoptères, etc.) dont disposaient les milices des deux hommes, la durée du conflit, témoignent à l'évidence d'aides pour le moins non négligeables dont ils ont pu bénéficier.
- (5) Sur le rôle de la France et d'Etf en faveur de M. Sassou Nguesso, lire Le Canard enchaîné, Paris, 22 octobre 1997.

CENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA EDUCATION

" Les stages intensifs "

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

- Photjournalisme
- Droits du multimedia
- Techniques éditoriales

Journalisme sur Internet & Intranet

Art & techniques de la photographie

TECNOLOGIES MULTIMEDIA

- Direction production
- Responsable multimedia
- Concepteur EAO multimedia
- Ingénierie multimedia

Tél: 01 43 55 54 00 Fax: 01 43 55 72 25

18 rue Guillaume Bertrand 75011 Paris

Calendrier des fêtes nationales

1-30 novembre 1997

1 ^{er} ALGERIE	Fête nationale
3 PANAMA	Fête de l'Indép.
11 ANGOLA	Fête de l'Indép.
18 LETTONIE	Fête de l'Indép.
OMAN	Fête nationale
19 MONACO	Fête nationale
22 LIBAN	Fête de l'Indép.
25 SURINAM	Fête de l'Indép.
28 ALBANIE	Fête de l'Indép.
MADAGASCAR	Fête de l'Indép.

MALGRÉ SA FAILLITE, LE

Lendemain amers pour les

LES élections du 21 septembre et du 5 octobre en Serbie ont réservé une surprise de taille : la fulgurante ascension de l'ultranationaliste Vojislav Seselj. Fort de ses 27,3 % au premier tour du scrutin présidentiel et des 82 sièges (sur 250) obtenus par son Parti radical aux législatives, le chef fascisant a devancé au deuxième tour le candidat de la coalition gouvernementale, M. Zoran Djindjic. Seule la faible participation (moins de 50 % des inscrits) a empêché son élection. M. Vuk Draskovic, avec 20,6 % des voix, a payé cher l'éclatement de la coalition Zajedno (Ensemble) - la destitution du maire de Belgrade, M. Zoran Djindjic, ne peut qu'aggraver cette crise de l'opposition. Dans la préparation du troisième tour, prévu le 7 décembre, le nationalisme a décidément le vent en poupe, la scène politique se retrouvant largement dominée par les « socialistes » manipulateurs de M. Slobodan Milosevic et les fascistes de M. Vojislav Seselj.

Par notre envoyé spécial JEAN-ARNAULT DÉRENS *

« Le Kosovo est la Jérusalem serbe », s'exclame M. Dusan Ristic. Ancien membre du Parti communiste à Pristina, la capitale du Kosovo, exclu pour nationalisme dès 1981, ce petit homme d'une soixantaine d'années est devenu l'idéologue du Mouvement de la résistance serbe (MRS). Il désigne d'un geste large l'horizon de collines qui s'étend au pied du monastère de Sopocani. Fondé au XIII^e siècle par le roi Uroš I^{er} pour abriter son tombeau, le monastère est l'un des principaux lieux de mémoire de la nation serbe.

Dans son enceinte vient de se tenir une réunion du Conseil politique de l'Assemblée nationale ecclésiastique serbe. M. Antunijević, évêque de Pzren et de Raska, qui a présidé la réunion, bénit les participants, tandis que de jeunes moines servent du café et de la rakija, puissante eau-de-vie de prune. Appuyé sur son bâton épiscopal presque plus haut que lui, le prélat condamne l'occultisme, cheval de Troie du dialogue interreligieux : « Et l'on finit, comme Jean Paul II, par danser le rock'n'roll avec le dala-lama. La vérité du Christ est unique, et l'Eglise orthodoxe serbe la défend... »

Il est vrai que la ville de Pzren, au Kosovo, possède aussi un évêque catholique albanais, M. Mark Sopci, qui n'a jamais eu le moindre contact avec son confrère orthodoxe. Le siège de Pzren est prestigieux, car le Kosovo est incontestablement un des berceaux du peuple serbe, et le monastère de Sopocani se trouve au cœur de la Raska, second noyau territorial de la monarchie serbe au Moyen Âge (1). L'ancienne Raska correspond à peu près au sandjak de Novi Pazar, une région à cheval sur la Serbie et le Monténégro, au peuplement majoritairement musulman - tandis qu'au Kosovo, région autrefois autonome faisant partie de la République de Serbie, plus de 90 % de la population sont albanais (2) (voir encadré page suivante).

Étrange malédiction du peuple serbe, devenu minoritaire là où s'est forgée son histoire. M. Antunijević dénonce « le génocide contre les Serbes qui a été pratiqué

durant cinquante ans par les Albanais et les Musulmans avec la complicité des communistes ». Sans illusions sur la communauté internationale, « systématiquement antiserbe », comme sur le régime de M. Milosevic, l'évêque estime que seule l'Eglise peut sauver son peuple.

Dans la Déclaration de Saint-Sava, adoptée fin janvier 1997 et adressée - entre autres - aux présidents William Clinton et Jacques Chirac, l'Assemblée nationale ecclésiastique serbe remonte encore plus loin dans l'histoire : « Durant des siècles, affirmait-elle, le peuple serbe de Kosovo-Metohija, terre sacrée (Serbia sacra), a été exposé à une albanisation agressive, raciste et systématique qui a secoué l'être national serbe et menacé de l'exterminer à jamais. » Une évolution, ajoutait la déclaration, qui « prive Slobodan Milosevic, en tant que représentant d'un régime antidémocratique, de tout droit à négocier avec qui que ce soit et de prendre quelque décision que ce soit au sujet du Kosovo-Metohija ». M. Dusan Ristic, lui aussi, ne cesse de dénoncer les ingérences de Belgrade, qui, explique-t-il, empêchent une solution satisfaisante de la question du Kosovo. Or les bases d'un compromis existent : il suffit, selon lui, d'accorder aux Albanais le maximum d'autonomie culturelle tout en garantissant le maintien de la province dans la Serbie.

Le discours de ces « piétons » de la Serbie profonde oscille en permanence entre une approche localiste, déniant à Belgrade toute légitimité pour régler le problème, et la conviction d'être investis d'une mission historique de défenseurs des lignes avancées de la « serbie ». Pour eux, M. Slobodan Milosevic a été au bout de sa logique de « trahison » avec les accords de Dayton. Ainsi, tout comme M. Dusan Ristic, M. Jorgovanka Tabakovic, députée radicale - c'est-à-dire d'extrême droite nationaliste - de Pristina, ne prononce jamais le nom du mandat de la base militaire de l'Onu : elle aussi préfère évoquer le jour où M. Milosevic a voulu « fuir la frontière de la Drina », autrement dit abandonner la Bosnie serbe.

« Ici, c'est pur »

CETTE jeune femme dynamique a conservé son emploi de cadre bancaire malgré son élection. S'affichant « nationaliste moderne », elle cite « le président Jean-Marie Le Pen », considéré comme le théoricien majeur de tous les nationalismes d'Europe : « Entre nationalistes, précise-t-elle, nous sommes faits pour nous entendre. Même avec les nationalistes albanais : il suffirait qu'ils comprennent que le Kosovo fait partie de la Serbie, et le Parti radical serait prêt à leur accorder la plus grande autonomie culturelle. Elle réfléchit, et se reprend : « Sauf l'enseignement en albanais, bien sûr, il faut apprendre la langue de l'Etat. »

Le Parti radical représente sûrement une force militante plus importante que les bataillons perdus de l'Assemblée nationale-ecclésiastique. En juin 1997, il a organisé une « marche sur Belgrade » des réfugiés serbes installés au Kosovo. Les Serbes de Croatie ou de Bosnie pouvant justifier d'une origine familiale dans le Kosovo sont invités à faire jouer leur « droit au retour ». Mais, au lieu des terres et de la maison promises à chaque famille, ceux qui ont répondu à cet appel se sont retrouvés entassés dans des centres d'hébergement provisoires. Rien d'étonnant si plusieurs dizaines de familles, répondant à l'appel des radicaux, ont pris le chemin de Belgrade pour aller, en tracteur, camper sous les fenêtres du Parlement...

A Pristina, un complexe sportif sert de lieu d'accueil pour les réfugiés. Le bâtiment est gardé, et il faut une autorisation du ministre de l'information de la région autonome du Kosovo-Metohija pour y pénétrer. Deux cerbères munis de radio-téléphone assistent aux

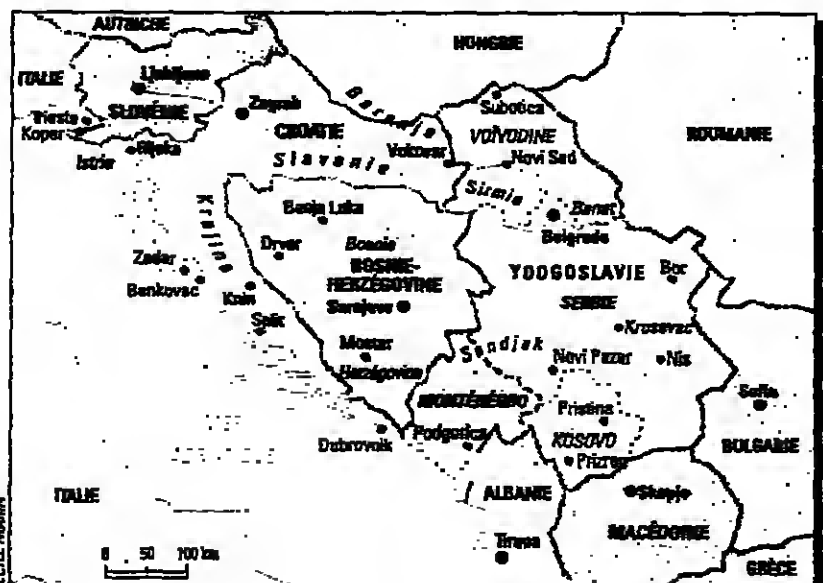
entrevues. Tous originaires de Krajina croate, les réfugiés osent à peine exprimer leur amertume et leur désespoir. Car la politique de « serbisation » du Kosovo se solde par un échec complet. Les autorités savent qu'elles ne parviendront pas à modifier l'équilibre ethnique de la province. De cette folie ne restent que ces réfugiés sans avenir, laissés-pour-compte de la Grande Serbie.

La leçon, certains ne l'ont pas pourtant encore tirée. A l'instar de l'académicien Nikola Stipcevic, qui explique docilement : « Les réfugiés sont une chance biologique pour la Serbie. » La scène se passe dans un monastère près de Krusevac, en Serbie du Sud, où se tient la session annuelle de l'Ecole phi-

losophique. Une cinquantaine d'intellectuels sur le retour, dont un bon nombre d'académiciens et d'anciens ministres du gouvernement « démocratique » de M. Milan Pantic, en 1992-1993, se pressent autour de la vedette incontestée de ces journées, l'écrivain et ancien président fédéral Dobrica Cosic. On retrouve beaucoup d'anciens dissidents, habitués des rencontres marxistes critiques de Kocula dans les années 70.

« Nationaliste ? Notre Dobrica ne peut pas être nationaliste, il a toujours été démocrate, c'est un dissident éternel ! », s'indigne M. Momcilo Markovic. Lui-même philosophe, il était considéré comme l'idéologue du Parti socialiste, durant les belles années de l'ultranationalisme. Il a quitté le Parti socialiste « lorsque les communistes m'ont fait de la JUL sont revenus aux commandes » - traduisons : lorsque M. Milosevic, ayant rompu avec le cours nationaliste et mis fin à trois ans d'alliance avec l'extrême droite (de 1990 à 1993), dut se rapprocher du parti de son épouse Mirjana Markovic. L'Union de la gauche yougoslave (JUL), pour mieux enterrer la « paix américaine » en Bosnie... et sauver son pouvoir.

« Une chance biologique, poursuit M. Nikola Stipcevic, car le peuple serbe s'était abîmé, sa démographie manquait de vitalité, tandis que les réfugiés sont issus d'une race saine et montagnarde, ce sont de vrais Serbes. » Ces philosophes et ces académiciens ont été les intellectuels de la symbiose « national-communiste » que M. Milosevic incarne autrefois. Mis sur la touche après le tournant « pragmatique » du maître de Belgrade, ils servent les rangs, fatigués, tandis que le pape du monastère les bénit longuement. Une journaliste de Radio-Belgrade insiste : « Vous voyez ? Ici, c'est pur. Au Kosovo aussi, c'était pur, du temps de mon enfance. Mais tout a été corrompu par les Albanais, ils sont sales. » Autour du fameux



* Historien et journaliste.



VLADIMIR VELICKOVIC - « L'Etat, Fig. 1 » (1978)

Mémorandum de 1986, qui dénonçait la politique « antiserbe » menée depuis 1974, ces idéologues refusent d'évoquer la guerre ou la situation présente.

Actuellement, la Fédération yougoslave compterait 650 000 réfugiés. Rocky est un jeune Serbe originaire de Zagreb. Il a toujours fait le mauvais choix, et, en conséquence, a tout perdu. Il ne veut entendre parler ni de Belgrade, ni de Sarajevo : la seule « vraie ville » des Balkans, pour lui, c'est Zagreb. Pourtant, Rocky vit dans un tout petit village de montagne, Rumi, non loin de Zaječar et de la frontière bulgare. Il

Etat-nation ou fédération ?

APRÈS l'éclatement de la Fédération yougoslave, en 1991, une double erreur, fatale, a été commise par les dirigeants serbes, en premier lieu M. Slobodan Milosevic : d'abord la décision de ne pas essayer de négocier la place des Serbes dans les nouveaux Etats, puis la tentative de réunir par la force tous les territoires où ils vivaient. Le résultat, c'est l'impasse actuelle. Même en supposant que le territoire de la République serbe de Bosnie s'arrime définitivement à la « Petite Yougoslavie », environ un million de Serbes aurait perdu leur domicile ancestral. Des régions de peuplement remontant au Moyen Âge ou au XVII^e siècle, comme la Krajina (3), sont définitivement abandonnées, et la Fédération yougoslave est bien en peine d'intégrer les réfugiés. Si l'on ajoute aux Albanais des Hongrois de Voïvodine et les autres minorités, la Serbie constitue - paradoxalement - l'Etat le plus multi-ethnique des Balkans.

Au prix, certes, de l'épuration ethnique de 1995 de la Krajina et des autres régions reconquises, la Croatie pouvait sans trop de peine devenir un Etat « ethniquement pur ». Pas la Serbie, car le peuplement serbe présente beaucoup moins d'homogénéité : non seulement beaucoup de non-Serbes habitent sur son territoire délimité par Tito, mais nombre de Serbes vivraient - ou plutôt vivaient - en dehors. Le problème ne peut être résolu que de deux manières : soit par la redéfinition, dans tous les Etats balkaniques, de citoyennetés non ethniques, soit par des échanges de population à une échelle encore bien supérieure à ceux qui se sont produits en Bosnie. L'ex-président yougoslave et candidat à la présidence serbe, M. Zoran Lalic, a répondu à sa manière : il n'y a pas de problème albanais en Serbie, car les Albanais ont déjà un Etat hors de Serbie.

Les Serbes qui demeurent en Croatie et dans la Fédération de Bosnie s'efforcent pourtant de négocier leur survie. Président de l'Initiative démocratique des Serbes de Sarajevo, M. Maksim Stancic défend les intérêts de ceux qui vivent encore dans les arrondissements de Sarajevo « rendus » aux Bosniaques (4). Il a le sentiment de se battre dans un tragique isolement : « Tous le monde veut nous voir disparaître, les nationalistes croates et musulmans mul-

explique comment il a quitté Zagreb pour la Krajina de Knin, dont il est reparti en 1993. Ce qui signifie qu'il s'est engagé dans l'Armée serbe de Knin, mais qu'il a choisi de se réfugier en Serbie avant même la chute de la région. Il traîne maintenant son désespoir, convaincu de ne jamais pouvoir revenir à Zagreb, où vivait pourtant son père et son oncle...

La « Republika Srpska » de Bosnie abrite aussi un grand nombre de réfugiés de la Krajina ou de territoires appartenant désormais à la Fédération croato-bosniaque. A Banja Luka, la plus grande ville de « Republika Srpska », le bureau de l'Association des réfugiés de Krajina a tout d'une annee du Parti radical : ici, l'on cultive un revanchisme intrinsèque. M. Milorad Pribicevic, originaire de Benkovac, reconnaît pourtant qu'il se trouve dans une impasse : « Avec ma carte d'identité de la République serbe, je ne peux plus voter en Croatie, mais les accords de Dayton m'interdisent aussi de voter en Bosnie, car je n'y résidais pas en 1991. » Ce nostalgique de la Grande Serbie n'a plus d'identité : c'est un citoyen de mille parts. Ces réfugiés sont les orphelins de la Yougoslavie : l'Etat fédéral permettait bien à tous les Serbes de vivre sous le même toit.

Les réfugiés de Drvar ont néanmoins fait d'autres choix. Leur ville était, avant-guerre, la commune de Bosnie le plus peuplée serbe, le plus homogène, mais les hasards de la guerre, entérinés par Dayton, l'ont donnée aux forces croates. Beaucoup d'anciens habitants serbes de la ville veulent y rentrer bien qu'elle fasse désormais partie de la Fédération croato-bosniaque. Du coup, ils s'opposent aux autorités de la République serbe, qui n'autorisent pas un tel retour : pour elles, ce qui compte, c'est de purifier l'homogénéité ethnique des territoires. Les réfugiés, eux, s'attachent à retrouver leur terre et à défendre le principe d'une citoyenneté bosniaque non ethnique. Ils avaient, certes, avec les partis d'opposition des deux entités de Bosnie, une « Liste pour Drvar » en vue des élections municipales de septembre dernier. Leur président, M. Milorad Maric, incarne néanmoins une « République » à part, les résidents de Drvar à ne pas voter en « Republika Srpska », mais dans leur ville d'origine - et il semble avoir été entendu, car sa liste a obtenu un succès notable aux élections.

tiplent les brigades pour nous inciter au départ, et les nationalistes serbes nous considèrent comme des traitres, puisque nous voulons rester dans notre ville... »

M. Milorad Popovic, lui, siège au Parlement croate, élu au titre de l'Alliance social-démocrate dans le collège de trois sièges réservés aux Serbes - « moins que pour les Croates de la diaspora ». Des 600 000 Serbes de Croatie avant-guerre, il ne reste, selon lui, que 100 000 dans les grandes villes et 100 000 en Slavonie orientale. Son réquisitoire est accablant : « Nous sommes des citoyens de seconde zone, explique-t-il. Il n'y a pas une école où les enfants puissent apprendre le cyrillique. Les discriminations en tout genre continuent, même si l'on ressent un peu moins d'hostilité depuis la fin des combats. Mais tout est fait pour nous chasser, les propriétés serbes sont réquisitionnées après six mois d'absence... » « Ce que nous demandons ? conclut-il. Trois choses : des droits culturels, une représentation parlementaire élargie et une véritable autonomie territoriale pour les régions où demeurent des Serbes. »

Malgré cette difficile situation en Croatie, les Serbes de Slavonie orientale semblent avoir obtenu de substantielles garanties. Zagreb s'est engagé à respecter leur autonomie territoriale et culturelle, et le mandat des Nations unies (Untas) a véritablement permis d'assurer une transition institutionnelle progressive. Il est vrai que les dirigeants nationalistes des années de guerre ont disparu, comme l'ancien maire de Vukovar, M. Slavko Dokmanovic : après, il attend son jugement à La Haye.

(1) Un des premiers symboles serbes émerge au IX^e siècle autour de la ville de Ras. La dynastie des Némankovic, fondée par Étienne Némankovic (mort en 1096) et son fils saint Sava, connaît son apogée au début du XIII^e siècle : la Région et la région de Ras constituent ses bases nationales.

(2) L'Etat chrétien, c'est-à-dire l'Etat albanais pour les Balkans. « Manifeste de voir » 23, « Géopolitique du chaos », février 1997.

(3) Le grand roman de Milos Crnjanski, « Miroslav » (disponible en français au Livre de Poésie).

(4) Cette localisation de combattants serbes dans les « zones militaires » (ce qui la zone de Krajina veut dire) de l'empire des Habsbourg.

(5) Il s'agit des maîtres d'Ilidza, Grahovo, Bijes et Vogošća.

هكذا من الاصل

صكرا من الاجل

NATIONALISME EST À L'OFFENSIVE

orphelins de la « Grande Serbie »



L'EXODE DES SERBES VAINCUS PAR LES TURCS VU PAR PAJA JOVANOVIC. Un peuple devenu mineuritaire à son s'est forgé son histoire

ses liens anciens avec l'équipe dirigeante des Serbes de Bosnie.

Si, durant le mouvement de contestation de l'hiver dernier, M. Radovao Karadzic est resté discret, l'actuelle présidente de la « Republika Srpska », M^{me} Biljana Plavsic, a apporté un soutien enthousiaste aux contestataires (7). La crise en cours entre Serbes de Bosnie pourrait éventuellement déboucher sur la formation d'un axe réunissant M^{me} Plavsic et M. Djindjic et prévoyant un nationalisme « rénové » qui dénoncerait la corruption et les mafias responsables de la défaite du peuple serbe. Perdu dans ses rêves monarchiques, M. Vuk Draskovic a peu de chances de peser d'un poids réel, même si le score de son parti aux législatives - qui se tenaient en même temps que le premier tour de la

présidentielle - peut lui redonner un poids. La coalition sortante, composée des socialistes de M. Milosevic, de l'Union de la gauche yougoslave (JUL), de son épouse Mirjana Markovic, et de la Nouvelle Démocratie, ne dispose plus de la majorité absolue à la Chambre et doit donc passer une alliance, forcément « contre-nature », soit avec le Parti radical de M. Seselj, soit avec le SPO de M. Draskovic. Mais seul, en réalité, M. Vuk Draskovic déploie une propagande active aussi bien en République que dans les territoires de la « Grande Serbie » : il n'est pas sûr que ce renforcement du Parti radical ne corresponde pas à une stratégie machiavélique de M. Slobodan Milosevic.

L'avenir de la République serbe de Bosnie était en tout cas absent des préoccupations des manifestations de l'hiver dernier. M. Viktor Todorovic, un des principaux dirigeants étudiants, élu par ses pairs au poste de vice-recteur étudiant de l'université de Belgrade, reconnaît qu'il y avait bien, dans le mouvement, un certain nombre d'étudiants réfugiés, originaires de Bosnie ou de Croatie, souvent très nationalistes et revanchards. « Mais, ajoute-t-il, on n'a pas ingénué, nous les mettons au service d'ordre, et il ne prenait pas la parole... » La normalisation menée par M. Slobodan Milosevic et les tentatives de redressement économique - après la bourrasque prolongée des sanctions - arrivent sûrement trop tard : le passé du président yougoslave lui ôte toute crédibilité dans un autre rôle que celui de grand manipulateur.

La Serbie éprouve toujours la même difficulté à se penser en tant qu'Etat. Historiquement, les lieux investis de la plus forte mémoire sont des lieux où les Serbes sont aujourd'hui minoritaires, et les évolutions actuelles au Monténégro - avec la victoire de M. Milo Djukanovic sur le président sortant, M. Momir Bulatovic, un proche de M. Milosevic - peuvent faire craindre que les Serbes ne se retrouvent également dépossédés de l'héritage du petit royaume toujours résistant, quand la Serbie faisait, elle, partie de l'Empire ottoman. Il faut surtout parvenir à trancher la vieille question : la Serbie peut-elle se former comme Etat-nation ou bien doit-elle lier son destin à une fédération ?

Encore une fois, seul M. Seselj semble prêt à tirer les conséquences de l'histoire récente : dans le débat télévisé l'opposant à Zoran Lilic, le 1^{er} octobre, il estimait anachronique l'appellation de « Fédération yougoslave ». Il vaudrait mieux, pour lui, que le pays prenne le nom de « Grande Serbie », ou au moins de « République de Serbie », étant également entendu que M. Seselj propose de dissoudre l'autonomie du Monténégro dans le cadre d'un nouvel Etat centralisé (8).

Dans *Le Temps du mal*, le roman de Dobrica Cosic, le vieux Vukasin Katic et ses amis s'interrogent, à la veille de la

seconde guerre mondiale, sur le devenir de la Yougoslavie, « l'illusion la plus coûteuse et la plus tragique du peuple serbe » (9). Aujourd'hui, ce dernier doit accepter l'idée qu'il a perdu la guerre menée au nom de la « Grande Serbie » : il lui faut donc inventer son avenir dans un Etat territorialement élargi, surchargé de réfugiés et peuplé de nombreux « oco-Serbes ». Parviendra-t-il à inventer un projet national intégrant ces minorités ou bien doit-on s'attendre à de nouveaux éclatements ?

A sa manière, le politologue de Belgrade Vladen Gosti se veut rassurant : « A l'heure de la mondialisation, nous sommes un trop petit peuple pour maîtriser véritablement notre destin. C'est humiliant, mais cela peut nous éviter des expériences catastrophiques... » A moins, justement, que l'humiliation de la défaite et le choc de l'effondrement économique ne lancent à nouveau les Serbes dans de folles aventures. Des nationalistes fascistes comme M. Vojislav Seselj ne demandent qu'à exploiter ces traumatismes, et le score de ce dernier au deuxième tour de l'élection présidentielle, le 5 octobre 1997, confirme la réalité de la menace : dépassant le candidat socialiste, son élection n'a été empêchée que par la faible participation. Si M. Milosevic ne peut être battu que par l'émule balkanique de M. Le Pen, les Serbes risquent fort d'aller de Charybde en Scylla.

JEAN-ARNAULT DÉRÈNS.

L'équipe du parti démocratique indépendant serbe de M. Vojislav Stanimirovic, forte des 41 % des voix obtenus aux élections d'avril 1997, peut jouer les parangons de vertu et réclamer à Zagreb les plus fortes garanties pour la minorité serbe. De telles questions demeurent, notamment, à la suite du jugement des criminels de guerre. Responsable du Comité de défense des droits de l'homme lié aux autorités serbes, M. Branko Juric affirme sa volonté de voir juger les vrais criminels. Mais nuance : « Il ne faut pas que les déclarations permettent aux Croates d'assombrir toutes leurs vengeances. Ici nous avons tous combattu pour défendre notre ville : qui est criminel, et qui ne l'est pas ? »

Le plus difficile, reconnaît-il, c'est d'admettre maintenant que nous sommes citoyens croates, que notre terre fait partie de la Croatie. Le rattachement des derniers lambeaux de la République serbe du Srem, de la Baranja et de la Slavonie orientale à la Croatie se réalise dans un terrible désenchantement. Lorsque, en juin 1997, le président croate Franjo Tudjman s'est rendu pour la première fois à Beli Manastir, en Baranja, seuls quelques dizaines de jeunes gens représentant sans conviction des slogans nationalistes anticroates. Les habitants de la bourgade désolée par six années d'isolement n'affichaient plus qu'indifférence et mépris pour tous les dirigeants politiques.

Pendant ce temps, à Belgrade, M. Vuk Draskovic (5) ne se montre guère loquace à propos de la Bosnie ou de la Croatie. Dans son bureau orné des symboles du folklore tchèque (6) et d'un portrait du général Draza Mihajlovic, le président du Mouvement du renouveau serbe (SPO) se contente d'affirmer sa volonté de voir appliquer intégralement les accords de Dayton. Ses grands chevaux de bataille ? La démocratie et la dénonciation du « communisme » le M. Slobodan Milosevic, ainsi que la réhabilitation de ce mouvement tchèque et de la monarchie serbe. Ecrivain, l'homme qui fut longtemps le symbole de l'opposition vient de publier un roman à la gloire de son héros. Pour lui, le général Mihajlovic ne porte pas la res-

ponsabilité de l'assassinat de dizaines de milliers de musulmans de Bosnie durant la dernière guerre mondiale : « L'armée tchèque formait la résistance légitime, en opposition aux communistes, comme celle du général de Gaulle en France. De nombreux musulmans en faisaient partie, et la plupart des massacres sont imputables aux communistes... »

Scandaleuse, cette révision de l'histoire permet au président du SPO de rêver d'une restauration monarchique s'imposant à toute la région, sur le modèle... du Commonwealth. Lyrique, M. Vuk Draskovic se lance dans la géopolitique : « Bien sûr, il faut une nouvelle fédération des Balkans, mais celle-ci ne pourra se créer que sous la tutelle de la monarchie serbe, qui viendrait rechercher tous les peuples de la région... Dayton est une solution provisoire, un compromis, mais dans l'avenir nous les parties de ce nouveau commonwealth serbe... »

Et l'éclatement de la coalition Zajedno (Ensemble) ? Pour M. Vuk Draskovic, elle n'est imputable qu'à la félonie de ses partenaires. Selon M. Draskovic, M. Zoran Djindjic et M^{me} Vesna Pasic avaient en effet promis de soutenir sa candidature à la présidentielle serbe. En échange de quoi, le SPO, premier parti représenté au conseil municipal de Belgrade, permettait à M. Djindjic de devenir maire de la capitale. M. Djindjic et M^{me} Pasic ayant choisi de boycotter l'élection présidentielle et d'appeler à l'abstention dès le premier tour du scrutin, où se présentait M. Draskovic (il a obtenu 20 % des voix), ce dernier leur a rendu la monnaie de leur pièce, en obtenant l'éviction de M. Djindjic de son poste de maire, avec l'aide des amis de M. Milosevic et Seselj. L'opposition serbe brille de toute manière par l'incapacité de ses propositions, à moins la simple dénonciation des tares du régime. L'Alliance civique de M^{me} Vesna Pasic ne pèse que d'un poids symbolique. Quant à M. Zoran Djindjic, il ne peut pas représenter une solution de rechange démocratique beaucoup plus crédible que M. Vuk Draskovic : il a beau se poser en « démocrate moderne », on ne saurait oublier

Relance du conflit au Kosovo

RÉGION de Serbie peuplée de 1,8 million d'Albanais, soit près de 90 % de la population, le Kosovo demeure l'une des clés de la question albanaise après avoir servi de laboratoire du nationalisme grand-serbe dès 1989. Pour les nationalistes serbes, le Kosovo est le berceau de la Serbie médiévale. C'est à la bataille de Kosovo-Polje, le 15 juin 1389, que l'Empire ottoman a défait le royaume de Serbie. Cette province aurait été albanaise et islamisée à l'époque du « joug turc ». En revanche, pour les Albanais, elle fait partie de la nation albanaise et a été un des fiefs du renouveau national au XIX^e siècle. Craignant la résurgence du nationalisme serbe et après les manifestations albanaises de 1988, le maréchal Tito impose l'autonomie du Kosovo en 1974. En 1981, les violentes manifestations opposent les Kosovars - qui demandent un statut de république à part entière dans la Fédération - à la police yougoslave. Une des premières décisions de M. Slobodan Milosevic, nouveau patron de la Serbie, fut d'abroger l'autonomie de la province et de la quadriller militairement. Les droits institutionnels, politiques, culturels et sociaux des Albanais sont alors supprimés, des centaines de milliers de Kosovars interpellés, des milliers arrêtés, et plusieurs dizaines tués.

Dès 1991-1992, sous la houlette du pacifiste Ibrahim Rugova, les Albanais du Kosovo organisent une contre-société : présidence, gouvernement, Parlement, écoles, universités, dispensaires. Ils déclarent alors unilatéralement leur indépendance et ouvrent une légation à Tirane. Pragmatiques, les cadres de la Ligue démocratique refusent l'affrontement avec Belgrade. Le 2 septembre 1996, MM. Rugova et Milosevic signent un accord sur la réouverture des écoles et des universités en échange de l'abstention des Albanais aux élections yougoslaves. Mais ce compromis n'a pas été mis en œuvre : d'où les manifestations des étudiants, début octobre 1997, brutalement réprimées par la police. Car les ultras de Belgrade militent depuis deux ans pour un partage du Kosovo, l'est revenant à la Serbie, l'ouest restant indépendant ou étant rattaché à l'Albanie.

Cette impasse favorise les opposants à M. Rugova : ceux-ci ont déjà fondé l'Armée de libération du Kosovo et souhaitent un dénouement militairement. L'explosion de cette région entraînerait l'éclatement de la République de Macédoine, qui a déjà bien du mal à faire face à l'irréductibilité de sa propre minorité albanaise, renforcée par l'implication directe de l'Albanie.

CHRISTOPHE CHICLET.

Grand Prix du Festival Premiers Plans d'Angers 1997

« Plus sauvage dans son humour noir que MASH... »

VARIETY

joli village
jolie flamme

du film de SRDJAN DRASKOVIC

SORTIE LE 3 DÉCEMBRE

Pourquoi l'Union soviétique a



BORIS KUSTODIEV. — « Boïcherique » (1920)

S L'URSS a disparu voici bientôt six ans, elle occupe encore une place importante dans les débats intellectuels. Des historiens, reprenant certains slogans de l'extrême droite, prétendent même organiser un « Nuremberg du communisme », comme si les réalités soviétique et nazie pouvaient être confondues. Par-delà les traits communs à Staline et à Hitler, et aux régimes dictatoriaux qu'ils mirent en place, l'Union soviétique et le III^e Reich eurent des fondements philosophiques et des trajectoires historiques profondément différents. Des décennies durant, la société soviétique a incarné les rêves les plus généreux de millions d'hommes et de femmes à travers la planète. Pourquoi ?

Par MOSHÉ LEWIN *

Au regard de l'historien, une ambiguïté remarquable caractérise le rôle et l'ascendant qu'a pu exercer la Russie au cours du XX^e siècle. Acteur complexe et imprévisible de cet « âge des extrêmes » — elle était de fait l'un de ses « extrêmes » —, la Russie a joué un rôle immense dans l'histoire de notre monde. Il n'est pas un de ses faits et gestes qui n'ait eu un quelconque écho. Cependant, quels qu'aient pu être « le bruit et la fureur » suscités sur la scène internationale, la Russie, au fond, n'a rien fait d'autre que tenter de résoudre, sans trop de succès au bout du compte, des problèmes spécifiquement russes. Elle a été, pourrait-on dire, un phénomène international malgré elle.

Phénomène fondamentalement russe donc, son histoire a été marquée d'une particularité : celle d'un pays qui n'avait pas les moyens de son empire. Sous le tsarisme déjà, la Russie ne disposait pas des ressources nécessaires pour jouer avec constance, et en profondeur, un rôle à la mesure de son statut impérial. Elle avait perdu sa capacité à défendre son territoire. Son armée, au cours de la première guerre mondiale, manquait même de fusils. Drôle d'empire, donc...

La Russie soviétique, qui ne s'est pas contentée d'en hériter, a réussi encore à agrandir le territoire, et a semblé un moment être à la hauteur de la situation. Elle est parvenue en un temps record à restaurer sa capacité à faire la guerre et à défendre ses frontières. Mais elle s'est trouvée à nouveau « embarquée » dans une réalité mondiale complexe, avec des moyens économiques et technologiques insuffisants pour assumer le rôle qui lui était échu. Elle a été cependant assez puissante — non sans une aide appréciable de l'Ouest — pour remporter la victoire sur l'Allemagne hitlérienne au cours de la seconde guerre mondiale, et il est à noter que sa technologie, dans certains domaines, a été supérieure à celle de ses adversaires. Le progrès technique se serait-il arrêté au niveau des vieilles industries lourdes qu'elle aurait été en mesure d'assumer et de maintenir son statut de superpuissance. Ce n'est pas la course aux armements, comme d'aucuns le pensent, qui a causé la mort de l'URSS, bien qu'elle ait eu son influence.

Le facteur décisif est, en fait, à rechercher du côté des « mécanismes » propres au système soviétique. Ce sont eux qui ont présidé à l'apparition, relativement précoce, de la pesanteur de ce système dans le domaine de l'innovation technologique et entravé une croissance des ressources nécessaires au développement du niveau de vie et de la créativité dans les domaines tant technologique que culturel et politique. Tout bien considéré, la course aux armements et le développement d'industries de défense ont été menés avec un certain succès. Ce qui les a rendus insurmontables à la longue a été un « handicap historique » affectant de nombreuses sphères et responsable d'un grippage du système qui serait inimaginablement survenu, indépendamment de l'intensité de la compétition internationale. Il est clair que la course aux armements a plutôt prolongé la survie du système tel qu'il était, gênant ses réformateurs avides de changements qui auraient été fatals à l'état conservateur.

Ainsi, l'infériorité qui avait rongé la Russie tsariste est venue à nouveau poursuivre, un demi-siècle après la Révolution d'octobre 1917, ses successeurs soviétiques — mais dans une conjoncture autrement plus complexe. Car, si, dans ses débuts, la tâche du nouveau régime n'était « que » de rattraper l'Ouest, plus tard cet enjeu a concerné l'Est également. C'est là que sont apparues au grand jour les lézardes dans les fondations de ce vieux empire, en dépit de la restauration effacée au cours de la période soviétique. Et la Russie actuelle, qui en est issue, peine à gérer un territoire pourtant réduit au vieux noyau de domination slave.

Mais, si l'on oublie un instant cette Russie en mauvaise passe, il vaut la peine de revenir en arrière pour se pencher sur une question essentielle : comment expliquer la fascination que l'URSS a exercée à travers le monde ? On pourrait aborder le problème sous l'angle du « jeu de miroirs » que se sont tendus réciproquement les protagonistes de cette histoire, et évoquer les images qu'ils se sont renvoyées mutuellement à diverses périodes. Le redressement occidental opéré de 1921 à 1929 reflète une Russie soviétique tenue de se remettre des ravages de la guerre civile (1917-1923), un Etat à nouveau à la traîne, et peut-être même encore davantage qu'auparavant. Puis est survenu le boom des premiers plans quinquennaux à une période où, précisément, l'autre partie semblait en pleine déconfiture, particulièrement après le krach boursier de 1929. Ces fluctuations des performances de chacun expliquent au demeurant les changements survenus dans les perceptions de l'autre. Les images se renvoyaient l'une l'autre, reflétant certaines réalités, mais en déformant d'autres — il ne saurait en aller autrement à ce « jeu de miroirs » international. La crise occidentale de 1929-1936 qui s'est jouée face au boom industriel soviétique a ainsi contribué à minimiser le caractère et l'ampleur des purges des années 30 ainsi que d'autres tares du régime, tandis que celles de l'Ouest, elles, se trouvaient amplifiées. Et chaque inversion de situation (l'URSS soudain obligée d'acheter du blé à l'Ouest par exemple) a entraîné une inversion de l'engrenage, poussant à

idéoliser les acquis de l'un et à déprécier ceux de l'autre.

La politique des nationalités menée par le système soviétique sur son territoire a constitué un autre facteur d'influence sur les hauts et les bas de son image à travers le monde. Séduisant pour beaucoup, cet « internationalisme interne » était, par de nombreux aspects, authentique et réel. L'Union soviétique constituait un empire, hérité de la Russie tsariste, mais dont les différentes composantes ethniques n'étaient pas des colonies. Ce fait a joué un rôle non négligeable dans l'attrait exercé par le portrait que l'URSS donnait d'elle-même à travers le monde et est susceptible de jouer encore un rôle dans le futur. Dans une ère qui était marquée par le racisme et le chauvinisme, un pays prêchant l'internationalisme et semblant le mettre en pratique sur son propre territoire a suscité un écho considérable, quelles qu'aient pu être les distorsions de la réalité opérées par la propagande.

Le prétendu *homo sovieticus* se sentait russe, ouzbek, tatar ou géorgien mais il acceptait également une image extra-nationale de lui-même. On pouvait ainsi voir, au sein de l'armée soviétique, des yeux en amande et des yeux bridés, des cheveux lisses ou frisés — il n'empêche, c'était une seule armée, soviétique et non russe. Bien que le régime de Staline ait entrepris de « russifier » sans ménagement le pays vers la fin de la guerre, le phénomène, paradoxalement, s'est maintenu jusqu'à la mort du système. En dépit des changements de cours politique, il est resté un trait de cet empire « international » et pourrait être considéré comme l'une des meilleures choses à mettre à son actif.

L'autre événement majeur ayant eu un immense retentissement — à savoir la défaite infligée à l'envahisseur nazi en 1945 — n'aurait pu advenir sans le décollage industriel opéré au cours des premiers plans quinquennaux d'avant-guerre. La victoire a été remportée en dépit de la terreur et des erreurs de la direction despotique du pays et a contri-

bué de fait à dissimuler les terribles méfaits de son généralissime Staline. Elle semblait justifier la politique adoptée, et ce — pour un temps tout au moins — aux yeux du monde entier. Plus tard, après la mort de Staline en 1953, le fait de parvenir à égarer l'Ouest dans la

compétition atomique et spatiale a pu être interprété comme une preuve de la supériorité de la planification et jouer comme une nouvelle justification de la politique du régime. Cela, bien que ces exploits ne puissent en aucun cas être mis au compte de la planification.

Un véritable « système de déséquilibre »

CAR, pour continuer à dissiper les chimères, c'est l'inverse qui est vrai : ce système ne savait pas planifier. Aurait-il su le faire qu'il n'aurait pas « planifié » son propre déclin et la spirale de déséquilibres qui a fini par l'engloutir. Les réalisations accomplies dans le domaine de l'espace et de l'armement ont été dues à la capacité du système à concentrer, par voie administrative, ses ressources sur des objectifs prioritaires — ce qui est tout sauf planifié. Une planification digne de ce nom aurait signifié, certes, gérer des priorités en cas de nécessité, mais n'aurait pas négligé la masse des objectifs non prioritaires (le gros de l'économie autrement dit, qui est en fait la réelle priorité). De nombreuses réalisations soviétiques, si ce n'est la plupart, ont résulté de cette gestion pour le moins chaotique consistant à jongler avec les priorités, au fur et à mesure qu'apparaissaient de nouveaux goulots d'étranglement nécessitant de nouveaux correctifs.

C'est là, au fond, la caractéristique des économies en temps de guerre. « Maillon dominant », « objectifs prioritaires » — le vocabulaire politico-administratif préconisant une telle stratégie et se glorifiant de gérer ainsi les choses reflète bien cette approche de la gestion de la croissance économique, tout au moins dans les premiers temps. Mais lourd a été le prix à payer pour cette façon de jongler avec les « objectifs prioritaires » au détriment de « tout le reste » : de nouveaux déséquilibres n'ont cessé de se former, rougeant et bloquant les sphères sociopolitique et économique jusqu'à ce que l'URSS se transforme, au début des années 70, en un véritable « système de déséquilibre ».

En d'autres termes, le pays était administré et non planifié, les plans quinquennaux n'étant guère qu'un indicateur consignait chiffres et *desiderata*. Mais, en dépit de la réalité, la prétention affichée à planifier a souvent été prise pour argent comptant et a joué comme un élément essentiel de l'ascendant idéologique et politique exercé par la Russie soviétique.

Cependant, l'élément-clé de cet ascendant sur le monde a résidé dans l'idée, littéralement martelée par la propagande, selon laquelle le système soviétique représentait un cas singulier d'alternative au capitalisme, n'ayant jamais eu son pareil dans l'histoire. Cette propagande, aux accents plus ou moins convainquants, était destinée à l'Ouest, mais la crédibilité de ces prétentions y allant de crescendo, elle s'est développée également en direction de l'Est et de l'Asie du Sud-Est. Système et culture alternatifs, socialisme en cours d'édification ou déjà édifié, « Etat marxiste » même comme on peut encore l'entendre — les termes, repris (pour des raisons évidentes) par la droite, mais de plus en plus rejetés par la gauche, n'en ont pas moins continué à maintenir les pays occidentaux en état d'alerte et à les



LE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION LORS DES JOURNÉES D'OCTOBRE 1917

L'URSS

7 novembre 1917 : la prise du palais d'Hiver de Petrograd marque le début de la révolution d'octobre. Le nouveau régime soviétique est né. La guerre civile a commencé. 1918-1922 : avec le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), la Russie soviétique se retire de la guerre avec l'Allemagne. 30 décembre 1922 : constitution de l'Union des républiques soviétiques. 21 janvier 1924 : mort de Lénine. 1928-1934 : au réalisme de la Nouvelle Politique, la collectivisation à la campagne, tandis que la planification impule une industrialisation à marche forcée. La croissance économique est remarquable, mais elle se fait au prix de souffrances, de la famine, de la répression. 1^{er} décembre 1934 : l'assassinat du dirigeant oukraisien, Sergueï Kirov, déclenche une répression massive. Les procès de Moscou (Zinoviev et Goumouline en 1937, Nikoïaï Boukharine en 1938) s'accompagnent de milliers d'arrestations et de déportations. 23 août 1939 : pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. 21 juin 1941 : l'Allemagne nazie envahit la Russie soviétique. 1943 : la Grande Guerre patriotique — qui fera mourir jusqu'à 20 millions de Russes — mène à la victoire. 5 mars 1953 : décès de Staline. Février 1956 : dans son rapport à huis clos des députés du PCUS, Nikita Khrouchtchev dénonce les « erreurs » de Staline. Octobre 1964 : la prise de pouvoir de la voïvode Nikita Khrouchtchev marque le début d'une tentative de réformes économiques et sociales, mais elle se termine par la dégradation des conditions de vie, qui se fait sentir au pouvoir. Mars 1985 : après les secrétaires généraux de la PCUS, Mikhaïl Gorbatchev prend la tête du PCUS et lance la perestroïka, une politique de réformes économiques et sociales. 9 novembre 1989 : la chute du mur de Berlin marque le début de la fin de la bipolarité. 21 août 1991 : le putsch conservateur avorté précède la dissolution de l'URSS. 8 décembre 1991 : Les présidents de la Russie, de l'Ukraine et du Kazakhstan déclarent la dissolution de l'Union soviétique et la création de la Communauté des Etats indépendants.

GÉOPOLITIQUE DU CHAOS

Ignacio Ramonet

Géopolitique du chaos

Ignacio Ramonet

Gallée

Collection "L'espace critique"

Le directeur du Monde diplomatique propose une grille de lecture originale, judicieuse et claire pour bien comprendre l'actuel désordre du monde.

Mondialisation, cyberculture et chaos politique

Dans ce monde interdépendant, la protection de l'environnement relève désormais de la haute politique. Il faut des réponses globales à des questions cruciales sur la démographie, la techno-science, l'effet de serre, le sous-développement, le système de sécurité, etc. Mais l'ouvrage des défis fait douter du futur.

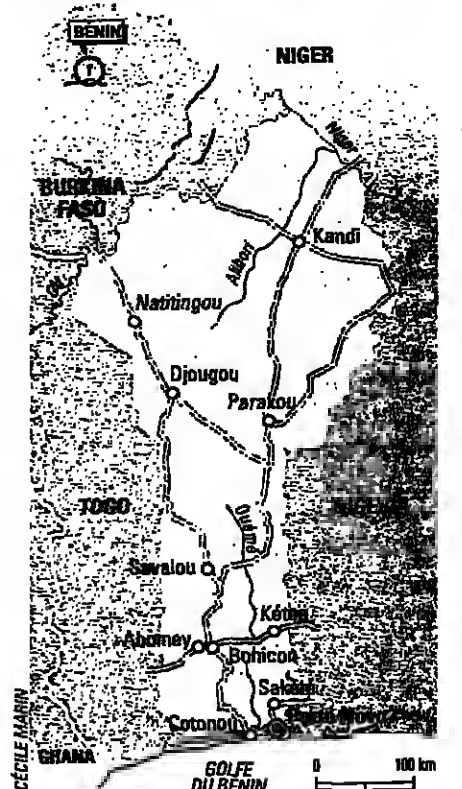
Le rythme précipité et la profondeur des transformations géopolitiques, en cette fin de millénaire, changent le sens et la perception de notre état. Annonce-t-elles une ère de grandes turbulences ? Beaucoup le craignent qui constatent à quel point la chute des régimes d'Europe de l'Est, l'unification allemande, la guerre du Golfe, l'éclatement de l'URSS, la mondialisation de l'économie, la renaissance de la Chine, la nouvelle hégémonie des Etats-Unis et la double faillite du communisme et de l'ultralibéralisme bouleversent la donne stratégique dessinant un nouveau paysage planétaire. A quel ressemblance celui-ci ? Quels Etats, quelles forces, quelles idées émergent dans ce contexte ? Quel est le système de pensée dominant ? Quelles chances, quels risques pour le citoyen ?

هذا من الاصل

BÉNIN

Une démocratie apaisée

Jadis champion de l'instabilité et des coups d'Etat, l'ancien Dahomey connu, de 1972 à 1990, une période « révolutionnaire », sous la direction de militaires tentés par un « marxisme tropical », qui donnèrent au pays le nom de Bénin. La vague de contestation des années 90, encouragée la chute du mur de Berlin, puis par le discours de La Baule, emporta un régime qui n'avait plus de socialiste que le nom. Pour la première fois en Afrique, une conférence nationale, se proclamant « souveraine », ordonnait et obtenait un changement politique majeur dans le calme. Les institutions devaient ultérieurement prouver leur solidité en permettant, en 1996, le retour par les urnes de l'ex-dictateur « rouge »...



Transition politique en Afrique de l'Ouest

Par JEAN-LUC APLOGAN*

C'ÉTAIT en décembre 1989. Les anciens slogans « Prêts pour la révolution ! » n'étaient déjà plus d'actualité. La grève était générale et illimitée. L'administration était bloquée, le système financier à la dérive, la Banque commerciale du Bénin, par exemple, ayant été jusqu'à « manger » quarante-trois fois le montant de son capital...

A la tête d'un régime en déroute, le général Mathieu Kérékou, eu pouvoir pendant dix-sept ans, joua son va-tout : dans un communiqué du bureau politique du Parti pour la révolution populaire du Bénin, il affirme que le marxisme-léninisme n'est plus désormais le guide de la philosophie du pays et que le socialisme scientifique n'est plus son mode de développement...

* Journaliste, Cotonou.

L'ancien « dictateur marxiste » accepte, dans la foulée, la convocation d'une conférence nationale des forces vives de la nation, à laquelle les militaires souscrivent d'autant mieux qu'ils entendaient, par cette formule, la possibilité d'une évasion providentielle. Et d'une éventuelle récupération à leur profit de la protestation populaire.

Mal leur en prend. A leur grande surprise, la conférence se proclame « souveraine ». En dix jours seulement, cette institution d'un genre nouveau en Afrique provoque un profond bouleversement de la vie et des conceptions politiques du pays. Bien avant le fameux discours du président François Mitterrand au sommet franco-africain de La Baule (1), elle décrète la démocratie pierre angulaire de la vie publique et lance le Bénin dans la transition.

De nombreux pays tenteront alors de lui emboîter le pas : mais

les conférences nationales au Congo, au Tchad, au Togo, au Zaïre, voire à Madagascar, le plus souvent intarminables et houleuses, ne réussirent pas à égaler leur modèle béninois, que ce soit en efficacité ou par l'ampleur des décisions adoptées.

Il avait été décidé, lors de la réunion à Cotonou, de mener un temps pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution. On décide, au passage, d'instaurer une règle des « soixante-dix ans maximum », qui écartait plusieurs anciens chefs d'Etat - M. Hubert Maga, premier président de l'ancien Dahomey, ainsi que MM. Emile-Dezobry Zinsou et Justin Ahomadégbé - causant tous encore quelque émotion politique.

Suivirent les consultations électorales législatives, puis l'élection présidentielle. Cette dernière fut favorable à M. Nicéphore Soglo, inspecteur des finances et long-

temps administrateur à la Banque mondiale, à Washington : un gestionnaire, dont la carrière politique verra contrastait avec le passé déjà chargé du général Kérékou, président durant quinze ans d'un régime qui avait fini par paraître « infernal » à beaucoup de Béninois. Cette période du début des années 90 fut propice aux libertés : plus de cent partis politiques virent le jour et autant de journaux privés, qui constituent un acquis irréversible.

Naguère négative, la tendance de la croissance économique s'inversa très rapidement grâce, notamment, à un assainissement des finances publiques et à la restructuration du système bancaire. Un redressement spectaculaire opéré en liaison étroite avec le Fonds monétaire international et avec la Banque mondiale : 6 300 fonctionnaires furent jetés à la rue - « défilés », comme on dit

au Bénin. Leurs familles savent désormais ce que les institutions internationales entendent par « dégraissage de la fonction publique ».

En revanche, le pays bénéficie, durant cette période, d'une appréciable « prime à la démocratie », sous la forme de dons, prêts et subventions : au total, 200 milliards de francs CFA auront ainsi été mobilisés en cinq ans. Parallèlement, le nouveau régime béninois, souvent cité en exemple, tenait sa place sur la scène internationale : le président Nicéphore Soglo présida à deux reprises la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et accueillit le cinquième sommet de la francophonie à Cotonou, en décembre 1995.

Si les qualités de gestionnaire du président Soglo n'avaient pas été contestées, le style de l'homme en avait irrité plus d'un. Ses adversaires lui reprochaient pêle-mêle

une certaine arrogance, un esprit de clan et parfois une tendance à régler au famille les affaires de l'Etat. Le Parlement ne laissait d'ailleurs passer aucune occasion de lui compliquer la tâche, refusant à l'occasion de voter les lois ou d'adopter le budget. Il dut également faire face à la froidure, voire à l'hostilité, de plusieurs voisins, notamment des régimes militaires, qui ne voyaient pas toujours d'un bon oeil ce président issu, au moins indirectement, d'une Conférence nationale.

En outre, en prévision de l'élection présidentielle, l'Assemblée avait « inventé » une Commission électorale nationale autonome (CENA) qui court-circuitait le ministère de l'Intérieur, sanctuaire habituel des « cuisines électorales ».

(Lire la suite page IV.)

(1) Le chef de l'Etat français avait lancé l'idée, en 1990, d'une « prime à la démocratie » pour les régimes africains se dotant de constitutions pluralistes.



SO.BE.MA.P.
Société Béninoise des Manutentions Portuaires

Près de 30 ans d'expérience

A VOTRE SERVICE PORTUAIRE

- Manutention bord (conteneurs - ro-ro - conteneurs vraciers).
- Transbordement (bord/terre - navire - bord/terre).
- Manutention terre.
- Réception, garde et livraison des marchandises.

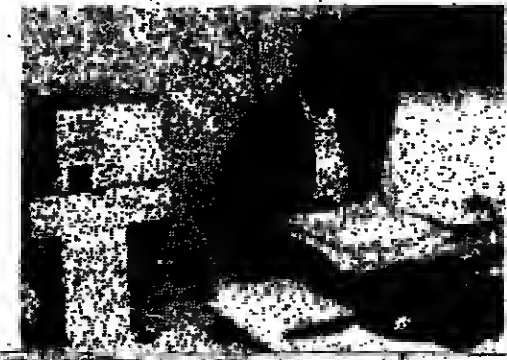
- Positionnement, dépotage, groupe dégroupage des conteneurs.
- Locations (engins et main d'œuvre).
- Nettoyage et petites réparations de conteneurs.



DE GRANDES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES



DES EQUIPEMENTS DE MANUTENTION AU SERVICE DES OPERATIONS DE MANUTENTIONS



UN SYSTEME D'INFORMATIQUE INTEGRE

- 3 postes à quai (ro-ro - conteneurs conventionnels).
- 6 magasins-cale.
- 1 magasin de groupage et de dégroupage.
- 1 terminal à conteneurs.
- 1 aire de groupage et de dégroupage.

- de 50 chariots
- de 20 grues
- de 20 tracteurs et remorques
- de très nombreux divers équipements

- Service facturation clients.
- Gestion des navires.
- Gestion du terminal à conteneurs.
- Gestion du parc d'engins.
- Gestion du personnel et de la comptabilité.

* Des structures efficaces de sécurité au service des manutentions.

* L'atelier-garage le mieux équipé de la région.

La SO.BE.MA.P.

AUJOURD'HUI, UNE RÉFÉRENCE RECONNUE. DEMAIN, UN MODÈLE CERTAIN.

LE COMMERCE INFORMEL,

La « grande débrouille » ou le

Par HUBERT PROLONGEAU *

A peine teintées par les rayons jaunes du soleil naissant, les maisons sur pilotis de Ganvie, cité lacustre devenue l'orgueil touristique du Bénin, ont l'air de cocons accueillants. Les bras rompus par l'effort, Patrick Soule accoste. Sur le devant de sa petite barque s'entassent plusieurs bidons remplis d'essence et quelques caisses de soda. D'un sifflement, il hèle sa femme, qui descend pour l'aider à décharger. Il est 8 heures du matin. Il y a deux heures, au crépuscule, il partait à la rampe vers la frontière nigériane se réapprovisionner.

Vers 10 heures, ses clients viendront. Le premier est même là, en avance. C'est une femme maigre, un visage poupin d'a peine seize ans. De sa Mobylette, elle décroche un bidon en plastique de 50 litres. Patrick le remplit. Une discussion commence. D'abord, le bidon est un « bombé ». Dilaté au soleil par le chaleur, il contient au moins 5 ou 6 litres de plus que les 50 annoncés et l'évaluation du surplus pose problème. Ensuite, le prix est augmenté. Aujourd'hui, le bidon coûte 9 000 F CFA. C'est plus que la semaine dernière, mais les tarifs changent tous les jours.

Virginie remonte sur sa Mobylette et part au marché de Topka. Arrivée sur place, elle s'arrête, descend l'essence, attrape des bouteilles d'huile et commence elle-même à faire son mélange. Elle vendra le litre 150 F CFA. Deux ou trois jours lui suffisent à écouler un bidon. Au bord de la route, les vendeuses s'installent. Chacune d'entre elles travaille dans son coin. Aucune organisation, aucune fédération n'est encore venue les unir. « Il n'y a pas de travail, raconte le frère de Virginie. Nous sommes bien obligés de

commercer. Autrement, il n'y a plus que de la délinquance. » Vrai quant à l'ampleur du chômage, l'argument est exagérément égoïste : la délinquance fait souvent partie des activités annexes des vendeurs.

Contrebande ? Le mot, chargé d'illégalité, apparaît incongru tant la tolérance est grande. Tout au plus des policiers en quête de troisième mois passent-ils, de temps en temps, racketter quelques vendeurs et casser deux ou trois états. Le temps qu'ils en aient fini avec le premier, le téléphone arabe a fait son travail et les bords de route sont vierges. Une demi-heure après, tout le monde est de retour.

Le Nigeria pourvoyeur attiré

Pour tout le petit peuple de Cotonou, paysans venus à la ville, « défilés » du service public, chômeurs et mendiants, il n'est pas d'autre recours que cette illégitimité tolérée. Du Nigeria voisin, où les produits manufacturés sont beaucoup moins chers, tant à cause du faible coût de la main-d'œuvre que de celui de l'électricité, le monde traverse une frontière poreuse.

Il n'est que de se promener dans le grand marché de Dantokpa, l'un des plus gros d'Afrique de l'Ouest, pour s'en convaincre. Dans ce vaste agglomérat de boutiques massées au bord du nouveau pont de Cotonou, près de rives envahies par les ordures et transformées en latrines publiques, se multiplient les magasins les plus hétéroclites. Aux empaillages attendus de poissons, de légumes ou de baignets frits succèdent des étalages de bouteilles d'alcool, de produits de beauté, voire de magnétoscopes et de baladeurs.

Ce sont les mêmes que l'on re-

trouve sur le bord des routes, au long des « goudrons » qui permettent d'entrer et de sortir de Cotonou. A Mémontin, quartier pauvre du nord de la ville construit enrichissement et menacé de démolition par le cadastre, Julie s'apprête à commencer sa journée. A la main elle tient une clochette, qu'elle agite pour signaler son passage. Elle est vendeuse de médicaments. Dans son sac, en vrac, s'entassent aspirine, Ercéturyl, paracétamol, Effergal... Elle va les acheter au marché, où ils sont arrivés par passagers de la frontière nigériane. « De plus en plus, les vendeuses prescrivent, constate le docteur Yves Sossou. Cela ne va pas sans conséquences : des insuffisances rénales dues aux abus de sulfamides, par exemple. » Mais Julie vend ses médicaments six fois moins cher que les pharmacies. Dans les mégasins de la zone commerciale, autour de l'église Notre-Dame, le rapport est souvent le même.

Le Nigeria voisin est ainsi devenu le pourvoyeur attiré du petit commerce béninois. Les coûts de production y sont beaucoup plus faibles (électricité à bon marché, salaires faibles) et les prix, intéressants. L'essence vaut, par exemple, moins de 6 F CFA la litre au Nigeria, contre 150 F CFA au-delà de la frontière. Tissus, pièces détachées de voitures, hi-fi, sodas viennent ainsi clandestinement inonder de façon quasi officielle les marchés béninois.

« Le niveau de vie a beaucoup baissé. La démocratisation s'est accompagnée d'une soumission totale aux impératifs du FMI. Et la dévaluation du franc CFA n'a rien arrangé. Nous sommes plus pauvres aujourd'hui qu'hier, explique M. Jérôme Badou, journaliste. Sans ces à-côtés, l'explosion sociale ne pourrait plus être contenue. »

« A-côtés », vraiment ? Le système est presque devenu un modèle pour tous. Et l'Etat lui-même s'y livre de façon quasiment officielle. Sa technique est différente. Il favorise la réexportation vers le Nigeria de produits comme le riz, introuvables à Lagos, soit par pénurie, soit par interdiction à l'importation de l'Etat nigérien, désireux de valoriser par protectionnisme une agriculture de toute façon insuffisante face aux besoins de la population.

Pour le Bénin, ce type de relation avec son voisin n'a rien de neuf. Couloir exigu descendant l'entière-pays sahélien, créé pour permettre à la France d'envoyer une petite part du goitre du Bénin, contrôlé par les Anglais et les Allemands, l'ex-Dahomey n'e guère de ressources propres à offrir. Cette situation géographique l'a toujours porté vers le commerce qui, légal ou illégal, représente aujourd'hui 40 % du PIB alors qu'il ne concerne que 25 % de la population active, contre 62 % pour l'agriculture (1).

Une extension du concept de nation

L'histoire avait sculpté le cadre où s'épanouit aujourd'hui le commerce informel. Les deux plus anciens groupes ethniques, les Baribas et les Fons, ont toujours vécu de ce qu'ils arrachaient aux voisins. Les Baribas pratiquaient abondamment la razzia, les Fons se sont lancés dès le XVIII^e siècle dans une économie de traite d'esclaves dans un premier temps, d'huile de palme dans un second. Cette dernière a perduré pendant l'époque coloniale. L'Etat a donc toujours trouvé l'essentiel de ses ressources hors du territoire national.

Cette économie de traite s'est dégradée à la fin des empires coloniaux. La euccession de coups d'Etat qui occabla alors le petit pays vient aussi de son incapacité à trouver seul les moyens de sa croissance. La stabilité revient en 1972. C'est aussi, dès l'année suivante, le premier choc pétrolier nigérien. En plus du pétrole nigérien, les phosphates togolais et l'uranium nigérien créent autour du Bénin la richesse où il va puiser. L'économiste John Igue y voit même une extension de la notion de nation qui ajoutait, au pays lui-même, ce qu'il appelle des « périphéries nationales » : ces zones frontalières où se fait le commerce informel.

Aujourd'hui, ce sont elles qui déterminent la bonne santé ou non du pays. Il suffit que s'affaiblisse leur action, quand les voisins entrent en phase de récession ou, comme le Nigeria en 1984, renforcent féroce leur protectionnisme, pour qu'immédiatement les effets s'en fassent sentir. « Les forces qui font bouger la nation aujourd'hui ne viennent pas de l'intérieur du pays », dit M. John Igue (2).

Principale puissance économique de la région, le Nigeria, devenu beaucoup trop dépendant de son pétrole, était également victime d'un exode rural qui le faisait manquer de produits agricoles de base. En faisant de la réexportation une véritable stratégie d'Etat, le Bénin s'est mis à importer cinq fois plus de riz ou de blé qu'il n'était nécessaire à sa consommation et l'a fait passer chez son voisin de façon plus ou moins évidente. Déclarée marchandise en transit, les produits importés repartaient tout de suite vers le Nigeria, transformant le Bénin en un véritable Etat-entrepôt dont la richesse n'était créée que par ces échanges.

De temps en temps, les rela-



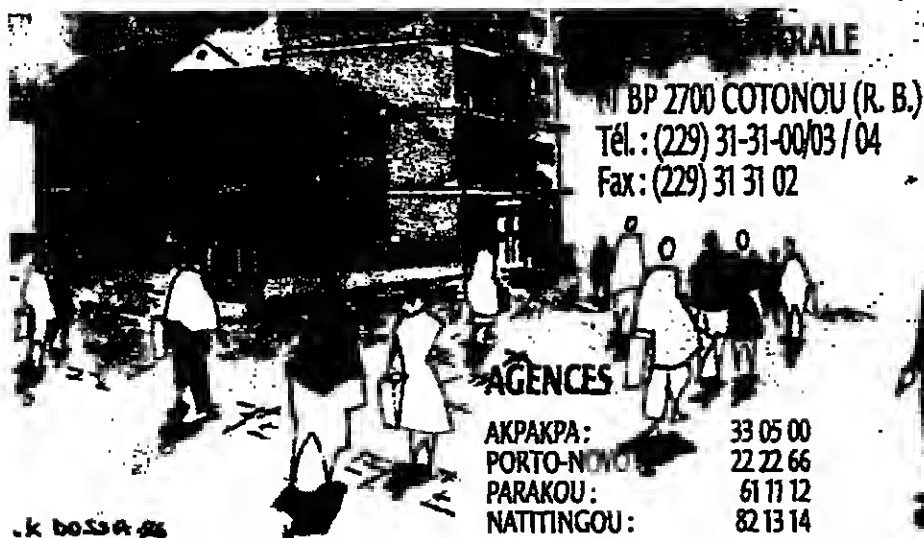
LES DIEUX DE PRIX

tions se tendent à la suite d'un durcissement nigérien. En 1993, toutes les stations-service proches de la frontière ont été repoussées à plusieurs kilomètres, créant un no man's land aux portes du pays. Depuis l'élection de M. Mathieu Kérékou en 1996, un rapprochement entre le nouveau chef de l'Etat et le président nigérien Sani Abacha inquiète. Les deux hommes souhaiteraient réglementer le commerce informel. Mais le système n'a encore jamais été réellement remis en cause.

Chaque produit a son histoire :

(1) Rapport Hardi, ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat.
(2) Lire, à ce sujet, « L'Etat-entrepôt au Bénin », John Igue et Bio Soule, Karthala, Paris, 1991.

FINANCIAL BANK REPRÉSENTANT DE VISA INTERNATIONAL



AGENCES
AKPAKPA: 33 05 00
PORTO-NOVO: 22 22 66
PARAKOU: 61 71 12
NATTINGOU: 82 13 14

VOTRE AMBITION EST LA NÔTRE
VOTRE CONFIANCE EST NOTRE FIERTÉ



La route avance

COLAS BENIN

Partenaire depuis près de 40 ans



Routes • Aéroports • VRD
Génie Rural • Travaux portuaires • Terrassements



SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS DU BENIN

Route de Porto-Novo - PK4
BP 228 - COTONOU - BENIN
Tél. : 00 229 33 40 10
Fax : 00 229 33 06 98

POUR VOTRE COUNTRY

NATIONAL ET INTERNATIONAL



HERITÉ - SERVICE
BENIN EN QUELQUES
AFRIQUE ET L'EUROPE
AMERIQUE ET L'ASIE
ENLEVEMENT DE
SUR SIMPLE APPEL

EMS - BENIN
Généraliste
BENIN Télécommunications
Centre d'opérations



هكذا من الاصل

SUBSTITUT AU DÉVELOPPEMENT

modèle de l'entrepôt

frontière pa
informel »

Igolo est l'un des postes-frontières les plus fréquentés. Avant d'y arriver, la route, jusqu'à droite, se met à monter et descendre en une suite de vallonements, et les barrières frontalières apparaissent soudain. Un village s'est développé autour. Les maisons n'y sont souvent que de simples cabanes. Sur les bords attendent de gros camions qui regorgent de vêtements ou de sacs de riz. A la frontière elle-même, devant les bâtiments peints en vert, un groupe de gens piétine, attendant de passer. En face, la ville jumelle nigérienne d'Ikroko ébruite de vestes entrées de produits manufacturés.

Apaiser les tensions sociales

« Les douaniers sont plus ou moins émbarqués, raconte un camionneur, placidement allongé dans un hamac accroché entre deux poteaux, y a-t-il ? Murs où nous font attendre, d'autres où ça passe tout seul. Mais on s'arrange toujours. » En fait, les transporteurs paient leur passage, mais à un tarif réduit. Un forfait relativement faible est demandé à chaque camion, inférieur en tout cas à ce qu'exigerait la réelle valeur de la marchandise exportée. Les lettres ne sont pas identifiées dans le détail, et le somme collectée avertit aussi souvent dans la poche du douanier que dans la poche d'un transitaire, et la société Betrevco, créée à l'occulte des formalités douanières en négociant le prix en gros du dédouanement.

En moyenne, les sommes à payer tournent autour de 15 % de la valeur déclarée de la marchandise. Cette minime mise d'une

société est rare : les trafics sont, dans l'ensemble, très individuels. Beaucoup de Baniinois vont à Lagos acheter trois bassines de ne la journée et reviennent chat eux le soir. L'existence des mêmes ethnies d'un côté et de l'autre de la frontière favorise ces échanges. Les treccesserries coutumières, telles que les fréquents contrôles volants sur la route, relèvent plus du racket que du maintien de l'ordre.

A Krake, plus au sud sur la frontière, au terme d'une route jalonnée de publicités pour de nombreuses sectes évangéliques, la même cheikh s'offre au yeux. Les premières personnes à se manifester sont les changeurs d'argent. Le noir, monnaie nigérienne, s'étale étendue sur le marché parallèle des changes, les commerçants cherchant à l'échanger soit contre des francs CFA, soit, plus rarement, contre des francs français ou des dollars. Des entrepôts frigorifiques dressent sous les frénétiques du palmier, des bœufs et des moutons du village occupent le centre du bon défilé. Des Mobysta couverts de bidons d'essence comme d'une carapace passent. Certaines maisons d'habitation sont transformées en entrepôts

Id., les pistes parallèles sont nombreuses. Tous les produits à réexporter sont reconditionnés sur place avant de partir par le fort. Des hommes proposent aux nouveaux de leur montrer des chemins, certains se présentant comme des douaniers nigériens. Le riz est porté par des centaines de petits passeurs, essentiellement des femmes. L'œil alerte, les « *kélibés* » veillent. Ces indicateurs utilisés par la police signalent les nouveaux arrivants, les émigrants, les gens bizzars... En remonte la piste du fort, on aperçoit des guerriers armés, une petite courtoisie guerrière. A Kaboua, c'est en bac que passent les marchandises. Plus haut, à

Ponto, c'est une véritable gare de pirogues qui accueille les chargements.

L'intérêt pour le Bénin est évident. L'Etat gagne, dans les réexportations, une source importante de rentrées fiscales et, dans le contrebande, un moyen inespéré d'apaiser les tensions sociales. Le consommateur trouve des produits nigérians à un prix moins cher que leurs équivalents européens. Les commerçants qui en vivent ne feraient pas forcément autre chose, même si les gains sont dérisoires. Les seuls mécontents sont les entreprises béninoises officielles, obligées d'intégrer le coût de la contrebande à leur bilan. La Sonitco (fabricante d'huile et de savon), la Sobesta (société de distribution d'huile) ou la Sobetex (Société béninoise de textiles) sont grise mine. Mais leurs revendications ne pointent dans le consensu.

Une porte ouverte

Au Laos, les chercheurs en sont à se poser la question de savoir si ce commerce informel peut offrir un nouveau type de développement, même au prix d'une dépendance très forte du Bénin par rapport au Nigeria. « Ce type de système se rencontre de plus en plus », constate l'un des collaborateurs de M. John Igue. La Gambie, le Togo jouent de plus en plus ce rôle dans la région. Et l'on commence à s'apercevoir que, à une échelle plus importante, le Vietnam est dans la même position par rapport à la Chine. Comme s'il y avait là, dans cette fonction d'entrepôts, une porte ouverte pour des États sans beaucoup de ressources propres... »

HUBERT PROLONGEAU.

L'accouchement difficile d'une démocratie

Superficie : 112 622 km².
Population : 5 574 000 habitants (1996).
Densité : 49,5 habitants / km².
Taux annuel de croissance démographique : 3,3 %.
Répartition ethnique : Fons (39,7 %), Yorubas (12,1 %), Adjis (11,1 %),
 Baribas (8,6 %), Houedes (8,6 %), Sontas (6,6 %), Feuls (5,6 %), autres
 (7,7 %) (1992).
Taux d'alphabétisation des adultes : 37 % (hommes 48,7 %, femmes
 25,8 %).
Répartition de la population : urbaine, 41 %; rurale, 59 % (1994).
Villes principales : Cotonou, Porto Novo (capitale), Djougou, Abomey,
 Parakou.
Régime : Démocratie multipartite.
Religions : animistes 70 %, catholiques 15 %, protestants 5 %, musulmans
 10 %.
PNB : 1,95 milliard de dollars (1994).
PNB / habitant : 370 dollars (1994).
Dette : 1,51 milliard de dollars (1994).
Principales ressources : agricoles (coton, palmier à huile), minières
 (pétrole) ; moins de 200 000 tonnes / an).

Quelques dates

- 27 juin 1884 : La France prend possession des royaumes traditionnels d'Abomey, Allada et Porto Novo, qui forment la colonie du Dahomey, intégrée dans l'Afrique-Occidentale française en 1904.
- 4 décembre 1958 : Proclamation de la République du Dahomey. Trois partis dominent la vie politique.
- 1^{er} août 1960 : Indépendance du Dahomey et adoption d'une deuxième Constitution. Création d'un parti et d'un syndicat uniques.
- 2 octobre 1963 : Un coup d'État met au pouvoir le colonel Christophe Soglo, suivi d'un retour à la gestion civile en 1964.
- 22 décembre 1966 : Deuxième coup d'État du général Soglo, qui assimile les dépenses publiques et fait réprimer les syndicats.
- 17 décembre 1967 : Quelques commandos parachutistes dirigés par M. Maurice Kouandété renversent le gouvernement du général Soglo, établissent un régime présidentiel à parti unique et nomment M. Émile Derlin Zinsou président.
- 10 décembre 1969 : Le président Zinsou est renversé par un coup d'État et remplacé par une direction militaire.
- 26 octobre 1972 : Putsch du général Mathieu Kérékou, qui suspend la Constitution.
- 30 novembre 1975 : Le Dahomey devient la République populaire du Bénin, avec parti unique d'inspiration marxiste-léniniste. Le général Kérékou en sera le président jusqu'en 1990.
- 1998-1999 : La grave crise économique qui ébranle le pays entraîne l'intervention du FMI et de la Banque mondiale.
- 19-28 février 1999 : Une Conférence nationale prépare le passage à la démocratie et à la multipartisme. L'adoption d'un premier ministre, M. Nicéphore Soglo, à la tête d'un gouvernement de transition.
- 24 mars 1999 : Première élection présidentielle démocratique, remportée par M. Soglo.
- 24 mars 1996 : Élection à la présidence de l'ancien dictateur, le général Kérékou, devant le président sortant, M. Soglo.

POUR VOTRE COURRIER ACCÉLÉRÉ
NATIONAL ET INTERNATIONAL



CÉLÉRITE SECURITE ECONOMIE

LE BENIN EN QUELQUES HEURES
L'AFRIQUE ET L'EUROPE ENTRE 24 ET 48 H
L'AMÉRIQUE ET L'ASIE ENTRE 48 ET 72 H
 ENLÈVEMENT DE VOS OBJETS
 SUR SIMPLE APPEL TÉLÉPHONIQUE

EMS - BENIN A COTONOU

EMS-BENIN Tél. : 31 41 16 - 31 32 81
Ganhi Tél. : 31 20 45 à 49 poste 4081
Télécommerce : Tél. : 30 01 63
Centre de tri :

EMS – BENIN

AUTRES POINTS DE CONTACTS

BOHICON Tél. : 51 02 13
PARAKOU Tél. : 61 20 80
PORTO-NOVO Tél. : 21 25 11



**Continental
Bank-Bénin**

Née de la reprise du Crédit
Lyonnais Bénin en novembre 1995,
CONTINENTAL BANK-BENIN est une
banque locale à vocation universelle.

**Pour ses opérations extérieures,
CONTINENTAL BANK-BENIN
utilise essentiellement les réseaux du
Crédit Lyonnais et de CITIBANK NA.**

CONTINENTAL BANK-BENIN

**Société Anonyme au Capital
de 3.600.000.000 FCFA.**

RC N° 16584-B. Agrément N° B.0067 M

Siège Social :

Carrefour des Trois Banques - Avenue Pape Jean-Paul II
01BP 2020 RP - Cotonou - République du Bénin

Tél. (229) 31 24 24 - Fax (229) 31 51 77
Télex 5151 CONTBK CTNOU

Transition politique en Afrique de l'Ouest

(Suite de la page 1)

Bref, au terme de son quinquennat, toute la classe politique se trouvait dressée contre la président Soglo, y compris ceux qui avaient favorisé sa désignation à la tête de l'Etat, comme M. Albert Tovoédjré, opposant légendaire, ou M. Adrien Houngbédji, président de l'Assemblée nationale. Mers 1996 vit donc le retour de l'ex-président rouge, M. Mathieu Kérékou, cette fois par la voie des urnes, très démocratiquement. Sa candidature avait été assidue, notamment, en raison du poids électoral dont il jouissait encore dans le nord du pays.

C'est M. Nicéphore Soglo, nettement battu mais tenté de contester les résultats, qui fit alors figure de « mauvais perdant ». Et s'il dut renoncer à ses velléités contestataires, c'est sans doute en raison de l'autorité déjà acquise sous son propre règne par le Cour constitutionnel, la plus haute juridiction du pays.

La « Dame de fer »

Cette institution, mise en place dans la foulée de la Conférence nationale, constitue un élément essentiel de la charpente démocratique du Bénin, même si son complément – la Haute Cour de justice, prévue pour juger les gouvernants – n'a pas encore vu le jour et si la libéralisation effective des ondes a pris quelque retard : la loi sur le démantèlement du monopole d'Etat n'a été votée que le 3 septembre 1997, et les promoteurs de stations de radio et de télévision privées devront attendre un dernier feu vert de la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), créée en juillet 1994, avant de pouvoir innover les ondes.

La Cour constitutionnelle, mise en place dès juin 1993, est présidée par une magistrate en retraite, M^{me} Elisabeth Pognon, sumom-

mée le « Dame de fer », avec cependant une nuance de déférence affectueuse. Le Cour comprend sept « sages », tous juristes chevronnés, ainsi qu'un ancien chef d'Etat, M. Hubert Maga. Son impartialité est devenue très vite légendaire. La Cour a rendu à ce jour quelque 380 arrêts, annulant certains résultats d'élections législatives, comme celui, en 1995, de l'épouse du chef de l'Etat en exercice, M^{me} Rosine Soglo. En avril 1996, elle a également annulé la prestation de serment du président élu, M. Mathieu Kérékou, à la requête de deux citoyens béninois : le nouveau chef de l'Etat avait omis un passage du texte sacramentel (2).

Le « modèle béninois » ne brilla cependant plus du même éclat : M. Mathieu Kérékou, même assagi et s'accommodant apparemment fort bien du nouveau cadre légal, séduisit moins que son prédécesseur. Son style de gouvernement n'a guère évolué : il passe pour laisser volontiers « pourrir » certaines affaires et n'intervient que rarement, et parfois trop tard, pour tenter de « rattraper » un dossier en perdition. En revanche, son régime s'est vu décerner en 1996 un satisfecit par Amnesty International : il n'y eut au Bénin ni prisonnier politique ni journaliste emprisonné.

Pour M. Bruno Amoussou, le président de l'Assemblée nationale (3), autant l'actuel chef de l'Etat est « un rassembleur », autant son prédécesseur, M. Nicéphore Soglo, représentait « un risque d'implosion pour le pays, malgré ses qualités de gestionnaire ». Il est vrai, relève un autre analyste, qu'il est malaisé de conduire rationnellement une coalition dominée par de « grosses pointures » politiques, au sein d'un « gouvernement de chais de partis ».

« Au plan interne, poursuit M. Bruno Amoussou, les forces qui

animant la vie politique au Bénin n'ont pas su capter la confiance de la population. L'enthousiasme de la conférence nationale s'est progressivement estompé dès 1993 ; la désillusion est grandissante. L'espoir avait culminé lors de l'élection présidentielle de 1996, beaucoup voyant dans la désignation de M. Mathieu Kérékou un sur-saut, une volonté de renouveau, le retour à une nouvelle transition, une sorte de résurrection du fait démocratique béninois. Malheureusement, il y eut beaucoup de déceptions, d'incertitudes et d'hésitations, qui ont accru la déception de nos concitoyens. »

Nouveaux emplois

M. Albert Tovoédjré a été l'un des principaux acteurs de la coalition qui a permis à l'ancien président Kérékou de revenir au pouvoir. Longtemps numéro deux du Bureau international du travail (BIT), ancien rapporteur général de la conférence nationale et résolulement hostile à la présidence de M. Nicéphore Soglo, il est l'actuel ministre du Plan et de la restructuration économique, en charge de la promotion de l'emploi. Inversement du slogan « 20 000 emplois par an », destiné à lutter contre ce qu'il appelait « le soutien aveugle » de M. Nicéphore Soglo aux plans d'austérité du FMI et de la Banque mondiale, il affirme avoir favorisé, depuis avril 1996, la création de onze mille emplois nouveaux, dans une logique différente de celle qui prévalait avec les « postes » de la fonction publique.

Pour autant, le vécu quotidien des Béninois n'est pas forcément enthousiasmant : « On ne mange tout de même pas tous les jours de la démocratie », soupire un chauffeur de l'administration, qui, à trente ans de service, n'a jamais pu

atteindre un salaire mensuel de 50 000 francs CFA, mais doit nourrir douze enfants et trois épouses. Certes, l'inflation est officiellement maîtrisée : 5,1 % en 1996 et 3,5 % annoncés pour 1997 ; mais le plupart des consommateurs font face, sur les étals des marchés, à des augmentations allant parfois jusqu'à 50 % en moins d'un an sur certains produits.

L'accès aux soins de santé reste difficile : 78 % seulement de la population peuvent être convenablement soignés. Le pays compte un médecin pour 19 600 personnes, les besoins en eau potable s'élevaient à 9 700 points d'eau supplémentaires. Le taux de mortalité infantile atteint 162 pour mille... (4) On comprend que les « tradipraticiens » (les guérisseurs) fassent encore recette, avec force plantes ou gris-gris. Certains prétendent même détenir le secret de remèdes efficaces contre l'épidémie de sida.

Il est vrai que les Béninois – qui rêvent bien sûr d'être soignés dans les centres hospitalo-universitaires, de disposer d'eau courante et de lumière, etc. – ne comptent plus désormais sur les bienfaits miraculeux de l'Etat-providence. Le « système D » a pris le relais, grâce notamment à la vitalité du grand voisin de l'Est (voir article pages 11 et 12) : c'est ainsi que, dans le secteur pétrolier, les contrebandiers détiennent la moitié du marché, avec voitures – ou même charettes de handicapés – trafiquées en véhicules-citernes.

Au cœur de cette « grande débrouille », un affairisme et une corruption qui, reconnaît le président de l'Assemblée nationale, peuvent atteindre jusqu'aux sommets de l'Etat. Des passations de marché ont révélé qu'un dépanneur-radio avait été égrégé pour la fourniture et l'installation... d'ascenseurs ; qu'un auteur de pièces de théâtre avait été embauché comme antépreneur en construction, etc. Des règles non

écrites existent : un dixième de commission, à laisser aux « gros bonnets » pour remporter un marché ; des « cailloux » à prévoir, pour s'assurer auprès du petit personnel que les dossiers ne s'envolent pas.

En dépit de bonnes intentions, cet état de fait n'a jamais pu être corrigé. Le phénomène persiste d'autant plus indéfectible que « tout le monde se connaît » dans le pays et que le voisinage de l'opulent Nigeria attise les appétits. Le président Soglo avait créé SOCO-Corruption, sans effet notable. Son successeur imagine une « cellule de moralisation » de la vie publique, avec la soutiaï de M. Robert Mac Namara, ancien président de la Banque mondiale. Depuis septembre 1997, le président Kérékou a chargé un cabinet ivoirien réputé, le Beta Consulting International, de traquer les indices de mauvaise gestion ou de « magouilles » (5).

Oppositions modérées

Il est vrai que le Bénin ne produit que peu de pétrole et pas du tout d'or, de diamants ou d'autres métaux rares susceptibles d'exacerber les passions régionales ou ethniques. Les mariages entre communautés sont nombreux. Et les cinq millions de Béninois paraissent cohabiter sans problème. Aucun des anciens présidents n'a été exécuté en prison, ni, au cimetière, M. Emila Derlin Zinsou, ancien chef de l'Etat condamné à mort au temps du président Kérékou « première manière », est aujourd'hui son conseiller spécial et le candidat officiel du Bénin au secrétariat général de la francophonie. De nombreuses personnalités bénéficient d'élites de pensions, gardes du corps et véhicules officiels.

Cette tolérance s'étend aux reli-

gions traditionnelles comme le vaudou, dont les adeptes étaient persécutés au temps de la révolution. La Journée du vaudou, fixée au 10 janvier, fait aujourd'hui figure de « Noël des amnisties ».

Malgré quelques tentatives isolées de coup de force (en 1992, 1993, 1995), vite étouffées et déaprouvées même par l'opposition, l'armée – autrefois justicière et redresseuse de torts – a fait le serment solennel de « rester dans les casernes », à l'issue d'états généraux de la défense nationale tenus en juillet 1996.

Les frondes syndicales et étudiantes restent modérées. Un sociologue parle de « opposition à col blanc ». Le président de l'Assemblée nationale évoque des « conquêtes irréversibles, parmi lesquelles l'Etat de droit », et rappelle que même une institution comme la Cour constitutionnelle est un « ancrage populaire ». Le premier ministre lui-même, M. Adrien Houngbédji, évoque une « démocratie apaisée ». Et le Bénin, naguère champion des coups d'Etat, peut observer avec quelque sérénité les déboires qui ont frappé ces dernières années la Nigeria, la Sierra Leone ou les deux Congo.

JEAN-LUC APOLOAN

(2) Pour son rigisme, le président de la Cour constitutionnelle s'est vu remettre à Bonn, en novembre 1995, le Prix allemand pour l'Asile.
(3) Ingénieur agrochimiste, en 1991 sous le régime « révolutionnaire », puis opposant au président Nicéphore Soglo, M. Bruno Amoussou prit en 1993 la présidence de l'Assemblée nationale des parlementaires de langue française ainsi que l'Union des Parlementaires africains.
(4) Source : Institut national statistique d'analyse et d'économie (Inase), octobre 1997.
(5) Un premier résultat semble avoir été obtenu, avec la mise en évidence d'un abus de biens sociaux : un directeur de société avait fait refaire une résidence personnelle pour 130 millions de francs CFA, soit l'équivalent des revenus mensuels de 7 000 « soukous » béninois.



LE PORT DE COTONOU

- C'est le port du Niger, du Burkina Faso et du Mali
- C'est le port de relais le plus rapide et le plus sûr vers le Nigeria
- C'est la célérité et l'assurance dans vos transactions
- C'est une nouvelle simplification des procédures d'enlèvement
- C'est le traitement informatisé de toutes vos opérations portuaires
- C'est une communauté de professionnels à votre service 24 heures/24.

PORT DE COTONOU
"Prenez le départ avec nous !"



Tél. : 30 04 30 00
Fax : 31 28 91



PLUS DE 30 ANS
D'EXPERIENCE

**ORGANISATION
COMMUNE
BÉNIN-NIGER
DES CHEMINS
DE FER ET DES
TRANSPORTS**

Le port de Cotonou est raccordé au rail. Alors, n'hésitez pas, choisissez le transport multimodal rail/voiture, voie sûre et rapide pour vos marchandises au départ ou à destination de plusieurs localités du Bénin et des pays de l'arrière-pays (Niger, Burkina Faso, Mali et Tchad).

SIÈGE :
BP 16 COTONOU - Telex 5210
Tél. 31 33 80 à 83 - Fax : 31 41 50
Dir. commerciale : Tél. 31 34 30
Dir. financière : Tél. 31 23 50

AGENCES :
PARAKOU :
Telex 5072 - Tél. 61 07 45
PORT DE COTONOU :
Tél. 31 37 35
NIAMEY :
BP 38 - Telex 5253
Tél. 73 27 90 et 91 - Fax 73 57 25
MARADI :
Telex 8276 - Poste de GAYA

GARES :
COTONOU : Tél. 31 21 44
BOHICON : Tél. 51 02 10
DASSA ZOUME : Tél. 53 01 03
PARAKOU : Tél. 61 06 29

هكذا من الامم

هكذا من الراحل

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE On s'occupe a fasciné le monde



est la règle du jeu instaurée par la réalité et le folklore durant toute la guerre froide (1947-1989).

Aussi les faits et les mythes, les réalités et les mirages en lice ont-ils modelé les perceptions politiques du monde, et la nature socialiste du régime soviétique a constitué à cet égard le noyau de son rôle et de son ascendant. On peut se demander s'il existe une loi susceptible de prédire le déclin des mythes, mais il en existe visiblement une qui les fait perdurer...

Le fait que la Russie (plus précisément ses élites et certaines parties de la population) ait adopté, en toute bonne foi, une idéologie émancipatrice occidentale - en l'occurrence le socialisme d'inspiration marxiste -, mais pour accomplir « à la russe » une tâche spécifiquement russe est en effet un phénomène récurrent de son histoire. Les tsars

Pierre le Grand (1672-1725) et Catherine II (1729-1796) en fournissent de bons exemples : s'ils ont emprunté certaines idées et pratiques progressistes à l'Occident, la majorité de la population, elle, n'en a connu qu'un asservissement redoublé. Cette « dissonance » frappante, vraie également sous Staline, constituait et constitue encore le refrain historique de la Russie : avancer avec chaque pied fiché dans un siècle différent.

S'agissant de la période soviétique, on pourrait affiner la métaphore en disant que la Russie est entrée dans le XX^e siècle pour régler des problèmes hérités du XIX^e en faisant appel à des méthodes du XVIII^e. Et, dans tous ces siècles, les idées occidentales ont joué un rôle. Mais, passées chaque fois par le filtre du terrain historique russe, soit elles s'y sont embourbées, soit elles ont été fortement remodées par celui-ci.

Industrie moderne et absolutisme d'Etat

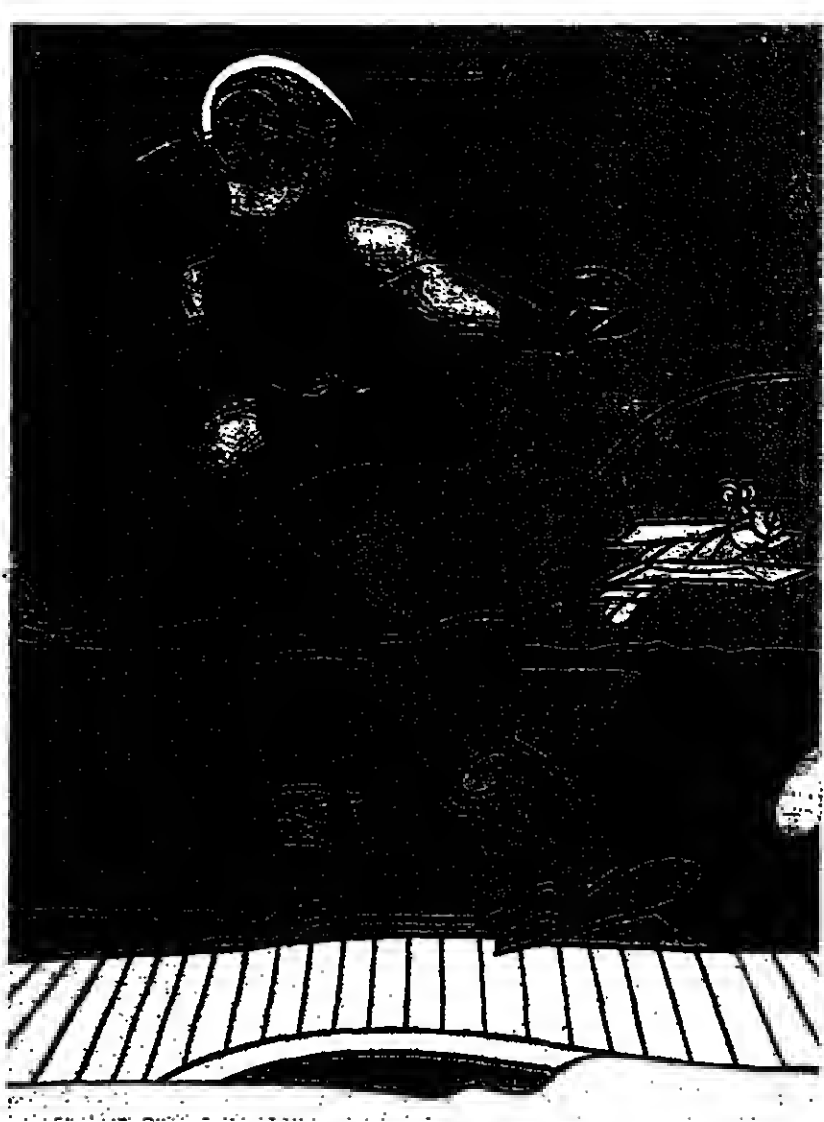
Il serait de mise aujourd'hui de réfléchir à la voie historique empruntée par la Russie au XX^e siècle pour essayer d'élaborer un concept interprétatif de sa modernisation : s'apparente-t-elle en dernière analyse à un progrès, un retard, voire un détournement ?

La thèse diagnostiquant un retard de sa modernisation doit, si elle veut jurer sans enfreindre la période « communiste », remplir une condition : prouver que la Russie tsariste était déjà bien engagée sur la voie de la modernisation, telle qu'elle a été définie par les concepts occidentaux reconnus. On pourrait plutôt dire que la « modernisation retardée » caractérisait déjà les relations Etat/société tsaristes à l'origine de la crise finale du système. Cela n'empêche pas à nier les progrès réels que la Russie tsariste a enregistrés dans toute une série de secteurs : bien souvent les phénomènes de crise émergent lorsque certains secteurs et couches sociales font preuve d'un grand dynamisme tandis que la majeure partie de la population et des champs d'activités sont à la traîne, « vivants » à un autre stade de développement. Dans ce cas, seuls des

systèmes politiques très forts sont en mesure de gérer les conséquences de telles failles. Or, en Russie, le régime était lui-même un des éléments les plus archaïques du panorama social : il constituait donc une donnée du problème historique, et non sa solution. Dès lors, les indicateurs, réels ou fictifs, d'une modernisation en cours ne sauraient être utilisés comme instrument pour évaluer les réalisations de son successeur.

L'expérience soviétique peut être perçue comme un échec par ceux qui ont cru aux perspectives socialistes en Russie. Mais un point de vue plus pessimiste concernant son potentiel en 1917 aurait inspiré une appréciation plus nuancée des réalités, permettant de prévoir un dénouement plus « russe » à la chose : un Etat de tendance omnipotente coiffant une structure sociale hybride et sous-développée. Et le bilan ferait figurer en conséquence des choses fort hétérogènes au tableau. En dépit des moyens d'action tortueux adoptés par son Etat, le nouveau régime a su sauver le pays en crise d'une décomposition déjà en cours, ériger un système industriel, venir à bout de la guerre, gérer son immense territoire, fournir une éducation scolaire et universitaire à sa population - autant de facteurs qui témoignent d'une avancée considérable par rapport à la vieille Russie. Vue du présent, la Russie, sans avoir semble-t-il perdu son caractère d'Etat à faire une « expérience ». Mais si, à l'instar de l'histoire, on part du passé pour remonter le temps, la Russie soviétique apparaît souvent comme une réalité puissante et influente qui restera, avec ses hauts et ses bas, dans l'histoire de notre siècle.

Cette mission historique a été accomplie dans un pays à prédominance rurale qui devait, avec une rapidité inédite, devenir un Etat urbain après la seconde guerre mondiale. Cette transition capitale a été présidée par une bureaucratie qui est parvenue, en dépit des terribles calamités auxquelles elle a dû faire face, à constituer, avant même la disparition de Staline, un pouvoir de monopole ramifié, disposant de facto de droits profondément ancrés et de moyens assez efficaces pour imposer un statu quo. Et tout cela, on l'a dit, dans le contexte d'une transition entre une réalité pré-urbaine d'un autre âge et une urbanisation fulgurante.



VALERIO ADAMI - « Annuaire » (1991)

rapide, qui a vu émerger, phénomène courant dans de nombreuses sociétés rurales dines traditionnelles, un « super-Etat », devant lui chevaucher deux étapes de développement historiques très différentes.

Et il s'est retrouvé à cours de munitions ou plutôt de « réserves historiques » (une défaillance à laquelle aucune force de police ne saurait suppléer) : ce qui suffisait au statu quo dans une période ne l'était plus pour la suivante - l'incapacité du système à changer a résulté en un certain sens de la rapidité avec laquelle s'est accomplie cette grande transition historique. Son « art » de diriger s'est en bout du compte révélé inapte à assumer la tâche de gérer une société urbaine dans un environnement international des plus dynamiques (il ne s'agissait plus seulement, comme on l'a dit, de « rattraper l'Occident »). Issus d'une industrialisation menée tambour battant, les éléments fondateurs du système ont ainsi été constitués d'un mélange d'autoritarisme inhérent à la mise en place d'une industrie moderne et d'une tradition russe - tradition ancienne d'absolutisme d'Etat. La profession de foi socialiste et émancipatrice qui inspira initialement le soulèvement révolutionnaire en fut une des premières victimes. Tout comme en fut, paradoxalement, victime le dynamisme qui caractérisait initialement le nouveau système.

En revanche, considérer a priori qu'il s'agissait de la même chose, postuler qu'on a affaire à deux phénomènes historiques identiques n'est guère légitime. Au fond, une approche comparatiste ne requiert qu'un postulat : appliquer rigoureusement la même analyse aux deux objets sans en donner par avance la conclusion. Les débats autour de l'URSS ont été dominés, bien plus que dans d'autres cas, par l'idéologie et la propagande, même dans les milieux universitaires. Et l'histoire de la Russie soviétique a été si tordue en horreur qu'on a pu lui imputer n'importe quoi, dans des proportions invraisemblables, et que cela semblait, aux yeux de beaucoup, créfille... La terreur et les atrocités ont été, sans conteste, un phénomène massif, et toute recherche honnête se doit de souligner et non de taire ou de minimiser le fait. Mais l'honnêteté ne signifie pas pour autant « gonfler » cette réalité.

S'agissant de l'histoire soviétique cependant, cette tendance a toujours été manifeste, poussant à ne faire que des périodes les plus dramatiques de son histoire et à les présenter comme le seul phénomène digne d'être étudié. Cela a conduit à forger une vision unilatérale, masquant le mécanisme historique complexe qui était à l'œuvre. Que l'Union soviétique ait été une dictature est un fait, mais que son histoire n'ait pas été uniforme en est un aussi. Les différentes phases, les changements de caps, les profondes transformations qui l'ont marquée autoriseraient même à parler non d'un « régime » mais de « régimes » soviétiques. Et, au-delà de ces régimes, les évolutions historiques, au fond, comptent autrement plus que les faits et les gestes de n'importe quel de ses dirigeants. Cela est vrai de toute société, mais bien plus encore s'agissant de la Russie...

Sur le « marché » postcommuniste, la théorie du « blanc bonnet et bonnet blanc » (ou le nazisme, s'agissant de la période stalinienne) et le régime soviétique, est très utilisée. Mais si Staline et Hitler ont eu plus d'un trait en commun, peut-on sincèrement dire la même chose à propos de Khrouchchev et de ses successeurs ? Deux pays peuvent avoir à leur tête des tyrans se ressemblant à bien des égards et évoluer cependant selon des trajectoires historiques complètement différentes. Leur point d'arrivée et leur point de départ ne sont pas forcément les mêmes. Et, effectivement, avant et après la première guerre mondiale, la Russie et l'Allemagne ne se sont pas attelées aux mêmes tâches.

Qu'elles aient eu des traits similaires à une certaine période ne doit pas masquer le fait que leurs trajectoires différentes aient pu offrir des futurs différents. On peut à cet égard se contenter d'une seule question : quel aurait été le futur de l'Allemagne - et du monde - dans l'hypothèse où Hitler aurait remporté la victoire (ou obtenu la paix sans que son pays soit envahi, ou été remplacé par un autre dirigeant nazi) ? Un dirigeant nazi aurait-il entrepris une « dénazification » ? Réfléchissons maintenant à ce qui est survenu en Russie après la disparition de Staline. Alors qu'est-ce donc qui était à l'œuvre dans ce système et qui a fait, après 1953, de la déstalinisation, trop timide pour les uns, trop osée pour les autres, une réalité irréversible ?

MOSHE LEWIN

(1) La défaite de l'Allemagne déclenche dans ce pays, en novembre 1918, une révolution, dont le Parti social-démocrate (SPD) dirige la direction aux socialistes indépendants (USPD), parmi lesquels militent les appariteurs qui vont fonder le Parti communiste allemand (KPD), l'acquéreur de la révolution. L'expression des valeurs républicaines est le préalable au renouveau du concert démocratique dans le monde.

Des mécanismes historiques complexes

ENFIN, un dernier aspect de l'ascendant exercé par la Russie sur l'Occident renvoie au jeu de relations et d'influences mutuelles entre le communisme et la social-démocratie au cours du XX^e siècle. La social-démocratie russe faisait partie de la II^e Internationale, et sa version « communiste » est née d'une réaction à la manière dont les partis socialistes - sociaux-démocrates allemands en tête - se sont conduits au cours de la première guerre mondiale et après. On a souvent insisté sur le rôle désastreux du Komintern à l'égard du Parti communiste allemand (KPD), mais la façon dont les dirigeants sociaux-démocrates ont traité leur propre aile gauche - allant jusqu'à faire appel aux Freikorps (1) - a peut-être eu une influence plus profonde sur la classe ouvrière et le socialisme allemand que la révolution d'octobre : en 1918-1919, le monde en savait finalement bien peu de chose. En un sens, les cadres du Parti communiste ont été les produits de cette politique.

Les uns comme les autres ont abandonné leur vision révolutionnaire initiale : l'évolution était déjà bien entamée avant la première guerre mondiale pour la social-démocratie allemande ; quant à la Russie soviétique, si elle avait toujours recouru à un jargon révolutionnaire, elle était de fait engagée sur une autre voie et se dirigeait « ailleurs ». Si l'on utilise la terminologie de leur organisation commune, nul doute qu'il s'agissait, dans

l'un et l'autre cas, d'un tournant à droite. Et seules des raisons sentimentales ou idéologiques ont empêché que l'on caractérisât ainsi l'évolution de la Russie soviétique. Procommuniste, anticomuniste - il paraissait bien plus facile, qu'à trapper son monde, de s'en tenir aux catégories de pensée dominantes et de les prendre pour argent comptant. Il n'en demeure pas moins que tenter de caractériser plus objectivement le système soviétique reste un exercice fort déroulant en raison de sa nature hybride : s'il avait un profil presque « classique », il n'en avait pas en revanche la contrepartie traditionnelle dans les pays capitalistes, à savoir une bourgeoisie... A sa place, il y avait une couche bureaucratique dirigeante (en passe de devenir une classe dirigeante en forme et de forme), mais dont même les fonctionnaires les plus puissants ne disposaient pas directement de la propriété des moyens de production.

Appliqués à ces deux protagonistes, allemand et soviétique, les catégories gauche-droite se sont cependant révélées particulièrement versatiles, tributaires qu'elles étaient des circonstances et de ceux qui les manipulaient. Ainsi, lorsque Hitler a accédé au pouvoir, en 1933, la social-démocratie s'est évidemment retrouvée à gauche - ce qui n'était pas si évident au début de la République de Weimar en 1919. La lutte de la Russie contre l'Allemagne nazie l'a également fait évoluer à gauche sur l'échiquier, tout

RÉPUBLIQUE MODERNE

président d'honneur - fondateur : Jean-Pierre Chevènement

Chaque politique crée en 1983, République Moderne rassemble des hommes et des femmes d'origines diverses qui mettent leur expérience et leur compétence au service d'une réflexion approfondie sur les grands problèmes de la société française.

La philosophie de la République Moderne a été inspirée par Pierre Mendès-France. En la réactualisant, le club vise à promouvoir les analyses et les propositions qui donnent corps à l'idée de la République. L'expression des valeurs républicaines est le préalable au renouveau du concert démocratique dans le monde.

République Moderne soutient une conception de l'Europe post-soviétique de l'affirmation des Nations qui ne consiste pas à promouvoir la suprématie de l'Europe de l'Est sur le Vieux Monde, mais à promouvoir des politiques communautaires industrielles et commerciales pour la construction d'une Europe productive, démocratique et respectant les institutions européennes par une plus forte implication des parlements nationaux.

Pour République Moderne, la Nation est le creuset de l'identité française. Elle s'est enrichie par l'intégration républicaine de populations venues de multiples horizons et durablement scellées sur le territoire français. La multitude des flux migratoires, indispensable à la construction des nations modernes, passe avant tout par le développement des pays du Sud.

Republique Moderne est une association à but non lucratif. Elle est inscrite au répertoire des associations déclarées de la République Française.

Republique Moderne est une association à but non lucratif. Elle est inscrite au répertoire des associations déclarées de la République Française.

Republique Moderne est une association à but non lucratif. Elle est inscrite au répertoire des associations déclarées de la République Française.

est la règle du jeu instaurée par la réalité et le folklore durant toute la guerre froide (1947-1989).

Aussi les faits et les mythes, les réalités et les mirages en lice ont-ils modelé les perceptions politiques du monde, et la nature socialiste du régime soviétique a constitué à cet égard le noyau de son rôle et de son ascendant. On peut se demander s'il existe une loi susceptible de prédire le déclin des mythes, mais il en existe visiblement une qui les fait perdurer...

Le fait que la Russie (plus précisément ses élites et certaines parties de la population) ait adopté, en toute bonne foi, une idéologie émancipatrice occidentale - en l'occurrence le socialisme d'inspiration marxiste -, mais pour accomplir « à la russe » une tâche spécifiquement russe est en effet un phénomène récurrent de son histoire. Les tsars

Pierre le Grand (1672-1725) et Catherine II (1729-1796) en fournissent de bons exemples : s'ils ont emprunté certaines idées et pratiques progressistes à l'Occident, la majorité de la population, elle, n'en a connu qu'un asservissement redoublé. Cette « dissonance » frappante, vraie également sous Staline, constituait et constitue encore le refrain historique de la Russie : avancer avec chaque pied fiché dans un siècle différent.

S'agissant de la période soviétique, on pourrait affiner la métaphore en disant que la Russie est entrée dans le XX^e siècle pour régler des problèmes hérités du XIX^e en faisant appel à des méthodes du XVIII^e. Et, dans tous ces siècles, les idées occidentales ont joué un rôle. Mais, passées chaque fois par le filtre du terrain historique russe, soit elles s'y sont embourbées, soit elles ont été fortement remodées par celui-ci.

Industrie moderne et absolutisme d'Etat

Il serait de mise aujourd'hui de réfléchir à la voie historique empruntée par la Russie au XX^e siècle pour essayer d'élaborer un concept interprétatif de sa modernisation : s'apparente-t-elle en dernière analyse à un progrès, un retard, voire un détournement ?

La thèse diagnostiquant un retard de sa modernisation doit, si elle veut jurer sans enfreindre la période « communiste », remplir une condition : prouver que la Russie tsariste était déjà bien engagée sur la voie de la modernisation, telle qu'elle a été définie par les concepts occidentaux reconnus. On pourrait plutôt dire que la « modernisation retardée » caractérisait déjà les relations Etat/société tsaristes à l'origine de la crise finale du système. Cela n'empêche pas à nier les progrès réels que la Russie tsariste a enregistrés dans toute une série de secteurs : bien souvent les phénomènes de crise émergent lorsque certains secteurs et couches sociales font preuve d'un grand dynamisme tandis que la majeure partie de la population et des champs d'activités sont à la traîne, « vivants » à un autre stade de développement. Dans ce cas, seuls des

systèmes politiques très forts sont en mesure de gérer les conséquences de telles failles. Or, en Russie, le régime était lui-même un des éléments les plus archaïques du panorama social : il constituait donc une donnée du problème historique, et non sa solution. Dès lors, les indicateurs, réels ou fictifs, d'une modernisation en cours ne sauraient être utilisés comme instrument pour évaluer les réalisations de son successeur.

L'expérience soviétique peut être perçue comme un échec par ceux qui ont cru aux perspectives socialistes en Russie. Mais un point de vue plus pessimiste concernant son potentiel en 1917 aurait inspiré une appréciation plus nuancée des réalités, permettant de prévoir un dénouement plus « russe » à la chose : un Etat de tendance omnipotente coiffant une structure sociale hybride et sous-développée. Et le bilan ferait figurer en conséquence des choses fort hétérogènes au tableau. En dépit des moyens d'action tortueux adoptés par son Etat, le nouveau régime a su sauver le pays en crise d'une décomposition déjà en cours, ériger un système industriel, venir à bout de la guerre, gérer son immense territoire, fournir une éducation scolaire et universitaire à sa population - autant de facteurs qui témoignent d'une avancée considérable par rapport à la vieille Russie. Vue du présent, la Russie, sans avoir semble-t-il perdu son caractère d'Etat à faire une « expérience ». Mais si, à l'instar de l'histoire, on part du passé pour remonter le temps, la Russie soviétique apparaît souvent comme une réalité puissante et influente qui restera, avec ses hauts et ses bas, dans l'histoire de notre siècle.

Cette mission historique a été accomplie dans un pays à prédominance rurale qui devait, avec une rapidité inédite, devenir un Etat urbain après la seconde guerre mondiale. Cette transition capitale a été présidée par une bureaucratie qui est parvenue, en dépit des terribles calamités auxquelles elle a dû faire face, à constituer, avant même la disparition de Staline, un pouvoir de monopole ramifié, disposant de facto de droits profondément ancrés et de moyens assez efficaces pour imposer un statu quo. Et tout cela, on l'a dit, dans le contexte d'une transition entre une réalité pré-urbaine d'un autre âge et une urbanisation fulgurante.

rapide, qui a vu émerger, phénomène courant dans de nombreuses sociétés rurales dines traditionnelles, un « super-Etat », devant lui chevaucher deux étapes de développement historiques très différentes.

Et il s'est retrouvé à cours de munitions ou plutôt de « réserves historiques » (une défaillance à laquelle aucune force de police ne saurait suppléer) : ce qui suffisait au statu quo dans une période ne l'était plus pour la suivante - l'incapacité du système à changer a résulté en un certain sens de la rapidité avec laquelle s'est accomplie cette grande transition historique. Son « art » de diriger s'est en bout du compte révélé inapte à assumer la tâche de gérer une société urbaine dans un environnement international des plus dynamiques (il ne s'agissait plus seulement, comme on l'a dit, de « rattraper l'Occident »). Issus d'une industrialisation menée tambour battant, les éléments fondateurs du système ont ainsi été constitués d'un mélange d'autoritarisme inhérent à la mise en place d'une industrie moderne et d'une tradition russe - tradition ancienne d'absolutisme d'Etat. La profession de foi socialiste et émancipatrice qui inspira initialement le soulèvement révolutionnaire en fut une des premières victimes. Tout comme en fut, paradoxalement, victime le dynamisme qui caractérisait initialement le nouveau système.

En revanche, considérer a priori qu'il s'agissait de la même chose, postuler qu'on a affaire à deux phénomènes historiques identiques n'est guère légitime. Au fond, une approche comparatiste ne requiert qu'un postulat : appliquer rigoureusement la même analyse aux deux objets sans en donner par avance la conclusion. Les débats autour de l'URSS ont été dominés, bien plus que dans d'autres cas, par l'idéologie et la propagande, même dans les milieux universitaires. Et l'histoire de la Russie soviétique a été si tordue en horreur qu'on a pu lui imputer n'importe quoi, dans des proportions invraisemblables, et que cela semblait, aux yeux de beaucoup, créfille... La terreur et les atrocités ont été, sans conteste, un phénomène massif, et toute recherche honnête se doit de souligner et non de taire ou de minimiser le fait. Mais l'honnêteté ne signifie pas pour autant « gonfler » cette réalité.

S'agissant de l'histoire soviétique cependant, cette tendance a toujours été manifeste, poussant à ne faire que des périodes les plus dramatiques de son histoire et à les présenter comme le seul phénomène digne d'être étudié. Cela a conduit à forger une vision unilatérale, masquant le mécanisme historique complexe qui était à l'œuvre. Que l'Union soviétique ait été une dictature est un fait, mais que son histoire n'ait pas été uniforme en est un aussi. Les différentes phases, les changements de caps, les profondes transformations qui l'ont marquée autoriseraient même à parler non d'un « régime » mais de « régimes » soviétiques. Et, au-delà de ces régimes, les évolutions historiques, au fond, comptent autrement plus que les faits et les gestes de n'importe quel de ses dirigeants. Cela est vrai de toute société, mais bien plus encore s'agissant de la Russie...

Sur le « marché » postcommuniste, la théorie du « blanc bonnet et bonnet blanc » (ou le nazisme, s'agissant de la période stalinienne) et le régime soviétique, est très utilisée. Mais si Staline et Hitler ont eu plus d'un trait en commun, peut-on sincèrement dire la même chose à propos de Khrouchchev et de ses successeurs ? Deux pays peuvent avoir à leur tête des tyrans se ressemblant à bien des égards et évoluer cependant selon des trajectoires historiques complètement différentes. Leur point d'arrivée et leur point de départ ne sont pas forcément les mêmes. Et, effectivement, avant et après la première guerre mondiale, la Russie et l'Allemagne ne se sont pas attelées aux mêmes tâches.

Qu'elles aient eu des traits similaires à une certaine période ne doit pas masquer le fait que leurs trajectoires différentes aient pu offrir des futurs différents. On peut à cet égard se contenter d'une seule question : quel aurait été le futur de l'Allemagne - et du monde - dans l'hypothèse où Hitler aurait remporté la victoire (ou obtenu la paix sans que son pays soit envahi, ou été remplacé par un autre dirigeant nazi) ? Un dirigeant nazi aurait-il entrepris une « dénazification » ? Réfléchissons maintenant à ce qui est survenu en Russie après la disparition de Staline. Alors qu'est-ce donc qui était à l'œuvre dans ce système et qui a fait, après 1953, de la déstalinisation, trop timide pour les uns, trop osée pour les autres, une réalité irréversible ?

MOSHE LEWIN

(1) La défaite de l'Allemagne déclenche dans ce pays, en novembre 1918, une révolution, dont le Parti social-démocrate (SPD) dirige la direction aux socialistes indépendants (USPD), parmi lesquels militent les appariteurs qui vont fonder le Parti communiste allemand (KPD), l'acquéreur de la révolution. L'expression des valeurs républicaines est le préalable au renouveau du concert démocratique dans le monde.

13 dates

1917 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1918 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1919 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1920 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1921 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1922 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1923 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1924 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1925 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1926 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1927 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1928 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1929 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1930 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1931 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1932 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1933 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1934 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1935 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1936 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1937 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1938 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1939 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1940 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1941 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1942 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1943 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1944 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1945 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1946 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1947 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1948 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1949 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1950 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1951 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1952 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1953 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1954 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1955 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1956 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1957 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1958 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1959 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1960 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1961 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1962 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1963 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1964 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1965 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1966 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1967 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1968 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1969 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1970 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1971 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1972 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1973 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1974 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1975 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1976 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1977 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1978 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1979 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1980 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1981 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1982 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1983 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1984 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1985 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1986 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1987 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1988 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1989 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1990 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1991 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1992 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1993 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1994 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1995 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1996 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

1997 : la Russie met fin à la guerre avec l'Allemagne.

D'IMMIGRATION MISE À L'ÉPREUVE

part, qu'il est illusoire de vouloir opérer un contrôle draconien sur de telles masses sans mettre en place un système policier de surveillance de tous en tout lieu, disproportionné et ruineux, dont l'efficacité ne sera garantie qu'à l'encontre des libertés publiques, masochisme, celle-là, bien réelle (1).

Mais, si la pression migratoire est plus mythique qu'effective, il n'en est pas de même de la dégradation des conditions de vie et de travail qui frappent un grand nombre d'immigrés et les nationaux. Et les politiques d'immigration ont pour effet pervers de rendre de plus en plus coûteux l'acheminement de travailleurs clandestins, contraints d'anéantir la prime et donc sciemment, pour une durée interminable, à la plus brutale exploitation. La faiblesse des sanctions prises à l'égard des entreprises responsables qui se moquent de la loi éclaircit l'attitude d'une fraction du patronat qui réussit par ce moyen à « délocaliser » chez soi (en faisant venir la main-d'œuvre du Sud, aux conditions du Sud) un travail particulièrement « flexible », avec la complicité des pouvoirs publics.

Enfin, on reste confondu par l'angélisme de responsables politiques s'imaginant qu'une législation « raisonnablement répressive » à l'égard des étrangers permettrait de contenir la montée d'une extrême droite qui a pourtant fort bien prospéré sous les lois Pasqua et n'a pas même attendu d'examiner les projets du gouvernement pour dénoncer la « dérive idéologique des socio-communistes », bientôt rejointe par une fraction de la droite, prête à hurler avec les loups. L'expérience a depuis longtemps enseigné, jusqu'aux mouvements sociaux de décembre 1995, que ce ne sont

pas les compromis, mais l'affirmation et la défense de principes et de convictions qui ébranlent la Front national. On sait que, si la liberté de la presse est incompatible avec le contrôle préalable de censeurs faisant bientôt fonction de police d'opinion, elle s'accommodera de limites fixées par la loi et dont la violation est sanctionnée par les juges. Les mêmes principes doivent guider l'aménagement de toutes les libertés, y compris celle de circulation des personnes. On voit mal ce qui justifierait de les renier.

Le Haut Conseil à l'Intégration et le Conseil d'Etat n'ont trouvé aucune disposition libérale dans les projets de loi en débat (hormis les délais de rétention), qui n'en contenant effectivement pas. L'opposition qu'ils rencontrent au sein de la gauche, auprès d'une partie des intellectuels, dans le mouvement syndical et des associations concernées représentées au sein de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, concerne moins les modalités que la conformité des orientations aux politiques précédentes.

La solution est à rechercher non au sein d'une forteresse que nul n'assiège mais dans une politique de développement durable entre le Nord et le Sud, comme l'avait fort bien suggéré M. Sami Nair, devenu conseiller du ministre de l'Intérieur, dans son livre : *Contre les lois Pasqua* (2). Car le problème de la France et de l'Europe n'est pas l'immigration, qui reste plus une chance qu'une menace, mais bien la montée du chômage, de la pauvreté et des inégalités.

CHRISTIAN DE BRIE

(1) Voir « Sécurité, immigration et contrôle social », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.
(2) Sami Nair, *Contre les lois Pasqua*, Actes, Paris, 1997.



LE SPECTRE DE L'INVASION

De l'usage des régularisations

Par EMMANUEL VAILLANT *

DANS l'histoire de l'immigration en France, la procédure de régularisation a toujours été un moyen de gestion et d'intégration des étrangers utilisés par les pouvoirs publics. Entre les années 50 et le début des années 70, les entreprises françaises se livraient à une forte concurrence sur le marché international de l'emploi. Un ministre du travail, M. Jean-Marcel Jeanneney, pouvait déclarer sans ambages que « l'immigration clandestine n'est pas inutile car, si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et des accords internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre (1) ». Un véritable blanc-seing pour des entreprises qui, selon leurs besoins et sans délais, allaient recruter directement dans les pays d'origine avec l'aide d'agences spécialisées.

Les procédures légales réglementant l'emploi de travailleurs étrangers furent ainsi largement contournées. Sur les 2,4 millions de travailleurs permanents ayant contribué au développement de l'économie française, 1,4 million, soit près de 60 %, ont été régularisés a posteriori (2) par l'Office national de l'immigration (ONI) (3), pourtant doté, par la loi, du monopole des recrutements.

Mais, au tournant de juillet 1974, date de la suspension officielle de l'immigration en France, la demande de main-d'œuvre étrangère n'était plus justifiée. L'installation définitive des populations immigrées donnait lieu aux premiers discours sur la « nécessaire intégration », tandis que l'image délicate du « clandestin » s'imposait peu à peu dans l'opinion publique (4).

Si quelques régularisations « à titre exceptionnel » s'opéraient, elles reposaient en fait sur un subtil compromis entre la nécessité économique de recruter, dans certains secteurs, à une main-d'œuvre à bon marché facilement

mobilisable et le souci politique de lutter contre une immigration clandestine considérée comme un obstacle à l'intégration des étrangers réguliers. C'est en ce sens que le sociologue Claude-Vallentin Marie définit le « clandestin » comme « figure sociale à géométrie variable du discours politique dominant », tout à la fois, « selon les exigences politiques du moment, facteur d'équilibre économique, menace à l'ordre public, ou symbole de l'exploitation capitaliste (5) ».

Immigration irrégulière et régularisations sont deux réalités, l'une permanente, les autres récurrentes, propres à l'histoire migratoire de chaque pays. A la différence de la France, nombre de pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), en réponse au développement d'une immigration devenue illégale à la suite de leurs décisions de suspendre ou réduire les entrées régulières de nouveaux travailleurs étrangers, n'ont engagé des procédures de régularisation qu'au début des années 70 : le Canada en 1973, les Pays-Bas en 1975 et 1980, le Royaume-Uni en 1977, l'Australie en 1973, 1976 et 1982.

De même, en 1986, les États-Unis ont lancé un programme permettant à plus de 3 millions d'étrangers en situation irrégulière d'obtenir un titre de séjour. Pour tous ces pays, la question s'est posée dans les mêmes termes : l'immigration irrégulière, phénomène à endiguer, relève à la fois d'un flux d'entrées frauduleuses et d'une modification de la situation juridique d'étrangers entrés régulièrement et « tombés » dans l'illégalité du fait d'une modification des lois ou d'un prolongement de séjour au-delà des délais autorisés. En France, en 1981-1982, près de 90 % des 124 000 étrangers régularisés étaient entrés régulièrement sur le territoire. Il en est de même pour les quelque 110 000 demandes enregistrées cette année. Un chiffre qui révèle la fantasmagorie de l'immigration clandestine pléthorique, quinze années s'étant écoulées entre les deux régularisations.

Le rôle du marché du travail

ANSI, les programmes de régularisation consistent, pour l'essentiel, à prendre acte des rigidités excessives d'une législation à l'égard de certains étrangers. Une situation que l'on retrouve dans des pays européens qui connaissent une immigration récente. L'Espagne, l'Italie et le Portugal ont, tour à tour, en 1985, 1987 et 1993, régularisé la situation d'une partie des étrangers vivant en situation irrégulière sur leur territoire. Ces pays ont renouvelé ces opérations en 1996, les précédentes n'ayant pas permis d'appréhender l'ensemble des situations d'irrégularité, tandis que la Grèce prépare un programme qui devrait être mis en œuvre dès l'année prochaine.

Car chaque nation régularise « ses » irréguliers. Ces procédures ne se déroulent pas sans heurts. En Italie, où, à l'instar de la France, l'immigration est devenue un terrain d'affrontements politiques, « le spectre de l'invasion provenant des Balkans, de l'Afrique du Nord ou du Proche-Orient, s'est révélé n'être que le produit d'une peur sociale engendrée par l'interaction du sens commun sécuritaire, de la pression des médias et d'une vision négative de l'Italie matrisant mal ses frontières. En réalité, l'immigration irrégulière en Italie résulte avant tout d'un processus endogène : la majorité des immigrés en

situation irrégulière sont des étrangers dont le permis de séjour est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé (6). »

A l'inverse, au Portugal, qui a vu l'immigration régulière progresser de 35 % en cinq ans, le Programme national de légalisation a été adopté par le Parlement, à l'unanimité, en 1996, tandis que l'opinion publique était sensibilisée par les associations de soutien aux étrangers, qui arpentaient les marchés de la capitale pour distribuer tracts, tee-shirts et autocollants dans une ambiance de kermesse et relayaient les discours officiels sur une « intégration préventive ».

De même, dans un souci de « préserver une population irrégulière fragile », les guichets de régularisation étaient installés dans des lieux associatifs plutôt que dans les bureaux d'une préfecture ou d'une sous-préfecture du ministère de l'Intérieur. Finalement, quelque 35 000 demandes de régularisation ont été enregistrées. Contrôle administratif renforcé donnait à voir la volonté des autorités de faire de cette procédure une « affaire intérieure », au Portugal, comme ailleurs.

Tous les étrangers en situation irrégulière ne sont pas concernés par les mesures administratives de régularisation. Tout dépend des critères précis établis par les pouvoirs publics. La situation par rapport au travail n'est pas

la moindre. Une analyse comparative, réalisée par Jean-Pierre Garçon, responsable du département des migrations à l'OCDE – sur les expériences de régularisation en France (en 1981-1982), en Espagne (1985), aux États-Unis (1986) et en Italie (1987) met en évidence le rôle joué sur le marché du travail par les étrangers en situation irrégulière, en grande majorité des hommes (entre 70 % et 80 %), âgés pour la plupart de moins de quarante

Une nouvelle figure sociale

ES résultats incitent à s'interroger sur le fonctionnement d'une économie de marché qui nécessite l'emploi d'une main-d'œuvre irrégulière, c'est-à-dire à bas salaires, sans protection sociale ni contrat de travail. C'est parce qu'ils occupent une place dans l'économie du pays que ces étrangers peuvent envisager d'être régularisés. Une condition nécessaire, mais pas toujours suffisante. Car d'autres critères que le travail entrent en ligne de compte.

Ainsi, la répartition des étrangers « régularisés » par nationalité correspond étonnamment à celle des étrangers vivant régulièrement dans chacun des pays. Aux États-Unis, 75 % des étrangers régularisés étaient mexicains, tandis qu'en France, comme en Italie et en Espagne, les ressortissants d'Afrique arrivaient en tête des nationalités représentées : 60 % pour la France et 35 % pour l'Espagne et l'Italie (7). De même, au Portugal, les trois quarts des étrangers régularisés en 1996 étaient originaires des anciennes colonies (8).

Contrairement à une vision mécaniste de l'immigration, la circulation des personnes répond à des logiques liées à la fois à une proximité géographique, à des liens traditionnels entre les pays et à des histoires particulières et personnelles... De la date d'entrée sur le territoire à l'acte de naissance d'un enfant, en passant par le certificat de mariage, les étrangers qui alignent les preuves témoignent d'une relation particulière avec le pays, sont en quête d'une légitimité.

Les événements de l'été 1996 dits de Saint-Ambroise ou de Saint-Bernard, en France, sont à cet égard révélateurs. On a vu émerger une nouvelle figure sociale, celle du sans-papiers, qui a fait vaciller le consensus autour des fameuses lois Pasqua entrainant deux catégories d'étrangers : les uns réguliers, ayant droit de s'intégrer ; et les autres, clandestins, ayant obligation de quitter le territoire. En s'immisçant dans le paysage quotidien de l'exclusion, rejoignant la cohorte des autres sans-emploi et sans-domicile-fixe, les sans-papiers ont dissipé l'image du clandestin arrivé par effraction et vivant dans un milieu insulaire. Par un travail régulier, une situation familiale, une connaissance de la France, des pratiques sociales et culturelles, etc., ces irréguliers ont représenté autant d'expériences humaines qui se font des acteurs à part entière de la société française.

Dès lors, pas moins de onze catégories d'étrangers susceptibles de bénéficier d'une régularisation ont été élaborées (9) (« conjoints de Français », « parents d'enfants de moins de seize ans nés en France », « étrangers sans charge de famille mais bien insérés dans la société française », « étrangers souffrant d'une pathologie grave », etc.).

D'une catégorie (les sans-papiers) aux sous-catégories, les formes de

contrôle des identités symboliques sont reprises à leur compte par les étrangers eux-mêmes dans un discours de surcensure à l'égard de l'intégration. Ceux qui soutiennent les étrangers ne se revendiquent d'une irrégularité « citoyenneté mondiale » comme les pouvoirs publics participent à ce mécanisme. Ainsi, dans le sillage des uns – « des papiers pour tous » – et des autres – « des papiers pour certaines catégories » –, n'est-ce pas, en fait, le terme de « papiers » qui importe ?

Tous mettent en scène « une certaine

idée de la France » à travers le personnage de l'étranger irrégulier. En ce sens, la régularisation ne concerne pas seulement les étrangers. Elle a aussi un usage symbolique pour les Français. Elle dit la France. A l'heure où l'Etat voit son pouvoir, notamment économique, se diluer et perd prise sur les événements qui font la cohésion de la société, la question migratoire semble être l'un des champs ultimes sur lequel il peut affirmer ses prérogatives et par là même définir ce qui fait le lien social, en l'occurrence une appartenance à la nation. « Le fond de notre politique, c'est l'intégration républicaine (10) », rappelait à point nommé le ministre de l'Intérieur.

Cependant, en définissant précisément les catégories d'étrangers ayant légitimité à vivre en France, d'autres demeurent exclus de cette procédure. A défaut de tenter d'appréhender l'ensemble des situations d'irrégularité, l'Etat prend alors le risque de devoir recourir, un jour ou l'autre, à une nouvelle régularisation, faisant le jeu de tous ceux qui dénoncent sa prétendue incapacité à juguler l'immigration irrégulière.

(1) *Les Echos*, 29 mars 1966.
(2) Données de l'ONI citées par Jean-Pierre Garçon dans « Migrations clandestines, régularisations et marché du travail en France », document de travail édité pour le Bureau international du travail (BIT), décembre 1985.
(3) Cet organisme public créé en 1945 a été remplacé en 1987 par l'Office des migrations internationales (OMI).
(4) Voir, sur ce point, Catherine Witold de Wenden, « Contre quelques idées reçues sur l'immigration », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 49, décembre 1990 ; et Claude-Vallentin Marie, « Entre économie et politique : le "clandestin", une figure sociale à géométrie variable », in *Poésies*, n° 47, 1988.
(5) Claude-Vallentin Marie, op. cit.
(6) Salvatore Pallido, économiste à l'université de Parme.
(7) Notamment les Marocains, qui représentent une immigration traditionnelle en Italie et en Espagne, auxquels s'ajoutent, dans le cas de la France, les Tunisiens et les Africains subsahariens.
(8) L'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao-Tomé-et-Principe.
(9) Ces catégories représentent les propositions de la Commission consultative des droits de l'homme.
(10) *Le Monde*, 26 juin 1997.

CHARLIE HEBDO

Tous les mercredis, 10f



Une Europe sociale

Par
CORINNE
GOBIN *

Le conseil européen extraordinaire du 21 novembre sur l'emploi constituera un bon test de l'orientation de la construction communautaire. Cette réunion avait été convoquée à M. Lionel Jospin lors du conseil d'Amsterdam de juin dernier, en échange de son acceptation du pacte de stabilité budgétaire. Une rencontre sans obligation de résultat, en échange d'un engagement définitif de respecter l'orthodoxie budgétaire exigée par Bonn.

Sur le plan intérieur, le gouvernement français a néanmoins opté pour une démarche courageuse en annonçant son intention de parvenir à la semaine légale de travail de 35 heures en l'an 2000. Cette mesure, qui provoque des cris d'orfraie au sein du patronat et de l'opposition de droite, s'inscrit dans la lutte contre le chômage de fait affectant non pas trois millions de personnes, comme le rapportent les statistiques, mais bien 7 millions de « sans-emploi » ou de travailleurs à temps partiel contraint, selon un rapport dérangeant et enfin rendu public (1). En Europe, le volontarisme de M. Jospin n'a jusqu'ici rencontré d'écho qu'en Italie, où le gouvernement de centre gauche de M. Romano Prodi, en échange du renouvellement du soutien du Parti de la refondation communiste, s'est lui aussi engagé sur les 35 heures en 2001.

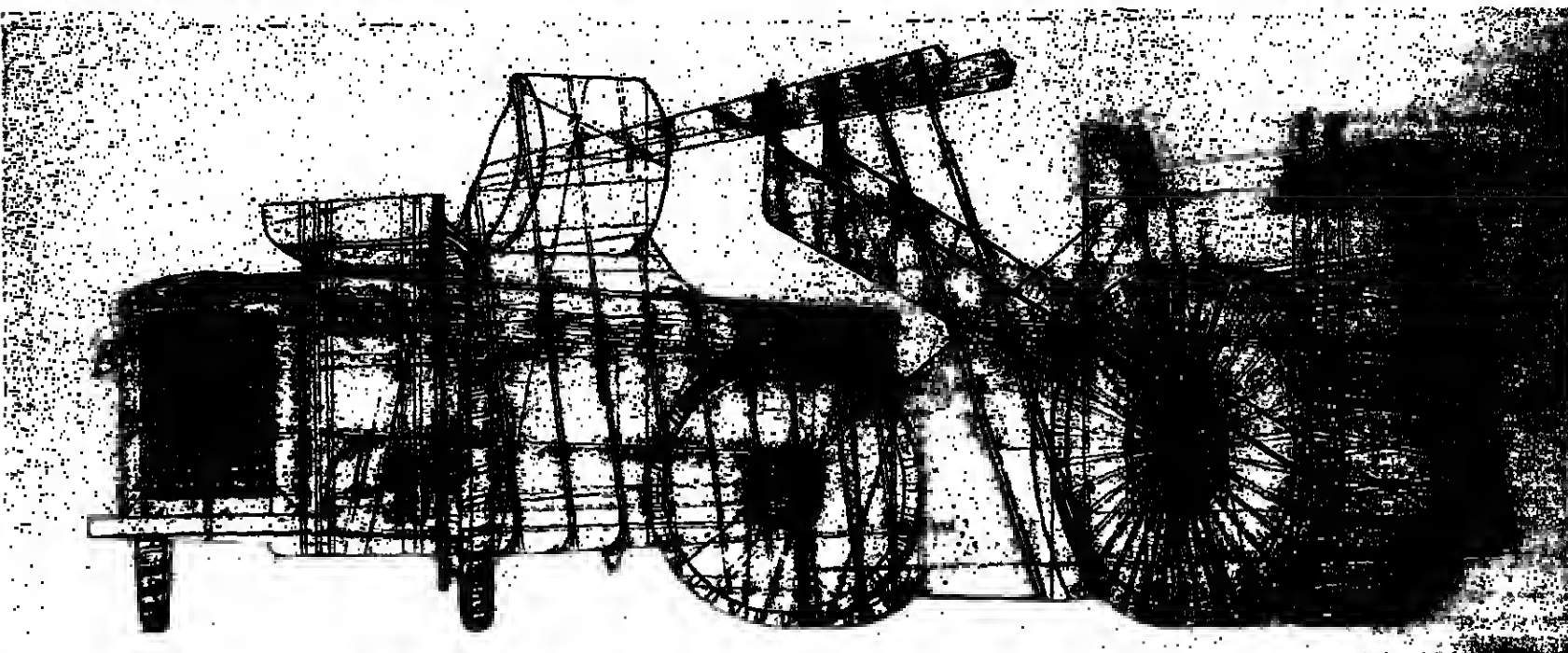
Alors, quand on parle de réduction du temps de travail, on veut dire « temps partiel », ce qui représente, par exemple, 37,3 % de la population active aux Pays-Bas, et conduit, dans ce pays comme au Royaume-Uni, à afficher des chiffres de chômage artificiellement dégonflés. Une réduction qui ne s'accompagne pas d'une baisse équivalente des salaires suscite au mieux de sérieuses réserves, au pire une franche réprobation de la plupart des gouvernements des quinze, sans parler de la virulente hostilité des organisations patronales et des milieux financiers. Les « recettes » pour l'emploi mises en œuvre presque partout – et que la Commission européenne préconise elle aussi – se situent dans une tout autre logique. Elles s'articulent autour d'un mot-clé : flexibilité. Flexibilité des salaires, des conditions de travail, des systèmes de protection sociale. Mais pas flexibilité des rémunérations des hauts dirigeants d'entreprise, ni du taux de rentabilité du capital financier.

A partir de telles prémisses, l'économie, la monnaie et le sort de la population active peuvent effectivement relever du « pilotage automatique » par le marché, pour reprendre une formule que l'on affectionne à la Bundesbank. Selon qu'elles y seront ou non confirmées, le sommet de Luxembourg permettra de vérifier si l'« Europe sociale » reste cantonnée au statut de parent pauvre de la construction communautaire. Et, accessoirement, si, à Amsterdam, M. Jospin n'a pas conclu un marché de dupes.

Face au consensus néolibéral sur les vertus d'une nouvelle version de la « loi d'airain », les contre-offensives des organisations de salariés apparaissent encore embryonnaires. Et ce n'est pas le syndicalisme de sommet pratiqué à Bruxelles par la Confédération européenne des syndicats (CES) qui remplacera les luttes sociales nationales coordonnées à l'échelon européen.

B. G.

(1) Henry Guinno, Robert Castel, Jean-Paul Fitoussi, Jacques Freyssinet, *Chômage, le cas français, rapport du Commissariat général du Plan* présenté le 20 octobre 1997.



KONRAD KLAPHECK. - « A l'âge de la violence », dessin, 1994. (Exposition à la galerie Lejong, 13, rue de Théras, 75006 Paris, jusqu'au 26 novembre)

Et si les classes existaient encore ?

Pour mesurer l'écart des revenus, les statistiques européennes sont à la fois très rares et très vieilles : on connaît le nombre de pruniers en Allemagne, pas celui des riches en Europe ; on vient à peine de mesurer la pauvreté d'il y a quatre ans (1) et c'est au début du prochain siècle qu'on sera à peu près fixé sur la situation de l'année 1995. Interrogé sur ces étrangetés par un journaliste américain, M. Jos Jonkers, fonctionnaire de la Commission européenne, eut une réponse renversante : « Plutôt que de se battre pour savoir ce qu'on mesure et comment, pourquoi ne pas s'accorder sur le fait que nos sociétés ne sont pas parfaites – personne ne le nie – et réfléchir à nos politiques (2). »

Excellente idée. La dernière étude européenne des revenus révèle la progression importante du nombre de pauvres entre 1988 et 1993 (passé de 14 % à 16 % des foyers en France, de 10,8 % à 13 % en Allemagne). Et elle permet de conclure : « Les systèmes de protection sociale réduisent la pauvreté et l'inégalité, comme c'est précisément leur objet (3). » Dans les médias français – où l'on imagine assez bien la place qui eût été accordée à une découverte contraire – la nouvelle est passée à peu près inaperçue. Ces derniers mois, nous avons eu pas infiniment moins parlé de l'exemple danois (9 % de pauvres) que du « modèle britannique » (23 % de pauvres) ?

Justement, ce modèle britannique, deux auteurs viennent d'en livrer les charmes (4). Les « marxistes de la bourgeoisie » ont récemment évoqué l'avènement, au Royaume-Uni, d'« une société sans classe ». Conservateur – et néanmoins fils d'acteur itinérant et de trapéziste – M. John Major a utilisé l'expression. Travailleur – et néanmoins instruit à Oxford – M. Anthony Blair exalte les classes moyennes et le

« centre radical » qui, politiquement, les définirait. Rarement les mots et les choses se sont à ce point désaccordés. Car, expliquent Andrew Adonis et Stephen Pollard, « si les classes ont changé, les barrières entre elles restent faites de la même argile : argent, éducation, famille, situation professionnelle. Loin de se réduire, les écarts se creusent entre les deux extrêmes, et l'identité propre de chacun des pôles se durcit. »

On nous a dit : fin des idéologies, des classes sociales, des mots en « isme ». Vraie. Au Royaume-Uni, près de 80 % des personnes interrogées croient à l'existence d'« une lutte des classes dans ce pays » dans les années 60. En 1980, ils étaient près de 70 %. Et 81 % en 1995. Ce qui, somme toute, était plutôt bien observé. Car, depuis quinze ans, Nouvelle-Zélande mise à part, le Royaume-Uni est bien le pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui regroupe les pays les plus développés où les inégalités ont le plus progressé. Les auteurs de A Class Act ne s'arrêtent pas à ce constat. C'est dans chacun des recoins de la vie sociale qu'ils traquent une réalité à la fois évocatrice de l'Amérique et d'une structure de caste, où, s'il n'y a pas d'échelle pour relier les deux mondes, aucune n'est nécessaire pour tomber.

En haut, les très fortunés, la « surclasse ». Analyisée aux États-Unis par Christopher Lasch et par Michael Lind (5), elle inclut les dirigeants des 100 plus grosses sociétés, payés chaque année plus de 500 000 livres en moyenne (1 livre = 10 francs), les 10 000 patrons qui gagnent 150 000 livres et plus, les 140 000 contribuables déclarant plus de 100 000 livres au fisc. Les trois quarts des 8 500 plus hauts revenus du pays trônent à la City de Londres (le centre finan-

cier). Ici, comment ne pas penser à l'affaire Barings et à cet employé, « Nick » Lason, dont la spéculation irrégulière provoqua, en 1995, l'effondrement d'une banque plus que centenaire ? Il voulait simplement récupérer de quoi payer les primes (de 250 000 à 750 000 livres) escomptées par chacun des 67 dirigeants ou grands courtiers de la banque. Presque au même moment, M. Norman Blacker, un des patrons de British Gas, expliquait à des salariés payés 13 000 livres par an que leur rémunération, « déraisonnablement élevée », allait être ramenée « au niveau du marché ». Pour lui, le « marché » était meilleur : son salaire annuel venait tout juste de passer de 190 000 livres à 250 000 livres.

Dans la société sans classe de M. Major et Blair, on débouche aussi sur les « nouveaux valets » : « Une armée d'employés de maison, mal payés, travaillant quelques heures par ci, quelques heures par là, s'occupant de ceux d'en haut, de leurs résidences, de leurs bureaux, de leurs hôpitaux, de leurs écoles. » Depuis dix ans, les dépenses de la « surclasse » en cuisiniers, femmes de ménage, nurses et jardiniers sont passées de 524 millions de livres à 4 milliards de livres.

Au cœur de la machine inégalitaire, l'éducation. Grâce à un catalogue des 300 meilleures crèches, les parents fortunés peuvent repérer celles qui leur promettent que, dès l'âge de trois ans, leurs enfants auront « les meilleures chances d'affronter la concurrence aux portes des écoles privées d'élite ». Fort coûteuses (6 150 livres par an en moyenne pour un élève externe, 10 500 livres pour un interne), ces écoles privées ne scolarisent pourtant que 7 % des Britanniques. Mais elles forment 25 % des futurs étudiants. Et 50 % de ceux d'Oxford et de Cambridge, les

deux universités dont près de la moitié des personnes citées dans le *Who's Who* britannique ont fréquenté les bancs. Tout comme 12 des 19 premiers ministres de ce siècle.

Il y a aussi le logement, de plus en plus soumis aux règles de la ségrégation résidentielle, à la fois régionale, sociale et raciale. Il y a la santé : un pauvre risque deux fois plus qu'un riche de mourir avant quinze ans, de ne pas atteindre l'âge de la retraite, et quatre fois plus de mourir de manière accidentelle. C'est toutefois le chapitre du livre consacré à la Loterie nationale qui constitue le révélateur le plus surprenant de la « société sans classe ». Près de 30 millions de joueurs sont concernés, soit deux tiers des adultes. Mais les recettes considérables (4,4 milliards de livres en 1995) de cette nouvelle institution britannique imaginée par Lord Rothschild pour financer les « bonnes causes » dépendent « de manière disproportionnée des paris des pauvres ». Grâce à eux, l'État peut acheter des toiles de maître à des propriétaires peu prolétaires, enrichir les descendants de Winston Churchill et ouvrir un nouveau bâtiment de la Tate Gallery tout près du siège du *Financial Times*.

SERGE HALIMI.

(1) Office statistique des Communautés européennes, « Répartition du revenu et pauvreté dans l'Europe des Douze en 1993 », Bruxelles, 21 avril 1997, Luxembourg.

(2) John Vianous, « No Data, No Problem: Lack of Current Statistics Hides Income Gap », *International Herald Tribune*, 15 octobre 1997.

(3) Tom Swindle, « Testing the Welfare System: EU Finds Poverty at 17 % », *International Herald Tribune*, 15 mai 1997.

(4) Andrew Adonis et Stephen Pollard, *A Class Act: The Myth of Britain's Classless Society*, Hamish Hamilton, Londres, 1997.

(5) Pour le compte rendu de Louis Rivin, cf. *Le Monde diplomatique*, juillet 1995 et mars 1996.

سكزا من الالاحل

MENT APPRIVOISER

urope sociale

Le projet d'Europe sociale, tel qu'il est pratiqué au niveau communautaire, reste l'affaire de dirigeants et d'experts. C'est un syndicalisme du sommet, avec une base affiliée transnationale dont la mobilisation demeure du domaine du virtuel, faute à ce jour de tentative sérieuse de la déclencher (3). Forts de leur légitimité nationale, les dirigeants syndicaux ont imaginé qu'elle pouvait être extrapolée à un autre espace politique. Ils ont cru incarner, dans leur personne, la force de leur organisation, et faire ainsi l'économie des luttes revendicatives menées simultanément dans plusieurs pays.

« Démocraties » de Michel Rocard

En conséquence, le « syndicalisme européen » a seulement pris la forme de mini-ambassades de représentation auprès des institutions de la CEE, puis de l'Union. Une symbiose s'est créée avec le milieu ambiant : à Bruxelles et à Luxembourg, le mode technocratique de pouvoir impose de ne traiter qu'avec des chefs et des experts. La nécessaire articulation entre les différents niveaux nationaux et le niveau communautaire du syndicalisme a ainsi été négligée, de même que le développement d'une conscience militante européenne chez les salariés. La généralisation des comités de groupe européens des sociétés implantées dans plusieurs pays pourrait, à terme, favoriser la naissance d'un militantisme transfrontalier.

Les syndicalistes agissant auprès des centres de décision communautaires se

FRAGILISER LE SYNDICALISME en trompe-l'œil

perdu (2) par une meilleure intégration des forces syndicales à l'échelle de l'Europe occidentale.

Cette visée se concrétisa, en 1973, avec la création de la Confédération européenne des syndicats (CES) regroupant, dans un premier temps, tous les syndicats sociaux-démocrates de l'Ouest du continent, pour s'ouvrir très rapidement à leurs homologues démocrates-chrétiens, et même communistes, au fur et à mesure que ceux-ci prenaient leurs distances avec la ligne dictée par Moscou. La CES a recruté sur une base très large, y compris en intégrant nombre d'organisations plus corporatistes et, depuis 1995, des syndicats de certains pays de l'Europe de l'Est. Elle regroupe actuellement 61 confédérations nationales, provenant de 28 pays, ainsi que 14 fédérations européennes sectorielles. La

dernière grande absente reste la Confédération générale du travail (CGT), principal syndicat français, dont l'adhésion se heurte toujours au veto des autres confédérations françaises. Par organisations nationales interposées, la CES revendique ainsi la représentation de 54 millions de syndiqués.

Ce regroupement régional sur une base (quasi) unitaire constitue certes une avancée dans l'histoire syndicale européenne et internationale - n'hésite pas à le reconnaître le monde du travail est le plus souvent éclaté -, mais force est de constater que, face au patronat et aux décideurs politiques, il n'a pas encore permis de créer un rapport de forces favorable à l'échelon de l'Union. Il n'a pas davantage enrégimenté l'affaiblissement progressif du syndicalisme dans les cadres nationaux. Comment expliquer ce constat ?

Au sommet, loin des luttes

Le syndicalisme, tel qu'il est pratiqué au niveau communautaire, reste l'affaire de dirigeants et d'experts. C'est un syndicalisme du sommet, avec une base affiliée transnationale dont la mobilisation demeure du domaine du virtuel, faute à ce jour de tentative sérieuse de la déclencher (3). Forts de leur légitimité nationale, les dirigeants syndicaux ont imaginé qu'elle pouvait être extrapolée à un autre espace politique. Ils ont cru incarner, dans leur personne, la force de leur organisation, et faire ainsi l'économie des luttes revendicatives menées simultanément dans plusieurs pays.

En conséquence, le « syndicalisme européen » a seulement pris la forme de mini-ambassades de représentation auprès des institutions de la CEE, puis de l'Union. Une symbiose s'est créée avec le milieu ambiant : à Bruxelles et à Luxembourg, le mode technocratique de pouvoir impose de ne traiter qu'avec des chefs et des experts. La nécessaire articulation entre les différents niveaux nationaux et le niveau communautaire du syndicalisme a ainsi été négligée, de même que le développement d'une conscience militante européenne chez les salariés. La généralisation des comités de groupe européens des sociétés implantées dans plusieurs pays pourrait, à terme, favoriser la naissance d'un militantisme transfrontalier.

La nature du pouvoir politique européen est de type technocratique : dès qu'un compromis interétatique a été trouvé en conseil des ministres, ce pouvoir tente d'évacuer tout conflit à travers une gestion administrative de la chose publique. Il y a substitution du gouvernement des hommes par l'administration des choses, et institution de la norme technique en lieu et place du débat. Dans un tel cadre, tous les lieux d'expression de la conflictualité sociale sont affaiblis ou neutralisés par l'imposition d'une culture de la gestion commune. C'est ce qui se passe au Par-

lement européen où, par le biais de la procédure de co-décision avec le conseil dans divers domaines, on s'écarte de plus en plus du principe de séparation des pouvoirs. Il en va de même avec les méthodes de consultation des syndicats, qui visent essentiellement à leur enseigner à « penser juste ». Ainsi, le « dialogue social européen », si cher à M. Jacques Delors, a surtout servi, en une décennie, à faire progressivement accepter les contraintes du marché par les dirigeants syndicaux, donc à leur faire interioriser les politiques d'austérité, de compétitivité, de privatisation et de flexibilité. Telle est également la signification profonde du partenariat social (4) à l'échelon européen.



JEAN DIEUZAIDE - « Modeste hommage à Charlie Chaplin »

En juin 1997, la CES a ratifié un accord-cadre avec les représentants patronaux européens sur le travail à temps partiel. Elle a pu y introduire le principe de non-discrimination dans les conditions d'emploi par rapport aux salariés à plein temps. C'est effectivement une victoire, mais à quel prix ! L'accord engage en effet les parties à promouvoir ce type de travail autant que faire se peut. Même la non-discrimination, dans ce cas, n'aurait de sens que si le principe était complètement appliqué, c'est-à-dire s'il concernait également les droits à la Sécurité sociale. Or, dans ce domaine, seuls les États sont compétents et, en conseil des ministres, toute décision doit être prise à l'unanimité !

L'encouragement systématique de l'emploi à temps partiel - et évidemment à salaire lui aussi partiel - contribue à un appauvrissement direct des travailleurs. Il permet également de faire oublier que les syndicats s'étaient imposés, en plus d'un siècle de luttes, comme des acteurs de la redistribution des richesses collectives vers plus d'égalité. Réduire la durée du travail sans perte de salaire, c'est en fait rendre le monde patronal à rémunérer davantage les salariés et moins les actionnaires. Les syndicats peuvent-ils se laisser cantonner au statut de gestionnaires de l'appauvrissement du monde du travail (5) ? A la

CES, les délégués des syndicats néerlandais, italiens et ceux de la CFDT française sont les tenants les plus actifs d'un tel « syndicalisme de l'adaptation ».

Depuis le traité de Rome, c'est-à-dire depuis plus de quarante ans, le syndicalisme européen attend l'avènement d'une Europe sociale. Persuadée que le sens de la construction communautaire ne peut, in fine, être que positif, et ce quel que soit l'impact négatif des étapes intermédiaires, la CES apporte son soutien, certes critique, au projet d'Union économique et monétaire (UEM). Mais elle réclame en même temps un rééquilibrage des priorités afin que l'espace social européen bénéficie d'une organisation et d'une priorité équivalentes à celles accordées à l'espace économique-financier. Son engagement original pour la construction communautaire a, en permanence, inhibé ses réflexes syndicaux lorsque des droits collectifs étaient remis en question par le projet ultra-libéral européen. C'est ainsi que le secteur privé a pu absorber en toute impunité, et sans blocage syndical d'envergure, les espaces d'économie publique où la logique du profit était mise en échec pour garantir à chacun un exercice effectif de ses droits de citoyen.

Il est terriblement naïf de penser qu'une petite oasis sociale pourra un jour émerger d'un espace régi par le culte du marché et du libre-échange. Avec ses critères et son mode de gestion, l'UEM, complétée par le pacte de stabilité budgétaire signé à Amsterdam, joue déjà, à l'égard des pays européens, le même rôle que les plans d'ajustement structurel vis-à-vis des pays du tiers-monde : celui de gendarme du monde du travail.

L'Europe sociale ne pourra naître que d'un combat permettant d'imposer un pouvoir démocratique. A l'échelon national aussi, la prise en compte progressive des droits sociaux, à la fin du XIX^e siècle, passa par la lutte pour l'obtention d'une démocratie politique effective. Et une Europe démocratique ne se bâtit pas seulement à coups de « nettoyeurs diplomatiques » des traités...

CORINNE GOBIN

MISÈRES DU PRÉSENT, RICHESSE DU POSSIBLE, d'André Gorz

Sortir de la société salariale

Cela fait plus de vingt ans qu'André Gorz a raison trop tôt sur les nouvelles réalités du travail salarial. Trop tôt, non pas en regard de l'évolution des mentalités, mais par rapport à la conscience que continuent d'en avoir la quasi-totalité des dirigeants politiques et syndicaux et, plus généralement, les « faiseurs d'opinion ». Et, à lire son nouvel ouvrage (1), lumineux aboutissement (2) d'une réflexion engagée avec *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* (1964) et poursuivie, entre autres, avec *Adieu au prolétariat* (1980) et surtout *Mémoires du travail, quête du sens* (1988), on mesure l'ampleur et la gravité de ce décalage. Un décalage entre le travail qu'on a et le travail qu'on fait, les « misères du présent » et la « richesse du possible ». Ces misères du présent, qu'incarnent les dizaines de milliers de jeunes, généralement très diplômés, dont les récurants reçoivent la candidature aux « nouveaux emplois » de l'éducation nationale, sont la conséquence de ce que Gorz appelle l'« Exode » du capital amorcé dans les années 70.

Pendant trente ans, le capital a eu partie liée avec l'Etat national keynésien, qui a assuré l'expansion de la production, de la demande, de la productivité et des profits, en même temps qu'il redistribuait une partie de la richesse produite et garantissait le plein emploi.

Avec l'épuisement de ce modèle, entraîné par la saturation du marché intérieur et la chute brutale du rendement de l'investissement, le capitalisme s'est désengagé d'un Etat-providence qui n'avait plus rien à lui apporter et qui, de plus, pour reprendre la formulation de la Commission tridentaire, manifestait les premiers symptômes d'une « crise de gouvernabilité ».

Une crise également sensible dans les grandes unités de production et de services secouées par les aspirations à « changer de vie » d'une fraction du salariat qui refusait leur caractère hiérarchique et oppressif. A leur caractère trop visible et attachable qu'était l'Etat, a été substitué un

« ordonnateur invisible et anonyme, dont les lois sans auteur s'imposeraient à tous par la force des choses, comme des "lois de la nature", irrésistiblement. Cet ordonnateur-là étant le marché ».

Dans l'entreprise, la déreglementation, sous des « formes d'auto-organisation accrétée », a « libéré » le marché du travail. Et le toyotisme, système de déconcentration des responsabilités de la production vers des collectifs de travail à effectifs limités, maîtres de leur organisation mais néanmoins comptables des objectifs à atteindre, est devenu le modèle à suivre.

En théorie, ce système pouvait aussi bien déboucher sur une autonomisation que sur une aliénation supplémentaire des salariés. La mondialisation, le reengineering, qui réduit le nombre d'emplois nécessaires à un même volume de production, et l'« externalisation » ont fait basculer le rapport de forces en faveur du capital : « L'entreprise n'est plus un collectif de travail, ni un lieu de travail : elle fait appel à des prestataires de services comme on fait appel à un plombier ou un dentiste ».

« Tous précaires » : tendanciellement, c'est le sort qui attend chacun de nous. Toutefois, au lieu de subir cet état, André Gorz propose de l'assumer, d'en faire un mode de vie choisi, désirable, socialement maîtrisé et valorisé. Mais au prix d'une révolution culturelle : que « le travail perde sa centralité dans la conscience, la pensée, l'imaginaire de tous » et que tous puissent choisir les discontinuités de leur travail sans subir de discontinuité de leurs revenus. C'est là le cœur de la « richesse du possible » et l'enjeu des luttes de demain : « Le capitalisme voue à l'insécurité sociale la masse grandissante des gens pour lesquels il n'a plus d'emploi et (...) la société se révèle incapable de produire les individus pour qu'ils le servent et de se servir des individus qu'elle produit. Il n'y a plus assez de société pour que les individus puissent se définir par la manière de la

servir. Au lieu de la servir, il s'agit maintenant de la produire ».

Pour « produire » cette nouvelle société, et au terme d'une réflexion serrée l'amenant à revenir sur certaines de ses positions antérieures, André Gorz préconise une allocation universelle, un revenu social permettant, à la limite, de « vivre sans travailler », mais, plus positivement, « de travailler de façon intermittente et de mener une vie multi-active dans laquelle travail professionnel et activités non rémunérées se relaient et se complètent ».

La proposition pourrait choquer. L'auteur montre cependant qu'elle peut revêtir de nombreuses modalités permettant déjà de la mettre partiellement en œuvre. Et il y a urgence à aller dans cette direction, vers « l'épanouissement des sens, vers le pouvoir sur soi et les choses, le lien aux autres », car nous sommes en train de sombrer dans des « non-sociétés dont la mince couche dominante accapare la quasi-totalité des surcroûts de richesse devenus disponibles, cependant que l'absence de projet et de repères politiques aboutit à la dissolution de tous les liens, à la haine de tout, y compris de la vie, y compris de soi ».

La force de l'argumentation d'André Gorz est à apprécier par défaut : nul ne peut contester les données factuelles qui la fondent ; nul ne croit plus sérieusement au retour au plein emploi tel qu'il a existé jusqu'aux années 70, mais nul n'ose le dire ouvertement. Tel le judoka utilisant la force de son adversaire pour le mettre au tapis, l'auteur propose de retourner contre le capital la situation que celui-ci a lui-même créée, et de transformer la généralisation de la précarité en généralisation du temps choisi. Pendant qu'il en est encore temps.

BERNARD CASSEN

(1) André Gorz, *Misères du présent, Richesse du possible*, Calédo, Paris, 1997, 228 pages, 160 F.
(2) L'itinéraire intellectuel d'André Gorz est retracé par Jacques Robin : « Une conscience toujours en éveil », *Politix*, n° 64, 2 octobre 1997.

magazine littéraire

N° 359 - Novembre 1997

DOSSIER

Deux siècles de relations intellectuelles
FRANCE-ALLEMAGNE
l'amour et la haine.

Claude Simon. Louis Aragon.
Bernard-Henri Lévy. Paul Ricoeur

Supplément : la littérature libanaise

Chez votre marchand de journaux : 32 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Montaigne |
| <input type="checkbox"/> Littératures allemandes | <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Altman |
| <input type="checkbox"/> Colette | <input type="checkbox"/> Les Enervés de la Belle Époque | <input type="checkbox"/> André Gide |
| <input type="checkbox"/> Les Frères Goncourt | <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> Karl |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Siegel | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Louis-Ferdinand Céline |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> 1492, l'invention d'une culture | <input type="checkbox"/> Jean Genet |
| <input type="checkbox"/> Barcelona | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Roland Barthes |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> L'Age du Baroque | <input type="checkbox"/> Georges Perec |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Chénier d'amour | <input type="checkbox"/> Calvino, la Voyage |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Latins | | |

Nom : _____

Adresse : _____

Règlement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51

ncore ?

DANS LE PIÈGE DU CONTRÔLE SOCIAL

Le toxicomane domestiqué

ALORS qu'une majorité de la population se montre favorable à la dépénalisation du cannabis, les gouvernements s'y refusent, feignant d'ignorer que des millions de jeunes apprennent de ce fait à transgresser la loi. Dans le même temps, avec le développement des produits de substitution du type méthadone, nos sociétés ont trouvé un moyen peu coûteux de contenir et contrôler des toxicomanes, placés sous camisole chimique, traités en malades chroniques plutôt qu'en « messagers » en manque de solidarité.

Par CLAUDE OLJEVENSTEIN *

Osions l'affirmer : la création apparentement spontanée d'institutions consacrées aux exclus masque un féroce désir de les éliminer, dans le but très précis de protéger les classes moyennes et le centre des villes. Sur ce plan, il y a un lien entre l'attitude de l'État à l'égard des sans-domicile-fixe (SDF) ou des sans-papiers et le sort réservé aux toxicomanes. La bonne volonté des personnes n'est pas en cause. Certaines s'y investissent totalement, mais on peut se demander qui est l'alié de qui, qui donne l'absolution humanitaire à un contrôle social de plus en plus organisé avec ses complaisances, ses trahisons, ses arrivistes.

En ce qui concerne les toxicomanes, la loi du 31 décembre 1970, malgré ses ambiguïtés et ses contradictions, donnait à ces exclus deux garanties : l'anonymat et la gratuité. Ils pouvaient ainsi échapper aux mailles d'une organisation sécurisée dont le but est toujours de réduire, coûte que coûte, l'état de saugrené. Pour comprendre, il faut relire ce que Michel Foucault a écrit sur l'enfermement des fous au XIX^e siècle dans son *Histoire de la folie à l'âge classique* (1961). À cette époque, le statut anthropologique de la folie sortait à peine des pénombres du Moyen Âge, les fous étaient des malades chroniques inguérissables, stigmatisés par une certaine laideur agencée ou une esthétique effrayante, et l'aspect physique qu'on leur donnait justifiait qu'on les mette à l'écart. À partir de la loi de 1838 (en vigueur jusqu'en 1992 en France), se sont construits des systèmes carcéraux soignants dont le plus bel exemple est l'asile.

Au nom de la raison, qui cache mal la peur, on a ainsi créé, avec la meilleure

bonne volonté possible, les hôpitaux-prisons dont nous avons hérité. Tout cela était cartésien, logique, un élément renvoyant à un autre. La plus belle démonstration de cette raison délirante est le plan de l'hôpital psychiatrique dû à Par-chappe, psychiatre français de la fin du XIX^e siècle. De la porte d'entrée à la morgue, il existait (et existe encore) une hiérarchie des bâtiments et de la qualité des soins parfaitement lisible : on commençait par des pavillons d'aigus, puis, au fur et à mesure, on aboutissait à des bâtiments réservés aux chroniques. Puisque les fous n'étaient pas des hommes comme les autres, le système était tel que même la sexualité s'en trouvait exclue par la séparation entre hommes et femmes - les fous ne pouvant donner naissance qu'à d'autres fous ! Avec les produits de substitution il n'y a plus ce type de problème puisque, à dose suffisante, ils inhibent totalement la libido.

Il en va de même avec les toxicomanes. On nous présente le traitement par la méthadone, produit de substitution, comme une nouvelle méthode, libératrice pour les individus et socialement efficace. Or cette méthode n'est pas nouvelle : elle fonctionne aux États-Unis depuis des décennies. Elle a certes évité une certaine dangerosité mais n'a réglé en rien le problème de la toxicomanie. La grande majorité des toxicomanes prennent des produits pour lesquels il n'y a pas de substitution. Les communautés minoritaires, notamment noires, savent ce qu'est le piège du contrôle social. Elles prennent systématiquement d'autres produits, comme le crack, qui leur permettent de soutenir une revendication identitaire. Bien plus, certains, en négres marrons, n'ont revendu leur méthadone pour se procurer de l'héroïne ou bien mélanger héroïne et méthadone. Quant au Subutex (1), censé réduire les risques, de plus en plus d'usagers, non seulement le mélangent avec d'autres produits

mais, plus encore, se l'injectent, démentant la justification de sa diffusion par la réduction des risques.

Ce modèle ancien de traitement par substitution, proposé comme une nouveauté extraordinaire, a toujours eu une visée sécuritaire : avec lui on ne s'interroge plus, ni sur les motivations de la toxicomanie, ni sur les problèmes familiaux, ni sur les problèmes culturels. Peu à peu, les programmes d'échange de seringues sont relégués au second plan, voire abandonnés, alors qu'ils constituent la meilleure protection, avec les préservatifs, contre le sida, tant il est vrai que l'échange anonyme des seringues ne participe pas du contrôle social.

De façon naïve ou cynique, certains ont vite compris quel parti on pouvait tirer de la substitution. Elle devient la pièce maîtresse d'un système peu onéreux, qui permet le contrôle des toxicomanes avec une prise en charge qui n'en est plus une, et dont la seule finalité est une apparente normalisation.

Bien sûr, les moyens précédemment attribués au secteur sanitaire de la prise en charge des toxicomanes sont restés ridiculement bas. Mais c'était encore trop, et l'augmentation des toxicomanies sauvages et de misère ne permettait plus de contrôler efficacement la situation. D'où l'apparition sur le marché d'une série d'institutions refuges, banales, d'inspiration thérapeutique, dont chacune a sa justification en particulier mais qui s'intègrent dans un système.

La bonne foi de ceux qui œuvrent dans de telles institutions ne peut ni ne doit oblitérer l'évidence : elles participent à un programme et poursuivent un but commun. En ce qui concerne les toxicomanes - mais également les SDR, les clochards et autres mendiants -, celui-ci est clair : tout doit être fait pour protéger le cœur des cités bourgeoises. Dès lors que l'on ne pouvait pas les déporter (ce que font certaines institutions sectaires) et qu'ils envahissent le centre des villes, il devenait urgent de développer un système institutionnel qui, avec la meilleure bonne foi du monde, permette de faire alliance avec les tenants de l'idéologie sécuritaire. Pour ceux-là, il y avait, et il y a encore, avant tout la prison. Contrairement à une légende, beaucoup de toxicomanes ou de simples usagers de drogue sont incarcérés sous de multiples prétextes.

Mais on sort de prison dans un état très souvent pire qu'auparavant. D'où l'idée de préparer la sortie des toxicomanes en prenant en charge leur toxicomanie dès la prison. Il est vraisemblable que, demain, les produits de substitution vont y faire leur entrée lorsque la société aura compris l'intérêt de cette mesure (alors que les préservatifs restent interdits car, bien sûr, l'utopie carcérale veut qu'il n'y ait pas de sexualité en prison...). En échange de cette proposition médico-psychologique et médicamenteuse, les ex-prisonniers devront, à leur sortie, aller dans certaines institutions spécialisées.

Camisole chimique

LORSQU'ILS ne vont pas de pair avec une véritable chaîne thérapeutique, boutiques et refuges font la paire avec la distribution de méthadone et de Subutex, comme le font les innombrables centres d'accueil dont la caractéristique essentielle est qu'ils ne s'occupent pas de soigner mais de contenir les toxicomanes. Parce qu'elles ne travaillent pas sur les redoutables motifs qui permettent l'entrée en toxicomanie, parce qu'elles dévient aux toxicomanes le droit au plaisir, ces institutions ne peuvent que s'accommoder de situations de dépendance chronique.

Parcours-type du toxicomane « domestiqué » ? On pourrait le voir, le matin, courir après son produit, légal ou illégal, puis aller, l'après-midi, faire un long stage dans les boutiques, sans aucune autre obligation que celle de rester là, à surveiller, sans trop se montrer dans la rue. Le soir, venir dormir dans un refuge qui, bien que modernisé, ressemble fort aux « dortoirs » du

XIX^e siècle. S'il le faut, il aura droit au ticket-restaurant ou repas gratuit. Enfin, il pourra consulter un médecin... Ce système est si caricatural que l'on peut voir de faux toxicomanes se baptiser ainsi pour bénéficier de l'ultra-assistance. Tu seras « chronique », mon fils ; c'est un bon métier d'avenir.

En contrepartie, depuis que ce système s'est organisé, il n'y a pratiquement pas eu d'ouverture de centres de soins spécialisés ou spécifiques. Le soin ou la sortie de la toxicomanie n'intéressent personne, et encore moins le centre qui admet la spécificité de la toxicomanie. Voici nos toxicomanes sous camisole chimique : il faut leur donner un statut qui dénie la situation clinique.

Écartés du savoir : la relation avec le plaisir, la révolte sociale, les raisons familiales et l'aspect affectif individuel. Le sida a permis cette réduction : une vraie maladie avec un vrai virus, de vraies formes cliniques, un vrai traitement. Comme les toxicomanes attrapent

le sida, c'est l'hôpital général qui a été choisi.

Le système français prévoit une chaîne thérapeutique dont les éléments travaillent d'une façon différente, mais qui respectent la même éthique. Malheureusement, ces chaînes thérapeutiques n'ont jamais vu le jour pour des raisons de moyens, mais aussi de haine fratricide entre spécialistes. Cette chaîne thérapeutique propose ces institutions diversifiées avec, comme but, de fournir des modèles d'identification différenciés. La gratuité et surtout l'anonymat permettent d'organiser cette prise en charge différenciée non sectorisée qui demande du toxicomane, tout en lui présentant des modèles qu'il peut choisir lui-même dans le cadre de la démocratie psychique. L'apprentissage de cette dernière est le seul moyen qui permette aux exclus de devenir citoyens.

Pour ce faire, il faut prévoir une véritable lutte contre la déqualification qui empêche tant de jeunes de participer à la modernité. Par exemple le système du tuteur, qui a si bien réussi dans des pays voisins : un enfant en difficulté est épaulé par un ancien qui a été lui-même en difficulté (3). Soyons clairs, il ne faut pas exclure la substitution, mais elle doit rester un outil parmi les autres, anonyme et gratuit.

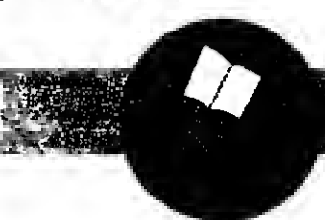
Surtout, il faut sortir de l'ambiguïté du statut juridique des usagers de drogue. Le débat sur la légalisation du cannabis ne peut pas se limiter à des rapports d'experts qui méconnaissent la réalité du terrain, car il y a des millions de jeunes qui transgressent la loi et apprennent à ne pas respecter la démocratie.

De même est-il plus simple de considérer le toxicomane comme un diabétique qui a besoin de son insuline, plutôt que comme un messager qui, dans son interprétation, nous dit que nous valons et nos valeurs sont malades, qui vit un destin singulier où le secret et le secret rencontrent la misère du monde. Nier la complexité du problème peut être momentanément efficace : à terme, même les vaches deviennent folles... Ce système enfante d'autres monstres et crée d'autres toxicomanies identitaires.

(1) Buprenorphine : traitement substitutif des pharmacodépenseurs majeurs aux opiacés, misé uniquement en France à titre expérimental.

(2) Lieux institutionnels où les toxicomanes « différenciés » sont accueillis à tout le temps sans rien faire. La café y est offert avec possibilité de douche, machines à laver le linge, etc.

(3) Cf. les travaux de Diane Finkelstein, sociopsychologue belge qui a beaucoup étudié la question du tuteur chez les enfants en échec scolaire.



LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Nouvelle étape nouveaux objectifs

A nouvelle étape de la vie de l'Association, nouveaux objectifs et nouveaux modes d'action. Nous avons, en effet, franchi une étape avec l'obtention de la minorité de blocage au sein du Monde diplomatique SA, en additionnant les actions détenues par Les Amis et acquises grâce à leurs apports, et celles détenues par l'équipe du journal rassemblée dans l'Association Guoter Holzmann. Posséder la minorité de blocage (plus du tiers des actions), c'est pouvoir empêcher une augmentation du capital ou une modification des statuts de la société éditrice du journal qui n'aurait pas l'aval des lecteurs et des rédacteurs. Ce premier objectif, décisif mais essentiellement défensif, est atteint. Les 9 780 lecteurs qui, depuis sa création, adhèrent à l'Association peuvent en être fiers.

Le conseil d'administration, réuni le 15 octobre, a décidé qu'il fallait maintenant voir plus loin et, dans la nouvelle étape, réfléchir en termes non plus seulement d'indépendance, mais également de promotion et de développement du Monde diplomatique. La promotion, pour élargir le lectorat : le développement par le lancement de nouveaux projets. Ces objectifs réclament des moyens financiers. En particulier, pour « monter » à 49 % du capital du Monde diplomatique SA, afin de mieux défendre l'indépendance du journal en cas de nécessité, il faut encore réunir plus de 6 millions de francs !

L'augmentation du nombre d'Amis est une nécessité aussi bien pour dyna-

miser le débat public autour des thèmes du Diplo que pour s'assurer de nouveaux soutiens. Afin de faciliter l'adhésion des nombreux lecteurs du journal qui disposent seulement de ressources modestes, le conseil a décidé de ramener de 600 F à 150 F le montant minimal de l'apport à effectuer en même temps que la première adhésion (100 F pour 1997).

Par ailleurs, pour répondre au souhait des Amis désireux de verser des apports complémentaires (près de 700 l'ont déjà fait), nous allons leur proposer un système de prélèvement automatique. Selon leurs instructions, 50 F, 100 F, 200 F ou davantage seront débités, chaque mois, de leur compte bancaire ou postal. Le formulaire de prélèvement sera publié dans le numéro de décembre.

Enfin, le conseil a décidé de mettre à l'étude, pour présentation à l'assemblée générale de mai 1998, un projet de mobilisation intellectuelle de l'ensemble des adhérents sur un thème lié au renouveau de la citoyenneté, en étroite collaboration avec d'autres forces qui se battent localement et aux niveaux national, européen et mondial pour une autre économie, au service de la justice sociale. Les travaux produits pourraient fournir la matière d'un numéro de *Manière de voir* à publier en 1999.

Plus que jamais, les lecteurs du Monde diplomatique sont invités à devenir des Amis et à rejoindre l'association qui les rassemble.

M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ Association ou société ☐

Nom ou raison sociale (en capitales) : _____

Prénom : _____ Nom de jeune fille : _____

Né(e) le : _____ Profession ou raison sociale : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Ville : _____ Pays : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

☐ Adhère à l'Association des Amis du Monde diplomatique et verse☐ 150 F + 100 F (cotisation 1997) total 250 F ☐ 1 000 F + 100 F total 1 100 F☐ 500 F + 100 F total 600 F ☐ _____ + 100 F total _____☐ Verse ma cotisation 1997 d'un montant de 100 F

N° de carte de membre _____

☐ Procède à un nouvel apport de : _____ F

● J'effectue le règlement :

☐ Par chèque bancaire ou postal☐ Par carte bancaire : N° de carte _____

Date d'expiration : _____

Signature _____

Coupon à retourner, accompagné de votre règlement, à la délégation générale Association des amis du Monde diplomatique, BP 461-07, 75327 Paris Cedex 07

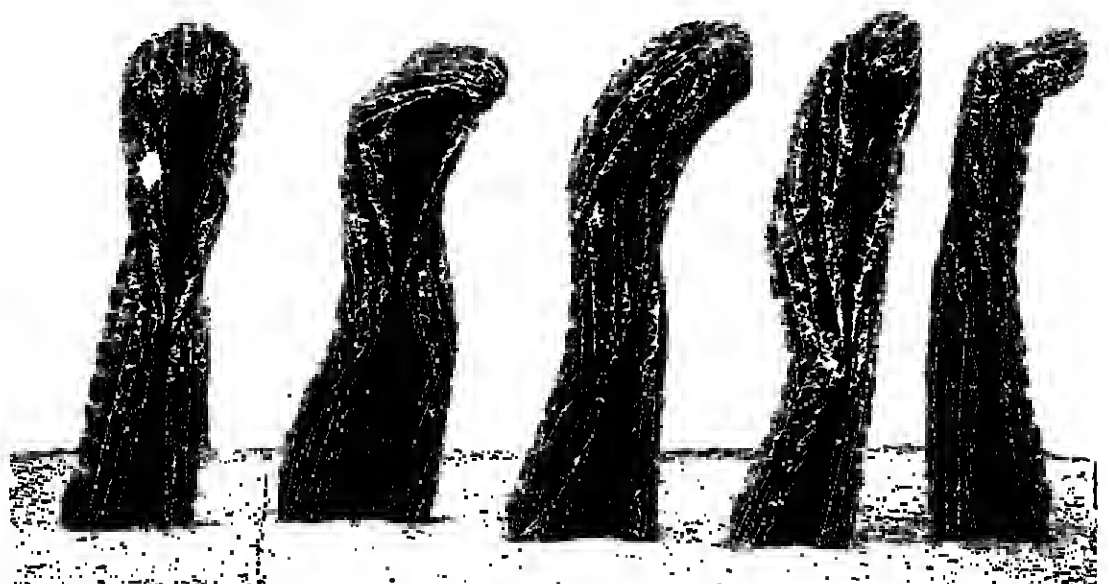
سكنا من الامم

هكذا من الاحل

LETTRE AU SOUS-COMMANDANT MARCOS

Vivre avec les pierres

Par JOHN BERGER *



AUTRES LIEUX, AUTRES PIERRES. ICI, UN GROUPE DE CINQ SCULPTURES DE DODEIGNE (1994-96)
(Exposition du 8 janvier au 14 mars 1998 à la galerie Henry Bussière Art's, 26, rue Mazarine, 75006 Paris)

VOUS avez décrit, Marcos, les sept pièces d'un puzzle qui ne peuvent jamais s'imbriquer (1). Chacune de ces pièces est aussi lourde que le granit. Ce puzzle est le produit du nouvel ordre mondial imposé par le néolibéralisme. La quatrième guerre mondiale, dites-vous, a déjà commencé, et les adversaires qui se disputent les champs de manœuvre du marché sèment la dévastation partout. La fin de notre siècle est devenue un nouvel âge des ténébre. Certainement.

Les six pièces du puzzle que vous avez trouvées figurent les ténébre. La dernière, la septième, se rapporte aux poches de résistance formées ou en train de se former : comme celle des zapatistes au Chiapas (sud-est du Mexique), et d'autres à travers le monde, pas nécessairement armées, chaque lutte a son propre terrain géographique ou social.

Je veux dire quelque chose au sujet de ces poches. Les observations peuvent paraître à côté, mais comme vous dites : « Un monde peut contenir beaucoup de mondes, peut contenir tous les mondes. »

Le moins dogmatique des théoriciens de la révolution a été Antonio Gramsci (2). Son absence de dogmatisme venait d'une sorte de patience, qui n'avait absolument rien à voir avec la nonchalance ou la passivité. Témoin de l'urgence de son œuvre majeure (*Letras de prison*), le fait qu'elle ait été écrite au cachot, où les fascistes italiens l'ont tenu durant huit années, jusqu'à ce qu'il y meure à l'âge de quarante-six ans.

Il regardait au plus près, et parfois il a dirigé les luttes politiques de son temps, mais il n'oublait jamais l'arrière-fond d'un drame continu dont la portée couvrait des temps incalculables. C'est peut-être cela qui a empêché Gramsci de devenir, comme beaucoup d'autres révolutionnaires, un millénariste. Il croyait à l'espoir plutôt qu'aux promesses, et l'espoir est une longue affaire. Il dit : « Si nous y réfléchissons, nous voyons que, en nous posant la question : qu'est-ce que l'homme ? nous voulons dire : qu'est-ce que l'homme peut devenir, c'est-à-dire l'homme peut-il dominer son propre destin, peut-il le « faire », se créer une vie ? Disons donc que l'homme est un processus et, précisément, c'est le processus de ses actes. »

Gramsci alla à l'école, de six à douze ans, dans la petite ville de Ghilarza, au centre de la Sardaigne. Il était né à Ales, un village à côté. A quatre ans, il tomba par terre, des bras de quelque un qui le portait ; cette chute provoqua une malformation de la colonne vertébrale, qui a compromis sa santé à jamais. Il ne quitta pas la Sardaigne avant ses vingt ans. Je crois que l'île lui a donné, ou lui a inspiré, son sens particulier du temps.

Dans l'arrière-pays, autour de Ghilarza, comme dans bien d'autres régions de l'île, la chose que vous sentez le plus fort, Marcos, est la présence des pierres. D'abord et surtout, c'est le domaine des pierres et dans le ciel au-dessus - des corniches mantelées. Chaque *tanca* - pâtre - et chaque bosquet de chèvre-ligé porte au moins un, et souvent plusieurs, tas de pierres ; de quoi charger un gros fourgon. Ces pierres ont été ramassées et stockées récemment pour que le sol, sec et pauvre comme il l'est, puisse être travaillé. Ce sont des pierres massives, dont la plus petite pèserait une demi-tonne. Ce sont des granits (rouges et noirs), du schiste, du calcaire, du grès et plusieurs roches volcaniques foncées comme du basalte. Dans certaines des *tancas*, les grosses pierres ramassées sont plus oblongues que rondes, si bien qu'elles ont été dressées et assemblées en forme de pyramides tronquées.

Sans fin, sans âge, des murs de pierres sèches délimitent les *tancas*, bordent les routes blanches, séparent les enclos des moutons, ou, s'étant écroulés après des siècles d'usage, ils évoquent des labyrinthes en ruine. Il y a aussi des petites piles triangulaires de cailloux pas plus gros que le poing. A l'ouest s'élèvent de très anciennes montagnes calcaires. Partout, deux pierres sont à manche-muche. Et là, sur ce sol sans pitié, pointe quelque chose de délicat : une manière de poser une pierre sur une autre qui témoigne irréfutablement d'un geste humain, distinct du hasard naturel. Et cela peut rappeler que marquer un lieu avec un cairn constituait l'acte de nommer, et a été probablement parmi les premiers signes utilisés par l'homme.

« La connaissance est pouvoir. Mais le problème est complexe également par son autre aspect : à savoir qu'il ne suffit pas de connaître l'ensemble des rapports en tant qu'ils existent à un moment donné, mais qu'il importe de les connaître génétiquement, c'est-à-dire dans leur mouvement de formation, puisque tout individu est non seulement la synthèse des rapports existants, mais aussi l'histoire de ces rapports, c'est-à-dire la résumé de tout le passé (3). »

Compte tenu de sa position stratégique dans l'ouest de la Méditerranée, compte tenu de ses gisements minéraux - plomb, zinc, fer, argent -, la Sardaigne a été envahie et son littoral occupé durant quatre millénaires. Les premiers envahisseurs furent les Phéniciens, suivis par les Carthaginois, les Grecs, les Romains, les Arabes, les Pisans, les Espagnols, la maison de Savoie, et plus récemment par l'Italie actuelle.

Aussi les Sardes redoutent-ils et détestent-ils la mer. « Quiconque nous arrive de la mer, disent-ils, est un voleur. » Ils ne sont pas une nation de marins ou de pêcheurs, mais de bergers. Ils ont toujours cherché refuge dans leur inaccessible pays rocheux jusqu'à devenir ce que les envahisseurs appelaient (et appellent) des « brigands ». L'île n'est pas grande (250 km sur 85 km), mais ses montagnes scintillantes, sa lumière du sud, sa sécheresse de léopard, ses ravins, son terrain plissé lui prêtent, lorsqu'on la regarde d'un point culminant, l'aspect d'un continent. Et sur ce continent, avec ses 3,5 millions de moutons, et ses chèvres, vivent 35 000 bergers : 100 000 si l'on y inclut leurs familles, qui travaillent avec eux.

C'est une terre mégalithique - non pas au sens préhistorique - comme tout pays pauvre, elle a sa propre histoire, ignorée ou cacographuée « sauvage » par les métropoles. C'est une terre mégalithique au sens où son âme est roche, et sa mère, pierre.

Sebastiano Sarra (1867-1914), le poète national, écrivait : « Quand l'aube chauffe son granit, Sardinia / tu dois engendrer de nouveaux fils. » Il en fut ainsi, avec bien des changements mais une ténacité certaine, six millénaires durant. La flore des bergers, celle de la mythologie classique, y est toujours jouée. Disséminées un peu partout sur l'île demeurent sept mille nuraghi - cours de pierres sèches, qui datent de la période néolithique, avant l'invasion phénicienne. Nombre d'entre elles sont plus ou moins en ruine, d'autres sont intactes. Elles peuvent atteindre 12 mètres de haut et 8 mètres de diamètre intérieur, avec des murs épais de 3 mètres.

Dodans, il faudra du temps à vos yeux, Marcos, pour se faire à l'obscurité. L'unique entrée, avec son architrave détaillée, est étroite et basse. Vous devez vous accroupir pour entrer. Il y fait frais. Lorsque

vous pouvez voir dans le noir, vous remarquez comment, afin de construire la voûte sans mortier, les strates de pierres massives ont dû être placées en surplomb vers le centre, l'une au-dessus de l'autre, si bien que l'espace est conique comme une ruche de paille. Le cône, toutefois, ne peut pas se terminer en pointe parce que les murs doivent porter le poids des énormes pierres plates qui ferment le toit. Quelques nuraghi ont deux étages, avec escalier intérieur. A la différence des pyramides, antérieures de mille ans, ils abritaient des vivants. Sur leur fonction exacte existent plusieurs théories. Ce qui est clair, c'est qu'ils donnaient une protection, et sans doute plus d'une protection, puisque les hommes sont, pour plus d'une raison, vulnérables.

Les nuraghi sont toujours placés sur un point nodal du paysage : un point où le terrain lui-même pourrait être doté d'un oeil : point duquel tout peut être guerdé dans toutes les directions et loin. La surveillance est ainsi relayée jusqu'à son prochain nuraghe. Ce qui suggère que les nuraghi avaient, entre autres, une fonction militaire, défensive. Ils ont été aussi appelés « temples du soleil », « rours du silence » et, par les Grecs, « daidaleia », d'après Dédale, le constructeur du labyrinthe.

Dedans, vous évaluez, Marcos, peu à peu le silence. Dehors, il y a des mûres, très petites et douces, des cactus dont les fruits aux pépins durs comme les pierres sont cueillis par les bergers, qui les mangent après avoir enlevé les épines. Il y a des haies de ronces, des fils barbelés, des asphodèles telles des épées dont les poignées ont été plantées dans le sol maigre... peut-être une volée de linottes qui piaillent. A l'intérieur de cette roche de pierres - construite avant la guerre de Troie - silence. Un silence concentré, comme la purée de tomates en boîte.

A l'opposé, tout silence ambiant doit être surveillé pour le cas où un bruit annoncerait un danger. Dans ce silence concentré, nos sens perçoivent le silence comme une protection. Et ainsi vous devenez conscient de la complexité des pierres.

Les épithètes - « innorganique », « inerte », « sans vie », « aveugle » - appliquées à la pierre ne sont peut-être que des abrégés. Au-dessus de la ville de Galtelli s'élève la montagne, d'un calcaire pâle, qui est appelée Monte Turravista, « la montagne qui voit tout ».

Il se peut que la nature proverbiale de la pierre ait changé lorsque la préhistoire est devenue l'histoire. Les bâtiments sont devenus rectangulaires. Le mortier permettrait la construction d'arches pures. Un ordre, en apparence permanent, a été établi, et avec cet ordre est arrivée la notion de bonheur. L'art de l'architecture dit cette notion dans tous les styles, mais pour la plupart des gens le bonheur promis n'est pas arrivé, et des reproches proverbiaux ont commencé : la pierre était opposée au pain parce qu'elle n'était pas mangeable, la pierre était jugée « sans cœur » parce qu'elle était sourde.

Avant, quand l'ordre était toujours précaire et quand la seule promesse était accordée par un lieu d'abri - au temps des nuraghi -, les pierres étaient tenues pour des compagnons.

Les pierres proposent un autre sens du temps, dans lequel le passé, le passé profond de la planète, offre un appui, malgré mais massif, aux actes de résistance des hommes, comme si les veines du métal dans la roche menaient aux veines de leur sang.

Mettre une pierre debout est un acte symbolique de reconnaissance : la pierre devient une présence, le dialogue commence. Pas loin de la ville de Macomer, il y a six pierres debout, sommairement taillées en ngive. Trois d'entre elles, au niveau des épaules, ont les seins sculptés, qui donnent l'impression d'avoir été façonnés comme les nids des hirondelles. L'acte de la taille est minimal. Pas nécessairement en raison d'un manque de moyens : peut-être par choix. Dans ce temps-là une pierre debout ne représentait pas une présence : elle en était une. Ces six pierres sont de la roche volcanique, qui est poreuse.

En conséquence, même sous un soleil fort, elles atteignent la température du corps, pas plus. « Quand l'aube chauffe son granit, Sardinia, tu dois engendrer de nouveaux fils. » Plus anciens que les nuraghi sont les domus de jama qui sont des chambres creusées dans les à-pic et destinées, dit-on, aux morts.

Cette chambre-ci est de granit. Vous devez ramper, Marcos, pour y entrer, et dedans vous pouvez vous asseoir mais pas vous tenir debout. La chambre mesure 3 mètres sur 2. Collé à la paroi, un nid de guêpes, désert. Le silence y est moins concentré que dans une nuraghe, et il y a plus de lumière parce que vous vous insérez moins loin ; la poche est plus proche de l'intérieur du manteau.

Ici l'âge du lieu créé par l'homme est palpable. Non parce que vous calculez - ... néolithique moyen... chalcolithique... -, mais à cause de la relation de la roche dans laquelle vous vous trouvez et de la touche humaine.

La surface du granit a été voulue très lisse. Rien de rebouteux, aucune saillie ne reste. Les outils ont été probablement d'obsidienne. L'espace est corporel - en cela qu'il semble puiser comme un organe du corps (un peu comme une poche de kangourou). Et cet effet est accru par le reste des tâches légères d'ocre rouge et jaune, là où les surfaces, à l'origine, étaient peintes. Les irrégularités du relief ont pu être déterminées par des variations dans la formation de la roche.

Vous êtes couché dans cette cachette, Marcos, il y a une légère odeur un peu sucrée, presque de vanille, qui vient d'une certaine herbe dehors, et vous pouvez voir dans ces irrégularités les premiers tâtonnements vers la forme d'une colonne, le contour d'un pilastre ou les courbes d'une croupe - vers la notion de bonheur.

Au pied de la chambre - dans cette direction étaient couchés, vivants ou morts, les corps, c'est évident -, la roche est incurvée et concave, et sur sa surface une main humaine a taillé les stries convergentes d'une coquille Saint-Jacques.

Près de l'entrée, pas plus haute qu'un petit chien, il y avait une saillie, comme un gros pli dans la ride naturelle de la roche, et, ici, une main l'a effilée et arrondie de sorte qu'elle s'est approchée de la forme de la colonne mais sans l'atteindre vraiment. Tous les domus de jama font face à l'est. Du dedans, au travers des entrées, vous pouvez voir le soleil se lever.

Dans une lettre de prison, en 1931, Gramsci a raconté une histoire, pour ses deux enfants, ses fils Giulio et Delio (le plus jeune, né pendant son emprisonnement, il ne l'a jamais vu).

Un petit garçon est endormi avec un verre de lait à côté de son lit, par terre. Une souris boit le lait, le garçon se réveille et, trouvant son verre vide, il pleure. Alors la souris va trouver la chèvre pour lui demander un peu de lait. La chèvre n'a pas de lait, elle manque d'herbe. La souris va au pré, et le pré n'a pas d'herbe, c'est la sécheresse. La souris va au puits et le puits n'a pas d'eau, il doit être réparé. La souris va chez le maçon qui n'a pas les pierres qu'il faut. Alors la souris va à la montagne, et la montagne ne veut rien entendre, elle n'est plus qu'un squelette, elle a perdu tous ses arbres. (Au cours du dernier siècle, la Sardaigne a été féroceement déforestée pour fournir des traverses de chemins de fer à l'Italie continentale.) « Donne-moi les pierres, dit la souris à la montagne, et en échange le petit garçon, quand il deviendra grand, plantera des châtaigniers et des pins sur tes flancs (4). » Dès lors la montagne accepte de donner les pierres. Grâce à quoi, le garçon a tellement de lait qu'il peut se laver avec ! Plus tard, devenu un homme, il plante les arbres, l'érosion s'arrête et la terre devient fertile.

P.S. - Dans la ville de Ghilarza il y a un petit musée Gramsci, près de l'école où il allait. Pbonos. Exemplaires de ses livres. Quelques lettres. Dans une vitrine, deux pierres taillées rondes, grosses comme des pamplemousses. Chaque jour, le garçon Antonio se servait de ces pierres comme d'haltères pour rendre ses épaules plus fortes et essayer de corriger la malformation de son dos.

(Traduit de l'anglais par Michel Cournat.)

(1) Lire : Sous-commandant Marcos, « La IV^e guerre mondiale a commencé », *Le Monde diplomatique*, août 1997.
(2) Philologue et théoricien marxiste (1891-1937), fondateur du Parti communiste italien.
(3) Antonio Gramsci, *Textes*, Editions sociales, Paris, 1975, p. 129.
(4) *Ibid.*, p. 132.

Philippe VAL au TEP

Locations : 01 43 64 80 80

Du 4 au 16 novembre, au Théâtre de l'Est parisien, « Paris-Vincennes », spectacle de Philippe Val, avec Emmanuel Binet à la basse.

* Ecritain anglais.

هكذا من العمل

MANQUE D'EAU POTABLE pour l'« or bleu »



A SAINT-LOUIS DU SÉNÉGAL
Sans eau, pas de développement

dérivée comme un trésor naturel faisant partie de l'héritage commun de l'humanité (11). Tel n'est pourtant pas le discours des auteurs du rapport d'évaluation des eaux douces du monde, présenté à l'ONU, qui écrivent : « Il faut une approche plus orientée vers le marché pour gérer les fournitures d'eau, et l'eau doit être une marchandise dont le prix est fixé par l'offre et la demande (12) ». Et, de fait, l'intérêt général est-il compatible avec le marché ?

Aux Etats-Unis, certains parlementaires font pression pour affranchir les petits et moyens réseaux de distribution du respect des normes légales en matière d'eau potable parce que « trop coûteuses ». Pourtant, en 1993 et en 1994, 53 millions d'Américains ont consommé de l'eau contaminée par le plomb, les pesticides et les produits chlorés volatils ; de même, 11,6 millions ont bu de l'eau contenant des coliformes fécaux - bacilles pathogènes - et 43 autres millions ont été exposés au cryptosporidium, micro-organisme qui

a tué plus d'une centaine de personnes à Milwaukee en 1993 (13).

Cependant, à la fin de la session spéciale de l'ONU consacrée à l'eau, en juin 1997, le programme de mise en œuvre de l'Agenda 21, adopté lors de la conférence de Rio en 1992, recommande que « l'évaluation économique de l'eau se fasse dans le contexte des implications sociales et économiques de la ressource », cette évaluation devant « refléter la satisfaction des besoins de base ».

Ce texte préconise, pour les pays développés, « la mise en œuvre graduelle de politiques orientées vers le recouvrement du prix, une allocation équitable et efficace de l'eau... et la promotion de sa conservation ». Pour ce qui est des pays en développement, « quand ils atteignent un stade de développement approprié », leurs politiques - précise le programme - devraient promouvoir « la gestion harmonieuse et le développement de ressources rares en eau », générant « des ressources financières à investir dans

les équipements nouveaux de fourniture et de traitement de l'eau (14) ».

Les enjeux financiers sont tellement considérables (lire page 24 l'article de Daniel Baudry et Bernard Moris) que le tentaculo est fort de faire passer au second plan les préoccupations de santé publique. C'est pourquoi, selon l'Organisation syndicale internationale des services publics (ISP), « qu'ils soient

publics, privés ou mixtes, les services de l'eau doivent être obligés de fournir ce bien et d'appliquer des tarifs acceptables socialement. La meilleure solution est de confier leur mise en place et leur exploitation aux pouvoirs publics », tant il est vrai que « la concurrence illimitée dans le domaine de la fourniture et du traitement de l'eau va à l'encontre de l'intérêt public (15) ».

Le marché ou l'éthique ?

Il faut cependant admettre que l'absence de vigilance sur le « juste prix » de précieux et irremplaçable liquide conduit au gaspillage, exacerbe les problèmes d'assainissement et provoque la dégradation des sols par hydromorphisme et salinisation... On peut cependant douter que la seule logique du marché, qui vise rarement ceux qui ont les moyens de gaspiller et frappe de manière disproportionnée les plus démunis, soit en mesure de changer les pratiques et les usages. De plus, le libre-échange ne contribue pas à une bonne gestion de l'eau, comme l'a montré, s'appuyant sur les cas du Japon et du Mexique notamment, M. Asit K. Biswas, de l'Université autonome de Mexico, lors du IX^e congrès mondial de l'eau, tenu à Montréal en septembre 1997.

L'ouverture du marché du riz au Japon, imposée par les accords du GATT en 1993, a mis à la retraite bon nombre de riziculteurs, leur produit étant trop cher comparé à celui de leurs homologues thaïlandais ou chinois. Cette mise en jachère forcée des rizières a provoqué, au grand dam des riverains, des inondations destructrices. Parallèlement, l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) rend compétitifs, sur les marchés des Etats-Unis et du Canada, les fruits et légumes mexicains, gros consommateurs d'eau dans un pays qui en manque, ce qui provoque de graves tensions sociales.

Si l'on veut assurer la durabilité de la ressource sur le long terme, il faut lever la confusion entre valeur et prix de l'eau, et promouvoir « une éthique de l'eau » (16). M. Federico Mayor parle, quant à lui, d'« une nouvelle éthique de l'eau » fondée sur la solidarité et la subsidiarité active - les décisions étant prises au plus bas niveau possible - privilégiant une approche de coopération étendue, donnant la parole à tous les acteurs (17) - et notamment aux femmes -, et attirant aux technologies appropriées et aux savoirs locaux.

Un habitant des Etats-Unis utilise 900 litres d'eau par jour, mais un Africain doit se contenter de 30 litres. Un Israélien consomme quatre fois plus qu'un Palestinien. Le gouvernement de l'Afrique du Sud s'est fixé comme première priorité la fourniture d'au moins 25 litres d'eau par jour (pour la boisson et l'hygiène) à chacun de ses citoyens, en abordant la question sous l'angle de la dignité et de l'équité. Déjà, en 1977,

la conférence des Nations unies de Mar del Plata proclamait : « Tout le monde a le droit d'accéder à l'eau potable en quantité et en qualité égales pour ses besoins essentiels ». La ville de Djakarta, en Indonésie, dépense chaque année l'équivalent de 1 % de son produit intérieur brut (PIB) pour faire bouillir une eau peu sûre. La hausse du prix du pétrole à usage domestique à Lima (Pérou), en 1990, est une des principales causes de l'épidémie de choléra qui s'est par la suite propagée dans le reste de l'Amérique du Sud, les populations des quartiers défavorisés n'ayant plus les moyens de faire bouillir l'eau qu'elles consommaient.

Les problèmes de l'eau ne sauraient être traités isolément : ils doivent être intégrés dans les schémas de développement économiques et sociaux, afin d'assurer les besoins humains fondamentaux et de préserver les écosystèmes.

On ne peut consacrer près de la moitié des céréales à la production de viande et de poulet et, en même temps, gérer sagement les quantités finies d'eau dont dispose la nature. Ce qui est en jeu, c'est la sécurité alimentaire, la santé des populations, la paix et la stabilité du monde. Ce n'est donc nullement l'affaire des seuls techniciens. C'est pourquoi M. Kader Asmal, ministre sud-africain en charge des problèmes de l'eau, exprimait une opinion de bon sens lorsqu'il déclarait récemment : « Nous avons besoin d'un multi-

latéralisme actif et démocratique (18) ». L'ONU, au terme de sa session spéciale consacrée à l'eau en juin 1997, recommande que l'on accorde « la priorité absolue aux graves problèmes d'eau douce auxquels sont confrontés de nombreuses régions du monde ». Elle incite à favoriser les transferts de technologie de l'eau sur les plans régional et international, à aider les pays du Sud à adopter « des modes de production agricole et industrielle plus évolués et plus économes en eau ». Enfin, « considérant le besoin urgent pour l'action... et les résultats tangibles dans le domaine de l'eau douce », l'Organisation appelle les gouvernements, sous l'égide de sa commission du développement durable, « à initier une approche stratégique pour la mise en œuvre de tous les aspects de l'usage durable de l'eau douce pour des buts sociaux et économiques ». Elle note toutefois que « ce processus intergouvernemental ne portera pleinement ses fruits que si la communauté internationale lui alloue des ressources financières nouvelles et additionnelles (19) ».

MOHAMED LABRI BOUGUERRA.

- (11) Federico Mayor, « Water and civilization », in *Actes du Premier Forum mondial de l'eau*, Elsevier science, Oxford, 1997.
- (12) Paul Lewis, « UN report warns of problems over dwindling water supplies », *The New York Times*, 20 janvier 1997.
- (13) Melissa Healy, « Studies point up contamination of drinking water », *Los Angeles Times*, 2 juin 1995.
- (14) Cf. note 3.
- (15) Programme de l'ISP pour l'eau, 1993/1, International des services publics, Ferny-Volaine, 1997.
- (16) Vandana Shiva, « Values beyond price », *Our Planet*, Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnu), Genève, vol. 8, n° 2.
- (17) Les lois sur l'eau de 1964 et de 1992 ont institué, en France, une certaine forme de contrôle démocratique publique, dans chacun des six grands bassins, élus, usagers, représentants de l'administration et industriels... se concertent. Une directive de l'Union européenne devrait élargir ce mode de concertation à toute l'Europe.
- (18) Kader Asmal, discours inaugural, Global Water Partnership, Stockholm, 9 août 1997.
- (19) Cf. note 3.

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *die sächsische* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Laisanstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par L. Press (Plaza Marina Española, 5-2° D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Mexique. Le journal est publié par Editorial sans Frontières (Paris n° 35, Col. Coyocan, 04100 Mexico). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie par Impact (Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à 15 000 exemplaires.

Grèce. Il existe en outre une édition en langue grecque de notre bimestriel *Manière de voir* (Editions Dromas Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à 10 000 exemplaires.

An total, la diffusion du *Monde diplomatique* (260 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

Pour un contrat mondial

Par
RICCARDO
PETRELLA *

Si, dans les dix à quinze prochaines années, aucune action concertée ne donne à l'eau un cadre mondial efficace de régulation politique, économique, juridique et socioculturel, sa maîtrise va provoquer de multiples conflits territoriaux et entraîner de ruineuses batailles économiques, industrielles et commerciales. La principale source de vie de l'humanité se transformera en une ressource stratégique vitale, et donc en une marchandise rare sur de nouveaux marchés particulièrement lucratifs.

La thèse selon laquelle seul le marché serait en mesure de garantir la « paix de l'eau » et d'assurer un équilibre efficace - grâce au « juste prix » - entre une offre d'eau de bonne qualité (de plus en plus rare) et une demande sans cesse croissante a fait de nombreux adeptes au cours de ces dernières années. Et pas seulement chez les néolibéraux ancrés à privatiser tout ce qui est privatisable (1). Pourtant, les leçons que l'on peut tirer des privatisations réalisées, notamment au Royaume-Uni et en France, devraient inciter à la plus grande méfiance (2). Le prix de l'eau a, en effet, augmenté de 55 % entre 1990 et 1994 au Royaume-Uni, sans que, pour autant, les investissements des compagnies privées aient été dans les mêmes proportions. Résultat : ces sociétés ont dégagé d'énormes marges bénéficiaires, permettant le versement de rétrocessions et de dividendes somptueux aux dirigeants et aux actionnaires, alors que les pannes ont considérablement augmenté.

C'est ce qu'ont bien compris les Québécois, qui, en avril dernier, ont réussi à imposer un changement de cap aux dirigeants de la province (3). Le gouvernement de M. Lucien Bouchard, initialement favorable à la privatisation, a dû, en effet, réaffirmer que « l'eau est un bien public qui doit demeurer sous contrôle public (4) ». Un acte encourageant

pour tous ceux qui considèrent l'eau comme un bien patrimonial planétaire. Parmi ceux-ci, les membres du Groupe de Lisbonne (5), qui veut créer un mouvement international d'opinion en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un contrat mondial de l'eau.

Ce contrat partirait du principe que l'accès à l'eau potable - bien commun de l'humanité - constitue un droit économique et social fondamental de toute personne, au même titre qu'un droit collectif de toute communauté humaine. Il se propose de donner des formes concrètes à la lutte pour faciliter cet accès au 1,4 milliard de personnes qui ont soit privées. Et, puisqu'on ne peut pas tout financer en même temps - comme le répètent constamment les dirigeants politiques, économiques et financiers -, il faut inverser les choix d'investissements. En particulier, cesser de consacrer des dizaines de milliards de dollars par an à la conception, à la construction et au fonctionnement d'« autoroutes » nationales et mondiales de l'information et de la communication qui visent uniquement à satisfaire les appétits de puissance ou de profits des grandes organisations militaires, policières, scientifiques, industrielles et financières du monde, américaines en premier lieu. Avec une partie de ces sommes - disons quelques milliards de dollars chaque année pendant un peu plus d'une décennie -, ces 1,4 milliard de personnes pourraient progressivement être dotées des 2,5 à 3 milliards de robinets d'eau dont elles ont un besoin immédiat.

- (1) Sur la privatisation de l'eau, lire « European Public Service Committee, EPSC Survey on the European Water Industry », Bruxelles 1994.
- (2) On trouvera une analyse détaillée des conséquences de la privatisation au Royaume-Uni et en France dans Léo-Paul Lauzon, François Pautaud et Martin Poirier, *La Privatisation de l'eau à Montréal* (première partie) : « Les Expériences dans le monde », *Revue de l'Université de Montréal* (UQAM), octobre 1996.
- (3) « Non à la privatisation de l'eau », *Le Devoir*, Montréal, 14 avril 1997.
- (4) Déclaration de M. Rémy Trudel, ministre des affaires municipales, *Le Devoir*, op. cit.
- (5) Dans l'ouvrage *Limites à la compétitivité*, Editions La Découverte (Paris), Borel (Montréal) et Labor (Bruxelles), 1995.

* Professeur à l'Université catholique de Louvain, président du Groupe de Lisbonne.



L'hebdomadaire citoyen du jeudi. 20 F

Politis,

Chaque semaine dossiers, chroniques, reportages et dialogues conjuguent la pertinence de l'analyse et l'impertinence du propos.

Politis,

Chaque semaine à la rencontre de nouveaux acteurs de la vie sociale et culturelle.

Politis,

Pour contribuer à la rénovation d'une gauche plurielle intégrant à son combat, pour plus de justice sociale, les grandes préoccupations de l'écologie politique.

Politis,

Pour forger une autre manière d'être et d'agir ensemble.

Politis,

Chaque semaine en kiosque

Politis, 2, rue Jules-Ferry 93100 Montreuil
Tél. : 01 49 88 29 00 Fax : 01 48 57 31 16

Internet, terrain de jeu

LES nouvelles technologies de l'information sont féroce-
ment convoitées par les entreprises commerciales, qui y voient des gisements
formidables de profits. Le réseau Internet, en particulier, est de plus en
plus infiltré par les publicités commerciales et détourné de ses objectifs
culturels ou scientifiques. Par ailleurs, les apôtres du modèle américain
et de ses performances supposées en matière d'emploi ne cessent de
citer une entreprise et son patron en exemple : Microsoft et M. William
("Bill") Gates. Question valeur boursière, leur performance a assurément
été impressionnante : Microsoft vient, en une seule année, de passer
de la douzième à la sixième place mondiale. En matière d'emploi, les
résultats sont déjà plus maigres : la compagnie compte à peine plus de
vingt mille salariés. Reste l'innovation. Et là, comment ne pas remar-
quer que l'un des grands talents de Microsoft est aussi ancien que le
capitalisme : s'installer sur le marché, s'approprier certaines décou-
vertes des concurrents et, en ayant recours à des pratiques proches de la
vente forcée, les évincer du marché.

Par DAN SCHILLER *

Après la défaite, le 11 mai 1997, du
champion du monde d'échecs Garry
Kasparov face au super-ordinateur Deep
Blue de la société International Business
Machines (IBM), les journaux spé-
culèrent sur l'inductible déclin de
l'intelligence humaine face à la concu-
rence de la machinerie électronique.
Pourtant, l'enthousiasme avec lequel
IBM avait organisé et financé la ren-
contre ne se limitait pas à un goût sou-
dain pour la philosophie.

Dans sa quête permanente de produits
informatiques commercialisables, IBM
souhaitait plutôt utiliser l'épreuve pour
faire valoir sa capacité à organiser un
événement complexe, destiné à un vaste
public, sur Internet (1). A cette occasion,
en effet, la société d'informaticiens recou-
vrait la Toile (le Web) de la plus formi-
dable campagne publicitaire jamais
menée sur Internet : des bannières « cli-
cables », menant directement vers l'évé-
nement, furent installées sur 50 sites. Un
service mit en scène un échiquier gra-
phique sur lequel les pièces se dépla-
çaient en accord avec le déroulement de
la compétition.

En prévision d'une forte demande de
connexions, ce service avait été installé
* Professeur au département de communi-
cation de l'université de Californie, à San Diego.

sur un super-ordinateur du même type
que Deep Blue. Plus de 4 millions de
personnes, en provenance de 106 pays
différents, le consultèrent pendant la
durée du match. Au cours de la dernière
partie, le site reçut en direct quelque
420 000 visiteurs. IBM avait ainsi
prouvé qu'un événement retransmis sur
Internet pouvait rassembler « une
audience comparable à celle d'un
bon programme de télévision par
câble (2) ».

Ces prouesses étaient destinées, en
premier lieu, à l'industrie de la publicité,
qui consacre déjà l'essentiel de ses
investissements sur Internet à la création
de services ludiques. Parmi les pré-
cédents, la « zone de jeux » de Micro-
soft compte 200 000 utilisateurs régu-
liers ; la station de radio AudioNet,
diffusée par Internet, a pu présenter le
Super Bowl (finale du championnat de
football américain) en intégralité, match
par match et en trois langues, à
500 000 auditeurs... Les experts du mar-
keting se plongèrent donc sans attendre
dans l'analyse du match d'échecs
d'IBM, prototype de futurs services inté-
gralement conçus par les annonceurs.

L'attrait de ces innovations était
d'autant plus grand que le classique affi-
chage en ligne et les sites de la Toile des-

tinés à lui servir de supports avaient
connu des débâcles au cours des mois
précédents. Les dépenses avaient atteint
seulement 300 millions de dollars en
1996 et ne suivaient pas la croissance
exponentielle attendue. La presse en
cherchait les causes : la publicité sur
Internet était peut-être trop confinée aux
seules compagnies d'informaticiens ; on
déplorait l'absence d'un système stan-
dard de mesure d'audience ; les taux de
« clics » sur les bannières publicitaires
étaient trop bas - témoins de l'insup-
portabilité des internautes pour les sites des
annonceurs. De plus, chercher à faire
des affaires sur Internet était comme
« laisser sa carte de visite sur un trottoir
de Manhattan pendant les heures de
pointe : presque personne ne sait que
vous existez, et le peu de gens qui
tombent sur votre carte ne sont certai-
nement pas les clients que vous atten-
dez (3) ». Ces suggestions, certes,
ouvraient des pistes. Mais pas celle de
l'effondrement de la publicité comme
mode principal de financement de la
Toile.

L'espace loué n'est que la partie
émergée de l'iceberg de la publicité
commerciale sur Internet. Des milliers
de compagnies ont compris qu'elles « ne
peuvent réussir à s'implanter durable-
ment sur Internet en s'insérant entre le
contenu d'un site et son audience ». Ces
trois dernières années, elles ont dépensé
des milliards de dollars pour construire
des sites complets, dans le but de « deve-
nir une destination en soi (4) ». Les sites
des annonceurs eux-mêmes se sont mul-
tipliés sur la Toile. Le peu d'entraîn-
ement à acheter des espaces restés
moins l'indifférence des publicitaires
que la liberté qui leur est donnée de créer
des lieux spécifiques utilisés par les
internauts.

« Tout l'enjeu d'une marque, déclare
le président d'Unilever, réside dans la
création d'une relation à long terme
avec le client, et la publicité n'est qu'un
moyen - le plus efficace que nous ayons
inventé jusqu'ici - de conduire un dia-
logue avec ce client (5) ». Cette effica-
cité pourrait bien être surpassée par la
formidable extension, promise par Inter-
net, du marketing direct, c'est-à-dire du
ciblage des consommateurs au travers
des relevés de leurs achats et de leurs
préférences médiatiques. Les fabricants
de produits de consommation élaborent



TAL-COAT - « Le Monde » (1996)

consciemment des sites leur permettant
d'établir de nouveaux rapports avec les
consommateurs, d'engager « une
conversation continue avec chaque
client désirable (6) ».

Une première conséquence des inves-
tissements publicitaires dans ces
« modules de marque » (7) est de dis-
tendre les liens jusqu'ici établis entre les
marques et les médias individuels. A son
tour, le cyberspace est le théâtre de pra-
tiques usuelles dans les médias clas-
siques. Les publicités s'agencent sur les
sites les plus consultés de la Toile, obli-
geant certains sites moins fréquentés à
fermer. De plus, comme les marchands
l'ont fait avec les musées, les orchestres,
les radios publiques, et à peu près tout ce
qui attire un public ciblé, de nouveaux
entrepreneurs créent des sites non
commerciaux dans leur effort de vente.
Le libraire Amazon.com, par exemple, a

établi des liens avec plus de 8 000 sites
précédemment indépendants, auxquels il
verse une commission sur le chiffre
d'affaires qu'ils lui apportent.

Les tentatives des annonceurs pour
s'incorporer à la Toile ne leur font toutoi-
s pas oublier leur besoin constant
d'une audience spécifique. C'est néces-

(1) Ainsi qu'à démontrer la présence de ses
machines et programmes : le système Deep Blue
fut spécialement adapté pour les machines financières
(Investor's Business Daily, 18 juin 1997).

(2) Los Angeles Times, 15 mai 1997.

(3) New York Times, 24 février 1997.

(4) Robert H. Reid, Architects of the Web, New
York, John Wiley, 1997.

(5) International Advertising Association Pers-
pectives, février 1996.

(6) First Tuesday, Breaking Up America's Adver-
tising and the New Media World, Chicago, Univer-
sity of Chicago Press, 1997.

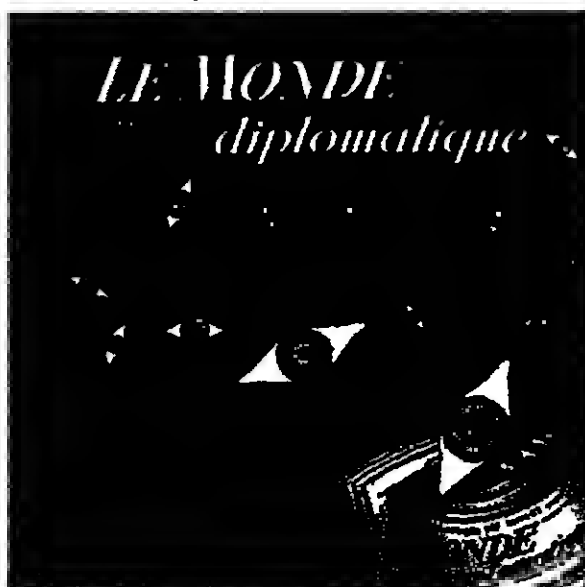
(7) Lire à ce sujet Dan Schiller, Les marchands à
l'assaut d'Internet, Le Monde diplomatique, mars
1997.

LE MONDE
diplomatique

LA NOUVELLE ÉDITION DU CÉDÉROM

**Onze ans
de votre mensuel
en texte intégral**

**Au prix exceptionnel
de 250 F**



UNE VERSION ENRICHIE

de 4 années supplémentaires
1987, 1988, 1989, 1997, avec
3 400 documents en plus
(dossiers, articles, recensions, cartes...)

Un puissant logiciel de recherche permet de retrouver,
à l'aide de 15 clés de recherche différentes (texte
intégral, mot-clé, auteur, etc.), l'information désirée.
Possibilité de copier, de coller, d'annoter, d'exporter
ou d'imprimer les textes d'origine. Utilisation
conviviale. Configuration minimale requise : PC
(Windows 3.1), Mac (Système 7). 4 Mo de mémoire
vive.
Ce cédérom fonctionne indifféremment sur PC et Mac.

BON DE COMMANDE

Je commande ☐ exemplaires du Monde diplomatique sur cédérom.

Organisme :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

Règlement à libeller à l'ordre du Monde :

☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque☐ Carte bancaire n° Date d'expiration /

Signature obligatoire

Tarifs (frais de port inclus)

	Particuliers	Institutions
France	261 FF	861 FF
Europe, Maghreb, DOM-TOM	270 FF	870 FF
Afrique	275 FF	875 FF
Asie	280 FF	880 FF
Océanie	286 FF	886 FF

Tarifs licence réseaux, nous consulter

(Bulletin et règlement - chèque bancaire ou eurochèque libellé en francs français - à retourner à :

Le Monde diplomatique - boutique, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05)

Amérique du Sud	56 \$ US	155 \$ US
États-Unis	56 \$ US	155 \$ US
Canada	72 \$ can.	225 \$ can.

(Bulletin et règlement - carte bancaire - à retourner à CEDROM-SNI,
825, avenue Querbes, Outremont, Québec H2V 3X1, Canada) - Télécopie : (1) 514 278 84 15

هكذا من الاصل

DERNIÈRE INFORMATION

terrain de jeu



CAPTÉE PAR LES MARCHANDS pour les publicitaires

sué se traduit par la mode grandissante des « communautés », quartiers virtuels peuplés de « citoyens » résidents, plutôt que de cybernomades dont les brèves incursions sur les sites sont difficilement exploitables. Nabisco, Pepsi-Co et Kellogg's, entre autres, développent des sites ludiques afin de retenir les « surfers ». La haute technologie leur offre de nouvelles méthodes commerciales, comme ces programmes robots conçus pour délivrer un argumentaire de vente dans les forums de discussion ou les publicités plein écran que l'utilisateur doit visionner avant d'atteindre le contenu promis.

Mais l'utilisation d'Internet comme outil de « marketing relationnel » a des implications plus profondes. On répète à l'envi qu'Internet est un futur média de masse universel, auquel bientôt « tout le monde » participera. Rien n'est plus faux. En remodelant l'ensemble du système médiatique, Internet transforme une structure « de masse » en un ciblage « de classe ».

Simultanément au déploiement d'Internet comme média transnational, un paradoxal mouvement de contraction s'opère dans le paysage médiatique.

Aux États-Unis par exemple, les réseaux de télévision non facturés (c'est-à-dire « gratuits »), qui avaient atteint une couverture quasi universelle il y a une génération, ont vu leur audience régresser. Quatre d'entre eux (ABC, CBS, NBC, Fox) doivent se contenter désormais d'à peine 60 % de l'audience aux heures de grande écoute, tandis que les chaînes câblées et les autres médias voient leur part collective d'audience augmenter. Cela n'est pas uniquement l'effet d'une préférence du public pour le magnétoscope, Internet et les chaînes à péage, mais la conséquence des besoins publicitaires.

Les grands fabricants ont depuis longtemps abandonné l'argumentaire de vente d'un produit unique dans un marché de masse. Leur pratique publicitaire s'est tournée, lors des dernières décennies, vers de nouveaux canaux médiatiques qui visent des segments de marché soigneusement fragmentés. Par exemple : les possesseurs d'automobiles japonaises datant de moins de quatre ans, abonnés à Time, Sports Illustrated, Money ou Life (8). L'accès à une audience relativement importante est cependant encore gage de succès : la publicité sur les chaînes hertziennes a

bénéficié d'une solide croissance de 12,8 % entre 1995 et 1996, pour atteindre 13 milliards de dollars. Mais cette même période a vu les dépenses publicitaires sur les réseaux de télévision par câble dépasser le double de ce taux (en hausse de 26,7 %, atteignant 4,5 milliards de dollars). Les médias de marketing direct ont connu une croissance sans égale : même les fabricants des produits les plus banaux comme le savon ou l'aspirine agissent désormais comme si l'ère d'« uniques canaux de distribution à une audience hétérogène était révolue ».

Le terme « démographie », qui exprime l'attention portée par les annonceurs au ciblage des consommateurs et à la segmentation des marchés, peut paraître annoncer la transposition, dans le domaine de la consommation, du principe de l'égalité représentative. Pourtant, tout comme le marché ne satisfait pas chacun des goûts personnels, la pratique du marketing « démographique » n'est pas pluraliste : les divers membres de la société ne sont en aucune façon également prospectés.

D'un côté, les publicitaires sélectionnent et financent les contenus qui pourroient leur octroyer l'accès aux

audiences désirées. De l'autre, comme le souligne l'essayiste Josef Turov, plus le revenu d'un groupe social est élevé, plus la segmentation à laquelle il est soumis est extensive. Ainsi, l'inéquitable distribution de la richesse est-elle ratifiée par la pratique publicitaire dans le paysage médiatique. La statistique « démographique » révèle l'existence de corrélations entre des axes apparemment disparates de segmentation des marchés (sexe, origine ethnique, âge...) et les capacités de dépense des consommateurs. Prenant acte de ces déterminismes sociaux, dans une période d'inégalités croissantes, des compagnies comme AT&T, Disney ou General Motors adoptent des plans de « marketing à deux vitesses », qui polarisent délibérément les produits et les argumentaires de vente de façon à atteindre « deux Amériques différentes » - la riche et la pauvre.

Dans sa constitution actuelle, Internet ne s'étend que d'un côté de la fracture sociale. La société américaine ne s'est nullement engagée à développer l'accès universel à Internet, et le fossé s'élargira d'autant plus avec l'arrivée de la future offre multimédia, requérant des connexions « à haut débit ». Le marché

de l'ordinateur domestique, sur lequel repose ce définitif accès résidentiel à Internet, plafonne à 37 % des foyers américains, en hausse de 2 % par rapport à l'année passée. La « fracture numérique » s'ouvre entre les utilisateurs d'Internet, majoritairement des hommes, blancs, riches et éduqués, et les non-utilisateurs. Loin d'être un atout aux yeux des fabricants de biens de consommation, cette exclusivité sociale impose le développement d'un média complémentaire qui permettrait d'atteindre et de segmenter tous les publics.

Les services multimédias en gestation sur Internet sont autant de stimulants pour les marchands, à l'affût de nouvelles armes de vente. Les publicitaires font leurs gammes sur ce réseau, et apprennent à utiliser ses incomparables capacités de ciblage des consommateurs, de création de relations profondes aux marques et d'analyse du comportement des publics, pour atteindre un niveau d'implication radicalement nouveau de leurs clients préférés à une échelle globale.

DAN SCHILLER.

(8) Turov, op. cit.

Microsoft, monopole du prochain siècle

Par RALPH NADER et JAMES LOVE *

MICROSOFT est la plus importante entreprise de services d'information. Ce n'est ni la conséquence de sa taille, de nombreuses firmes ont un chiffre d'affaires supérieur (1) - ni celle de ses produits - beaucoup de sociétés se montrent plus innovatrices. Mais Microsoft domine le marché des systèmes d'exploitation - logiciels essentiels au fonctionnement des ordinateurs personnels (2) -, et fait de ce contrôle l'instrument d'une vertigineuse conquête du marché des applications logicielles, des services d'information, du commerce électronique et de l'édition.

La formidable *success story* de son fondateur (3) ne doit pas occulter les raisons de fond de la puissance de son entreprise. On estime que Microsoft détient environ 90 % du marché des systèmes d'exploitation des micro-ordinateurs ainsi qu'environ 90 % du marché des logiciels les plus utilisés (traitement de texte, tableurs, programmes de présentation graphique et bases de données relationnelles), lesquels constituent une suite d'applications de bureau vendues groupées.

Microsoft a rarement été innovateur, achetant MS-DOS, le premier système d'exploitation pour ordinateurs personnels, à une autre société. Son interface graphique, Windows, était inspirée du Macintosh d'Apple, lui-même inspiré des travaux de la société Xerox. Son tableur Excel, qui permet de collationner des données et d'effectuer des calculs, est une imitation de Lotus 123, inspiré lui-même de VisiCalc.

Le traitement de texte Word fut introduit sur le marché bien après les premiers logiciels de ce type ; le logiciel de présentation graphique PowerPoint imitait des programmes tels que Harvard Graphics ou Freelance ; et Microsoft dut procéder à des acquisitions pour investir le marché des bases de données (utilisées, par exemple, pour les catalogues et fichiers des entreprises), sur lequel il se trouvait à la traîne.

Souvent en retard au bal, Microsoft y est néanmoins presque toujours le plus remarqué. Et la société domine tellement chacun des marchés précités

que peu d'investisseurs sont disposés à financer les entreprises qui cherchent à l'en déloger. Car Microsoft n'est pas seulement une entreprise à succès parmi d'autres ; désormais, il semble sans rival sur le marché des ordinateurs personnels.

Cette réussite est en partie due à la volonté des dirigeants de l'entreprise de dépenser d'énormes ressources pour améliorer ses produits - dont les premières versions sont souvent assez peu performantes -, ainsi qu'à l'« excellence de la firme en matière de marketing ».

Cependant, nombre de ses pratiques sont décrites comme prédatrices ou anticoncurrentielles, comme la mani-

pulation constante de son système d'exploitation Windows pour miner les produits de ses rivaux, la dissémination sélective d'informations, la vente groupée de produits médiocres avec des applications essentielles, l'annonce de programmes non existants pour décourager l'achat de logiciels concurrents, l'embauche massive du personnel d'autres sociétés.

Sans compter une force de frappe publicitaire qui assujettit les médias spécialisés (4) et des pratiques tarifaires agressives visant à saper les revenus des entreprises rivales. Allée à sa réputation guerrière, la puissance de Microsoft a démolie la plupart de ses concurrents.

Contre le bien public

pendamment du matériel ou du logiciel. Ce qui meoace la puissance monopolistique de la firme de M. Gates.

Microsoft cherche donc à centraliser Java en utilisant la stratégie qu'il applique toujours et qui consiste à ajouter des fonctionnalités à sa propre version d'un standard commun. Si suffisamment de programmeurs utilisent ces nouvelles fonctions, leurs produits Java fonctionneront plus que sur les ordinateurs dotés du système d'exploitation de Microsoft. M. Dave Nachbar, conseiller en investissements dans la haute technologie, compare cette stratégie à l'attitude d'un anaconda : embrasser, étouffer et avaler.

Le monopole de Microsoft sert-il le bien public ? Quelques-uns le pensent. Ils affirment que ce monopole a fait baisser le prix des logiciels et a permis aux consommateurs de partager et d'échanger documents et données. Mais il faut rappeler que la première guerre des prix dans le logiciel a été lancée par la société Borland, et que l'existence d'Internet a largement amélioré l'échange d'informations dans un système ouvert et concurrentiel.

Au demeurant, chacun des champs conquis par Microsoft enregistre un déclin rapide de l'innovation. Pour les entreprises qui pourraient commencer à concurrencer la société de M. Gates ou en devenir la cible, l'accès au capital-risque est vite asséché. Et Microsoft sera bientôt en mesure de fermer le système décentralisé sur lequel Internet s'est développé : s'il parvient à monopoliser le logiciel qui y donne accès, il pourra agir sur la sélection des coteaux et des services, arrachant ainsi de nouvelles occasions de partenariat avec divers secteurs de l'industrie et rendant le commerce électronique moins concurrentiel. En dehors de toute considération économique, la concentration excessive de pouvoir ouï à la démocratie. N'est-ce pas l'un des postulats de base des institutions américaines ?

La société n'est pas impuissante devant ce monopole de l'ère numérique. Les consommateurs, les éditeurs de logiciels et les États peuvent agir pour circonscire la place de Microsoft et relancer la concurrence. En particulier, les commissions antitrust de l'Union européenne et des États-Unis ont les moyens d'empêcher Microsoft d'étendre son monopole sur les sys-

tèmes d'exploitation et sur les navigateurs Internet.

Les agences d'achat dépendant aussi allouer une part de leur budget informatique à des fournisseurs indépendants de Microsoft et soutenir les industriels concurrents. Il serait également souhaitable que la firme de M. Gates s'engage à développer un système d'exploitation de ses applications, et que les autorités chargées de réglementer les concentrations abusives surveillent d'éventuelles pratiques prédatrices. Les fusions et acquisitions auxquelles Microsoft se livre doivent être soumises au respect de certaines conditions ou interdites lorsqu'elles lui permettent de décider seul des futurs standards d'Internet, du multimédia et du commerce électronique.

L'administration américaine vient de demander aux tribunaux de sanctionner les pratiques de vente groupée de Microsoft. Au tour de l'Europe de se pencher sur le monopole du géant de l'informatique. L'avenir démocratique de la révolution numérique est en cause.



(1) En 1996, les ventes de Microsoft (11,3 milliards de dollars) ne représentent qu'une fraction de celles de Mitsubishi (752 milliards de dollars).

(2) Le système d'exploitation permet aux divers programmes de dialoguer avec les composants de l'ordinateur (mémoire, disque dur, écran, clavier, souris...), ainsi qu'avec l'utilisateur (il pilote les fenêtres, les menus, etc.). Les systèmes graphiques, tels que Macintosh ou Windows, savent aussi manipuler des images, des sons, des vidéos, des textes. Ces systèmes offrent également aux programmeurs de créer pour chaque application

les fonctions de calcul, de communication entre applications, d'accès à Internet, etc., et leur permettent de concentrer leurs efforts sur ce qui fait la particularité de leur programme.

(3) M. William Gates, quarante et un ans, a fondé en 1975 la société Microsoft, dont il possède encore 22,3 % des parts. Cette participation (36 milliards de dollars en décembre 1996) fait de lui l'homme le plus riche d'Amérique.

(4) Serge Halimi. « Une presse libre », Le Monde diplomatique, septembre 1995.

DU CÉDÉROM

UNE VERSION ENRICHIE

de 4 années supplémentaires
1987, 1988, 1989, 1990, 1991
1 400 DOCUMENTS
BIBLIOTHÈQUE, ARTICLES, REVUES, ETC.

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Vous pouvez consulter, sur notre site, l'ensemble des articles parus depuis deux ans dans Le Monde diplomatique, indexés par sujets et par pays. Vous y trouverez également des débats, l'annonce de colloques et un choix de revues. Des dossiers thématiques sont proposés, constitués d'une sélection de sites et d'articles, qui affichent notre manière de voir l'actualité. Ces dossiers, ainsi que les sommaires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement, par courrier électronique, sur simple demande.

Notre adresse : <http://www.monde-diplomatique.fr/>

Hébergé, depuis février 1995, par l'Institut national de l'audiovisuel, notre site est également accessible par Minitel :

3616 ALTERN*DIPL0 (1,29 F/min).

Rencontres " 25 images / seconde "

Valence, du 4 au 7 décembre 1997.

Colloque international : avec Le Monde diplomatique.

LA TÉLÉVISION FRAGMENTÉE

Mille chaînes en bouquets

La révolution numérique brise l'ordre télévisuel. En proposant des centaines de chaînes, le petit écran s'émancipe du modèle centralisateur qui l'a jusqu'à présent les médias généralistes, le pouvoir politique et le grand public. La multiplication de bouquets de programmes pose de nombreux problèmes nouveaux. En premier lieu, celui des inégalités, car ces programmes sont, le plus souvent, payants, y aura-t-il désormais des télévisions et des téléviseurs ? D'autre part, le concept même de « grand public » se fragmente ; la fonction de lien social de la télévision se réduit, ce qui entraîne un affaiblissement de la cohésion socioculturelle de la société. Enfin, cette nouvelle ère de la télévision voit le rapprochement de ce média avec Internet, et l'arrivée de nouveaux acteurs économiques liés par là à l'univers de l'informatique oblige à repenser la question de l'hégémonie culturelle.

- Tables-rondes, projections, débats

avec la participation, entre autres, de : Jean-Louis Berdot, Françoise Calvez, Didier Desormaux, Bruno Gussmann, Pierre Péan, Cyrille du Pelloux, Francis Pissal, Ignacio Ramonet, Yves Roucaute, Herbert Schiller, Paul Virilio, Dominique Wolton.

Renseignements : C.R.A.C. - Seine nationale.

36, boulevard du Général de Gaulle, 26000 Valence. Tél. 04 75 82 44 10
Les Actes des colloques précités : « Culture et télévision (1991) » et « Télévision (1992) », « Économie et télévision (1993) », « Télévision et médias numériques (1994) », « Télévision et pouvoirs (1995) », et « Spécificité télévisuelle, Multimédia, virtuel, Internet (1996) » sont disponibles sur demande.

SPORT ET IDENTITÉ NATIONALE

Le football, symbole des vertus allemandes

BIOGRAPHIES, timbres-poste, émissions télévisées spéciales et nombreux articles de presse : le centenaire de la naissance de Sepp Herberger (1897-1977), mytique entraîneur de l'équipe nationale de football, est célébré en Allemagne au même titre que celui de Ludwig Erhard, le père du « miracle économique » des années cinquante. Le sentiment national allemand, entaché par l'époque hitlérienne, malmené par la guerre froide et troublé par la construction européenne, trouve, au miroir du football, une expression sans complexe.

Par ALBRECHT SONNTAG *

La victoire de l'équipe allemande au championnat d'Europe de football en 1996, en Angleterre, a redonné à ce sport sa fonction de ferment de la cohésion nationale, fortement ébranlée par la crise du « modèle allemand » (1), par la dissolution du traditionnel consensus social et par le clivage des mentalités entre l'Est et l'Ouest. Un élément si important que la plus haute instance juridique de la République fédérale, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, a récemment réagi à l'achat des droits de télédiffusion de la Coupe du monde en 2002 et en 2006 par le « tsar » allemand de la télévision à péage, M. Leo Kirch, en affirmant le « droit constitutionnel » du citoyen allemand à accéder librement à la retransmission des matches de la sélection nationale.

Comme l'a remarqué l'historienne Christiane Eisenberg, le football allemand s'est, dès ses origines au début du siècle, distingué de ses homologues anglais, français ou italiens par son « orientation marquée vers les clubs et les identifications locales » (2). Le constat reste valable, même dans une République fédérale très éloignée des excès nationalistes qui ont marqué la première moitié du siècle. Le football n'y retrouve sa tout premier plan : une récente biographie du fameux sélectionneur Sepp Herberger affirme que l'importance prise par ce dernier aux yeux des Allemands, après la victoire en Coupe du monde en 1954, n'avait alors d'égal que celle du chancelier Konrad Adenauer ; grâce à lui, neuf ans après la fin de la guerre, les Allemands

* Enseignant à l'École supérieure de commerce Le Havre-Caen.

étaient à nouveau « redevenus quelque chose » (3).

Considérations sans grand intérêt pour quiconque ne s'intéresse pas au football, ou bien constat du fait que le ballon rond représente beaucoup plus, pour la République fédérale, qu'un simple sport d'équipe ? On aurait tort de négliger son impact sur l'identité collective des citoyens de la République fédérale, la *Bundesbürger*, tout comme il serait erroné de considérer le dessein comme une monnaie semblable aux autres. Le football allemand est devenu l'un des rares symboles fédérateurs - véritables générateurs d'identité nationale - qu'a connus l'Allemagne depuis 1945 (4).

Plus que toute autre discipline sportive, le football « possède une forte résonance identitaire et affective », à l'échelle nationale ; il reste « un amplificateur de passions nationales », rendant « l'équipe-nation dépositaire d'un énorme investissement symbolique » (5). Et, comme le souligne l'ethnologue Christian Bromberger, on aurait tort de s'y voir qu'une guerre ritualisée dans laquelle les collectivités se définissent avant tout de manière négative par rapport à un ennemi national. Il s'agit plutôt d'affirmer des « identités », renvoyant « l'image idéalisée, encadrée dans la durée, qu'une collectivité se donne d'elle-même et qu'elle souhaite donner aux autres » (6).

C'est cette image positive d'elle-même dont avait grand besoin la jeune République fédérale d'Allemagne (RFA), en 1954, lors de son premier grand exploit sportif et dont, à en juger par les réactions au succès de 1996, elle semble toujours autant ressentir le désir.

Désenchantée des symboles nationaux depuis la fin du Reich, éprouvant un « déficit de reconnaissance nationale » que les « deux identités substitutives » - le Land et l'Europe - n'ont jamais vraiment été en mesure de remplacer (7), la RFA constitue encore, après la réunification, une société à la recherche un peu désespérée de symboles collectifs « vierges », non entachés par la période hitlérienne.

Avec le besoin de se sentir nation, alors que cette idée était proscrite au point que l'adjectif national était devenu politiquement incorrect, remplacé de manière quasi inflationniste par le composant fédéral, *Bundes* (comme dans *Bundesrat*, *Bundespost*, *Bundesbahn*, etc.), l'équipe nationale, la *Nationalmannschaft*, a toujours gardé son nom, et elle jouait pour Deutschland et non pas pour la seule RFA, avec le soutien avoué d'un grand nombre d'Allemands de l'Est, les citoyens de la République démocratique allemande (RDA). S'il est vrai que le stade de football est « un des rares espaces de débridement des émotions collectives où il est toléré de proclamer des valeurs dont l'expression est socialement proscrite dans le quotidien » (8), on comprend facilement que ce sport ait offert aux Allemands une précieuse niche où il leur était permis d'affirmer leur identité nationale, d'éprouver un sentiment de fierté et d'appartenance sans risque de s'exposer au soupçon d'un « renouveau du nationalisme » ou de l'« éternelle » « renaissance des vieux démons ».

Bon nombre de commentateurs voient dans la Coupe du monde 1954 la véritable « initiation de la jeune République fédérale », mettant fin à une sorte de « pénurie psychosociale des Allemands moyens de l'après-guerre qui aspiraient à la rédemption et à l'avenir, qui rêvaient d'être libérés de la culpabilité et du passé » (9). « Nous marchons un peu plus droit », annonçait la *Süddeut-*



ALLEMAGNE-AUTRICHE, COUPE DU MONDE 1954
Une image positive à travers la sélection nationale

sche Zeitung (10), résumant l'impact de cette victoire sportive dans l'émancipation entamée depuis la création de la RFA, en 1949. Les élections au second Bundestag, en 1953, avaient montré que la jeune démocratie était sur le chemin d'une réelle stabilité politique, sa souveraineté (dont la reconnaissance officielle de mai 1955 n'était que temporairement retardée par la question de la Communauté européenne de défense) semblait acquise et le quotidien dominé par les premiers effets du « miracle économique ».

La victoire en Coupe du monde devint la « métaphore sportive ». Et ce sont précisément ces qualités perçues « par tous, là où les gens travaillaient dur à la reconstruction (...) que l'on pouvait retrouver dans chacun des joueurs champions du monde : humilité et modestie, courage et discipline » (11). S'il est vrai que « les équipes mettent en scène des identités collectives, dont les joueurs sont des figures emblématiques » et qui « parviennent à incarner (...) des représentations, des sentiments et des aspirations qui leur précèdent » (12), cela le fut particulièrement, à l'échelle nationale, pour la RFA, neuf ans après la fin de la guerre.

Vingt ans plus tard, la Coupe du monde de 1974 consacra la reconnaissance internationale de la RFA. Moins en raison de la victoire, saluée comme « normale » pour une équipe allemande évoluant sur son propre terrain, mais par le fait qu'après les Jeux olympiques de Munich de 1972, l'Allemagne ait été choisie également comme hôte du seul événement mondial plus médiatique que les Jeux olympiques.

Coincidence historique : 1974 marque l'aboutissement quasi définitif de cette intégration dans la communauté internationale. L'admission au sein des Nations unies, en novembre 1973, avait été précédée par deux prix Nobel bien symboliques : celui de la paix en 1971 pour l'artisan de l'Ostpolitik, Willy Brandt, et celui de littérature en 1972 pour l'écrivain de la reconstruction et de la démocratie allemande, Heinrich Böll. La RFA était devenue adulte, elle avait moins besoin d'affirmer son identité à travers l'équipe de football victorieuse, même si, « dans la rue, dans les entreprises, au sein des familles, il n'était plus question que de la WM, la Coupe du monde » (13). Bien avant déjà, certains responsables politiques et journalistes avaient régulièrement remarqué que, « pour les Allemands, la WM est bien plus importante que la WW, la réunification » (14).

En 1990, les Allemands ont finalement eu les deux. Mais les événements ont été fêtés de manière très différente. Bien que la célébration officielle de l'unification du

3 octobre ait donné lieu à une importante mobilisation à Berlin, de nombreux observateurs ont constaté une certaine réserve, un manque d'enthousiasme lors de cette première grande manifestation nationale. Alors que la victoire sportive du 8 juillet 1990 avait, elle, été fêtée par la foule dans la rue avec, pour la première fois, l'extinction massive de drapeaux noir-rouge-or lors de défilés d'automobiles « à l'allemande » qui duraient jusqu'au matin dans la nuit. L'accueil réservé par les citoyens à la fête de la réunification trois mois plus tard et les dix commémorations de cette fête nationale ont, depuis, non seulement confirmé la traditionnelle « méfiance devant l'État-nation » (15), mais ont également marqué douloureusement la discordance entre la célébration d'un événement et les problèmes économiques et sociaux auxquels étaient directement à ce même événement.

Si « le renforcement du besoin d'affirmation d'identité est habituellement interprété comme réaction compensatoire à une crise de sens » (16), il semble à peine exagéré de considérer le championnat d'Europe de football disputé l'année dernière en Angleterre comme le fidèle reflet de la crise de sens que traverse actuellement l'Union européenne. Plus encore que pour la Grande-Bretagne, où il a déclenché une éruption de chauvinisme médiatique sans précédent, ce championnat a confirmé la symbiose entre football et identité nationale allemande.

Désorientée par la mort annoncée de son seul vrai symbole national, le *deutschausland*, luttée par le rôle ambigu qui lui est attribué en Europe (« moteur indispensable » et « danger hégémonique »), l'Allemagne s'est tournée à nouveau vers un événement sportif pour retrouver les valeurs collectives à l'origine de son essor de l'après-guerre : « Si les Allemands ont gagné et sont maintenant champions d'Europe, c'est parce qu'ils ont su faire preuve de ces qualités qui ont fait la réussite de l'Allemagne » (17). Cette nouvelle victoire sportive, suivie par au moins 33 millions d'Allemands devant leur poste de télévision, a été saluée par le chancelier Helmut Kohl qui a évoqué les « anciennes vertus allemandes de combattants grâce auxquelles l'équipe allemande, en "allant au charbon", avait accompli une belle "prestation de solidarité" pour finir, malgré toutes ses vicissitudes, par "s'imposer" » (18).

Faut-il déceler dans ces propos du chancelier un parallèle voulu entre une équipe engagée dans un tournoi de football et le rôle que lui-même se voit jouer dans la construction de l'Union européenne ? Le mot allemand désignant le champion d'Europe - *Meister* - signifie non seulement « champion », mais aussi « maître ».

(1) Lire Matthias Gehring, « Le modèle allemand vu de l'Est », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.

(2) Sous la direction de Christiane Eisenberg, *Football, soccer, calcio*, Munich, 1997.

(3) Jürgen Leinemann, *Sepp Herberger: Ein Leben, eine Legende*, Rowohlt, Berlin, 1997. Voir aussi, par le même auteur, les deux articles consacrés à la biographie de Herberger dans *Der Spiegel*, n° 52/1996 et 1/1997.

(4) Joseph Jarr, « La nouvelle Allemagne : quels symboles ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 96, juin 1993, pp. 43-56.

(5) Lire Ignacio Ramonet, « Le football, c'est la guerre », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(6) Lire Christian Bromberger, « Football : la passion partitane », *Sciences humaines*, hors-série n° 15, décembre 1994 - janvier 1997, pp. 23-25. Voir aussi, du même auteur, *L'Éthologie d'une passion partitane : le match de football*, Maison des sciences de l'homme, Paris, 1996.

(7) Lire Joseph Jarr, « Les Français vs d'Allemagne », *Commentaire*, n° 74, été 1996 ; voir aussi Edouard François, « Nation retrouvée, nation à reconstruire », *Le Débat*, n° 78, janvier-février 1994, pp. 62-70.

(8) Lire Christian Bromberger, « Le football met à nu les antagonismes majeurs de nos sociétés », *Le Monde diplomatique*, juin 1992.

(9) Friedrich C. Dohls, *Der Sonntag an dem ich Weimarer wurde*, Reinbek, Rowohlt, 1994.

(10) Cité d'après Arthur Heinrich, *Tooze / Too / Too / Wertz Jahre 5.2*, Reinbek Verlag, Berlin, 1994, p. 139.

(11) Lire Jürgen Leinemann, « Wie ein Meiner Kohl », *Der Spiegel*, n° 1, 1997.

(12) Lire Jean-Michel Faure et Christian Quémener, « Les enjeux du football », *Annales de la recherche en sciences sociales*, n° 103, juin 1994, pp. 3-6. Voir aussi Christian Bromberger, *op. cit.*

(13) WM = Weltmeisterschaft (Coupe du monde), « La Coupe du monde de football », *Documentaire* (29), n° 5, 1974, pp. 25-34.

(14) WV = Wiedervereinigung (réunification). À titre d'exemple : Oliver Stone, « Ein ganz Fußballist der schillernde als ein schillernde Theaterstück », article paru dans le hors-série n° 50, *Jahre Stargazer Zeitung*, 12 septembre 1995.

(15) Joseph Jarr, *op. cit.*

(16) Maciej Chodźka, « Die französische Identität - eine Frage und viele Antworten », in *Deutsch-Polnisches Institut, Frankfurt-Jahrbuch* 1990, pp. 33-50.

(17) Günther Nonnenmacher, « Fußball, Volkstümlichkeit », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 2 juillet 1996.

(18) Cité d'après Günther Nonnenmacher, *op. cit.* Ces paroles du chancelier ont d'ailleurs fait l'objet de vives critiques.

Manière de voir

LE BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE
diplomatique

Manière de voir 36

LE MONDE diplomatique

AMÉRIQUE LATINE

DU « CHE »

À MARCOS

Un continent

en quête

d'une

voie nouvelle

du « CHE » à Marcos, par Ignacio Ramonet. Le « CHE » contre le mythe, par Jennifer Heibel. Cuba : la révolution à l'épreuve du pouvoir (1973), par Philippe Pédron. Le Salvador Allende, fidèle à lui-même (1971), par Jean-Claude Bultre. Nicaragua : une « modération » radicale (1979), par Régis Debray. Les leçons d'une défaite à Managua (1990), par Jorge Castañeda. Tout changer pour que rien ne change à Cuba (1990), par Francis Poirier. Le Panama : de « justes causes » toujours en attente de solutions... (1981), par Jean-Michel Carot. L'espérance du droit en Haiti (1991), par Jean-Pierre Allou. Le président Aristide sous haute surveillance (1994), par Jean-Pierre Allou. Cuba à l'heure des grandes réformes (1993), par Jennifer Heibel. L'initiative pour les Amériques fait des incursions, par Jean-Michel Carot. S'ennrichir en dépolissant l'État, par James Petras. Les investissements pervers, par James Petras. En Argentine, quand l'argent fait la loi, par Bernard Cassin. Le Chili, les années de l'oubli et les dividendes du libéralisme, par Bernard Cassin. Le fin des illusions pour le modèle mercantil, par Francis Poirier. Le Panama pour oublier l'oubli, par Eduardo Galeano. Forces armées contre « fevelas », par Gilles de Sèze. Brésil sous cloche à Sao Paulo, par Michel Raffoul. Le Venezuela vers une guerre sociale ?, par Ignacio Ramonet. En Bolivie : des rivières d'huile aux champs de coca, par Carmen Bader et Jean-Michel Carot. Les violences colombiennes dans les rues et dans les montagnes, par Hubert Prolongé. La drogue, élixir de Washington, par Mariano Aguilar. Ces prières qu'on assassine..., par Maurice Lemoine. Le combat du Vatican contre le pluralisme, par André Corbin. L'émotion du pape au Brésil, par André Corbin. Les convulsions urbaines de la modernité, par Claude Barillon. Les bidonvilles de Lima ou la rage de vivre, par Carmen Bader et Jean-Michel Carot. La révolte très politique des Indiens d'Équateur, par Maurice Lemoine. La 4e guerre mondiale a commencé, par le sous-commissaire Marcos. « Dans la marche tout, hors du rituel », par Maurice Lemoine.

Chez votre marchand de journaux

45 F ou par correspondance

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde diplomatique* - Boutique - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05, FRANCE.

Je souhaite recevoir :

☐ exemplaires de *Manière de voir* AMÉRIQUE LATINE DU « CHE » À MARCOS [36]

Numéros encore disponibles :

☐ Le bouleversement du monde [25]
☐ Leçons d'histoire [26]
☐ Le sport, c'est la guerre [30]
☐ Le nouveau modèle américain [31]
☐ Scénarios de la mondialisation [32]
☐ Géopolitique du chaos [33]
☐ Proche-Orient, la paix insouhaitée [34]
☐ Offensives du mouvement social [35]
☐ Internet, l'ennemi et l'effroi. Hors-série
☐ Culture, idéologie et société. Hors-série

 Prix ► France métropolitaine : 51 F (port inclus)
 Hors-série : 56 F (port inclus)
 minire ► DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)
 Hors-série : 61 F (port inclus)

Reportez le montant total de votre commande :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

حكايا من الامم

DANS LES REVUES

allemandes



Un groupe de personnes, peut-être lors d'une manifestation, se tenant devant un bâtiment.

Un groupe de personnes, peut-être lors d'une manifestation, se tenant devant un bâtiment.

Un groupe de personnes, peut-être lors d'une manifestation, se tenant devant un bâtiment.

FOREIGN POLICY. Un numéro consacré à la grande partie des femmes : celles qui occupent des postes de pouvoir, de plus en plus nombreuses (même si le phénomène reste relatif), et celles qui, également de plus en plus nombreuses partout dans le monde, s'engagent dans la pauvreté. (N° 106, automne 1997, 7,95 dollars. - 1770 Massachusetts Avenue NW, Washington DC, 20036.)

NEW LEFT REVIEW. A travers un rappel des récents mouvements populaires contre le néolibéralisme (Corée du Sud, Indonésie, Equateur, France, Etats-Unis), une analyse du « syndicalisme sans frontières » : le mythe de l'Etat impérial. (N° 225, septembre-octobre 1997, 5 livres. - 6 Meard Street, Londres W1V 3ER, Royaume-Uni.)

POLITIQUE, LA REVUE. Deux grands dossiers, l'un sur la santé publique, l'autre sur l'écologie. 1917 : éthique et recherche. (N° 6, octobre-décembre, trimestriel, 60 F. - 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris.)

CRITIQUE COMMUNISTE. Ce numéro est tout entier consacré à une série d'analyses de la révolution russe d'octobre 1917. « Les dix jours qui ébranlèrent le monde ». (N° 150, automne, trimestriel, 60 F. - 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.)

PAPELES DE CUESTIONES INTERNACIONALES. Un dossier sur la Colombie, avec des articles sur l'économie, la crise politique, la drogue et la guérilla ; un autre sur « Guerre et médias », avec un article d'Ignacio Ramonet ; et une étude de Fred Haliday sur « Les civilisations de Huntington ». (N° 62, octobre, trimestriel, 1200 ptes. - CIP, d'après de Sesto, n° 48, 28009 Madrid.)

COURRIER DE L'UNESCO. Une livraison presque entièrement consacrée aux « catastrophes naturelles » : comment les prévoir et les prévenir. (Octobre, mensuel, 23 F. - 31, rue François-Bourvis, 75732 Paris Cedex 15.)

VACARME. Une jeune revue qui souhaite forger des outils capables de résister aux logiques dominantes. Dans cette livraison : les femmes en tant que « minorité », l'humainitaire au-delà de l'urgence, le bûche « art et politique ». A noter un texte de Bernard Stéven sur la pédophilie. (Septembre-novembre, bimestriel, 60 F. - 54 bis, rue de Lancry, 75010 Paris.)

RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES. Un grand dossier sur « Crises et conflits en Asie », ainsi que des points de vue de Michel Rocard. (Discours à

la nation allemande) et de Bronislaw Geremek (« La coopération franco-germano-polonaise et l'élargissement de l'Union européenne »). (N° 27, automne, trimestriel, 180 F. - 104, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris.)

MICROMEGA. La belle revue italienne de Lucio Caracciolo propose, en 272 pages, cinq « icebergs » successifs - intitulés « Nord-Est », « Naples », « Génes », « Justice » et « Magistrature » - pour conclure sur Heidelberg et Kant. (N° 4, automne ; abonnement un an, 5 numéros : 80 000 lire. - Viale del Castro Pretorio, 116, 00185 Rome.)

REVUE FRANÇAISE DE GÉO-ÉCONOMIE. Une livraison sur « Espace mondial, espace commun ? », avec des contributions sur la guerre économique, l'euro et le marché du pétrole, les stratégies internationales des firmes. (N° 3, automne, trimestriel, 98 F. - Economica, 49, rue Hérissant, 75015 Paris.)

COLLARS AND SENSE. Un numéro spécial sur les nouvelles stratégies ouvrières face à la mondialisation et aux privatisations. (N° 213, septembre-octobre, bimestriel, 3,95 dollars. - Economic Affairs Bureau, One Summer Street, Somerville, MA 02143, Etats-Unis.)

ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES. Un numéro consacré à la sociologie et à l'idéologie de l'économie et des économistes au milieu des années 90. Également au sommaire : « Rhetorique et réalité de la mondialisation ». (N° 119, septembre, trimestriel, 69 F. - Editions du Seuil, 27, rue Jacob, 75006 Paris.)

WORLD POLICY JOURNAL. La tension géopolitique des Etats-Unis : élargissement de l'OTAN et opportunité de la guerre froide : la stratégie américaine à l'égard de la Chine ; l'essor de l'Etat carcéral aux Etats-Unis. (Vol. 14, n° 3, trimestriel, 7,50 dollars. - World Policy Institute, 65 Fifth Avenue, Suite 413, New York, NY 10003, Etats-Unis.)

RAISON PRÉSENTE. Un dossier consacré à l'Europe, avec en particulier une étude sur la laïcité à l'épreuve de l'Union européenne. (N° 124, 6 trimestre, 80 F. - 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

COMMUNIST ECONOMIES ET ECONOMIC TRANSFORMATIONS. Le puzzle régional russe, les caractéristiques de l'économie de transition et le rôle des banques

de l'Europe centrale figurent au sommaire de ce numéro. (Vol. 9, n° 3, septembre, trimestriel ; abonnement un an : 46 livres. - Carfax Publishing Company, PO Box 25, Abingdon, Oxfordshire, OX14 3UE, Royaume-Uni.)

THE LEBANON REPORT. La revue du Centre libanais d'études politiques propose plusieurs articles sur la coopération méditerranéenne et son impact sur l'économie libanaise. (N° 3, automne, trimestriel ; abonnement un an : 418 F. - The Daily Star, Tayyar Coater, Box 55215, Sin al-Fil, Liban.)

ISRAEL AND PALESTINE POLITICAL REPORT. La revue de Martin Ghilan consacre l'essentiel de son sommaire à l'action, passée et présente, des organisations non gouvernementales dans les territoires occupés : résistance à l'occupation, bataille pour Jérusalem, « nouvelles » économiques et sociales, défense des libertés, etc. (N° 201, septembre, périodicité et prix non indiqués. - LIPU, BP 44, 75462 Paris Cedex 10.)

ARAB STUDIES QUARTERLY. Au sommaire, quatre études historiques : les Arabes et l'Asie, 1933-1940 ; les organisations islamiques en Egypte et la révolution iranienne de 1979 ; les violences contre les femmes dans la société palestinoisienne ; l'économie politique du tourisme en Syrie. (Vol. 19, n° 2, printemps, trimestriel ; abonnement un an : 32 dollars. - ASQ, 2121 Wisconsin Avenue NW, Suite 310, Washington DC, 20007.)

PEUPLES MÉDITERRANÉENS. Un numéro entièrement consacré à des études sur la littérature égyptienne, avec des thèmes tels que : « Mythe, raison et imaginaire » (avec un extrait du *Hadith 133* de Hisham, de Mahamud al-Muwawilhi) ; « A la recherche de l'univers des romanciers » ; « L'enseignement de Naguib Mahfouz aux Etats-Unis ». (N° 77, octobre-décembre, trimestriel, 90 F. - BP 188-07, 75326 Paris Cedex 07.)

NAQO. Après une année de suspension due aux conditions que traverse l'Algérie, cette revue d'études et de critique sociale (de langue arabe et française) réapparaît avec pour thème : « L'image de l'Autre dans les sociétés arabes et musulmanes ». (N° 10, deux ou trois numéros par an, 240 FF ou 600 DA. - BP 63 bis, Ben Azzou, 16033, Algérie.)

CABRIERS D'ETUDES AFRICAINES. A signaler, une étude sur « Littérature négro-africaine, idéologie et sous-développement ».

(N° 147, 3 trimestre ; abonnement : 270 F. - 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. Un dossier très complet : « L'Afrique peut-elle s'en sortir ? » (N° 152, octobre, mensuel, 20 F. - 28, rue du Sentier, 75002 Paris.)

AMNESTY INTERNATIONAL. Afrique noire centrale : une compilation de documents publiés par Amnesty International. (Hors-série, 3 trimestre, prix non communiqué. - 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11.)

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. En trois articles, les mésaventures du populisme en Equateur ; en trois autres contributions, la propos du Brésil, le « boom » minier, la productivité de l'industrie et le développement durable en Amazonie. Également, les relations extérieures du Mercosur. (N° 26, nouvelle série, trimestriel, 72 F. - La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris.)

OKMAIN LE MONDE. Un dossier très complet sur les peuples indigènes d'Amérique latine, paraguayens pour un développement durable. (N° 17, mensuel, 100 FR. - Quai du Commerce, 9, 1000 Bruxelles.)

COISSANCE. Au sommaire : le Tibet, qui, sous la domination chinoise, perd peu à peu son identité ; la Corée du Nord, dernier bastion d'une époque révolue. (N° 408, mensuel, 32 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.)

ÉTUDES. Penser autrement l'immigration. Il est urgent d'analyser les nouvelles mobilités internationales et de concevoir d'autres politiques. A lire également : « Les nouveaux domaines africains ». (Thème 3874, mensuel, 60 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

HOMMES ET MIGRATIONS. L'expérience du collège des médiateurs dans l'affaire des Africains de Saint-Bernard conduit la revue à s'interroger sur les richesses et les limites de la médiation. Également, un dossier sur le multiculturalisme en Australie. (N° 1208, juillet-août 1997, bimestriel, 70 F. - 48, rue de la Dûce, 75020 Paris.)

INTERDEPENDANCES. Le principal syndicat de policiers contre la répression de l'usage de drogue, nicotine psychotrope, le tabac bien sûr. (N° 28, septembre-octobre, bimestriel, 35 F. - 16, rue du Delta, 75009 Paris.)

SOCIÉTÉ FRANÇAISE. Les chômeurs

vus autrement que comme des victimes passives. Dans ce numéro, ils sont au contraire les protagonistes d'une action sociale et politique. Avec la participation de plusieurs collectifs de chômeurs. (N° 9/99, quadrimestriel, 75 F. - BP 226, 75045 Paris Cedex 18.)

QUART-MONOE. Les plus démunis seront-ils exclus de la société de communication ? Avec des contributions de Michel Elie, Philippe Quéau, Michel Serres. (N° 163, septembre 1997, trimestriel, 45 F. - 15, rue Maître-Albert, 75005 Paris.)

NOTRE HISTOIRE. Un numéro consacré aux « Tabous et interdits ». (N° 149, novembre, mensuel ; abonnement un an : 345 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.)

CAHIER D'HISTOIRE IMMÉDIATE. Image et représentation des clergés et des religieux dans la société française depuis les années 50. (N° 11, bimensuel ; par abonnement : 130 F par an. - GRH, Maison de la recherche, 5, allées Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex.)

TRANSVERSALES SCIENCE/CULTURE. Des contributions d'André Gorz et René Passot sur l'être informationnelle, et une réflexion de Basarab Nicolescu sur le véritable enjeu de l'affaire Sokal. (N° 47, septembre-octobre, bimestriel ; abonnement mensuel : 400 F. - 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)

IMAGES. Un numéro consacré à « Ethique et images », avec des photos d'Alan Hume, Chris Morgan et Stefan Vos, et des textes, entre autres, de Christian Cajoille, Mark Hunyadi et Ignacio Ramonet. (N° 3, octobre, semestriel, prix non indiqué. - Centre de la photographie, 16, rue du Général-Dufour, CH-1204 Genève.)

DÉFIS SUD. Un dossier sur « Le droit à l'image » autour de la question : à quand des films du Sud pour les gens du Sud ? (N° 28, septembre, trimestriel, 125 FR. - Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles.)

CINÉMACTION. Tout le volume est dédié à « La guerre d'Algérie à l'écran », en France, en Algérie et à l'étranger. Un travail de référence dirigé par Guy Hennebelle, Mouhy Bernabé et Benjamin Siara, avec des textes, entre autres, de Jean-Claude Carrière et Claude Aziza. (N° 85, trimestriel, octobre, 150 F. - Editions Corlet, 14118 Coudé-sur-Noireau.)

Colloques et rencontres

RENCONTRES AUTOUR DES CINÉMAS D'AFRIQUE OU NORD ET D'AFRIQUE NOIRE. Du 5 au 15 novembre, organisé par Regards du Sud 97 à Toulouse, Colomiers, Foix, Saint-Gaudens, etc., un voyage dans un autre continent, mais aussi un voyage intérieur. (Tel : 05-61-13-44-77.)

VILLE, ÉCOLE ET INTÉGRATION. Étudier la complexité des rapports entre populations immigrées, tissus urbains et système éducatif, à l'initiative de l'Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine (Achaic) et de nombreux partenaires. A Paris, Institut du monde arabe, le 6 novembre de 9 heures à 18 h 30. (Tel : 01-44-62-20-30 et 01-45-02-65-60.)

LES MUTATIONS DE L'ÉTAT-NATION EN EUROPE À L'AUBE DU XXIÈME SIÈCLE. Organisé par l'Institut de recherche sur l'évolution de la Nation et de l'Etat en Europe (Ireneu, université Nancy-II), du 6 au 8 novembre, au Palais des congrès, à Nancy. (Tel : 03-83-35-46-15.)

OCTOBRE 17 : CAUSES, IMPACT, PROLONGEMENTS. L'Espace Marx, co-édition avec diverses institutions universitaires et revues, organise ce colloque du 14 au 16 novembre, à l'université Paris-VIII de Saint-Denis. (Tel : 01-42-17-45-10. Web : <http://www.internat.org/ExpMora/>)

LIVRES D'ENFANTS AU PAYS DES SOVIETS. Journées d'études, du 17 novembre, à l'initiative du Fonds historique de la bibliothèque « L'Europe jeunesse », dans le cadre d'une exposition du 6 octobre au 27 décembre à la Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, à Paris, et à l'occasion de la

publication d'un *Dictionnaire des illustrateurs russes et soviétiques, 1917-1943*. (Tel : 01-43-25-83-24.)

L'INFORMATION DANS LE SERVICE PUBLIC DE LA TÉLÉVISION. Sous l'égide de l'Action-Critique médias (Acti-med), rencontre avec Marcel Trillat (France 2) et Marc Melmon (France 3). Le 18 novembre, à 18 heures, à Paris, à l'Agenda. (Tel : 01-44-79-94-99.)

DES OIEUX ET DES HOMMES. Sur ce thème, le Festival international du film d'histoire se tiendra du 18 au 26 octobre à Pessac (Gironde). (Tel : 05-56-46-25-43.)

ÉCONOMIE ET CONSCIENCE. Organisé par l'Artemis, ce colloque international se déroulera, à Genève, les 22 et 23 novembre. (Tel : 04-50-43-34-62 ; ou à Genève : 00-41-22-346-14-11.)

L'HISTOIRE SANS LES FEMMES ? Colloque international tenu à Rouen du 27 au 29 novembre et organisé par l'université de Rouen, Faculté des lettres et sciences humaines, GRHS. (Tel : 02-35-14-61-48.)

Avec Le Monde diplomatique

GÉOPOLITIQUE OU CHAOS ? A l'occasion de la parution de son nouveau livre, Ignacio Ramonet donne une série de conférences et signe son ouvrage : le 13 novembre à Nancy, à 18 h 30, à la librairie L'Autre Rive. (Tel : 03-83-30-63-29) ; le 14 novembre à Toulouse, à 17 h 30, à la librairie Ombres blanches. (Tel : 05-61-21-44-94) ; le 18 novembre à Sotteville-lès-Rouen, à 20 h 30, au Triano (tel : 02-35-

73-65-99) ; le 26 novembre à Paris, à 17 h 30, à la FNAC-Montparnasse.

LES NOUVELLES VOIES DE L'INFORMATION EN EUROPE. Elles seront explorées à Florence, du 8 au 10 novembre, par des journalistes - dont Dominique Vidal -, experts, syndicalistes et responsables politiques venus de nombreux pays du Vieux Continent. (Service d'information européen. Tel : 00-39-923-546-700.)

PAIX OU GUERRE AU PROCHE ORIENT ? C'est dans le cadre d'un cycle de conférences organisé par l'association Campus actif avec Le Monde diplomatique, le thème d'une conférence-débat qui animera Dominique Vidal à Rouen, le 13 novembre à 18 heures. (Tel : 02-35-14-64-84.)

VISIONS DE RUSSIE. Autour d'une exposition de photographies de Laure Vascari au Centre photographique de Normandie, Le Monde diplomatique et la FNAC de Rouen organisent un débat, le 19 novembre à 17 heures, avec Laure Vascari, Annie Dauthebot, Lilas Louguina, Marie-Claude Slick, Jean Radvany. (Tel : 02-35-98-64-01.)

1995 : LE MOUVEMENT SOCIAL. FAÇES À SES IMAGES. Rencontres et tables rondes autour des films et documentaires qui ont accompagné le mouvement social de l'automne 1995, du 28 au 30 novembre au cinéma Le Studio (Aubervilliers-Théâtre de la Commune). Le 30 novembre 14 heures avec Serge Halimi. (Tel : 01-48-33-32-32 ou 01-40-44-09-57.)

LA MÉMOIRE ET L'OUBLI. Les 1^{er}, 2 et 3 décembre, dans le cadre du Salon du livre de jeunesse de Montreuil, avec la participation, entre autres, d'Édouard Galiano, Michel Vovelle, Jean-Noël Jeanneney, Rachid Boujard et Maurice Lemoine. (Tel : 01-55-86-86-33.)

L'INFORMATION EN LIGNE. Le 8 décembre, dans le cadre du même Salon, avec des interventions de Francis Piani, Philippe Quéau, Philippe Rivière et Ignacio Ramonet. (Tel : 01-55-86-86-33.)

CINQUANTE ANS APRÈS LE PLAN DE PARTAGE DE LA PALESTINE. Un débat avec Leïla Shahid, déléguée générale de Palestine en France, et Yehuda Lancry, ancien ambassadeur d'Israël à Paris, ouvrira, le 2 décembre à 20 heures, au Havre, le cycle d'initiatives qu'organise le Théâtre du Volcan avec Le Monde diplomatique. (Tel : 02-35-19-10-10.)

RENCONTRES EUROPÉENNES CONTRE LA PRÉCARITÉ. Avec le soutien de Liber, Raison d'agir (Grenoble) et Le Monde diplomatique réunit, les 12 et 13 décembre, des spécialistes universitaires et des acteurs du mouvement social européens à l'université Stedhal, BP 25, 38040 Grenoble Cedex 9. (Contact : Raisons d'agir, Bernard Florin, université Stedhal, BP 25, 38040 Grenoble Cedex 9.)

Avec Les Amis du Monde diplomatique

NANTES. Le mercredi 5 novembre, à la Manufacture des tabacs, 10 bis, boulevard de Stalingrad, conférence-débat sur « La "bulle" du commerce international et le rôle de l'OMC », avec Bernard Casso. (Contact : Bernard Chateigner, Guy Goureaux. Tel : 02-20-15-87-45.)

NÎMES. Le jeudi 6 novembre à 20 h 30,

à la chambre d'agriculture, 7, rue Bernard-Aton (près du conseil général), en partenariat avec le Collectif tiers-monde de Nîmes et du Gard, conférence-débat sur « L'Amérique latine et les droits de l'homme », avec Maurice Lemoine. (Contact : Alain Pinol. Tel : 04-91-03-89-26.)

BREST. Le mercredi 12 novembre à 20 heures, à la faculté de lettres de Brest, amphithéâtre 3, rencontre-débat : « Halie à la compétitivité ! Le devoir de révolte », avec Riccardo Petrella. (Contact : René Le Corre. Tel : 02-98-03-59-00.)

LONDRES. Le mercredi 12 novembre à 18 heures, au Cooway Hall, 25, Red Lion Square (M Holborn), réunion des Amis de la région londonienne. (Contact : Donatello Bernstein. Tel : 00-44-171-359-80-10.)

LUXEMBOURG. Le vendredi 14 novembre 1997 à 19 h 30, au Casino syndical de Bonnevoie 163, rue de Bonnevoie, à Luxembourg, en collaboration avec l'Association Gernica et le Net Lenk, rencontre-

débat sur « Une alternative pour l'Europe », avec Anne-Cécile Robert, Christa de Brie, Christophe Aguiton et Hoang-Noc Liem. (Contact : André Hoffmann. Tel : 00-352-554791. - Luc Koedinger. Tel : 00-352-435938. - Alain Simenani. Tel : 00-352-430-023831.)

LILLE. Le mercredi 19 novembre à 20 h 30, à l'École supérieure de journalisme, 50, rue Gauthier-de-Chailly (identifiée le Palais des beaux-arts), rencontre-débat sur « Presse et pouvoir », avec Ignacio Ramonet, Jules Clauwaert (Nord-Eclair), Jean-Laurent Beroard (Fréquence Nord). (Contact : Christophe Boussemart. Tel : 03-35-19-10-10, le soir.)

LIMOGES. Le vendredi 21 novembre à 20 h 30, salle Blaquy (près de la mairie), en collaboration avec le Cercle Gramsci, rencontre-débat sur « Résistances et alternatives à la mondialisation ultralibérale », avec Bernard Casso. (Contact : Jean-Marc Lavieille. Tel : 05-55-37-00-19.)

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, nous avons pu abonner, depuis janvier 1995, 412 centres de lecture collective, dont 228 en Afrique et au Proche-Orient, 77 en Amérique latine, 93 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 14 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens, est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retourner à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Ville : _____ Pays : _____

Code postal : _____ la somme de :

Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

☐ 350 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.

☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.

☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F

destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE
Le Mans, 11-14 décembre
8^e CARREFOUR DE LA PENSÉE

AFRIQUE LE CAUCHEMAR OU L'ESPOIR ?

Jeudi 11 décembre
Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, soirée animée par Alain Gresh, rédacteur en chef du Monde diplomatique.

Vendredi 12 décembre
Histoire et mémoire, débat animé par Gilles Cottareau. Avec Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso), Edita M'bekolo (Zaire), Henriette Diabate (Côte d'Ivoire), Philippe Laymarie.
Témoins : Georges Balandier, ethnologue.
Un cas de conflit, l'Afrique des Grands Lacs, débat animé par Jean-Karim Fall. Avec Jean-Baptiste Soudji (République démocratique du Congo), Jean-Christophe Rufin, Baer Wally N'diaye (Sénégal), Gérard Fumier.
Témoins : M^{me} Colette Braeckman, journaliste (Bruxelles), M^{me} Emma Bonino, commissaire européenne chargée des questions humanitaires. Sally Nyolo, chanteuse camerounaise. Débat sur l'avenir de l'art africain animé par Véronique Mortaigne, journaliste au Monde.

Samedi 13 décembre
Besoin d'Afrique : économie et culture, débat animé par Henry Lelièvre. Avec Eric Fottorino, Mariette Bissane Moutoungou (Cameroun), Denise Cousy, Bernard Magnien.
Témoins : Stéphane Hessel, ancien ambassadeur, Thierry Sallu, journaliste.
France-Afrique, que faire ? débat animé par Philippe Desmattre. Avec Alain Rufin, Jean-François Bayart, Amadou Toumani Touré (Mali), Mahamadou Ouedraogo (Burkina Faso).
Témoins : Erik Orsenna, écrivain.
Soirée cinéma, avec Mahamadou Ouedraogo, ministre de la culture et de la communication du Burkina-Faso.

Dimanche 14 décembre
Ballets africains.

Organisé par les Carrefours de la pensée, Le Monde diplomatique, le Ligue de l'enseignement (Cécile Condorez), l'université du Maine, Radio France internationale, et TV5-Europe.
Inscriptions : les Carrefours de la pensée, 78, rue Charney, 72000 Le Mans
Tel : 02-43-47-48-15 - Télécopie : 02-43-24-32-78

LES LIVRES

ALLEMANDS DE L'EST ET DE L'OUEST

Antique fable

MÉDÉE. Voix, de Christa Wolf. Traduit par Alain Lance et Renate Lance-Otterbein, Fayard, Paris, 1997, 250 pages, 110 F.

La « voix de Cassandre » (1) se fait à nouveau entendre. Christa Wolf a retrouvé sa vocation littéraire avec son nouveau roman. Profondément atteinte par une campagne qui visait non seulement sa personne (on lui reprochait de ne pas avoir révélé plus tôt ses contacts avec la Stasi en 1959), mais aussi toute son œuvre littéraire, Christa Wolf s'était retirée à Santa Monica, en Californie, suivant les traces d'anciens émigrés comme Bertolt Brecht ou Thomas Mann.

Médée, elle aussi, est une émigrée. Ex une victime. Euripide – et d'autres après lui, de Corneille à Heiner Müller – l'avait dépeinte en furie hystérique qui, par vengeance, tue ses propres enfants. La Médée de Christa Wolf, elle, ne fait de mal à personne. Elle est lucide, forte, avec des dons de guérisseuse. Ni meurtrière ni sorcière, simplement victime de querelles de pouvoir. En découvrant le secret des rois de Corinthe et de Colchide – l'assassinat de leurs propres enfants –, elle court à sa propre perte. « Nous ne supporterons pas de découvrir la vérité », dit Jason, son mari infidèle. Les aspirants au pouvoir ont beau jeu de faire de l'étranger le bouc émissaire des maux qui s'abattent sur leur ville. Ils la livrent à la vindicte populaire. Elle sera chassée, et ses enfants seront sacrifiés.

D'ÉJA, la Cassandre de Christa Wolf n'était pas la prophétesse folle de la mythologie grecque, mais une victime lucide. Ce roman politique aux accents féministes et pacifistes – en temps de guerre froide – avait d'ailleurs valu à l'écrivain la censure en République démocratique allemande. Médée aussi se rapporte à l'histoire récente. Le roman peut en effet se lire comme une parabole du conflit entre Allemands de l'Est et de l'Ouest, ou entre immigrés pauvres et autochtones nantis. Pour les Corinthiens, imbus de leur supériorité, les gens de Colchide sont des étrangers, des « barbares ». Les premiers repoussent les seconds aux portes de la ville et leur font faire les basses besognes. En temps de prospérité, ces immigrés sont tolérés, car ils permettent à leurs hôtes de se sentir supérieurs. « Ils avaient besoin de croire qu'ils vivaient dans le plus parfait des pays sur terre. » Mais, au moindre revers de fortune, les nouveaux venus se transforment en boucs émissaires. Les gens de Colchide, eux, sont nostalgiques de leur province d'origine, malgré sa pauvreté. La prospérité de Corinthe leur paraît suspecte. Ils s'étonnent de voir les gens courir sans cesse après l'or, métal sans valeur à Colchide, où ils vivaient de troc. Médée, pour sa part, va bien vite le comprendre : l'avant-dernier roi s'était en fait arrangé pour créer artificiellement une pénurie d'or à Corinthe, cela afin de diviser la population en riches et en pauvres, et consolider son pouvoir.

L'histoire récente ressemble-t-elle à l'histoire ancienne ? Quand Médée se demande à la fin : « Y a-t-il un monde, une époque où l'on n'a pas peur ? », Christa Wolf n'apporte pas de réponse. Ni pour Médée ni pour elle-même...

BRIGITTE PÄTZOLD.

(1) Allusion à un précédent roman de Christa Wolf, *Cassandre*, traduit par Alain Lance et Renate Lance-Otterbein, Albin, Aix-en-Provence, 1985.
(2) Ce qui reste, essai de Christa Wolf traduit par Ghislain Riccardi, Albin, Aix-en-Provence, 1990.

PROCHE-ORIENT

LA DEUXIÈME INDÉPENDANCE ARABE : POUR UN ÉTAT ARABE DÉMOCRATIQUE MODERNE. - Moncef Merzouli

★ Maison des trésors littéraires, Beyrouth, 1996, 143 pages, 80 F.

L'absolutisme politique qui paralyse le monde arabe porte en lui les germes de sa propre destruction et les États autoritaires érigés dans l'euphorie, au lendemain des indépendances, feront la place au siècle prochain soit à des pouvoirs islamistes, soit à des États démocratiques. Tel est le diagnostic établi par Moncef Merzouli, professeur de médecine tunisien. Fils d'un exilé politique, l'auteur, dont les écrits n'ont pas souvent droit de cité dans les pays arabes, explique comment les mouvements de libération nationale ont donné naissance à des États qui ont tué, beaucoup plus que les colonisateurs, par l'écrasement de l'esprit créatif. Il est encore temps, à ses yeux, d'œuvrer pour une « deuxième indépendance » qui libérerait les citoyens arabes du joug de l'oppression et leur permettrait de mieux défendre leurs intérêts, en ces temps de dépendance économic à l'égard de l'Occident.

Une réconciliation entre les « valeurs de libération que véhicule le patrimoine arabo-musulman » et les principes universels des droits de l'homme est nécessaire pour enrayer, au terme « de longs et difficiles combats intellectuels et politiques », la décadence dans le monde arabe.

KAMEL LABIDI.

THE RISE AND FALL OF PALESTINE. A Personal Account of the Infirmary Years. - Norman G. Finkelstein

★ University of Minnesota Press, Londres, 1997, 157 pages, 14,95 livres britanniques.

Samira et Monssa sont les clefs de ce petit livre. Professeurs d'anglais, respectivement à Beit Sahour et au camp de réfugiés de Fawwar, ces deux Palestiniens ont guidé Norman G. Finkelstein en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, lors des trois séjours que l'universitaire américain y a effectués à l'époque du soulèvement palestinien. Finkelstein connaît très bien la question palestinienne. Mais cette compétence se contente ici d'illustrer un récit en forme de reportage où bat le cœur d'une jeunesse combattante. Partout présente, l'amère radicalité de cet adversaire farouche des accords d'Oslo s'impose dans l'épilogue, intitulé : « Fin de la Palestine ? »

D. V.

L'ÉGYPTÉ, PASSION FRANÇAISE. - Robert Solé

★ Seuil, Paris, 1997, 410 pages, 139 F.

Depuis des siècles, des Français réinventent l'Égypte. Cette fascination de l'Hexagone pour la vallée du Nil a inspiré Robert Solé, qui a fait, adolescent, le voyage dans l'autre sens. L'auteur brosse une vaste fresque des relations amoureuses, parfois passionnelles, entre les deux pays. Son tableau est minutieux, comme les croquis que Vivant Denon avait rapportés dans les bagages de Bonaparte.

La terre des pharaons et de la Bible a été convoitée depuis les croisades par des militaires (Napoléon Bonaparte en tête), des savants (Jean-François Champollion ou Auguste Mariette), des ingénieurs visionnaires (Fernand de Lesseps ou Jacques-Marie Le Père), des poètes-écrivains (Gérard de Nerval, Gustave Flaubert, Roger Vaillant). Terrain d'expérimentation, de recherche, d'inspiration ou d'exotisme, tous y trouvaient à s'accomplir. Les saint-cimoniens étaient convaincus d'y rencontrer la Femme-Messie, mère universelle de leur utopie. Le récit de leur « expédition », la deuxième après Bonaparte, est savoureux.

SYLVIE BRAIBANT.

EUROPE

PAYSAGES DE GUERRE SUR FOND DE TCHÉCOSLOVAQUIE. - Juan Goytisolo (traduit de l'espagnol par M. El Yamani)

★ Cérès, 1997, 120 pages, 80 F.

Juan Goytisolo a toujours été un intellectuel engagé. D'abord contre le franquisme, ensuite aux côtés de la révolution cubaine (pour bientôt déchanter) et d'autres combats historiques, comme celui du FLN algérien. Juan Goytisolo est devenu l'un des derniers écrivains de renom mondial à s'engager physiquement en faveur de causes qu'il croit justes. On l'a vu en Bosnie (El Sile de los siles et *Le Cahier de Sarajevo*), en Algérie à nouveau (*L'Algérie dans la tourmente*) et maintenant en Tchétchénie.

Dans tous ses témoignages, Goytisolo pratique un journalisme exemplaire, avec un style fort, efficace et enlevé. De ses récents séjours à Moscou et en Tchétchénie, il rapporte ces *Paysages de guerre*, où sont soigneusement décrites la vie d'un peuple et l'incompréhension des dirigeants de Moscou devant un conflit plus que centenaire.

RAMON CHAO.

IDÉES

CRITIQUE DE L'AIR DU TEMPS. - Samir Amin

★ Forum du tiers-monde/L'Harmattan, Paris, 1997, 140 pages, 80 F.

Sa critique de l'air du temps, Samir Amin l'effectue à l'occasion du centenaire du Manifeste communiste de Marx dont, en 1998, on célébrera le cent cinquantième anniversaire. Une lecture rafraîchissante, parfois d'une saisissante actualité, et à laquelle il se livre avec une évidente jubilation.

Si le Manifeste ne saurait être considéré comme un texte sacré, ses analyses restent néanmoins infiniment mieux compte de la réalité du capitalisme mondialisé actuel que les théories néoclassiques prétendant le contraire, nous dit l'auteur, « prouver l'imprévisible : que les marchés sont autorégulateurs, produisent cet équilibre général et, de surcroît, l'optimisme social ». Il faut effectivement être Prix Nobel d'économie pour ne pas mesurer le caractère surréaliste de cette « économie pure » que Samir Amin espère « renvoyer à ses asiles académiques ».

B. C.

HISTOIRE

L'HISTOIRE DÉCHIRÉE. Essai sur Auschwitz et les intellectuels. - Enzo Traverso

★ Les Éditions du Cerf, coll. « Passages », Paris, 1997, 238 pages, 165 F.

Le nouvel ouvrage d'Enzo Traverso – dont les éditions Kimé viennent de rééditer par ailleurs *Les Marxistes et la question juive* – part d'une constatation : celle de la marginalité relative de la question de l'Holocauste (Auschwitz) dans le débat intellectuel des trente premières années de l'après-guerre, avec pour prototype l'aveuglement sartrien.

Fout exception à cette règle les exilés juéo-allemands et les rescapés du génocide qui ont essayé de « penser Auschwitz », précédés sur ce terrain par les écrivains prémodernes de Franz Kafka et Walter Benjamin. Enzo Traverso explore cette pensée tragique pour déboucher sur un examen du rapport entre rationalité et barbarie, dans le sillage de la « moralisation » l'histoire.

GILBERT ACHCAR.

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné
de votre règlement à :

Le Monde diplomatique - Agence
21 bis, rue Claude Bernard
75242 Paris cedex 05

- Je commande : ☐ exemplaire(s) de l'agenda du *Monde diplomatique* (format 21 x 29,7 cm), au prix unitaire de 170 F + 25 F pour les frais de port (tarif valable uniquement pour la France métropolitaine).

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

• J'effectue le règlement total

de F

☐ par chèque bancaire ou postal ci-joint,

à l'ordre de « Le Monde »,

☐ par carte bancaire

n° de carte : _____

Date d'expiration : _____

• Signature obligatoire

Les commandes seront satisfaites dans
l'ordre d'arrivée, le tirage étant limité.

Pour 1998, prenez rendez-vous avec l'agenda du MONDE diplomatique

Un agenda est indiscutablement un média. D'une part, il se situe à la charnière des deux rythmes de l'information : le temps de l'Histoire et le temps personnel. D'autre part, il propose des repères puisés dans les événements récents qui permettent littéralement de cartographier le temps. *Le Monde diplomatique* répond ainsi à la demande de nombreux lecteurs qui souhaitent pouvoir disposer d'une sorte de répertoire, de guide, de vade-mecum de l'actualité récente.

Tel que nous le concevons, cet agenda de bureau, qui est aussi un bel objet, complète nos autres publications : il aide à mettre en perspective l'actualité du jour, en ramenant à la mémoire une trame dense de faits significatifs et déterminants dans les domaines politique, social, scientifique, culturel, écologique. Cet arrière-plan événementiel aide à mieux lire les nouvelles du moment et à prendre un recul civique à l'égard des dérives de l'information au jour le jour.

Parce que l'Histoire s'inscrit dans le temps, qu'elle est un lien d'affrontement des idéologies, l'Agenda vous propose chaque semaine un texte qui éclaire le sens d'un mouvement social, d'une tendance économique de fond, d'une évolution dans les rapports de forces planétaires.

Quotidiennement, l'Agenda vous remémore des faits qui ont constitué la trame de notre histoire collective.

هكذا من الاصل

IVRE

DUMOIS

ÉCONOMIE

ONE WORLD, READY OR NOT: The Manic Logic of Global Capitalism. - William Greider

★ Simon & Schuster, New York, 1997, 437 pages, 25 dollars.

Un pamphlet de plus sur la mondialisation ? Pas vraiment, car William Greider présente la particularité d'allier les talents du grand reporter qui parcourt le monde (Chine, Pologne, Japon, Mexique, etc.) en recueillant des informations sur une « main invisible » devenue folle, et ceux de l'essayiste capable d'expliquer le fonctionnement des marchés financiers, d'établir des liens concrets entre la main d'œuvre exploitée d'Asie et les problèmes sociaux que connaissent l'Europe et les États-Unis. A chaque fois, il est en mesure de comparer la réalité aux arguments théoriques.

A ceux qui voient dans les bouleversements actuels une « étape pénible mais inévitable » vers un supposé bien-être universel, l'auteur oppose une analyse plus pessimiste. L'innovation technologique et la globalisation génèrent presque partout « des surplus croissants et permanents de biens, de personnel et de capacités de production », alors même que des géants en puissance, telles l'Inde ou la Chine, n'ont encore déployé qu'une part infime de leur potentiel économique. Et, en fin de compte, la machine économique s'emballe, les revenus du travail subissent une pression à la baisse tandis que le danger de réactions brutales grandit. Tout en appelant les décideurs politiques à freiner une évolution dangereuse, l'auteur tente de répondre à la question-clé : « Le système global peut-il emprunter une voie moins destructrice que ne le feraient pas les pouvoirs sur les bas-côtés ? »

IBRAHIM WARDE.

POLITIQUE

LES MOTS VOLÉS. - Edwy Plenel

★ Stock, Paris, 1997, 325 pages, 130 F.

A peine entré à l'Elysée, le président François Mitterrand, tel un monarque, installait dans son palais un cabinet noir et une garde rapprochée, dévoués au maintien du secret autour de sa vie privée.

Le dossier des écoutes téléphoniques est désormais bien connu : de 1983 à 1986, l'intimité de plusieurs centaines de personnes fut violée par une équipe couvrant au-delà de tous les cadres de la loi. Le sentiment de trahison de ces hommes et leur impunité tentent à la protection de celui qui tirait les fils, le président. En menaçant les notes écrites presque au jour le jour par le mémorialisant du groupe, le lieutenant-colonel Jean-Louis Esquivé, la vanité le dispute à la naïveté dans le récit des aventures de cette équipe, tout à tour fiels nichés ou mécontents.

Alain de Mendonça compte de l'ampleur des actions menées par cette cellule d'espionnage. Edwy Plenel a écrit un roman noir dont il est l'un des acteurs principaux. A l'époque enquêteur obstiné pour Le Monde sur des affaires sensibles (dont celle du Rainbow Warrior), le journaliste devint l'un des ennemis intimes du président. A ce titre, il peut revendiquer l'honneur, avec l'écrivain Jean-Etienne Baillet, du « plus grand écroulé ». La lecture des fiches le concernant l'a plongé dans le désarroi, mais il a réussi à tirer de cette humiliation un récit acéré, d'autant plus efficace qu'il a banni le ressentiment pour l'honneur, la précision et la détermination. Le président de la République, de ces hommes et leur impunité tentent à la protection de celui qui tirait les fils, le président. En menaçant les notes écrites presque au jour le jour par le mémorialisant du groupe, le lieutenant-colonel Jean-Louis Esquivé, la vanité le dispute à la naïveté dans le récit des aventures de cette équipe, tout à tour fiels nichés ou mécontents.

S. B.

MÉDIAS

TF1: UN POUVOIR. - Pierre Péan et Christopher Nick

★ Fayard, Paris, 1997, 686 pages, 160 F.

En France, l'étude des médias souffre de la profusion des propos généraux et de la rareté des enquêtes. L'ouvrage de Pierre Péan et de Christopher Nick comble une partie de ce manque en analysant l'histoire et l'idéologie d'une des principales télévisions européennes. TF1 - privatisée en 1987 pour qu'elle devienne indépendante des pouvoirs et apporte un mieux-être culturel - ne gagne rien à être analysée de près, à la fois instrument de lobbying du groupe Bouygues et « vecteur d'une radicalité politique de droite » (xénophobie, « discours aux relents pénaux », néolibéralisme calqué sur les idées du patron). Les passages du livre consacrés à la guerre du Golfe et à l'application du virage postindustriel décelé dans l'« opinion » à partir de 1990 constituent presque une anthologie du conditionnement médiatique. En l'absence du candidat Balladur, soutenu par la direction de TF1, l'analyse des limites de ce type de marquage. Les auteurs, qui se sont appuyés sur de nombreux entretiens et sur quelques lectures - pas toujours citées - ont cependant tendance à s'enfermer à une seule chaîne des travers qu'on pourrait imputer à beaucoup d'autres, et pas seulement en France. Là où certains déclinent des dérives, il n'y a que les fruits amers d'un système.

S. R.

EVERYTHING FOR SALE: The Virtues and Limits of Markets. - Robert Kuttner

★ Alfred A. Knopf, New York, 410 pages, 1997, 27,50 dollars.

Depuis près de vingt ans, nous assistons à l'effacement de la notion de « marché », résultat d'une alliance entre les économistes néolibéraux et leurs collègues dans les autres sciences sociales et dans la presse, les idéologues conservateurs, et les milieux d'affaires qui veulent être libérés du « carcan réglementaire ». Désormais, l'aire marchande enveloppe tous les domaines : professions libérales, droit, journalisme, politique.

A contre-courant de cette évolution, Robert Kuttner cherche à rétablir tant la puissance publique que l'idée de société civile. Dans une grande synthèse, érudite sans être rébarbative, il dénonce « les utopies et les tours de passe-passe épistémologiques » du discours dominant qui, à force de s'attaquer aux « pathologies de l'intervention gouvernementale », ignore complètement les insuffisances du marché. Par une étude de cas fondée sur des aspects tels que la santé, les transports ou la communication, Robert Kuttner analyse « les vertus et les limites » des marchés. Il en conclut que l'État reste nécessaire pour stabiliser les mouvements marchands, promouvoir la croissance, réduire les inégalités, fournir les « biens publics » (en matière d'environnement par exemple), et cultiver les vertus civiques.

L. W.

RELIGION

ÊTRE PROTESTANT AUJOURD'HUI EN FRANCE. - Jeanne-Hélène Kaltenbach

★ Hachette, Paris, 1997, 234 pages, 710 F.

En contestant, au XVI^e siècle, l'ordre politique d'une Eglise catholique établie et jalouse de ses privilèges terrestres, les protestants ont proclamé une éthique qui soude une réalité paradoxale : la contribution au monde tel qu'il est et sa remise en cause au nom d'un nécessaire « retour » du dogme par la parole évangélique. En se penchant sur cette apparente contradiction, l'auteur, ancienne secrétaire générale de l'hebdomadaire protestant Réforme, nous invite à briser les stéréotypes en regard sur les protestants : austérité et modernité capitaliste.

Jeanne-Hélène Kaltenbach décrit avant tout une communauté diverse, défilée en quelques cinquante Eglises et sectes, au sein desquelles un peu moins d'un million de femmes et d'hommes revendiquent, à des degrés divers, l'appartenance à une religion. Cette étude s'intéresse à l'histoire et à la réalité de la pratique du protestantisme, en écartant la théologie au profit d'un trait sociologique encore peu exploré en France : le retour au religieux (et non du religieux), un fait dont témoignent tout autant les pratiques actuelles de l'islam, du judaïsme, du bouddhisme que du catholicisme.

ALAIN RENON.

MARIE OU LA LIBÉRATION HUMAINE. - Tissa Balasuriya, traduit de l'anglais par Christian Van Tuijcom

★ Editions Gollia, Villeurbanne, 1997, 351 pages, 160 F.

Publié en 1990, ce livre a valu à son auteur, un théologien catholique srilankais, d'être excommunié en janvier 1997. L'édition française présente la version originale légèrement modifiée de l'ouvrage « à scandale », et, en seconde partie, le dossier de l'excommunication (analyses critiques et documents officiels).

Les diverses remises en question de la théologie traditionnelle par ce prêtre sont autant d'occasions de comprendre les points de rupture entre l'Eglise catholique et les autres grandes religions. L'Eglise catholique en particulier a été marquée par les mythes et les postures entourant la vie de Marie. Cette relecture des récits de l'Evangile redéfinit le rôle spirituel de la mère de Jésus, mais aussi celui d'une femme qui a combattu aux côtés de son fils. La dévotion actuelle, « mariale », cantonne les femmes dans des rôles secondaires et élipse les contextes sociopolitiques contemporains.

VIOLAINE RIPOLL.

ARTS

FRIDA: BIOGRAPHIE DE FRIDA KAHLO. - Hayden Herrera, traduit de l'anglais par Philippe Beau-doin

★ Editions Anne Carrière, Paris, 1996, 662 pages, 395 F.

Publié en 1993 aux États-Unis, ce volumineux ouvrage proclame d'emblée son ambition : aller au-delà de la « légende » dorée qui légende le couple formé par Diego Rivera et Frida Kahlo, l'épouse et le colon, pour entrer dans la vie d'une femme au parcours en tout point singulier. Il est ici découpé en vingt-cinq chapitres, allant de « La maison bleue de la rue de Londres », celle de Coyote, tout près de Mexico, où l'artiste naquit en 1907, à « Viva la Vida », où sont relatées ses funérailles grandioses, en 1954. Alors la peuple mexicain rendit un dernier hommage à son idole nationale, lorsque sa bière « fut soudainement d'un rouge écarlate ». De coup, du sort en coupe de Kahlo, on lit cette biographie avec étonnement d'indifférence.

FRANÇOISE BARTHELEMY.

SOCIÉTÉ

POUR UN MONDE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE. - Alliance pour un monde responsable et solidaire

★ Editions Montmorency, Montréal, 1997, 484 pages, pas d'indication de prix.

En avril 1994, Le Monde diplomatique publia la « Plate-forme pour un monde responsable et solidaire », à la fois état des lieux des dysfonctionnements de la planète et mise en avant de principes d'action pour garantir un avenir digne au genre humain. « Portée » par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, qui avait signé ce document, s'est structurée en de multiples groupes locaux en Europe, en Afrique et en Amérique du Nord.

L'ouvrage que propose le groupe de Montréal est le résultat d'un colloque international organisé en 1996 avec un double objectif : actualiser la plate-forme et débattre de plusieurs grands thèmes, dont la transformation des valeurs, l'articulation créativité-technologie et la prise de conscience de l'anneau. Des contributions souvent remarquables, en particulier sur la promotion des femmes africaines, le pauvre et le développement durable.

B. C.

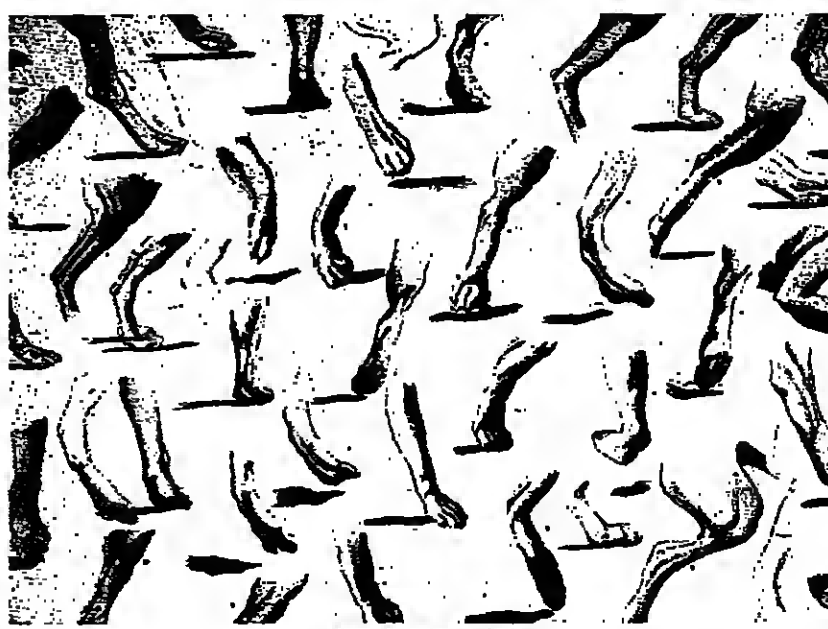
ÉCLAIRER SANS BRÛLER. SALON DU LIVRE ANTIFASCISTE. - Textes réunis par Simone Roche

★ Actes Sud, Paris, 1997, 122 pages, 45 F.

Pau de temps après l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, des « ouvrages marxistes » furent interdits, des listes comportant le nom de centaines d'auteurs allemands à proscrire furent établies, puis, devant les universités ou sur les places publiques, les « chorales littéraires » brûlèrent des milliers de livres sous le haut patronage de Goebbels, ministre de la culture. Comme l'avait pressenti Heine, si on brûlait des livres, n'allait-on pas brûler des hommes ? On se le dit qu'il en fut.

On ne brûle plus les livres, mais, à Toulouse, Orange et autres lieux, les livres des bibliothèques sont éparpillés, la presse démocratique interdite, certains auteurs censurés. Ce livre, auquel ont contribué trente et un écrivains, journalistes, historiens, artistes, etc., est destiné à combattre le retour de l'insolence. Il inaugure le Salon antifasciste de Gardanne, qui se tient du 15 au 23 novembre, sous le patronage de l'Unesco, avec le concours de nombreuses autres institutions et organisations. Après la mobilisation de Strasbourg au printemps 1997, le Salon du livre antifasciste veut prévenir et agir avant qu'il ne soit trop tard.

MICHEL DREYFUS.



« Partes de chiens » (1994)

« CUECO, DESSINS »

L'œil composé

C'EST l'œil qui fait le peintre. Pas le main, ni la dextérité gestuelle. L'œil, le regard, la vision. Une acuité visuelle intense, capable de traverser les apparences, de projeter dans l'espace, de tordre le spectre des formes et des couleurs, de rendre enfin visibles les fantômes de la réalité.

L'œil de Cueco, semblable à celui des grands peintres visionnaires (Vélasquez, Rembrandt, Goya, Picasso), n'est pas humeur. Non point simplement parce qu'il voit ce que nul autre ne peut voir, mais parce qu'il perçoit autrement, différemment. Sa « machine de vision » fonctionne sur des principes optiques distincts. Comme les insectes, ou la mouche cantharide, Cueco possède des yeux composés qui lui permettent de voir un sujet en le décomposant en ses divers éléments. Son regard, tel un kaléidoscope, déconstruit, désassemble, disperse les pièces d'un ensemble - le corps humain, un ex-voto, un crayon, un objet, une pomme de terre... - pour mieux faire percevoir la complexité de l'ordre apparent.

Dans un texte superbe qui dévoile la géométrie cachée du peintre, Marie-José Mondzain affirme : « Ses tableaux sont chargés de la mémoire d'autres tableaux. Disons qu'ils sont partie prenante dans une histoire de la peinture et font référence par leur forme, leur matière et leurs signes à tout un courant critique et figuratif qui accompagne les années gaulliennes et post-gaulliennes. Il faut prendre position puisque l'art était enlisé dans la culture et la culture dans un ministère. Sur cette toile de fond circulaire, tout l'itinéraire de Cueco est une lente et ferme reconquête de sa liberté graphique envers et contre tout ce qui pourrait l'enfermer. Le dessin est ici la conquête et l'aboutissement du tableau. En lui s'inscrit le libéré (1) ».

Mieux encore que ses tableaux, les dessins de Cueco soulignent en effet sa fascination pour l'esthétique du désordre, son goût pour une rhétorique de la représentation inspirée par la planche encyclopédique. Ils révèlent l'annexion de cet artiste, radicalement moderne et politiquement subversif, dans la grande tradition picturale classique.

NANCY DOLHEM.

(1) Marie-José Mondzain, Cueco, dessins, Cercle d'art, Paris, 194 pages, 390 F. pp. 56-57.

« LA VILLE GLOBALE », de Saskia Sassen

Retour de la « cité-tourbillon »

EN 1900, dans un article visionnaire intitulé « La diffusion à venir des grandes villes », H. G. Wells inventait le terme de « cité-tourbillon » (« whirlpool-city ») capable d'attirer à elle et d'absorber en son sein et les populations et les industries des contrées les plus reculées. Dans La Ville globale (1), Saskia Sassen dresse avec brio le portrait d'un nouveau type de métropole, centre de commandement du capitalisme planétaire, né du double mouvement paradoxal de « dispersion » des activités manufacturières à travers le globe et de « centralisation » des fonctions de coordination, de prévision et de gestion « mondialisées », dont New York, Londres et Tokyo nous livrent l'archétype.

L'ouvrage s'organise autour de quatre thèmes, qui définissent autant de propriétés distinctives de la « ville mondiale ». Premièrement, plus l'économie s'internationalise et plus les fonctions de contrôle des « grandes firmes s'agglomèrent dans un petit nombre de sites », niches au cœur des pays les plus avancés, puisque c'est sur ces derniers que l'investissement transnational s'est recentré depuis la fin des accords de Bretton-Woods. Par conséquent, et en second lieu, la « ville mondiale » n'est pas un simple pôle de décision stratégique : c'est aussi « un site de production » très particulier puisque les marchandises qui s'y fabriquent sont les services spécialisés nécessaires aux entreprises multinationales (assurances, droit, comptabilité et fiscalité, publicité et relations publiques) et les nouveaux instruments financiers indispensables au management planétaire. Ensemble, ces deux secteurs constituent le fer de lance de la nouvelle économie urbaine.

Troisième idée-clé, l'apparition des « villes mondiales » remodèle la hiérarchie urbaine, nationale et internationale : d'une part, elle accentue le déclin relatif des métropoles secondaires, dépendantes des industries traditionnelles ; d'autre part, loin d'être rivales, ces villes s'inscrivent dans un même réseau planétaire qui transcende les frontières et ronge

la souveraineté de leurs États respectifs. Enfin, l'ascension de cette nouvelle espèce de métropole se traduit par le « dualisme » de la structure socioprofessionnelle et spatiale de leurs populations, par l'institutionnalisation du marché du travail informel et par l'accroissement corrélatif des inégalités de classe. Ainsi la haute noblesse d'entreprise vivant dans les quartiers huppés en plein boom et le sous-prolétariat des bas quartiers déshérités à forte proportion d'immigrés croissent-ils partout dans une relation symbiotique.

SOLIDEMENT documentées, les thèses de Sassen soulèvent autant de problèmes qu'elles en résolvent. Tout d'abord, nombre de tendances économiques récentes, hâtivement attribuées à la « mondialisation », s'observent tout au long du XX^e siècle pour peu qu'on élargisse la période d'observation (2). Ensuite, en sélectionnant comme sites empiriques les trois places financières hégémoniques du moment, Sassen ne se condamne-t-elle pas à trouver que le nouveau « régime urbain » est dominé par la finance internationale ? Dans la foulée, on ne voit pas clairement pourquoi les mêmes innovations technologiques qui facilitent la dispersion de la production manufacturière n'ont pas autorisé l'éclatement de la production des « capacités de contrôle mondial ». Enfin, on peut regretter que l'économie politique que pratique Sassen mette par trop l'accent sur l'économie au détriment du politique : le rôle de l'État n'y est guère qu'effleuré (3) alors que toutes les études comparatives montrent que ce dernier contribue fortement à déterminer la nature, la forme et l'étendue des inégalités sociales.

Ces critiques n'enlèvent rien au mérite de Saskia Sassen : par sa force et sa clarté analytiques autant que par les questionnements qu'il fait surgir, le modèle théorique proposé est indispensable pour repenser l'articulation entre l'ordre urbain (international in statu nascendi) et le nouvel ordre capitaliste planétaire.

LOIC WACQUANT.

(1) Saskia Sassen, La Ville globale, New York, Londres, Tokyo, Desacres & Cie, Paris, 1996, 530 pages, 220 F.

(2) Neil Fligstein, « Mythe et réalités de la mondialisation », Actes de la recherche en sciences sociales, septembre 1997.

(3) On trouvera un début de correction en Saskia Sassen, L'État mondial ? The State in the Global Economy, Columbia University Press, New York, 1997.

● L'ÉTAT DU MONDE 1998. - La Découverte, Paris, 1997, 704 pages, 159 F. En 270 articles inédits et avec un index de 2 500 entrées, cette réédition annuelle de ce qui est devenu une institution - au meilleur sens du mot - examine les grandes tendances géopolitiques, économiques, sociales et éthiques qui redessinent le paysage mondial. Le chapitre « Tous les pays du monde » permet d'aller à l'essentiel des événements de l'année écoulée dans les 225 États souverains et autres territoires de la planète. Une troisième partie essentielle propose informations pratiques, indicateurs et données statistiques.

● RAMSES 98. - Sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacques. (Dunod, Paris, 1997, 400 pages, 219 F.) Dans cette « synthèse annuelle de l'évolution du monde » proposée par l'Institut français des relations internationales (IFRI), la partie politique fait ressortir l'extrême diversité des logiques régionales, le chapitre économique décrit plusieurs facettes de la mondialisation et une troisième entrée, intitulée « Débats », analyse plusieurs questions fondamentales pour le devenir de nos sociétés : migrations de populations, réformes des systèmes de santé, dépenses publiques et impôt.

● STATE OF THE WORLD 1997. - Lester R. Brown, Christopher Flavin, Hilary French. (Worldwatch Institute Report on Progress Toward a Sustainable Society, W.W. Norton & Company, New York, Londres, 1997, 229 pages, 13,95 dollars.) État des lieux des menaces écologiques et plaidoyer pour l'adoption de mesures urgentes favorisant une économie durable pour l'environnement.

Imprimerie du Monde
12, r. M. Gumbourg
95852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-595X
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réimpression ou autre, utiliser nos numéros de téléphone vert :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGP Paris 1997
pour les œuvres de ses adhérents

